

Institut d'études politiques de Paris
ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO

Master en Histoire

Vosotros sois la esperanza del mañana

*Pratiques politiques et culturelles de l'exil libertaire espagnol
en France (1945-1975)*

Félix Le Roux

Mémoire dirigé par Mathieu Fulla (IEP, CHS P)

Soutenu le 2 juin 2022

Jury :

Mme Delphine Diaz (Maîtresse de conférences, Université de Reims Champagne-Ardenne)

M. Mathieu Fulla (Enseignant, IEP, CHSP)

M. Marc Lazar (Professeur des universités, IEP, CHSP)

REMERCIEMENTS :

Malgré ses conditions particulières de réalisation dues au contexte sanitaire, ce travail de recherche a été très formateur. Je tiens à remercier en premier lieu M. Mathieu Fulla, directeur de ce mémoire, pour sa disponibilité, sa compréhension et son investissement tout au long du processus de recherche et de rédaction. Les échanges que nous avons pu avoir m'ont permis de construire un argumentaire cohérent et rigoureux et ses relectures attentives ont été d'une grande aide.

J'aimerais aussi remercier M. Nicolas Rousselier et M. Gerd-Rainer Horn qui, en tant que tuteurs de Master 1, m'ont donné l'occasion de cadrer mon sujet relativement tôt et m'ont indiqué les premières sources à explorer.

Durant mes recherches, j'ai pu rencontrer des personnes qui, par leurs travaux, leurs témoignages, leur gentillesse et leur temps, ont rendu possible l'étude de cet exil particulier. Mme Placer Marey Thibon et M. Ángel Carballeira font partie de ceux-là, qu'ils en soient remerciés.

Merci également à mes camarades de master, ces compagnons de recherche qui ont fait paraître plus courtes ces longues journées passées à la bibliothèque de Sciences Po ou à la bibliothèque Louise Michel.

Enfin, j'aimerais remercier mes amis et ma famille qui, à travers leurs relectures et leur présence, ont été d'un grand soutien.

Principaux sigles utilisés :

CENU : Conseil de l'École Nouvelle Unifiée

CGT : Confédération générale du travail

CGT-SR : Confédération générale du travail - Syndicaliste révolutionnaire

CNT : Confédération nationale du travail

CTDEE : Centre toulousain de documentation sur l'exil espagnol

DI : Defensa Interior

FA : Fédération anarchiste

FICEDL : Fédération internationale des centres d'études et de documentation libertaires

FIJL : Fédération ibérique des jeunesses libertaires

GARI : Groupes d'action révolutionnaires internationalistes

MLE : Mouvement libertaire espagnol

PCE : Parti communiste d'Espagne

PCF : Parti communiste français

PCMLF : Parti communiste marxiste-léniniste de France

POUM : Parti ouvrier d'unification marxiste

PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol

SFIO : Section française de l'Internationale ouvrière

SIA : Solidarité Internationale Antifasciste

UGT : Union générale des travailleurs

UJC(ml) : Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes

UJRF : Union de la Jeunesse Républicaine de France

SOMMAIRE :

Remerciements	3
Principaux sigles utilisés	4
Sommaire	5
 INTRODUCTION	 6
 PREMIÈRE PARTIE : Un exil pensé comme provisoire au sortir de la Seconde Guerre mondiale (1945-1960)	 18
 Chapitre I : L'exil anarchiste de l'immédiat après-guerre, un état des lieux	 19
Chapitre II : Refonder l'anarchisme en exil, structures et imaginaire.....	30
 DEUXIÈME PARTIE : « S'intégrer sans se dissoudre », les années 1950, une période d'effervescence libertaire dans l'exil	 56
 Chapitre I : Réaffirmer une identité politique et culturelle, les réseaux de solidarités des années 1950.....	 58
Chapitre II : Où sont les militantes ? Le mouvement libertaire en exil et l'invisibilisation des femmes	77
Chapitre III : L'utopie mise en pratique, la colonie d'Aymare	87
 TROISIÈME PARTIE : Le mouvement libertaire en exil entre recomposition et déclin (1959-1975)	 96
 Chapitre I : S'ouvrir pour survivre, le cas de l'Athénée espagnol toulousain.....	 98
Chapitre II : Pratiques politiques et renouveau générationnel dans une décennie de contestation	110
 CONCLUSION	 125
 Table des illustrations	 131
État des sources	132
Bibliographie	137
Annexes	146
Table des matières	182

INTRODUCTION :

Ángel Carballeira est né le 11 juillet 1942 à Cras, un petit village du Lot situé à une vingtaine de kilomètres de Cahors. Ses parents, militants libertaires espagnols, ont dû s'exiler en France comme plusieurs centaines de milliers de personnes lors de la *Retirada* de 1939. Durant l'un de nos échanges, il apporte un exemplaire de son livre *Les Espagnols de l'exode et du vent*, aussi riche en informations que difficile d'accès ¹. Tout en expliquant pourquoi il est devenu très compliqué de se procurer ledit ouvrage, Monsieur Carballeira détaille les raisons qui l'ont amené à l'écrire :

« J'en ai eu marre que les historiens... et cela a commencé dans les années 1970... Enfin j'ai bien connu certains de ces historiens comme Domergue qui était très sympa par ailleurs. Mais ils partaient d'une idée préconçue, d'une espèce de culture de gauche française. Ils décrivaient les exilés anarchistes avec cet axiome et je me suis dit : mais ils sont en train de raconter notre histoire. Au bout d'un moment j'ai dit non. Pour faire ce travail, parce que c'est compliqué, je prends ma vie comme fil conducteur, ce que j'ai vécu et ce que j'ai vu. Mais le but c'est de décrire le milieu dans lequel j'ai vécu en prenant un fil d'Ariane qui est ma vie. Comment je vois les militants, la solidarité... Certains ont pensé que c'était mon autobiographie et ça m'a déçu. Mon but n'était pas celui-là. Je voulais décrire des parcours et donc je suis parti de ma famille, qui forme un échantillon comme un autre. On était en train de raconter notre histoire, parce qu'on est devenu à la mode hein depuis les années 2000, et les historiens racontent notre vie. Donc j'ai décrit ce que j'ai vécu moi en essayant de décrire le milieu. J'espère que vous le comprendrez comme ça même si bon, il a un peu pris la pluie »².

L'exil est un objet d'histoire particulier. Il est, comme le rappelle le sociologue Jay Rowell, un « voyage du connu vers l'inconnu, du familier vers l'étranger dans le sens plein du terme »³. Marqué par une grande diversité d'expériences, l'exil peut être temporaire, définitif et vécu comme tel. Il est intrinsèquement lié à la contrainte. Celle-ci est alors multidimensionnelle puisqu'elle peut renvoyer à la contrainte de quitter sa terre comme aux contraintes rencontrées dans le pays d'accueil. Le déplacement forcé peut aussi devenir un « attribut biographique⁴ » qui se transmet de générations en générations. Il ne s'agit pas de circonscrire un individu à son identité d'exilé ou d'essentialiser des trajectoires diverses mais de penser aussi l'exil comme un phénomène relationnel. Cet attribut prend sens dans

¹ Ángel CARBALLEIRA, *Les Espagnols de l'exode et du vent*, CTDEE À livre ouvert, 2016, 239 p.

² Entretien avec Ángel Carballeira, 2h49mn, Fontenay-aux-Roses le 8 février 2022.

³ Jay ROWELL « L'exil comme ressource et comme stigmatisme dans la constitution des réseaux des architectes-urbanistes de la RDA », *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 2005/2 (no52-2), pp. 169-191.

⁴ *Ibid.*, p. 171.

l'interaction ou la confrontation individuelle et collective comme dans la socialisation politique et culturelle. L'exil est alors une composante biographique structurante pour l'individu comme pour le groupe qui peut être mobilisée comme ressource et/ou subie comme stigmat. En mobilisant ce concept, il n'est alors pas difficile de comprendre les raisons qui ont poussé Ángel Carballeira à rédiger son ouvrage. Il s'agit, dans une certaine mesure, de rester maître de son histoire et, surtout, de sauvegarder une partie du vécu et de la mémoire de l'exil. Relater ce passé, le coucher noir sur blanc, c'est le conserver : « il faut néanmoins se souvenir qu'on lit encore les manuscrits de la Mer Morte, alors que l'on ne sait rien sur la voix et l'accent de Jules César. Ce qui reste, ce sont les écrits, qu'ils soient digitalisés ou pas »⁵.

Fixer des bornes chronologiques à l'étude de cet exil particulier n'a pas été chose aisée. L'arrivée massive de réfugiés espagnols en France à la fin des années 1930, les conditions d'accueil desdits réfugiés et la Seconde Guerre mondiale sont bien évidemment des éléments fondamentaux à connaître pour appréhender les trajectoires et les pratiques de l'exil libertaire. Cependant, compte tenu de l'existence d'une riche historiographie sur ces périodes, faire commencer l'analyse à partir de l'immédiat après-guerre apparaît plus judicieux. De plus, pendant l'Occupation, les libertaires espagnols sont perçus par les autorités françaises comme des ennemis de l'intérieur. Beaucoup d'entre eux sont internés ou rejoignent la Résistance. Il faut donc attendre la Libération et la sortie de la clandestinité pour que le mouvement libertaire en exil se restructure réellement. Pour pouvoir examiner les pratiques culturelles et politiques de l'exil libertaire espagnol et les mettre en perspective, il faut aussi distinguer plusieurs mouvements, plusieurs dynamiques qui fondent la structure et l'argumentaire du mémoire. Cela explique pourquoi ce travail propose d'explorer trois décennies, jusqu'à la mort de Franco qui clôt le récit en 1975.

État des lieux historiographique , des travaux à prolonger :

Ce travail qui résulte d'un peu moins de deux ans de recherche s'inscrit dans la continuité de la logique adoptée par Ángel Carballeira. Il faut cependant noter une différence : celui-ci n'est pas l'œuvre de quelqu'un ayant un lien intime ou personnel à l'exil et plus particulièrement à l'exil des libertaires espagnols dont il est question ici. Il a donc fallu tout au long du processus de préparation et d'élaboration de ce mémoire appréhender tout un ensemble

⁵ Ángel CARBALLEIRA, *op. cit.*, 2016, p. 11.

de codes, de valeurs et comprendre les limites du dicible et de l'indicible. Cette démarche a été facilitée par l'historiographie existante qui s'étoffe depuis maintenant quelques années. De nombreux travaux traitant des trajectoires des exilés espagnols en France à la suite de la *Retirada* de 1939 existent. Les premières recherches apparaissent dans les années 1960, toutes en langue espagnole, et ne concernent pour la plupart que l'internement en France ou les camps d'exterminations nazis pendant la Seconde Guerre mondiale⁶. Les premiers colloques qui traitent de la question de cet exil sur un temps plus long sont organisés dans les années 1980 en Espagne (le premier étant organisé en 1987 à Madrid par la fondation Sánchez-Albornoz⁷). En même temps, l'étude des phénomènes migratoires au XXe se développe considérablement en France avec des ouvrages de référence comme *Le Creuset français. Histoire de l'immigration, XIXe – XXe siècle* de Gérard Noiriel⁸ ou *L'Immigration en France au XXe siècle* de Marianne Amar et Pierre Milza⁹.

Aujourd'hui, l'arrivée et l'internement des réfugiés espagnols après 1939 sont des problématiques largement documentées grâce notamment aux travaux de Geneviève Dreyfus-Armand et d'Emile Temime¹⁰. Plus récemment, Maëlle Magendre retrace l'internement des réfugiées espagnoles en développant une approche à la croisée de l'histoire de l'immigration et de l'histoire du genre. L'historienne décrit comment les femmes, tributaires des stéréotypes de genre, font face à des dispositifs coercitifs différents de ceux mis en place pour les hommes. L'agentivité de ces réfugiées est mise en avant à travers un registre d'actions tout à fait divers : subversion des catégories administratives et des rôles assignés ; mise en avant de la féminité face à des conditions d'existence pénibles ou encore revendication de la violence face à une supposée faiblesse naturelle¹¹. La participation active des exilés espagnols dans la Résistance durant la Seconde Guerre mondiale est elle aussi abordée dans un nombre conséquent de travaux. Avec *La Nueve, 24 août 1944, Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris*, Evelyn Mesquida retrace le parcours de cette 9^{ème} compagnie largement composée de républicains espagnols, de son débarquement sur les plages de Normandie dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août 1944 à sa participation à de violents combats sur le territoire allemand en passant par son

⁶ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'émigration politique espagnole en France au travers de sa presse, 1939- 1975*, Thèse d'Histoire sous la direction de Pierre Milza, Institut d'études politiques de Paris; Cycle supérieur d'histoire du XXe siècle, 1994, 780 p.

⁷ *Ibid.*, p. 3.

⁸ Gérard NOIRIEL, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration, XIXe – XXe siècle*, Paris, Seuil, coll. « L'Univers Historique », 1988, 442 p.

⁹ Marianne AMAR et Pierre MILZA, *L'Immigration en France au XXe*, Paris, Armand Colin, 1990, 331 p.

¹⁰ Émile TEMIME et Geneviève DREYFUS-ARMAND, *Les Camps sur la plage, un exil espagnol*, Paris Autrement, 1995, 144 p.

¹¹ Maëlle MAUGENDRE, *Les réfugiées espagnoles en France (1939 - 1942) : des femmes entre assujettissements et résistances*, Histoire, Université Toulouse le Mirail , Toulouse II, 2013, p. 522.

rôle crucial dans la libération de Paris¹². L'historienne étudie aussi la question de la mémoire de ces espagnols qui pour la plupart sont tombés dans l'oubli. Elle questionne cette histoire officielle de la Résistance qui, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, ne semblait pouvoir accueillir en son sein que la participation des seuls Français.

L'historiographie de l'exil espagnol après 1945 et plus encore celle du mouvement libertaire est bien moins développée que celle qui couvre l'internement dans les camps et la Seconde Guerre mondiale, justifiant l'existence de ce mémoire de recherche. En 1985, Émile Temime, tout en reconnaissant que « l'histoire contemporaine de l'Espagne témoigne d'un dynamisme tout à fait réconfortant »¹³ insiste sur le fait que « l'historien peut s'étonner de grosses lacunes en histoire sociale [...] il est remarquable que l'on ait la plus grande difficulté à lancer des études historiques sérieuses sur la question »¹⁴. Depuis 1985, de nombreux travaux ont été menés. Concernant l'exil républicain dans son ensemble, il est impossible de ne pas mentionner les travaux de Geneviève Dreyfus-Armand¹⁵ qui, en France, fait figure de pionnière en la matière. À travers son analyse de la presse en exil et la mobilisation d'un corpus de sources extrêmement riche (surtout des sources imprimées), l'historienne explore tout un ensemble de champs essentiels à la compréhension des dynamiques endogènes et exogènes qui marquent l'émigration espagnole pendant les quarante années étudiées. Examiner l'activité éditoriale de l'exil c'est donc s'intéresser à ce qui structure la vie politique, culturelle et associative mais aussi la mémoire considérée comme un vecteur important et privilégié de sauvegarde d'une identité, elle aussi politique et culturelle. Dans son mémoire de Master 2, Federica Luzi explore cette problématique en s'intéressant à la production collective de la mémoire de l'exil par les descendants ainsi qu'au rôle des différentes organisations (syndicats, associations, partis politiques) dans la reconstruction de celle-ci¹⁶. Ladite presse, militante qui plus est, doit tout de même être appréhendée avec précaution. Elle peut présenter des informations d'une façon altérée ou considérer la marginalité d'un élément à travers une « analyse événementielle »¹⁷. De plus, les travaux de Geneviève Dreyfus-Armand traitent de l'exil républicain dans son

¹² Evelyn MESQUIDA, *La Nueve, 24 août 1944, Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris*, Cherche Midi, 2011, 353 p.

¹³ Émile TEMIME, « Bilan et lacunes des recherches récentes sur l'histoire espagnole du XX^e siècle en France et en Espagne », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°3-4, 1985. L'Espagne, 1900-1985, sous la direction de Stéphane Courtois, p. 15.

¹⁴ *Ibid.*, p. 13.

¹⁵ Voir notamment DREYFUS-ARMAND, *L'Exil des républicains espagnols en France. De la Guerre civile à la mort de Franco*, Albin Michel, 1999, 480 p. ou *L'Espagne, passion française : 1936-1975: Guerres, exils, solidarités* avec Odette MARTINEZ-MALER, Les Arènes, 2015, 255 p.

¹⁶ Federica LUZI Federica, « L'exil espagnol de 1939 en France : fragmentations et recompositions des mémoires », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n°7, 2010, pp. 1-7.

¹⁷ Pascal WITZIG, *Le biais médiatique en sciences sociales*, mémoire de Master 2 en Science politique soutenu en 2014 à l'Université de Lausanne sous la direction de Olivier Fillieule, p. 12.

ensemble et, même si l'historienne ne considère pas celui-ci comme un agrégat homogène, force est de constater que certaines de ses composantes, par exemple le mouvement libertaire, sont moins documentées. Le présent mémoire se propose de contribuer à éclairer certaines zones d'ombre. Pour ce faire, il s'appuie tout d'abord sur un certain nombre de recherches, pour la plupart écrite en langue espagnole, qui forment un précieux matériau¹⁸. L'approche par l'histoire culturelle adoptée par Lucienne Domergue et Alicia Altred Vigil est particulièrement intéressante¹⁹. Les deux historiennes dressent le tableau de ce microcosme de l'exil libertaire du Midi dans les neuf chapitres qui composent le livre, accompagnés d'annexes complètes retraçant l'activité éditoriale et théâtrale du Mouvement libertaire espagnol (MLE) en exil composé de plusieurs organisations comme la Confédération Nationale du Travail (CNT), la centrale syndicale, la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL), le mouvement de jeunesse ou Solidarité Internationale Antifasciste (SIA), association humanitaire et politique fondée pendant la guerre d'Espagne. L'analyse des discours, des imprimés, des témoignages graphiques ou oraux permettent d'appréhender la construction (ou la reconstruction) d'une culture et d'un imaginaire collectif. Dans un sens, cet ouvrage s'inscrit dans la continuité des travaux de Clara Lida et Pablo Yankelevich²⁰.

Concernant les organisations et les institutions de l'exil libertaire espagnol en France, la littérature est dominée par les écrits militants. Si l'ouvrage d'Ángel Herrero López, *La CNT durante el franquismo : clandestinidad y exilio (1939-1975)*²¹, apporte des éléments pertinents, force est de constater, comme le fait l'historien François Guinchard, qu'il est caricatural dans son opposition entre la fraction « orthodoxe » qualifiée de « sectaire » et la fraction « possibiliste » décrite comme « rénovatrice »²². Quelques études parues dans les années 2010 permettent toutefois d'éclairer certains pans de l'histoire politique du mouvement anarchiste en exil. L'article de François Guinchard²³ aborde par exemple les dissensions qui marquent la CNT

¹⁸ Voir, *inter alia*, Marlène ARCHET, *Le théâtre à Toulouse dans les milieux de l'émigration espagnole* (1945-début des années 60), Mémoire pour la Maîtrise d'Espagnol, Université de Toulouse-Le Mirail, 1985, 95 p. ; Rafael MAESTRE, Javier NAVARRO, « Libro de Actas del Coloquio sobre el exilio libertario en Francia (1939-1945) a través de la historia oral », *Exils et migrations ibériques au XXe siècle*, 1997 n°3-4 pp. 233-234 ; Lucienne DOMERGUE, Marie LAFFRANQUE, « L'exil des libertaires espagnols : ruptures et fidélité » dans *L'Espagne face aux problèmes de la modernité*, Actes du Congrès de la Société des Hispanistes Français, Rouen, 1984, pp. 164-175 ; Olivier HIARD, *Aymare 1939-1967 - Une collectivité anarchosindicaliste espagnole dans le Lot*, Les Éditions Libertaires, 2014, 168 p.

¹⁹ Lucienne DOMERGUE et Alicia ALTRED VIGIL, *La cultura del exilio anarcosindicalista en el sur de Francia* Madrid, Ediciones Cinca, 2012, 256 p.

²⁰ Clara LIDA y Pablo YANKELEVICH, *Cultura y política del anarquismo en España e Iberoamérica*, Mexico D. F., El Colegio de México, 2011, 328 p.

²¹ Ángel HERRERÍN LÓPEZ, *La CNT durante el franquismo : clandestinidad y exilio (1939-1975)* Madrid, Siglo XXI, 2004, 480 p.

²² François GUINCHARD, « De Charybde en Scylla. La réunification manquée de la CNT espagnole en exil dans les années 1960 », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n°19, 2017, p. 13, source web <https://journals-openedition-org.acces-distant.sciencespo.fr/ccec/6774#quotation> (consulté le 25 mars 2022).

²³ François GUINCHARD, *art. cit.*, p. 2.

en exil depuis 1945. Il y décrit l'état de division du mouvement et ce long chemin vers l'unité qui mène à la réunification de 1961, nécessaire mais éphémère. Il est cependant important de souligner le fait qu'il ne s'agit pas de faire une histoire des organisations. Le processus de formation et de fonctionnement d'entités comme la CNT en exil ou les luttes intestines qui ont lieu en son sein ne seront mis en avant ici qu'à la lumière de leur signification en termes de pratiques culturelles et politiques.

Pour une histoire culturelle et politique de l'exil libertaire espagnol :

Cette recherche propose de saisir les trajectoires des militants libertaires espagnols exilés en France à travers un double prisme, culturel et politique. L'anthropologue Clifford Geertz définit la culture comme un « modèle historiquement transmis de significations incarnées dans des symboles, un système de conceptions héritées exprimées dans des formes symboliques au moyen desquelles les hommes communiquent, perpétuent et développent leurs connaissances sur la vie et leurs attitudes à son égard »²⁴. L'anarchisme, en tant que mouvement d'idées et d'action, se distingue par son rejet de toute contrainte extérieure à l'homme. Il se « propose de reconstruire la vie en commun sur la base de la volonté individuelle autonome »²⁵. Théorisé dans la deuxième moitié du XIXe siècle par des penseurs comme Proudhon ou Bakounine, l'anarchisme est un mouvement socialiste pluriel prônant la coopération et l'autogestion dans une société sans classe sociale. À la fin du XIXe siècle, les mouvements anarchistes cherchent à s'affranchir des partis politiques et de leur tutelle²⁶. L'anarchosyndicalisme, méthode d'accès à la société libertaire, rompt avec l'action politique des partis et présente la grève générale comme un moyen de lutte privilégié. L'anarchisme est fondé sur la négation du principe de domination et considère la culture, en tant que système de conceptions, comme un vecteur d'émancipation individuelle et collective. Les libertaires revendiquent l'autonomie par la connaissance et c'est à travers l'éducation que la culture est envisagée dans un processus de transformation sociale. Dans son *Encyclopédie anarchiste*, publiée en quatre volumes entre 1925 et 1934, Sébastien Faure écrit que « la tâche immédiate d'Education doit précéder et dominer toutes les autres » et que les anarchistes ont le « devoir de s'initier, de

²⁴ Clifford GEERTZ, *The Interpretation of Cultures*, Basic Books, 1973, p. 89 (traduction de l'auteur).

²⁵ Henri ARVON et Jean MAITRON, « ANARCHISME », Encyclopædia Universalis, source web : <http://www.universalis-edu.com/acces-distant/sciencespo.fr/encyclopedie/anarchisme/> (consulté le 11 mai 2022).

²⁶ Gaetano MANFREDONIA, « L'anarchisme », dans : Jean-Jacques Becker éd., *Histoire des gauches en France. Volume 1*. Paris, La Découverte, « Poche / Sciences humaines et sociales », 2005, p. 452.

s'intéresser à tout ce qui a trait au mouvement social universel »²⁷. La pratique culturelle constitue un élément prépondérant de l'histoire de l'anarchisme espagnol en exil. Le théâtre, les conférences ou les commémorations sont autant de vecteurs de socialisation culturelle et politique et de diffusion idéologique et normative structurant l'exil libertaire. Ces événements sont mobilisés comme des outils permettant d'assurer l'émancipation du groupe et de l'individu. Ils constituent aussi un moyen de réaffirmer une identité politique et culturelle particulière sur le territoire français et au sein de l'exil. La culture et les pratiques des réfugiés anarchistes, c'est-à-dire les façons de faire envisagées dans un contexte sociale, sont marquées par un héritage historique particulier. La révolution sociale de 1936 menée par la CNT espagnole, une des seules formations anarcho-syndicaliste ayant réuni des centaines de milliers de membres dans les années 1930, prend une place importante dans la mémoire des exilés anarchistes. La mise en place du communisme libertaire à grande échelle (notamment en Catalogne et dans l'Aragon) par le mouvement anarchiste participe à « cristallise[r] sa propre mythologie »²⁸. La répression de celui-ci par les autorités républicaines marque profondément les esprits, notamment pendant les journées de mai 1937 où les anarchistes de la CNT et les trotskistes du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) affrontent les communistes du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC), fédéré au Parti communiste d'Espagne (PCE). Dans l'exil en France, les rapports de force de la guerre d'Espagne se reproduisent alors que des conflits mémoriels apparaissent. Les réfugiés libertaires, à travers leurs pratiques, cherchent à réaffirmer cette identité particulière tout en s'inscrivant dans l'héritage de la révolution sociale de 1936.

La mobilisation de ces concepts ne doit pas occulter la diversité de l'exil libertaire. Pendant la guerre d'Espagne, la participation de certains membres de la CNT au gouvernement républicain révèle les contradictions au sein de l'organisation politique et provoque des dissensions entre une base militante radicale, refusant toute alliance, et un appareil syndical disposé à s'unir avec les autres composantes du camp républicain afin de faire front commun contre la menace fasciste²⁹. Ces tensions s'intensifient dans l'exil, menant à une scission de la CNT en 1945. Pour ne pas essentialiser les réfugiés libertaires et pour appréhender toute la diversité de leurs pratiques, il faut rappeler l'importance de l'histoire par en bas inspirée par le concept d' *history from below* développé par E. P. Thompson dans ses travaux. L'ambition de

²⁷ Sébastien FAURE, « Anarchie » dans *Encyclopédie anarchiste*, Rivet, Limoges, version mise en ligne le 17 décembre 2019, source web <https://www.encyclopedia-anarchiste.xyz/spip.php?article82> (consultée le 10 mai 2022)

²⁸ Jean-Christophe ANGAUT, « Anarchisme » dans Jean-Numa DUCANGE et. al., *Histoire globale des socialismes*, XIXe-XXIe siècle, Presses universitaires de France, 2021, p. 39.

²⁹ *Ibid*, p. 39.

ce mémoire est d'adopter cette approche afin, dans un sens, « d'exhumer les voix héroïques des vaincus de la postérité »³⁰. Les protagonistes de cette histoire deviennent les simples militants de l'exil appartenant à une organisation commune qui, à travers leurs pratiques culturelles et politiques, reproduisent, transmettent mais aussi modèlent un cadre idéologique et normatif particulier. De fait, la *Retirada* est un exil politique. Les anarchistes qui en sont issus tentent alors de reformer, sur le territoire français, leur famille politique dans une petite Espagne libertaire. L'organisation de la vie collective, marquée par la pratique anarcho-syndicaliste, est alors intrinsèquement politique. La notion de famille renvoie d'une part « à la communauté politique à laquelle se rattach[ent] les proscrits » mais aussi à leur environnement familial³¹. Dans la pratique anarchiste, l'intime est un espace politique où d'importants rapports de force s'exercent. Il faut dépasser le privé, notamment concernant la place des femmes dans la division sexuelle du travail militant, et redonner un sens politique à la vie domestique ou au fonctionnement du foyer à travers l'étude de l'exil libertaire espagnol. Ce mémoire propose donc de prolonger l'étude des pratiques culturelles du mouvement libertaire en exil, dans la droite lignée de l'école de Birmingham, à l'aune de l'histoire politique, comme un « face-à-face entre l'histoire politique et l'histoire culturelle »³². Cette méthode semble adaptée pour analyser un mouvement qui se fonde sur une imbrication du culturel et du politique.

« Surinvestissement » et « surinterprétation »³³, les dangers de la démarche ?

Pour étudier ce sujet, les sources les plus riches et les plus disponibles restent, près de trente ans après la thèse de Geneviève Dreyfus-Armand, toutes ces coupures de presses, bulletins ou revues issus de l'activité éditoriale du mouvement libertaire espagnol en exil conservés à la Contemporaine, bibliothèque et centre d'archives situé sur le campus de l'université Paris Nanterre ou à l'Institut français d'histoire sociale (IFHS), à Paris. Le fonds existant grâce aux dons de Madeleine Lamberet, artiste et militante anarcho-syndicaliste, en est un très bon exemple³⁴. Le fonds constitué par Renée Lamberet, historienne, militante et sœur de Madeleine Lamberet, à l'Institut Français d'Histoire Sociale (IFHS) est lui aussi composé

³⁰ Emmanuelle LOYER, « "La Formation de la classe ouvrière anglaise" d'E. P. Thompson », L'Histoire n° 379, septembre 2012, p. 91.

³¹ Delphine DIAZ, Antonin DURAND et Romy SÁNCHEZ « « Introduction. L'exil intime. Familles, couples et enfants à l'épreuve de la migration contrainte au XIXe siècle » dans Revue d'histoire du XIXe siècle, 2020, n° 61, p. 11.

³² Sudhir HAZAREESINGH, « L'histoire politique face à l'histoire culturelle : état des lieux et perspectives », dans Revue historique 2007, n° 642, p. 355.

³³ Sudhir HAZAREESINGH, *art. cit.*, p. 364.

³⁴ Archives de la Contemporaine, fonds de particulier, Lamberet Madeleine cotes ARCH/0257/1 (Archives) ; ARCH/0257/2 (Archives) ; ARCH/0257/1 (Objets et pièces diverses)

d'innombrables tracts, circulaires, photographies et affiches³⁵. Cependant, ces ressources ont été largement exploitées dans les travaux mentionnés plus tôt. Approcher l'exil libertaire espagnol « par le bas » incite à mobiliser d'autres archives, comme celles conservées par le Centre de documentation toulousain sur l'exil espagnol (CTDEE), peu mobilisées dans la littérature citée plus tôt. Leur consultation a été facilitée par les conseils de Madame Placer Marey Thibon, docteure en littérature et civilisation latino-américaines, fille d'exilés libertaires espagnols et présidente du CTDEE. Le travail mené par les membres du centre a permis d'archiver et de mettre en valeur tout un ensemble de documents relatifs aux pratiques culturelles et politiques des réfugiés espagnols « à Toulouse et sa région à partir de 1939 »³⁶. Ces ressources sont fondamentales pour cette recherche et permettent de compléter les divers documents récupérés au 33 rue des Vignoles à Paris, siège historique de la CNT en exil, afin de mettre en perspective les pratiques du mouvement anarchiste dans deux pôles de l'exil libertaire espagnol : la région parisienne et la région toulousaine. Pour combler les lacunes de ces fonds, une campagne d'entretiens a été menée. Bien que la situation sanitaire ait empêché la tenue de certains d'entre eux, quatre entretiens semi-directifs (deux femmes, deux hommes) ont pu avoir lieu à partir du guide d'entretien présenté en annexe. L'objectif était de garantir l'étude de l'ensemble des thématiques traitées dans ce travail et d'assurer la comparabilité des résultats tout en laissant une certaine liberté à la personne interrogée. Ces entretiens ont permis de récolter les témoignages de ces acteurs, femmes et hommes, ayant participé ou gravité autour de cette petite Espagne libertaire en France³⁷. Pour contourner les problèmes posés par la pandémie de Covid-19, lesdits entretiens peuvent être complétés par un numéro de la revue *Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècles* rassemblant tout un ensemble de témoignages d'enfants d'exilés³⁸. Ces récits croisés révèlent la pluralité de l'exil, de ses trajectoires et de ses expériences. Etudier ces entretiens à la lumière des archives disponibles, et les archives disponibles à la lumière des entretiens permet d'éviter les nombreux biais liés aux sources (archives et entretiens) qui peuvent devenir de sérieux obstacles dans le travail d'historien. Pour assurer la pertinence de la collecte et de l'exploitation des témoignages, il faut

³⁵ Pour aller plus loin, voir Alain DOBŒUF, « Sources pour l'histoire sociale de l'Espagne: Le Fonds Lamberet », *Le Mouvement Social*, n°128, Association Le Mouvement Social, 1984, pp. 131–33 et Marie-Geneviève DEZÈS, « Anarchisme français, anarchisme espagnol et guerre d'Espagne : le fonds Renée Lamberet de l'Institut Français d'Histoire Sociale (IFHS) », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2017/1-2, n° 123-124, pp. 29-37.

³⁶ Texte de présentation du CTDEE sur son site internet, rubrique « Qui sommes-nous », <http://www.documentationexilespagnol-toulouse.fr/pages/conseil-administration.html> (consulté le 15 mars 2022)

³⁷ Ajoutons tout de même que la pandémie de Covid-19 et les restrictions sanitaires ont eu un impact sur cette campagne d'entretiens puisqu'un certain nombre d'entre eux n'ont pas pu être menés.

³⁸ « Écritures de la révolution et de la guerre d'Espagne » dans *Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècles*, Centre d'études et de recherches sur les migrations ibériques, 2018/1-2, n°9-10, 534 p.

étudier les travaux et les apports considérables de Florence Descamps³⁹. Les spécificités des sources orales et le risque de l'illusion biographique doivent constamment rester à l'esprit du chercheur quand celui-ci mène des entretiens. Au-delà de compléter des archives, la source orale donne une dimension humaine au travail de recherche et permet d'aller à la rencontre directe des sujets étudiés. Des sujets qui, parfois, s'avèrent être les gardiens d'une « mémoire clandestine »⁴⁰ qu'il se doit d'explorer.

Il ne s'agit pas ici de décrire en profondeur les sources mobilisées mais de démontrer la diversité de celles-ci. Cette diversité permet de répondre aux deux principaux dangers de l'histoire culturelle du politique décrits par Sudhir Hazareesingh⁴¹. Le surinvestissement d'une part, c'est-à-dire la déréalisation des dynamiques et des phénomènes étudiés et la surinterprétation d'autre part, à savoir la façon de donner un sens historique à des représentations sociales et culturelles limitées dans l'espace et le temps, doivent constamment questionner l'historien tout au long de sa recherche. Multiplier les sources tout en les mettant systématiquement en perspective aide à se prémunir de ces écueils : l'imaginaire ne peut se substituer au réel ; le marginal ne peut devenir un paradigme de l'explication sociale. Cette démarche offre donc la possibilité d'éclairer le sujet à la lumière de différents récits, aspects et prismes d'analyse.

Trente ans, trois mouvements :

Il est nécessaire de formuler les interrogations générales qui, posées comme fil rouge, serviront de guide tout au long du déroulement de l'argumentaire. Ainsi, comment se forment (ou se reforment) les pratiques culturelles et politiques de l'exil libertaire espagnol en France après 1945 ? Comment celles-ci se transmettent, se transforment ou évoluent sur plusieurs décennies à travers l'expérience individuelle et collective de l'exil ? Quelles tensions peuvent être mises en évidence, quelles en sont les causes et les représentations ?

Ce travail de recherche se structure en trois parties organisées de manière chronologique. Ce choix permet d'une part d'examiner le mouvement libertaire espagnol en exil sur un temps relativement long, une trentaine d'années, et d'autre part de mettre en

³⁹ Voir Florence DESCAMPS, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, édition électronique 2013, <http://books.openedition.org/igpde/104>, 888 p. ou Florence DESCAMPS, « L'entretien de recherche en histoire : statut juridique, contraintes et règles d'utilisation », dans *Histoire@Politique*, vol. 3, n° 3, 2007, pp. 14-14.

⁴⁰ Florence DESCAMPS, *op. cit.*, p. 524.

⁴¹ Sudhir HAZAREESINGH, *art. cit.*, p. 364.

perspective un large éventail de pratiques culturelles et d'explorer leurs trajectoires et représentations qui évoluent au cours de cette période délimitée plus tôt.

Il s'agira dans un premier temps de dresser un état des lieux du mouvement libertaire en exil dans l'immédiat après-guerre, et ce jusqu'en 1950. Pour beaucoup, l'exil est alors considéré comme « provisoire »⁴². La fin de la Seconde Guerre mondiale mène à la chute du régime fasciste en Italie et au régime nazi en Allemagne, donnant du crédit à la thèse selon laquelle Franco tombera comme Mussolini et Hitler avant lui⁴³. Dans ce contexte, les libertaires espagnols s'adonnent à la reconstruction de l'anarchisme en exil, de ses structures et de son imaginaire. Ce processus implique alors des dynamiques d'installation particulières que nous analyserons. Penser ou repenser l'anarchisme moins de dix ans après la défaite en Espagne, c'est aussi questionner sa pratique, son rapport à la violence en politique ou aux représentations du passé.

Le deuxième mouvement de ce travail de recherche propose d'étudier la décennie des années 1950 comme une période d'effervescence libertaire. De véritables réseaux de solidarité se mettent en place à travers des entités (ou des zones géographiques comme le Cours Dillon toulousain) fondées dans la tradition des bourses de travail de la fin de XIXe siècle. La pratique culturelle, pensée comme un vecteur d'éducation, de socialisation et de politisation, prend une place fondamentale dans la vie des militants libertaires exilés ou issus de l'exil, notamment à travers le théâtre. Cette décennie est aussi marquée par une tension qui peut se résumer en une question : comment « s'intégrer sans se dissoudre »⁴⁴ ? Cette dichotomie intégration/dissolution doit alors être un des prismes au travers duquel les pratiques culturelles et politiques peuvent être étudiées. La colonie libertaire espagnole d'Aymare, originellement créée en 1939 pour répondre aux problématiques de l'internement des réfugiés, devient par exemple un moyen de mettre l'utopie en pratique dans une situation d'autarcie presque absolue.

Dans un dernier temps, il faudra mettre en perspective les pratiques des militants libertaires de l'exil avec la situation générale du mouvement anarchiste espagnol à l'heure où les effectifs se réduisent et ce de la fin des années 1950 jusqu'à la mort de Franco. Cette forme de déclin mène une partie du mouvement à s'ouvrir pour survivre. Ce processus se caractérise par une ouverture au sein même du mouvement avec une réunification nécessaire mais

⁴² *S'intégrer sans se dissoudre*, Les Cahiers du CTDEE, Décembre 2019, n°12, p. 57.

⁴³ Rappelons que dans l'imaginaire des républicains espagnols, l'idée selon laquelle Franco a remporté la Guerre d'Espagne grâce à l'intervention de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie reste profondément ancrée.

⁴⁴ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, 85 p.

éphémère de la CNT en 1961. Cette configuration pousse en outre les libertaires à se rapprocher des différentes formations composant l'exil espagnol. La création de l'Ateneo toulousain en 1959, dans la tradition républicaine espagnole, rassemble ainsi les anarchistes, les socialistes, les trotskistes ou les républicains modérés en un seul et même lieu de rencontres, de discussions et de culture. Seuls les communistes sont exclus de ce processus, considérés comme staliniens. Ici, c'est la tension affirmation/dilution des pratiques culturelles et politiques qui prime, d'autant plus qu'en parallèle, les nouvelles générations issues de l'exil libertaire soufflent un vent de renouveau au sein et autour du mouvement.

En distinguant ces trois mouvements et en adoptant cette démarche, ce face à face entre l'histoire culturelle et l'histoire politique, l'imbrication du culturel et du politique paraît alors intrinsèque à la pensée libertaire. Ce mémoire cherche aussi à contribuer à l'histoire de l'anarchisme, comme mouvement politique et comme mouvement d'idées, et à l'histoire de l'exil.

PREMIÈRE PARTIE :

Un exil pensé comme provisoire au sortir de la Seconde Guerre mondiale (1945-1950) :

Avant les années 1930, les migrations entre l'Espagne et la France relèvent principalement de motivations économiques. Elles ne sont en outre pas à sens unique. Au début du XIX^e siècle, ce sont surtout les Français qui vont en Espagne pour chercher du travail⁴⁵. Il faut attendre la deuxième moitié du XIX^e siècle pour voir apparaître un contingent important de travailleurs espagnols dans les recensements de l'Etat français. En 1851, ils sont très exactement 29 736 dans le premier recensement précisant les nationalités des individus recensés. Soixante ans plus tard, en 1911, ils sont près de 100 000 et leur nombre ne fait qu'augmenter jusqu'au début des années 1930⁴⁶. Il ne s'agit alors pas d'une émigration politique même si l'entre-deux guerres voit arriver nombre d'exilés espagnols fuyant la dictature de Miguel Primo de Rivera. De 1931 à 1936, près de 100 000 Espagnols quittent la France, faisant passer leur nombre sur le territoire de 352 000 à 254 000⁴⁷. La proclamation de la République peut être perçue comme une cause de ce phénomène. Dans une moindre mesure, des libertaires émigrent aussi vers la France à la suite de la révolte asturienne de 1934 et de la répression mise en place par le gouvernement de la jeune Seconde République espagnole qui envoie des troupes en partie commandées par le général Franco. L'exil politique massif ayant lieu après la défaite de la République en 1939 est donc sans commune mesure avec les phénomènes d'émigration antérieurs.

⁴⁵ Rose DUROUX, *Les Auvergnats de Castille : Renaissance et mort d'une migration au XIX^e siècle*, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2018, première édition en 1990, 400 p.

⁴⁶ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *op. cit.*, 1994, p. 13.

⁴⁷ Natacha LILLO, « L'immigration espagnole en France au XX^e siècle », Musée de l'histoire de l'immigration, source web : <https://www.histoire-immigration.fr/caracteristiques-migratoires-selon-les-pays-d-origine/l-immigration-espagnole-en-france-au-xxe-siecle> (consulté le 15 mars 2022)

Chapitre I :

L'exil anarchiste de l'immédiat après-guerre, un état des lieux

« Par commodités on nous dit l'exil républicain... Mais républicain ostia ce n'est pas vrai ! Non mais les anarchistes ne sont pas républicains, les socialistes sont pour la dictature du prolétariat, les communistes aussi »⁴⁸.

L'exil espagnol est souvent qualifié de républicain. Ce terme essentialisant renvoie au camp politique ayant défendu la République pendant la guerre d'Espagne contre les troupes nationalistes menées par les généraux factieux. Pourtant, il occulte les dissensions et les différentes pratiques qui se développent pendant la guerre civile et dans l'exil. Les anarchistes, les communistes, les socialistes ou les républicains modérés réfugiés en France ne partagent pas les mêmes fondements conceptuels que ce soit dans le rapport à la culture ou à l'État. Concernant la défaite et la chute de la Seconde République espagnole, chaque mouvement met en avant un récit particulier des événements pouvant mener à d'importants conflits mémoriels. Il est donc nécessaire de considérer cet exil dans toute sa diversité pour mieux discerner la particularité des pratiques culturelles et politiques des réfugiés libertaires. Afin d'appréhender l'exil anarchiste espagnol, il faut tout d'abord essayer de le quantifier. Dans les années qui suivent la Libération, période de restructuration du mouvement anarchiste espagnol, la CNT en exil rassemble plus de 20 000 cotisants⁴⁹. Utiliser le terme d'exil républicain, c'est aussi oublier le fait que la plus grande partie des réfugiés sont libertaires ou gravitent autour des différentes sphères anarchistes.

⁴⁸ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

⁴⁹ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°12, p. 80.

Ce document, bien qu'imparfait (la Meurthe-et-Moselle n'est pas représentée, confusion entre Eure-et-Loir et Loir-et-Cher dans l'original) est extrêmement précieux puisqu'il est désormais possible de quantifier et de cartographier relativement précisément l'exil libertaire espagnol au sortir de la Seconde Guerre mondiale. À notre connaissance, cette carte n'a jamais été exploitée dans des travaux universitaires. Ce sont plus de 22 000 réfugiés espagnols qui, en 1946, cotisent en France à la CNT en exil. Il faut préciser que ces données renvoient à la CNT dite « apolitique »⁵¹, c'est-à-dire à la frange majoritaire de l'exil libertaire opposée à l'engagement de l'organisation au sein du gouvernement républicain en exil. Si cette division, qui prend la forme d'une scission en 1945, sera explicitée et discutée plus loin, il faut garder à l'esprit qu'environ 5 000 militants composent la CNT en exil dite « politique »⁵². Les 730 fédérations locales structurent le mouvement sur la quasi-totalité du territoire même s'il n'existe pas de fédération dans quelques départements : c'est le cas des Alpes Maritimes, de la Haute-Saône, du Morbihan, des Vosges et probablement de la Meurthe-et-Moselle. Des pôles peuvent être identifiés : la région parisienne et la région toulousaine forment deux des contingents les plus importants de militants cotisants. Concernant cette dernière, ce sont surtout les pratiques culturelles et politiques des militants libertaires de Haute-Garonne qui seront étudiées, un département qui, à lui seul, compte 34 fédérations locales et 1778 cotisants.

Une question se pose alors : quelle est la part des cotisants à la CNT en exil par rapport à la population espagnole réfugiée dans son ensemble ? Tout au long de ce travail de recherche, cette interrogation a souvent ressurgi et, au cours de différents entretiens, la réponse semblait claire : « Ils sont les plus nombreux de l'exil quand même. C'est un élément souvent oublié par les historiens. Quand on a commencé à s'en occuper, les gens disaient toujours : communistes, socialistes et bon à côté les libertaires. Pourtant c'est connu, les libertaires étaient les plus nombreux »⁵³. En croisant les cartes construites par Geneviève Dreyfus-Armand avec le document qui vient d'être présenté, il semble possible de quantifier, dans les départements où cela est possible, le pourcentage de cotisants à la CNT en exil par rapport à l'ensemble des réfugiés espagnols.

⁵¹ François GUINCHARD, *art. cit.*, p. 2.

⁵² Les Cahier du CTDEE, *op. cit.*, p. 80.

⁵³ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

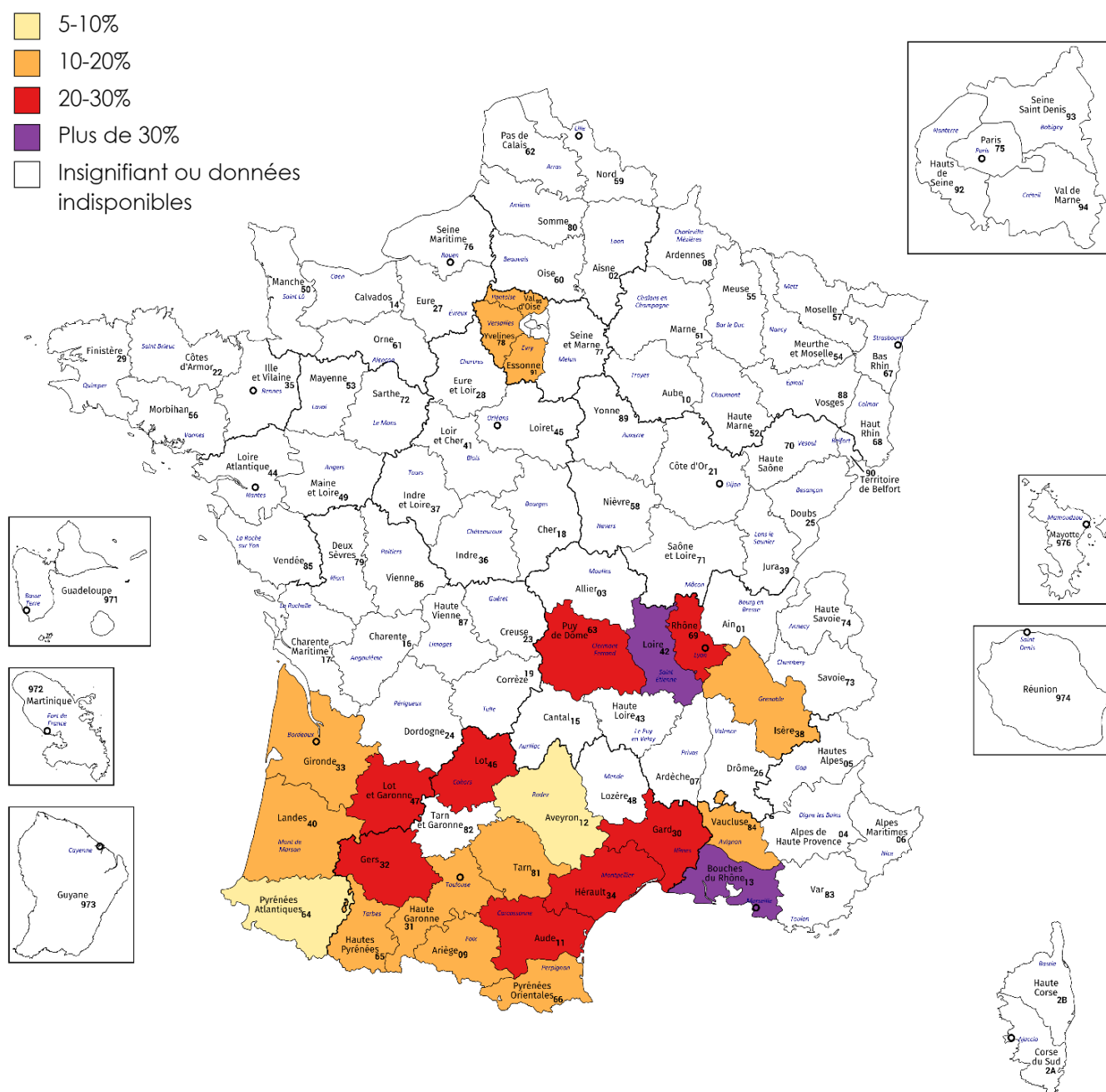
Tableau 1 : *Cotisants à la CNT en exil, nombre de réfugiés et pourcentages de cotisants par rapport à la population réfugiée par départements en 1946.*

Départements	Cotisants CNT	Total réfugiés	Cotisants / Total en %
Ariège	995	5207	19
Aude	761	3024	25
Aveyron	325	3913	8,3
Bouches-du-Rhône	1176	3283	36
Gard	697	2893	24
Gers	651	2277	28,5
Gironde	1115	6113	18
Haute-Garonne	1778	12 724	14
Hautes-Pyrénées	708	4654	15
Hérault	1018	3941	26
Isère	192	1010	19
Landes	295	2019	14,5
Loire	332	1100	30
Lot	342	1196	28,5
Lot-et-Garonne	651	2602	25
Puy-de-Dôme	318	1401	23
Pyrénées-Atlantiques	178	2484	7
Pyrénées-Orientales	1331	9519	14
Rhône	410	1394	29
Tarn	525	3990	13
Vaucluse	142	912	15,5
Yvelines, Val d'Oise, Essonne (anciennement Seine-et-Oise)	237	1312	18

Sources : Geneviève Dreyfus-Armand, *op. cit.*, p. 69 et 72 ; Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°12, p. 80.

Méthodologie : les travaux de Geneviève Dreyfus-Armand nous apprennent qu'il y a 21 677 espagnols dans le département de Haute-Garonne en 1950. Parmi eux, 58,7 % sont des réfugiés issus de l'exil de 1939 (environ 12 700). De son côté, le document du secrétariat à l'Organisation de la CNT en exil dénombre 1778 cotisants en 1946. En partant du postulat que ces cotisants ont pour la plupart un statut officiel de réfugiés et que les déplacements de populations n'ont pas été massifs entre 1946 et 1950, il est probable qu'environ 14 % des réfugiés espagnols du département soient encartés à la CNT en exil.

Carte 2 : Pourcentage, par départements, de cotisants à la Confédération Nationale du Travail en exil par rapport à l'ensemble de la population espagnole réfugiée.



Cette approche met en lumière plusieurs dynamiques. D'abord, dans les zones d'implantation des exilés espagnols, les libertaires ayant cotisé à la CNT en exil représentent une part importante de la population réfugiée. Ils sont plus de 20 % dans l'Hérault, le Lot, le Lot-et-Garonne ou le Gers et plus de 30 % dans la Loire. Fait plus étonnant, ils sont très nombreux dans les Bouches-du-Rhône et dans la région lyonnaise, des zones géographiques fréquemment mentionnées dans les sources mais qui ne sont que très rarement présentées comme des aires incontournables de l'exil libertaire espagnol dans la littérature. De son côté, la région toulousaine, considérée à raison comme le pôle culturel et politique de l'exil, n'est pas en proportion la zone où les libertaires sont les plus nombreux. Il y a effectivement des milliers de cotisants mais ils ne représentent jamais plus de 20 % des effectifs de la population espagnole réfugiée. Raisonner en pourcentages est essentiel pour cartographier l'exil libertaire mais c'est bien l'agglomération conséquente de militants dans une même localité qui permet la formation (ou reformation) et la diffusion de pratiques culturelles et politiques particulières.

Il est intéressant de noter qu'en 1948, les Renseignements généraux français cherchent à recenser l'ensemble des individus affiliés ou sympathisants d'organisations politiques espagnoles. Une liste de 98 000 individus est ainsi formée. Elle fait état d'environ 41 000 anarchistes, 30 000 socialistes et 22 000 communistes⁵⁴. Les données présentées dans la carte 1 ne concernent que les militants encartés de la CNT en exil et, même s'il ne semble pas possible de chiffrer précisément son importance, elles soulignent l'existence d'un contingent non négligeable d'exilés sympathisants ou simplement gravitant autour de la sphère libertaire. Ils sont probablement plusieurs milliers mais il est difficile d'effectuer une simple soustraction (chiffres des Renseignements généraux - cotisants de la CNT = nombre de sympathisants). En effet, les Renseignements peuvent avoir surestimés cette affiliation dans la formation du recensement de 1948. Cela étant dit, nous pouvons poser l'hypothèse selon laquelle les données chiffrées et les pourcentages présentés plus tôt constituent une estimation *a minima* de la proportion de militants libertaires par rapport à l'ensemble de la population espagnole réfugiée. Il est donc possible de répondre à la question posée : les libertaires forment effectivement le mouvement le plus important de l'exil espagnol.

⁵⁴ Lucienne DOMERGUE, Alicia ALTED VIGIL, *El exilio republicano español en Toulouse, 1939-1999*, Ed. UNED, Presses Universitaires du Mirail, 2003, 372 p.

2. *Le travail au cœur de la dynamique d'installation :*

Les dynamiques d'installation des exilés espagnols avant 1945 doivent être rappelées afin de mieux appréhender les trajectoires particulières des libertaires. La proximité avec la frontière espagnole et l'expérience des camps d'internements les ont, presque logiquement, menés à s'implanter majoritairement dans le Sud-Ouest de la France qui plus est dans des zones où les Espagnols étaient déjà relativement nombreux du fait des migrations antérieures à la guerre d'Espagne. De plus, de 1939 à 1945, le travail est pensé comme un moyen de contrôle social (et politique) du corps individuel et collectif des réfugiés espagnols. Les législations mises en place à partir de 1938 par le gouvernement d'Edouard Daladier distinguent clairement « l'étranger de bonne foi et celui qui se montre indigne de vivre sur notre sol »⁵⁵. Avec la *Retirada* et l'arrivée de centaines de milliers d'espagnols, ce même gouvernement décide d'interner l'armée régulière défaite d'un pays alors ami dans des camps, comme à Argelès-sur-Mer. Pour sortir de ces « camps du mépris »⁵⁶ aux conditions insalubres où des épidémies se développent régulièrement, le travail reste l'une des seules solutions. Que ce soit avec les Compagnies de travailleurs étrangers (CTE) de Daladier dans lesquels 20 000 réfugiés espagnols s'engagent ou avec les Groupements de travailleurs étrangers (GTE) de Pétain, travailler, c'est échapper à l'internement⁵⁷. Les travailleurs s'engageant dans ces entités sont mis à disposition d'un patron. S'ils décident de résilier leur contrat, ils doivent rejoindre au plus vite leur point d'attache (le camp)⁵⁸. Ils sont répartis en petits groupes et travaillent pour la plupart à la confection de charbon de bois ou en tant que bûcherons dans les zones rurales du Sud de la France⁵⁹. Ce mode de vie imposé est marqué par des conditions extrêmement précaires et bien souvent par une importante sous-alimentation des travailleurs. Aussi beaucoup d'entre eux rejoignent-ils la Résistance. Pendant toute cette période, les exilés espagnols ne bénéficient pas du statut particulier de réfugié politique si bien qu'ils sont les premiers à être déportés depuis la France dans les camps nazis. Des travailleurs des CTE faits prisonniers par les Allemands sont transférés à Mauthausen dès le mois d'août 1940⁶⁰.

⁵⁵ Geneviève DREYFUS-ARMAND, « L'accueil des républicains espagnols en France : entre exclusion et utilisation; 1936-1940 » dans Matériaux pour l'histoire de notre temps, 1996, n°44, p. 38.

⁵⁶ René GRANDO, Jacques QUERALT et Xavier FEBRÉS, *Camps du mépris - Des chemins de l'exil à ceux de la Résistance (1939-1945)*, Éditions Trabucaire, 1991, 192 p.

⁵⁷ Archives de la Contemporaine, Fonds Madeleine Lamberet, Dossier 6. « Très précieux : réfugiés espagnols en France, 1939-1944 », « Laissez-passer (camp du Barcarès) au nom de Fernando Hermaci (non daté, entre 1940 et 1944) » et bon de congé au nom de Fernando Hermaci (Groupement 3 des FTE, groupe 318 à Bram, Aude ; 1943)».

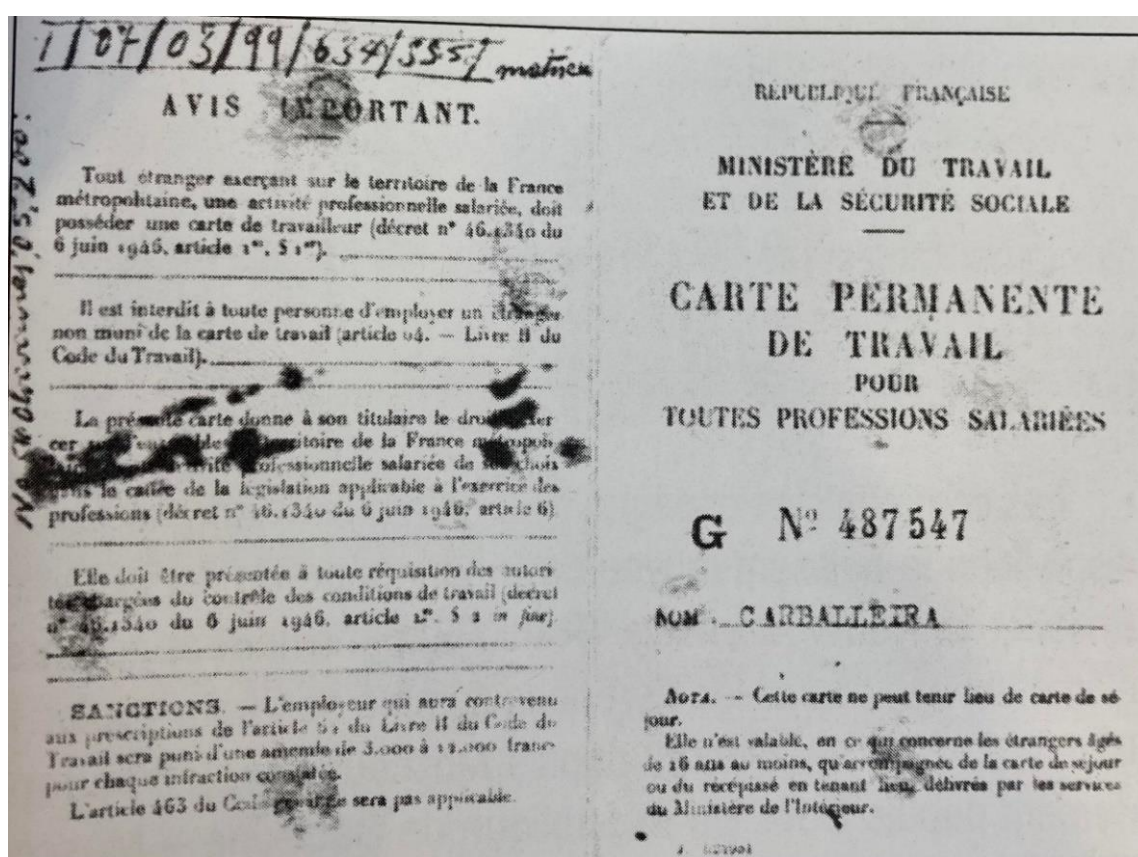
⁵⁸ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°12, p. 61.

⁵⁹ *Ibid*, p. 61.

⁶⁰ Geneviève DREYFUS-ARMAND, « Les réfugiés espagnols en 1939, des « indésirables » » dans Plein droit, 2016, n° 108, pp. 44 -48.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la situation évolue pour les exilés qui se voient attribuer le statut de réfugié politique en mars 1945 par le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Pourtant, le travail reste un moyen de contrôle puisqu'une carte de travail est nécessaire afin d'exercer une profession depuis le décret du 6 juin 1946 stipulant que « tout étranger exerçant sur le territoire de la France métropolitaine, une activité professionnelle salariée, doit posséder une carte de travailleur » (voir document ci-dessous). Cette logique s'inscrit dans une histoire plus longue du contrôle de l'immigration en France. La carte de travail de 1946 ne semble pas avoir de différence de nature avec la carte d'identité des étrangers mis en place en 1917 qui vise à « contrôler l'ensemble de la main d'œuvre étrangère, [et à] assurer un statut juridique précis aux immigrants à la fois comme ressortissants étrangers et travailleurs »⁶¹. Ce document, ici ayant appartenu au père d'Ángel Carballeira, est nominatif et délivré par le ministère du Travail et de la Sécurité sociale.

*Carte permanente de travail pour toutes professions salariées ayant appartenu au père
d'Ángel Carballeira*



Sources : Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°12, p. 61.

⁶¹ Isen ABOUT, « Enregistrer et identifier les étrangers en France, 1880-1940 », Musée de l'histoire de l'immigration, source web : <https://www.histoire-immigration.fr/integration-et-xenophobie/enregistrer-et-identifier-les-etrangers-en-france-1880-1940> (consulté le 3 avril 2022)

Comme l'internement, le travail des réfugiés est organisé par les autorités françaises afin de contrôler leurs déplacements. La carte de travail créée à la suite du décret de 1946 va même jusqu'à préciser, à travers des mentions, les professions qui peuvent ou ne peuvent pas leur être accessibles. Alors que la carte de travail pour toutes professions est considérée comme un sésame permettant de s'installer relativement librement, les mentions agricultures ou mines forcent bien souvent les travailleurs à trouver un emploi dans une région donnée. Il est important de ne pas essentialiser l'exil espagnol et de rappeler que de grandes différences sociologiques existent au sein même de celui-ci. Le premier enregistrement explicitant l'appartenance socioprofessionnelle des réfugiés espagnols date du début des années 1950. Celui-ci nous apprend qu'environ 42 % d'entre eux sont des ouvriers non-qualifiés, 23,5 % des ouvriers qualifiés, 15 % des femmes au foyer et que 7,70 % d'entre eux sont des employés⁶². Les exilés espagnols sont pour la plupart des travailleurs des secteurs primaire et secondaire. Cela s'explique par le fait qu'une grande partie de l'élite intellectuelle de l'exil a trouvé refuge en Amérique latine, notamment au Mexique⁶³. Il faut aussi poser l'hypothèse selon laquelle l'appartenance socioprofessionnelle et l'affiliation politique peuvent être corrélées. Les réfugiés libertaires appartiennent probablement à des catégories socioprofessionnelles plus modestes que le reste de l'exil espagnol. Ce postulat se fonde sur la sociologie des organisations politiques espagnoles pendant la Guerre d'Espagne. La CNT regroupe alors plus d'un million et demi de membres, pour la plupart des ouvriers non-qualifiés (notamment en Catalogne) et des paysans (notamment en Aragon)⁶⁴. En sachant que les libertaires forment le contingent de réfugiés le plus important, il n'est pas absurde de penser que cette sociologie particulière puisse se reproduire dans l'exil et que les libertaires représentent une part non négligeable du pourcentage d'ouvriers non-qualifiés mentionné plus tôt. Cette hypothèse est corroborée par les témoignages récoltés dans le cadre de ce travail. Ángel Carballeira, en décrivant le rapport intime et personnel qu'ont les libertaires à la culture et à l'école, affirme : « Dans l'exil, les socialistes viennent d'un milieu souvent de classe moyenne, il y a des enseignants et tout. Nous on est un peu comme un papier buvard, comme quelqu'un qui n'a jamais bouffé. Des morts de faim, du fait de la sociologie de l'exil »⁶⁵.

⁶² Aline ANGOUSTURES, « Les réfugiés espagnols en France de 1945 à 1981 » dans *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 1997, 44-3, p. 466.

⁶³ Deni ROLLAND, « Exils et migration, Italiens et Espagnols en France, 1938-1946 », actes des colloques de Salamanque, Turin et Paris, 1991, p. 51.

⁶⁴ Voir, *inter alia*, Carlos SEMPRUM MAURA, *Revolución y contrarrevolución en España*, Tusquets, 1974, 362 p. ; Frank MINTZ, *La autogestión en la España revolucionaria*, La Piqueta, Madrid, 1977, 436 p. ; Antoni CASTELLS Y DURAN, *Las transformaciones colectivistas en la industria y los servicios de Barcelona (1936-1939)*, Madrid, Fundación Salvador Seguí, 1992, 159 p.

⁶⁵ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

Le fait que le travail soit déterminant dans l'installation des exilés espagnols et donc des libertaires transparaît aussi dans l'étude des nombreux chantiers entrepris après 1945. La Libération est marquée par une vague de nationalisations dans les secteurs bancaire et industriel⁶⁶. En 1946, le secteur de l'énergie entre ainsi dans le giron de l'Etat et trois entreprises sont créées : Électricité de France (EDF), Gaz de France (GDF) et Charbonnages de France. Il s'agit alors de poursuivre la politique de développement énergétique française entreprise quelques années auparavant. Pour augmenter la production en électricité, pas moins de 120 barrages sont construits entre 1945 et 1960⁶⁷. Ce sont sur ces grands chantiers nécessitant beaucoup de main d'œuvre que vont travailler des milliers de réfugiés espagnols et ce sont autour de ces mêmes chantiers qu'une partie d'entre eux va s'installer pour un temps. Dans les Pyrénées, les Alpes ou le Massif central, une grande force de travail (souvent peu qualifiée) se déploie et s'active à la construction d'un grand nombre de barrages. Ces édifices demandent une quantité impressionnante de bétons. Pour les barrages du Bage, de Pareloup, de Pont-de-Salars ou de Villefranche-de-Panat (dans la région du Lézou), construits à la fin des années 1940, il faut prélever le gravier et le sable dans le lit du Gers et du Tarn, construire des infrastructures (souvent des téléphériques) pour acheminer les matières premières sur le site de construction ou encore faire appel à des mineurs pour creuser des galeries⁶⁸. La cartographie présentée plus haut montre qu'une partie de l'exil libertaire suit les chantiers puisqu'ils sont très nombreux dans les départements où de tels édifices sont en construction comme dans le Puy-de-Dôme, dans la Loire, dans le Gers ou le Tarn. Les réfugiés espagnols sont aussi appelés à s'installer dans les bassins houillers fraîchement nationalisés. En Aveyron, comme à Decazeville, Cransac ou au Gua, des milliers d'entre eux viennent travailler dans les mines⁶⁹. La présence d'un important gisement de lignite dans les Bouches-du-Rhône et d'un réseau minier conséquent peut alors expliquer pourquoi les exilés libertaires y sont particulièrement implantés. D'autres complètent leurs maigres salaires en cherchant un travail saisonnier comme dans l'Hérault ou en Gironde pour les vendanges⁷⁰ quand leur carte de travailleur étranger le leur permet. Il y a donc une véritable dynamique d'agglomération sur les chantiers qui deviennent un lieu privilégié de rencontres et d'organisation pour les libertaires espagnols.

⁶⁶ Claire ANDRIEU, Lucette LE VAN et Antoine PROST, *Les Nationalisations de la Libération. De l'utopie au compromis*, Les Presses de Sciences Po, 1987, p. 392.

⁶⁷ Jean-Louis BORDES, « Les barrages en France du XVIII^e à la fin du XX^e siècle », Comité Français des Barrages et Réservoirs (CFBR), hiver 2010, n°9, p. 93.

⁶⁸ Ángel CARBALLEIRA, *op. cit.*, p. 82.

⁶⁹ Clara TADIOTTO, « L'immigration espagnole en Aveyron du XIX^e à nos jours », Valorisation du patrimoine et Humanités numériques des Licences d'Histoire de l'Institut National Universitaire Champollion d'Albi, exposition en ligne, source web : <https://blogs.univ-jfc.fr/vphn/immigration-espagnole-en-aveyron-du-xixe-a-nos-jours-2021/>

⁷⁰ Ángel CARBALLEIRA, *op. cit.*, p. 85.

Manuel Rodriguez est né en Estrémadure le 19 juillet 1936, jour de la révolution sociale anarchiste. Fils de militants libertaires, il s'exile avec sa famille et se retrouve en Corrèze où il passe son enfance. Après avoir décroché le brevet de formation professionnelle pour adultes, il devient fraiseur : « j'ai connu beaucoup de libertaires dans les barrages parce que c'était surtout ça. Il y avait toujours des noyaux avec des Espagnols qui se regroupaient et montaient tout de suite un noyau syndical »⁷¹. Son témoignage confirme l'idée selon laquelle les chantiers sont extrêmement importants pour comprendre les dynamiques d'installation et d'organisation des libertaires espagnols dans l'exil.

Ce qu'il faut retenir, c'est que pendant les quatre ou cinq années qui suivent la fin de la Seconde Guerre mondiale, le travail prend une place très importante dans les dynamiques d'installation des réfugiés espagnols et donc des libertaires qui, moins qualifiés que les autres composantes de l'exil, sont encore plus dépendants de ces emplois leur assurant une maigre subsistance. Cet état de fait implique une certaine mobilité pour une partie des travailleurs, comme sur les chantiers qui peuvent s'étaler sur plusieurs sites et départements. L'exemple des vendanges montre que le changement des saisons peut aussi être une variable qui détermine, au moins en partie, la mobilité des exilés libertaires. Une fois installés sur le territoire français, les anarchistes réfugiés s'activent à la restructuration du mouvement, de réseaux de solidarité et à la refondation d'un imaginaire collectif où la culture prend une place importante.

⁷¹ Entretien avec Manuel Rodriguez, 22 janvier 2022, 33 rue des Vignoles, 42mn.

Chapitre II :

Refonder l'anarchisme en exil, structures et imaginaire

La volonté de restructurer l'exil libertaire en France n'apparaît pas à la fin de la Seconde guerre mondiale. Dès le début de l'année 1939, avec la fin de l'offensive de Catalogne qui se solde par la victoire des troupes franquistes et l'exil massif des combattants catalans vers la France, une partie du mouvement libertaire cherche à constituer un Conseil général du mouvement libertaire. La création de celui-ci est actée à Paris en février 1939 avec à sa tête Mariano Vázquez (surnommé Marianet) et composé de membres éminents comme Federica Montseny, ministre de la Santé et des Affaires sociales pendant la guerre d'Espagne de 1936 à 1937⁷². Ce Conseil soulève de nombreuses questions et divise le mouvement libertaire en exil. Il est créé alors que la guerre d'Espagne n'est pas terminée et que la plupart des organes décisionnels cénétistes continuent à fonctionner sur le territoire espagnol. Cette configuration provoque des tensions, notamment entre le Conseil général du mouvement libertaire et les militants confédéraux exilés en Angleterre, qui considèrent que la formation de cette entité est motivée par des ambitions personnelles⁷³. L'affrontement rhétorique et institutionnel entre les deux parties ne s'efface qu'avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et l'occupation allemande de la France. Au Mexique, pays relativement épargné par la guerre et qui a soutenu les Républicains, la Délégation de la CNT d'Espagne au Mexique se forme en juin 1941 autour de quelques centaines de militants libertaires et d'intellectuels exilés et cherche à coordonner l'action de la Confédération. Des querelles de représentation au sein de cette délégation et la Libération permettent à la CNT en France, forte de dizaines de milliers d'adhérents et de sympathisants, de s'approprier la direction du mouvement en exil⁷⁴.

Dans son article, Ángel Herrerín López décrit précisément la restructuration par le haut de l'exil libertaire à travers son organisation politique. Il écrit l'histoire des dirigeants du mouvement qui, dans les capitales française, anglaise ou mexicaine, forment et revendiquent la direction de celui-ci. Bien qu'importants, il faut tout de même compléter ces éléments par le récit de l'engagement de ces militants de la base sans qui refonder l'anarchisme en exil aurait été impossible. Ce processus ne s'arrête d'ailleurs pas à la formation d'une structure. Il s'agit aussi, au lendemain de la guerre, de remobiliser un imaginaire collectif où culture et politique s'entremêlent.

⁷² Ángel HERRERÍN LÓPEZ, «La CNT En El Exilio. De La Reorganización a La Escisión», *Historia Social*, n°48, 2004, p. 29.

⁷³ *Ibid*, p. 30.

⁷⁴ *Ibid*, p. 34.

1. *Le barrage de l'Aigle, creuset de la réorganisation de la CNT en exil*

Dans le cadre des groupements de travailleurs étrangers (GTE), de nombreux réfugiés espagnols sont envoyés sur les chantiers. Parmi eux, des centaines sont enrôlés en 1940 pour la construction du barrage de l'Aigle dans le Nord-Ouest du Cantal. Les GTE constituent un microcosme propice à l'agitation politique. Les militants libertaires exilés œuvrent à la reconstruction de la première cellule de la CNT clandestine⁷⁵. En 1940, environ 400 réfugiés espagnols du 431^{ème} GTE sont installés à Tourniac et Mouriac. À ceux-là s'ajoutent les quelques 200 exilés du 437^{ème} GTE⁷⁶. La singularité de ces groupes réside dans le fait que la plupart des travailleurs sont anarcho-syndicalistes, des anciens cénétistes ayant participé plus ou moins activement à la vie politique et culturelle de la CNT avant et pendant la guerre d'Espagne. Des centaines de réfugiés libertaires coexistent de façon permanente sur le chantier du barrage de l'Aigle, dans les salles à manger ou dans les baraquements. Cette sociabilité permet l'apparition d'une solidarité qui dépasse la condition partagée et objective de travailleur forcé. Dans son ouvrage, José Berruezo, exilé libertaire envoyé travailler sur le chantier de l'Aigle, explique qu'« ils s'étaient regroupés pour tous les besoins solidaires presque automatiquement. Presque involontairement. Tandis qu'avec les pics on extrayait la roche granitique, ... ces sombres militants de la CNT creusaient avec leur pensée les fondements restructuratifs de l'organisation confédérale dispersée par le vent de la guerre et qui semblait enterrée en l'année de grâce de 1940. »⁷⁷. L'affiliation et les affinités politiques se développent entre ces travailleurs exilés. Dans cet extrait, le terme « sombres » n'est pas employé par hasard. Il faut bien comprendre que les premières années de l'exil sont marquées, notamment durant l'internement dans les camps et pendant la Seconde Guerre mondiale, par un grand désarroi et un désœuvrement quasi-total⁷⁸. Les troupes franquistes ont gagné la guerre, la révolution sociale anarchiste entreprise en 1936 semble lointaine et le territoire français où des dizaines de milliers de libertaires se sont exilés est désormais occupé par l'Allemagne nazie. Le fait que les centaines de travailleurs qui composent les GTE du barrage de l'Aigle soient pour la plupart cénétistes n'est pas exceptionnel, les libertaires formant le contingent le plus important de l'exil espagnol. Reconstruire la CNT pendant la guerre, alors que les réfugiés espagnols sont perçus comme des ennemis potentiels devient d'une part le moyen de lutter contre l'obscurantisme fasciste (nazi

⁷⁵ François MARCOT, *La Résistance et les Français, lutte armée et maquis*, Actes du colloque international de Besançon, 15-17 juin 1995, p. 271.

⁷⁶ « Anarchistes, pas républicains... Des anarchistes espagnols en résistance. Tome 2 : quand des migrants et des parias tenaient le maquis dans le Cantal », Éditions CNT AIT, 2021, p. 3.

⁷⁷ José BERRUEZO, Contribution à l'histoire de la CNT en exil, Éditions Le Coquelicot, 2021, p. 15.

⁷⁸ Geneviève Dreyfus-Armand, Colloque « 1939-2019, l'utopie en exil », Auditorium de l'Hôtel de ville de Paris, 10 avril 2019.

ou franquiste) mais aussi une manière de s'inscrire dans la continuité de la révolution anarchiste de 1936⁷⁹.

En 1940, un premier groupe est formé : il est nommé Fédération locale d'Ayres (FLA) du nom de la Cité construite pour loger les travailleurs. Les cénétistes du barrage de l'Aigle cherchent tout d'abord à contacter le Conseil général du mouvement libertaire. Celui-ci ne donne aucun signe de vie. Depuis 1940, les membres du Conseil sont pour la plupart internés dans le camp du Vernet, sous étroite surveillance de la police de Vichy. Le contenu des réunions de la FLA sont connues puisqu'après chacune d'elles, des circulaires sont éditées et transmises aux militants des GTE par la Commission d'organisation du mouvement libertaire en France. Celles-ci sont extrêmement précieuses et peuvent mener à plusieurs conclusions⁸⁰. En premier lieu, l'étude de ces documents prouvent que les militants de la FLA n'étaient pas au courant du sort réservé aux membres du Conseil. Ainsi, dans la deuxième circulaire datée de janvier 1942, il est précisé que « malgré les nombreux efforts et la correspondance soutenue avec d'autres noyaux regroupant de nombreux compagnons, personne n'a la moindre idée de l'endroit où sont les membres [du Conseil National] ». En conséquence, et en suivant la tradition anarcho-syndicaliste, la FLA s'auto-organise efficacement. D'ailleurs, le simple nom de cette Commission d'organisation du mouvement libertaire en France, qui édite les circulaires, démontre l'ambition des cénétistes du barrage de l'Aigle. Elle n'est pas nommée, comme la FLA, en fonction de la localité. Au contraire, cette appellation laisse transparaître une volonté de structurer le mouvement dans son ensemble. Les militants semblent conscients de former un noyau important de l'exil libertaire. En janvier 1942, ce sont désormais huit groupes (environ 80 militants) qui s'organisent dans le cadre de la Fédération locale⁸¹. En mars de la même année, et en l'absence de réponse du Conseil général du mouvement libertaire, la FLA devient le Mouvement libertaire CNT en France. L'objectif est d'établir le contact avec les petits groupes de militants éparpillés afin de créer un « organisme de liaison pour pallier l'absence du Conseil »⁸². Le plénum du 6 juin 1943, première réunion nationale de la CNT en exil, peut être considéré comme l'achèvement de ce travail de la base militante libertaire qui, depuis le barrage de l'Aigle et dans la clandestinité, permet de mettre en relation des dizaines de groupes dispersés dans les régions du Sud de la France. Les derniers mots du compte-rendu de ce *pleno*

⁷⁹ *Ibid.*

⁸⁰ Les circulaires, traduites en français, sont retranscrites dans l'article mentionné plus tôt « « Anarchistes, pas républicains... Des anarchistes espagnols en résistance. Tome 2 : quand des migrants et des parias tenaient le maquis dans le Cantal », aux pages 8, 10, 12 et 15.

⁸¹ José BERRUEZO, *op. cit.*, p. 20.

⁸² *Ibid.*, p. 22.

résume bien cette idée : « quand le sommet échoue, la base bouge, agit, travaille ; il en a toujours été ainsi. [... Nous supposons que l'importance de ce document ne réside pas dans ce que nous disons, mais dans le fait que nous le disons⁸³. » Cette assemblée, aussi large que les conditions le permettent, pose la première pierre de la reconstruction effective de la CNT exilée en France. Ce processus est aussi rendu possible par une intense activité éditoriale ; les circulaires sont éditées et diffusées à l'ensemble des militants libertaires en exil de la région. La création du journal *Exilio*, organe de presse du Mouvement libertaire CNT en France, le 19 juillet 1944 (huitième anniversaire de la révolution sociale de 1936) permet de faire un lien entre les différents groupes de l'organisation et d'éclairer son orientation⁸⁴.

En parallèle de cette ambition nationale, les libertaires du barrage de l'Aigle agissent localement. Par exemple, une cotisation mensuelle est mise en place à hauteur de 10 francs (un ouvrier étant payé approximativement 5 francs de l'heure) et doit servir à la « solidarité [envers] les autres exilés » quelle que soit leur affiliation politique et idéologique, même communiste (circulaire n°2 et 3). Compte tenu des profondes inimitiés entre anarchistes et communistes depuis les journées de mai 1937, cet élément peut paraître étonnant. Les sources mobilisées ici ne permettent pas de connaître précisément les raisons de cette solidarité envers les communistes, pourtant considérés comme stalinien par les libertaires. Il est probable que les circonstances immédiates (clandestinité et occupation) aient mené les anarchistes à préférer, dans ce cas précis, un rassemblement pragmatique des forces de l'exil. Il s'agit surtout d'apporter une aide matérielle aux réfugiés internés dans les camps du Cantal et plus généralement du Massif central. Les membres de la FLA puis du Mouvement libertaire CNT en France cherchent aussi à retarder la construction du barrage afin qu'aucune énergie produite ne puisse être utilisée par l'occupant allemand ou par le régime de Vichy. Le répertoire d'actions est alors très large : fausse épidémie de typhoïde, « pagaie »⁸⁵ (prétexter une fissure dans le barrage en construction pour retarder les travaux) ou chantage (menacer de faire appel aux maquis français)⁸⁶. Cette résistance non-violente ne met pas la vie des militants en péril immédiat. Elle peut presque être comparée aux tactiques utilisées par les paysans décrites dans les travaux de James C. Scott⁸⁷. La pagaie peut être comparée au *foot-dragging* (littéralement trainer des pieds) ou à la feinte complaisance et le chantage à la calomnie qui, selon

⁸³ José BERRUEZO, *op. cit.*, p. 35.

⁸⁴ « Anarchistes, pas républicains... Des anarchistes espagnols en résistance. Tome 2 : quand des migrants et des parias tenaient le maquis dans le Cantal », *art. cit.*, p. 30.

⁸⁵ *Ibid*, p. 4.

⁸⁶ *Ibid*, p. 6.

⁸⁷ James C. SCOTT, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, 1985, 389 p.

l'anthropologue, peut consister à faire appel à un propriétaire terrien en concurrence avec celui avec qui le conflit est entamé. L'efficacité de ce mode opératoire peut être mesurée puisque le barrage n'entre pas en service avant 1946 : l'énergie créée n'a jamais été mobilisée par l'occupant. Les retards dans la construction de cet édifice permettent aussi aux libertaires espagnols de ne pas être envoyés sur les chantiers de l'organisation Todt (groupe de génie militaire sous la supervision directe des Allemands) dont le plus connu reste le Mur de l'Atlantique. Le Mouvement libertaire CNT en France participe aussi, activement mais plus tardivement, à la résistance. Depuis sa formation en mars 1942, celui-ci entretient des relations et des contacts avec la résistance française. Des accords sont même conclus dans le courant de l'année 1944 entre les délégués du Comité français de libération nationale (CFLN) et les libertaires espagnols du barrage. Le mouvement est ainsi reconnu comme composante de la 13^{ème} région militaire des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) mais s'organise selon la volonté de ses membres.

Liste d'homologation FFI des 75 résistants libertaires espagnols de la 1^{ère} compagnie de combat CNT au sein de l'unité du barrage de l'Aigle de Juan Montolio Del Campo :

N°	Noms et Prénoms	Situation	Prénoms à charge	En cas d'accident fait passer à :
1	Montolio del Campo Juan	M	5	Dorant del Campo, calle Angel Gimini n°48, Hospital (Barcelone) Espagne
2	Barbosa Gino Miguel	S	-	Luis Gino, calle Puente del Principe, Tiquenas (Granada) Espagne
3	Acena Valera Jose	S	2	Jose Acena, rue Bgallé n°5, Almorais (Catal) France
4	Gorman Gonzalez Alberto	S	-	Pedrito Gonzalez, Agnes par Almorais (Catal) France
5	Santiago Paven Jose	S	-	Maria Paven, calle Diaz Almorais n°12, Pineda (Cordoba) Espagne
6	Roman Morales Juan	S	-	Andrés Morales, Cuarta del Toro n°17, Bata de Agoson (Almeria) Espagne
7	Chapoy Mariano Alfonso	S	-	Ana Mariano, Weinfang n°10, Santa Eulalia de Gramunt (Barcelona) Espagne
8	Guipo Escrivela Vicente	S	-	Antonio Guipo, calle Zapata n°17, Valencia Espagne
9	Almendro Almodovar Ramon	S	-	Josefa Almodovar, calle Espinosa Varas n°2, Almagro (Ciudad Real) Espagne
10	Soracoli Carol Ramon	S	-	Ramona Soracoli, Calle Prior Espinas n°6, Canas (Barcelona) Espagne
11	Pinol Riki Angel	S	-	Yacinta Riki, San Simplicio n°11, Igualada (Barcelona) Espagne
12	Diaz Sura Jose	S	-	Pedrito Diaz, Infanteria de Granada (Catal) France
13	Montolio Bayuela Felipe	S	-	Maria Bayuela, Avenida Sanatorio n°3, Sta. Eulalia de Gramunt (Barcelona) Espagne
14	Garcia Juan Mateo	S	-	Luis Garcia, Place de Buser n°13, Decauville (Burgos) France
15	Garcia Espeso Mariano	S	-	Jesus Garcia, calle Truque n°26, Alcabid, Espagne
16	Romero Perez Antonio	S	-	Fernando Perez, Alcala de Henares (Madrid) Espagne
17	Escobar Castelli Miguel	S	-	Ramona Escobar, calle del Prior Espinas n°6, Baza (Granada) Espagne
18	Baron Ferrer Xacarias	S	-	Maria Baron, calle Jordana n°23, Zaragoza Espagne

N°	Noms et Prénoms	Situation	Prénoms à charge	En cas d'accident fait passer à :
19	Piquero Filla Jaime	M	3	Antonia Filla, Agnes par Almorais (Catal) France
20	Roma Aladen Baltasar	S	-	Pablo Aladen, calle de la Industria n°298, Barcelona Espagne
21	De Luna Albert Jose	M	4	Alfonso Ortega, Agnes par Almorais (Catal) France
22	Fernandez Fernandez Salvador	M	2	Quinto Ortega, Agnes par Almorais (Catal) France
23	Guipo Gonzalez Francisco	S	-	Simona Guipo, Ana Alca, Torre - Almeria
24	Gorman Gonzalez Jose	S	1	Pedrito Gorman, Agnes par Almorais (Catal) France
25	Alfaro Riquel Luis	S	-	Francisco Alfaro, Plaza 98 - Calafello - (Barcelona) Espagne
26	Chapoy Alcala Ricardo	S	-	Simona Chapoy, calle Fernan Sabatou n°11, San Sebastian Espagne
27	Garcia Alarcon Antonio	S	-	Rola Pozo, calle Albrecht n°100, Hospital - Baza (Granada) Espagne
28	Riera Riera Juan	S	-	Jose Riera, carretera de Barcelona n°17, Granada Espagne
29	Gonzalez Alvarado Manuel	S	-	Emilia Alvarado, calle San Juan n°20, Alca (Almeria) Espagne
30	Aliso Alvarado Jose	M	1	Alvaro Aliso, Zapata, Almeria, Almeria (Catal) France
31	Chapoy Espeso Antonio	M	4	Alvaro Espeso, Weinfang n°10, Santa Eulalia de Gramunt (Barcelona) Espagne
32	Alfaro Riquel Pedro	S	-	Luis Alfaro, Urcia (Almeria) Espagne
33	Sabatier Ortega Manuel	S	-	Emilia Sabatier, Calle Rodas 6, Baza (Granada) Espagne
34	Hordia Vico Antonio	M	3	Maria Hordia, Santa Eulalia n°18, Almeria (Catal) France

N°	Noms et Prénoms	Situation	Prénoms à charge	En cas d'accident fait passer à :
35	Montolio Piquero Francisco	S	2	Francisco Montolio, Almeria par Almorais (Catal) France
36	Puig Bonelli Julian	S	-	Yacinta Puig, Calle de la Torre, Castellon de la Plana Espagne
37	Borera Castro Francisco	S	-	Francisco Castro, Saint Paul de Salas (Catal) France
38	Quera Fiquera Alberto	S	-	Rita Quera, calle Santiago n°34, Almorais (Barcelona) Espagne
39	Yordan Soriano Manuel	S	-	Jose Yordan, calle Pallas n°165, Puerto Nuevo (Barcelona) Espagne
40	Diaz Diaz Cristobal	M	3	Yacinta Diaz, Infanteria de Granada (Catal) France
41	Burguete Brian Santiago	M	1	Julia Brian, San de Lina 34 - Baza (Granada) Espagne
42	Alvarado Gori Pedram	M	1	Alba Gori, Agnes par Almorais (Catal) France
43	Pajol Garcia Jose	S	-	Rosalba Garcia, calle Ancha n°24, Corredorbarra (Zaragoza) Espagne
44	Urbán Soracoli Manuel	S	-	Maria Urbán, San Lorenzo de Almorais (Almeria) Espagne
45	Puig Ortiz Almorais	S	-	Simona Puig, calle Diaz Almorais n°26, Almeria Espagne
46	Roman Guerra Ricardo	S	-	Antonio Guerra, calle Soler (Granada) Espagne
47	Roman Guerra Antonio	M	-	Emilia Guerra, calle Rodas n°15, Hospital (Barcelona) Espagne
48	Suñer Chapoy Juan	M	-	Almorais France, calle Almorais n°39, Baza (Granada) Espagne
49	Valentin Blazo Francisco	S	-	Manuel Valentin, calle Portal, Almeria - Almeria Espagne
50	Galera Gonzalez Agustín	S	-	Almo Hara, Viqueiras, Almeria, Santa Almeria

N°	Noms et Prénoms	Situation	Prénoms à charge	En cas d'accident fait passer à :
51	Alfaro Riquel Pedro	S	-	Jose Alfaro, La Salinas de Saint Cirq (Burgos) France
52	Montolio Riquel Jose	S	-	Jose Riquel, calle R. Jose Bonas, Almeria Espagne
53	Rodriguez Espeso Juan	M	2	Jesus Riquel, Infanteria de Granada (Catal) France
54	Vicente Escobar Manuel	S	-	Francisco Bonas, Almeria
55	Borera Roman Juan	S	-	J. Gira, rue de la Baza, Baza
56	Escobar Roman Manuel	S	-	Julia Escobar, 41, San Juan, La Baza (Catal) France
57	Alvarado Galera Diego	M	3	Francisco Alvarado, calle del Pozo, Almeria del Valle (Catal) Espagne
58	Garcia Garcia Pedro	S	-	Almeria Garcia, Rue d'Almeria, La Baza
59	Roman Gonzalez Juan	M	2	Almeria Roman, Almeria, Almeria
60	Roman Gonzalez Jose	M	3	Ramona Roman, Avenida Jose Antonio 141, Baza (Barcelona) Espagne
61	Suñer Diaz Juan	S	2	Almeria Roman, Place Almeria, Almeria (Catal) France
62	Alvarado Alarcon Juan	M	2	Almeria Roman, Saint-Siquier (Burgos) France
63	Garcia Sanchez Antonio	S	-	Almeria Roman, Parra n°10, Almeria Espagne
64	Urbán Blazo Francisco	S	-	Francisco Urcia, Almeria, Almeria
65	Burguete Roman Juan	S	-	Almeria Roman, calle de la Baza, n°24, Baza (Barcelona) Espagne
66	Gonzalez Gonzalez Antonio	M	2	Almeria Roman, Almeria (Catal) France
67	Rodriguez Roman Manuel	M	1	Ramona Rodriguez, Almeria, Baza

N°	Noms	Situation	Personnes à charge	Adresse
	Juan Guitia Pelain	M	2	don Guitia, Cafeteria de Bañaria (Catal) France
	Marino Gato Fernando	S	-	Marina Gato, Plaza de la Republica Barcelona Espagne
70	Borriquero Garcia Jose	S	-	Antonio Borriquero, calle Guitia 105 Portollano (Catal Real) Espagne
71	Galle Garcia Yane	M	1	Antonio Garcia, calle Alajo n°11 Alaric (Catal) Espagne
72	Gil Moreno Luis	S	-	Antonio Gil, calle del Portal n°8 Valdepeñas Ciudad Real Espagne
73	Lopez Ochoa Gumersindo	M	1	Marina Ochoa, Plaza Pi y Suñer, Reus Tarragona Espagne
74	Fuente Bejarano Eugenio	S	-	Antonio Huerta, calle de las Grues n°13 Alcañal Tarragona Espagne
75	Sonsoma Fumero Jose	S	-	Rosita Farrer, calle Clarisano n°5 Barcelona

Sources : archives départementales du Cantal, maquis du barrage de l'Aigle (cote 18J13) numérisées par Alain Aubignac sur le site Xaintrie-Passions (<https://www.xaintrie-passions.com/les-r%C3%A9publicains-espagnols-du-barrage-de-l-aigle/>).

Ce document permet de connaître le nom des 75 exilés libertaires qui s'engagent dans cette unité. Elle est dirigée par Juan Montoliu Del Campo, premier nom apparaissant sur cette liste. Il est nommé lieutenant FFI⁸⁸. La situation de chaque combattant y est détaillée avec la responsabilité ou la fonction occupée, le nombre de personnes à charge et les proches à contacter « en cas d'accident », euphémisme pour qualifier la capture ou la mort d'un membre de l'unité. Les libertaires décident de ne pas participer aux attaques tant que l'armement n'a pas été fourni et d'attendre le débarquement des alliés pour mener la lutte de manière collective au moment où le « peuple français interviendra »⁸⁹ et surtout de ne pas être intégré à un quelconque commandement militaire. Cette dernière exigence doit être remise dans un contexte historique plus large. Les libertaires gardent le souvenir de la formation, à la fin de l'année 1936, de l'Armée populaire de la République (APR). Censée rassembler et coordonner toutes les forces antifascistes sur le territoire, cette entité devient vite un tremplin politique pour le Parti communiste d'Espagne qui, grâce au soutien de Moscou, prend une place de plus en plus importante dans les prises de décisions. Pour la CNT en exil, les journées de mai 1937 à Barcelone et la répression de la révolution sociale entreprise à l'été 1936 ne sont que la conclusion logique de ce processus de centralisation⁹⁰.

Dans la pensée anarcho-syndicaliste espagnole, la pratique politique (ici l'auto-organisation du Mouvement libertaire CNT en France) et la pratique culturelle sont difficilement dissociables. Le fait de refonder l'anarchie en exil revient à s'inscrire dans un processus révolutionnaire. Plus précisément, c'est revendiquer la pérennité et une filiation certaine vis-à-vis de la révolution sociale libertaire entreprise durant la guerre d'Espagne. Dans le Cantal et dans les villages et hameaux entourant le barrage de l'Aigle, des événements

⁸⁸ Rolf DUPUY, « Notice MONTOLIU DEL CAMPO Juan [Dictionnaire des anarchistes] », Le Maitron, version mise en ligne le 1^{er} mai 2014, source web : https://maitron.fr/spip.php?article154345&id_mot= (consultée le 19 mars 2022)

⁸⁹ José BERRUEZO, *op. cit.*, p. 129.

⁹⁰ Pour aller plus loin, voir, *inter alia*, Pierre BROUÉ et Émile TEMIME, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, les Éditions de minuit, 1961, 544 p. ; Diego ABAD DE SANTILLÁN, *Por qué perdimos la guerra: Una contribución a la historia de la tragedia española*, Almuzara, 2018, première édition en 1940, 352 p. ; Hugh THOMAS, *The Spanish civil war*, The Book Service Ltd, 1961, 752 p. ou le film de Ken Loach, *Land and Freedom*, 109mn, 1995.

culturels sont organisés en toute clandestinité par les libertaires espagnols. En 1942, Manuel Moray Blanch, secrétaire de la propagande de la CNT sur le barrage de l'Aigle et ancien directeur d'école, inaugure une exposition sur la révolution espagnole et la guerre. En marge de celle-ci, des musiciens membres de l'organisation forment un orchestre et composent des musiques d'inspiration folklorique⁹¹. En collaboration avec des écoles françaises, des cours de violons et d'espagnol sont mis en place. Une salle de classe est même réservée aux enfants souhaitant suivre ces cours de langues. L'imbrication des dimensions culturelles et politiques de l'engagement sont palpables. Refonder l'anarchie, c'est aussi recréer un imaginaire collectif. L'action des militants libertaires du barrage de l'Aigle représente cette restructuration « par le bas ». Grâce à leur investissement, la CNT en exil dispose d'une base solide qui, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, rend possible la formation d'une organisation implantée sur presque tout le territoire français. Entre le 4 et le 14 octobre 1944, le plénum de la CNT à Toulouse rassemble ainsi plus de 20 000 personnes affiliées au mouvement⁹².

2. L'ébauche d'un imaginaire collectif, un syndicat hors du monde du travail, répondre au paradoxe :

Quelques mois après la Libération, la CNT en exil rassemble déjà des dizaines de milliers de personnes. Il faut cependant revenir rapidement sur la scission de 1945 qui écarte environ 5 000 militants de l'organisation. En Espagne, la Confédération Nationale du Travail a toujours été composée de deux grands courants. L'un, syndicaliste, pose le syndicat comme la seule forme d'organisation émancipatrice pour les peuples et les travailleurs. Dans cette conception, il est nécessaire de lutter contre les partis politiques et de refuser toute alliance avec eux. Le courant anarchiste n'est pas aussi catégorique. Le syndicat reste la forme privilégiée d'organisation politique, mais des alliances avec des partis politiques dans un gouvernement révolutionnaire restent possibles⁹³. Ces deux tendances ont plusieurs fois mené à des conflits internes, notamment lors de la création par Ángel Pestaña du Parti syndicaliste en 1932⁹⁴. Cependant, c'est durant la guerre d'Espagne qu'une véritable fracture apparaît. De 1936 à 1937, la participation de quatre anarchistes⁹⁵ au gouvernement républicain de Francisco Largo

⁹¹ « Anarchistes, pas républicains... Des anarchistes espagnols en résistance. Tome 2 : quand des migrants et des parias tenaient le maquis dans le Cantal », *art. cit.*, p. 25.

⁹² Freddy GOMEZ, « Janvier 1939, novembre 1975 : Une chronologie de l'exil. », Revue 24 août 1944, 2014, source web : <https://www.24-aout-1944.org/L-exil-libertaire-espagnol> (consultée le 27 mars 2022)

⁹³ François GUINCHARD, *art. cit.*, p. 1.

⁹⁴ Miguel IÑIGUEZ, *Esbozo de una Enciclopedia histórica del anarquismo español*, Fundación de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo, Madrid, 2001, p. 460.

⁹⁵ Federica Montseny (ministre de la Santé et des Affaires sociales) ; Juan García Oliver (ministre de la Justice), Joan Peiró (ministre de l'Industrie) et Juan López Sánchez (ministre du Commerce)

Caballero est largement critiquée par les militants de la CNT acquis au courant syndicaliste. De fait, pendant leur court mandat, le gouvernement proclame le retour à la légalité républicaine (rendant illégales les expropriations entreprises à l'été 1936). Une partie des anarchistes rallient alors un programme plus modéré⁹⁶. Dans l'exil, cette divergence idéologique, impliquant une divergence dans la pratique politique même, est de plus en plus tranchée. La défaite et la *Retirada* amènent la plupart des militants à adopter une « posture autocritique de retour aux principes [du syndicalisme révolutionnaire] »⁹⁷ alors que le courant plutôt anarchiste de l'organisation soutient la participation au gouvernement républicain en exil. La rupture est consommée en 1945 avec la scission de la CNT en exil. Quelques 5 000 membres⁹⁸ de la tendance dite « politique » (acceptant une alliance avec des partis politiques selon les circonstances), suivant les consignes de la Confédération Nationale du Travail présente clandestinement sur le territoire espagnol, créent un Sous-comité national (SubCN). Au lendemain de la guerre, la CNT en exil et le SubCN, tous les deux basés à Toulouse, revendiquent la direction et la représentation légitime du Mouvement libertaire espagnol en exil.

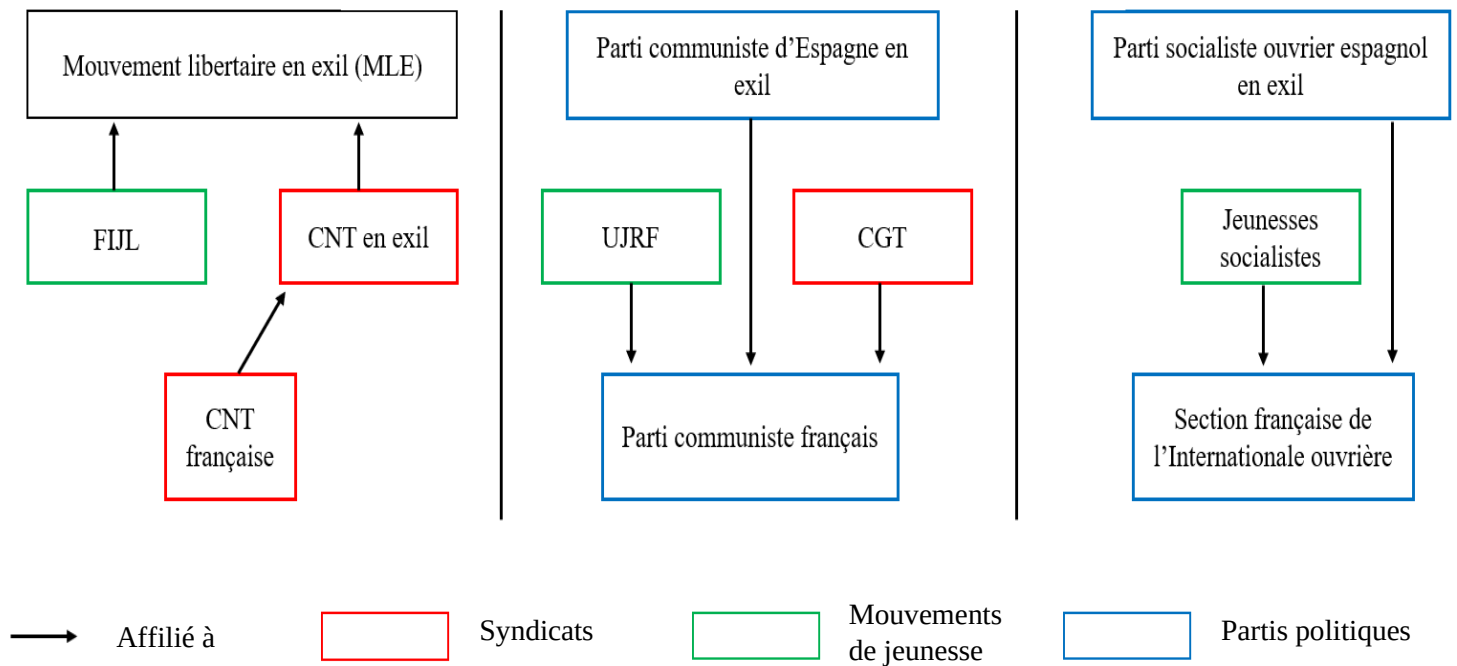
Le courant majoritaire en France, c'est-à-dire la CNT dite « apolitique », demeure toutefois l'objet principal de ce travail de recherche car elle regroupe beaucoup plus de membres que le courant minoritaire. Parfois qualifiée d'orthodoxe, cette organisation politique et les membres qui la composent font en 1945 un choix clair : la CNT ne peut s'allier avec les partis politiques. Une fois la reconstruction de la Confédération Nationale du Travail achevée et l'organisation rassemblée autour de la tendance dite « apolitique », les libertaires s'activent à la fondation, ou plutôt à la refondation d'un imaginaire collectif en exil. Il faut alors répondre à un paradoxe particulier : comment se structurer comme syndicat sans être présent dans le monde du travail ? Il est important de rappeler que contrairement au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et au Parti communiste d'Espagne (PCE), il n'existe pas pour la CNT en exil de parti ou de syndicat frère. Il y a bien, en 1946, la création de la Confédération Nationale du Travail française. Cette organisation est fondée par des libertaires espagnols et des anciens militants de la CGT-SR (syndicaliste-révolutionnaire) mais elle reste relativement groupusculaire.

⁹⁶ Adolf STURMTHAL, *The Tragedy of European Labor: 1918-1939*, Columbia University Press, 1943, p. 289.

⁹⁷ François GUINCHARD, *art. cit.*, p. 2.

⁹⁸ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°12, p. 81.

Recomposition politique des formations en exil, 1946 :



FIJL : Fédération ibérique des jeunesses libertaires

UJRF : Union de la Jeunesse Républicaine de France

Ce schéma explicatif, bien que simpliste, permet d'illustrer les dynamiques de reconstitution politique des formations en exil après la Seconde Guerre mondiale. Le PCE et le PSOE bénéficient d'un réseau militant bien implanté sur le territoire français. Ces organisations s'affilient à des partis et s'engagent dans des syndicats préexistants, processus représenté ici par une flèche allant du haut vers le bas. La situation du Mouvement libertaire en exil (et donc de la CNT) est bien différente puisqu'il ne dispose pas de parti ou de syndicat frère. D'ailleurs, ce sont plutôt les formations politiques anarchistes françaises, comme la section française de la CNT, qui vont s'affilier à la CNT en exil, processus représenté ici par une flèche allant du bas vers le haut.

Dans les zones où ils sont fortement implantés, les anarchistes espagnols recréent le souvenir d'un syndicat de masse, d'une petite Espagne libertaire et d'une contre-culture. Dès la Libération, l'activité éditoriale de ces militants reprend. La publication de journaux emblématiques comme *Solidaridad Obrera* ou *CNT* fait partie de ce processus. Ces périodiques abordent un ensemble de thèmes variés, où la culture prend une place prépondérante : on y parle de poésie, on y critique des films ou des pièces de théâtre⁹⁹. Les travaux fouillés de Geneviève Dreyfus-Armand sur ce point et la difficulté à trouver de nouvelles sources concernant la presse en exil justifient le fait que nous ne proposerons pas ici d'étude poussée de celle-ci. Il faut tout

⁹⁹ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *op. cit.*, 1994, p. 577.

de même souligner qu'elle est un formidable liant social, que ce soit entre l'organisation et l'individu ou entre les individus. Cette presse est d'ailleurs tolérée jusqu'en mars 1946 par les autorités françaises avant d'être légalisée. Son activité est intense et témoigne de l'ambiance particulière qui peut régner dans l'exil espagnol à la fin de la Seconde Guerre mondiale : la fin du régime franquiste semble proche¹⁰⁰. Si Hitler et Mussolini ont été vaincu, pourquoi pas Franco ? L'exécution en février 1946 de Cristino García, militant communiste et héros de la Résistance, mène à la mobilisation de dizaines de milliers de Français contre le régime du dictateur¹⁰¹. Le gouvernement français dirigé par le démocrate-chrétien Georges Bidault (l'un des leaders du MRP) décide même de fermer la frontière pyrénéenne pendant deux ans. Dans les années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, le régime espagnol est complètement isolé sur la scène internationale au moment où la France prend « la tête de la condamnation internationale du franquisme »¹⁰². Alors que, excepté au Portugal, le modèle démocratique semble dominer en Europe de l'Ouest, l'Espagne de Franco, considérée comme une anomalie, est ostracisée. Pour les libertaires espagnols et plus généralement pour tous les réfugiés, ce contexte ne peut mener qu'à la chute du fascisme contre lequel ils ont lutté et perdu. Cet espoir d'un exil provisoire explique pourquoi les militants libertaires n'ont pas fait du monde du travail et de l'entreprise un objectif central de leur pratique politique. Après la Libération, la grande majorité des regards sont tournés vers l'Espagne. L'absence de parti ou de syndicat frère explique aussi l'ancrage particulier de la CNT en exil. Le PCE ou le PSOE appellent à lutter contre le franquisme sur le territoire français ou espagnol, mais leur proximité avec le PCF et le PS leur donne des perspectives d'intégration différentes de celles des libertaires exilés, notamment dans le monde du travail à travers, par exemple, la Confédération générale du travail (CGT) pour les exilés communistes. Les *informes* (bulletins d'information) annuels du Mouvement libertaire espagnol édités par la CNT en exil confirment cette idée. Dans ces documents, chaque bureau (Secrétariat, Juridique, Culture et propagande) y fait le bilan de son activité. Dans l'*informe* de 1947, le bureau Culture et propagande reconnaît que l'attention du mouvement a été largement absorbée par la lutte pour la libération de l'Espagne¹⁰³.

¹⁰⁰ Geneviève DREYFUS-ARMAND, « La presse de l'exil espagnol de 1939. », dans *Exils et émigrations hispaniques au XXe siècle*, n°1, 1992, p. 93.

¹⁰¹ Fernando HERNÁNDEZ SÁNCHEZ, *La frontera salvaje: un frente de sombrío del combate contra Franco*, Barcelone, Pasado y Presente, 2018, p. 53.

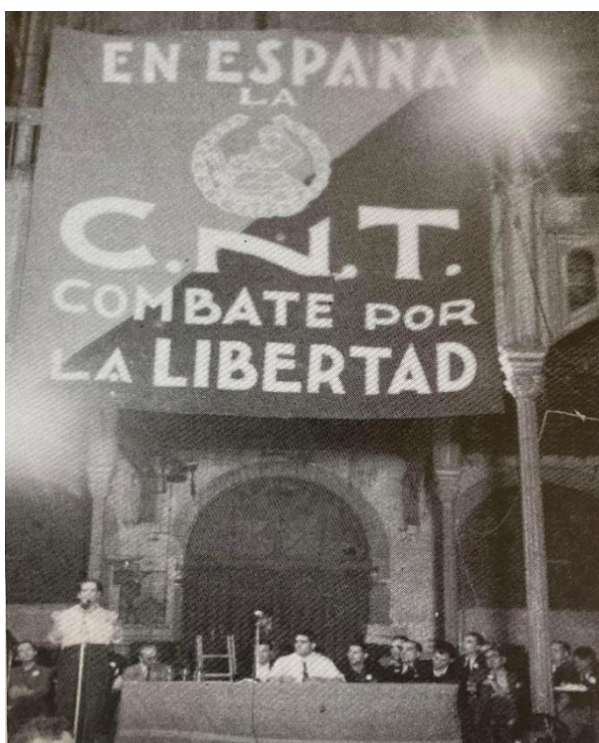
¹⁰² Lorenzo DELGADO GOMEZ-ESCALONILLA, « L'Espagne franquiste au miroir de la France : de l'ostracisme à l'ouverture internationale » dans *Siècles. Cahiers du Centre d'histoire « Espaces et Cultures »*, n° 20, 2004, p. 118.

¹⁰² Ángel CARBALLEIRA, *op. cit.*, p. 102.

¹⁰³ Archives de la Contemporaine, fonds Madeleine Lambret, dossier 7, « Informe del Secretariado del Comité Nacional del MLE-CNT en Francia », 1947, p. 5 (cote ARCH/0257/1).

Encore une fois, la pratique politique n'est pas dissociable de la pratique culturelle. Pour ces militants, culture et émancipation vont de pair. Exposer les artistes anarchistes de l'exil ou promouvoir le théâtre social et populaire deviennent autant de moyens d'élever son esprit (« la obra del espíritu y de la cultura »)¹⁰⁴. Ces pratiques d'éducation militante vont de pair avec l'organisation de grands actes publics (conférences, meetings, manifestations antifranquistes) notamment à Paris, Toulouse, Marseille et Bordeaux. Par exemple, le 30 mai 1945, des milliers de réfugiés espagnols dont de nombreux libertaires se rassemblent sur la Place du Capitole de Toulouse contre la venue d'un représentant de Franco dans la capitale occitane¹⁰⁵. Ces manifestations sont censées démontrer la vitalité du mouvement libertaire en exil et soutenir le peuple espagnol opprimé de l'autre côté de la frontière.

*Commémoration du 19 juillet 1936 à la Halle aux Grains
(Toulouse) entre 1945 et 1950*



Sources : Archive non-classée du CTDEE, «Recorrido de memoria, TOULOUSE capital del exilio republicano español, versión española», Mairie de Toulouse.

« C'était donc une affirmation par rapport à l'Espagne [...]. Les seuls à commémorer la révolution sociale le 19 juillet, ce sont les libertaires [...]. Au-delà de tout cela, c'était une occasion pour les gens de se rencontrer. Les moyens de communication n'étaient pas les mêmes. Par exemple, deux cousins de Caussade et Tarbes pouvaient se donner rendez-vous à Toulouse. C'était un lieu, une occasion de se revoir [...]. Mes parents étaient du quartier de Gracia à Barcelone, un quartier très révolutionnaire. Eh bien les amis du quartier qui s'étaient exilés à Castres ou à Tarbes, venaient le jour de cette commémoration et mangeaient dans la cour. C'était aussi l'occasion, pour les militants, d'échanger des idées et des pratiques »¹⁰⁶.

¹⁰⁴ *Ibid.*

¹⁰⁵ Archive non classée du CTDEE, «Recorrido de memoria, TOULOUSE capital del exilio republicano español, versión española», Mairie de Toulouse.

¹⁰⁶ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

D'ailleurs, la commémoration de la révolution sociale de juillet 1936 s'implante vite comme le rituel annuel à ne pas manquer. Les libertaires sont les seuls à se rassembler à cette date. Il est important pour eux de marquer le fait qu'ils ne rendent pas hommage à la République espagnole mais bien à la révolution. Cet événement a plusieurs fins. Déjà, il marque une différenciation claire entre les militants/sympathisants libertaires et les autres courants politiques de l'exil espagnol en France. La commémoration permet aussi au passé d'apparaître tout entier au présent¹⁰⁷. Elle devient alors une démonstration de force, un moyen pour les libertaires de faire pression sur les autorités françaises par rapport aux relations diplomatiques entretenues avec l'Espagne franquiste mais aussi une manière de s'adresser aux militants de l'intérieur et de les soutenir symboliquement dans la lutte clandestine qu'ils poursuivent contre la dictature. Le vocable utilisé lors de ces événements est dénué d'ambiguïtés : en Espagne comme en France, « la CNT combat pour la liberté » (voir la photographie ci-dessus). Enfin, ce rassemblement annuel permet aux militants de se retrouver et d'échanger des idées et des pratiques. À Toulouse comme à Paris, les libertaires viennent de loin pour assister à la reformation de cette petite Espagne libertaire en France.

Cette volonté de créer une « grande famille libertaire »¹⁰⁸ dans l'exil s'accompagne aussi d'une socialisation culturelle et politique particulière. L'exemple des *giras* (des excursions), organisées par des militants de la CNT, illustre cette idée. À l'arrivée des beaux jours et pendant l'été, ces sorties champêtres permettent d'intégrer les femmes et les enfants à la sphère libertaire. Celles-ci s'inscrivent dans la tradition anarchiste espagnole puisque l'existence de ces excursions remontent au moins à la fin des années 1920¹⁰⁹. Souvent à vélo, à Paris comme à Toulouse, des dizaines de militants se retrouvent ainsi à la campagne. On y suit des conférences organisées, on y fait de la musique ou du sport pour les plus jeunes (notamment du football, cette « passion espagnole »¹¹⁰). Ces *giras* sont en premier lieu des espaces de détente et de loisirs mais elles représentent aussi l'utilisation alternative du temps libre pensée par cette micro-société libertaire en exil. Le culturel est encore une fois indissociable du politique. Ces excursions jouent alors un rôle non-négligeable dans la construction identitaire et différenciée des anarchistes exilés. Se retrouver et échanger devient un moyen d'intégration

¹⁰⁷ Christian DELPORTE, « Entretien avec Pierre Nora : la fièvre médiatique des commémorations », *Le Temps des médias*, n°5, automne 2005, pp. 191-196

¹⁰⁸ Freddy GOMEZ, *Éclats d'anarchie, passage de mémoire*, Rue des Cascades, 2015, p. 24.

¹⁰⁹ Javier NAVARRO NAVARRO, « Prácticas culturales y construcción de la identidad en el movimiento anarquista español (1931-1939) » dans *Stéréotypes culturels et constructions identitaires*, Presses universitaires François-Rabelais, pp. 213-222.

¹¹⁰ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, p. 25.

pour toutes les composantes du mouvement libertaire et une manière d'affirmer une identité politique et culturelle particulière.

3. *Représentations du passé et réseaux de solidarité, les premiers développements :*

Cette contre-culture se fonde sur un imaginaire particulier décrit plus tôt : les libertaires exilés sont les anciens acteurs mais aussi les héritiers de la révolution sociale espagnole. Ils le sont d'autant plus que la CNT en exil se considère comme la seule organisation réellement révolutionnaire pendant la guerre d'Espagne. Des conflits mémoriaux commencent alors à apparaître au moment où les socialistes sont présentés comme trop modérés et les communistes comme des staliniens responsables de la défaite. Diego Abad de Santillán est une figure majeure de l'anarcho-syndicalisme espagnol. Ancien directeur de *Solidaridad Obrera* et conseiller économique à la Généralité de Catalogne pendant la guerre civile, il s'exile en Argentine. En 1940, il affirme dans un ouvrage qu'en dehors de la non-intervention franco-britannique et de l'intervention de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste en faveur des troupes nationalistes, la défaite républicaine, qu'il qualifie de tragédie, doit être imputée à l'obsession centralisatrice des communistes et à l'intervention soviétique favorisée par Juan Negrín (alors président du gouvernement de la République)¹¹¹. Il prolonge ainsi les critiques formulées par George Orwell, écrivain britannique ayant combattu dans les rangs du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM, trotskiste), dans *Hommage à la Catalogne*. Il y décrit la vie au front durant la guerre civile mais aussi les événements de mai 1937 à Barcelone qui ont mené à la répression des militants du POUM et de la CNT. Pour lui, lors de son départ, la capitale catalane est dominée par l'autoritarisme stalinien du PCE où les principes de 1936 ont été supprimés. Il va jusqu'à écrire que « les gens politiquement conscients [...] étaient infiniment plus au courant de la guerre d'extermination réciproque entre anarchistes et communistes que du combat contre Franco »¹¹². Ces représentations du passé ont des conséquences tout au long des décennies suivantes, notamment dans les interactions que peuvent entretenir les libertaires et les communistes. À travers ce récit, les libertaires se donnent une place et une responsabilité particulière dans l'exil, d'autant plus qu'ils forment le contingent de réfugiés le plus important.

¹¹¹ Diego ABAD DE SANTILLÁN, *op.cit.*

¹¹² George ORWELL, *Hommage à la Catalogne*, 10/18, 1999, première édition en 1938, p. 130.

Ainsi, dans les premières années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, les anarchistes exilés développent tout un réseau de solidarité sur le territoire français et espagnol afin de venir en aide aux réfugiés. Celui-ci s'organise largement autour de Solidarité Internationale Antifasciste (SIA), association humanitaire fondée pendant la guerre d'Espagne visant à apporter de l'aide aux réfugiés et aux orphelins tout en répondant à la mainmise des communistes et du Secours rouge dans ce domaine. Après la Seconde guerre mondiale, la SIA française, qui avait elle aussi été créée en 1937 sur les fondations du Comité pour l'Espagne Libre, fusionne avec la SIA espagnole pour former une seule association de solidarité où se côtoient libertaires français et espagnols. Très vite, le nombre maximal d'étrangers pouvant être membres d'une association française est dépassé. Le problème est réglé en créant un groupe « d'amis de la SIA » dans chaque section locale de la Solidarité Internationale Antifasciste¹¹³. Cette entité devient aussi un lieu de rencontres entre les militants de la scission et les militants de la fraction majoritaire. Olegario Pachon Nuñez, commandant de la 91^{ème} brigade pendant la guerre d'Espagne, milite à la libération pour collaborer avec le gouvernement républicain en exil. Membre de la tendance dite politique (Subcomité national) il est signataire du manifeste qui entérine la scission de la CNT. Trésorier de la SIA en 1946, il est nommé trésorier du SubCN jusqu'en avril 1947¹¹⁴. À la Libération, SIA, association libertaire, permet de développer des réseaux de solidarité sur tout le territoire français tout en servant d'intermédiaire entre Français et Espagnols et entre les deux fractions de la CNT en exil. Les calendriers produits par l'association sont édités à 8 000 exemplaires en 1948 (6 000 en espagnol, 2 000 en français) et constituent la méthode privilégiée de levée de fonds afin de financer l'aide aux réfugiés.

L'un des projets les plus importants mais mal connus de SIA reste son investissement dans un château du Lot, à Aymare. André Berthon, avocat et ancien député de la SFIO, côtoie les anarcho-syndicalistes de la SIA française avant la guerre. Propriétaire d'un domaine, il propose le château d'Aymare à la vente afin qu'il puisse accueillir des réfugiés espagnols. En février 1939, Jean Roumilhac, militant de la SIA française, prête son nom à l'achat de la propriété ainsi qu'à quelques parcelles de terres autour du château¹¹⁵. L'idée est de les transmettre à des coopérateurs espagnols. Le Conseil général du mouvement libertaire s'investit par l'intermédiaire de Pedro Herrera Camarero. Comme mentionné plus tôt, les réfugiés

¹¹³ Rafael MAESTRE et Pilar MOLINA, « España libre Homenaje a la obra cultural del exilio obrero de 1939 en Francia », Bibliothèque virtuelle Miguel de Cervantes, 2003, source web : https://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/espana-libre-homenaje-a-la-obra-cultural-del-exilio-obrero-de-1939-en-francia-del-19-de-noviembre-al-19-de-diciembre-de-2001-catalogo-de-exposicion--0/html/ffe9f0ec-82b1-11df-acc7-002185ce6064_2.html#I_3 (consultée le 2 avril 2022).

¹¹⁴ Rolf DUPUY, « PACHON NUÑEZ, Olegario » dans Le Dictionnaire des guérilleros et résistants antifranquistes, mis en ligne le 21 mai 2012, source web : <http://losdelasierra.info/spip.php?article5924> (consultée le 6 avril 2022)

¹¹⁵ Olivier HIARD, *op. cit.*, p. 21.

espagnols sont alors internés dans des camps et le travail devient vite le seul moyen d'en sortir. En mai 1939, le MLE rédige une liste de 140 noms¹¹⁶. Un contrat de travailleur agricole est proposé à ces 140 militants afin de les sortir des camps. Les 120 hectares de terres deviennent un refuge pour ces libertaires exilés :

« Encore un problème des historiens, et des libertaires d'ailleurs. On a souvent dit que Aymare, c'était la reconstruction des collectivités libertaires de la Guerre civile. Alors, oui, mais c'était surtout, au début, une pompe aspirante pour sortir les gens des camps d'internement. Dans ces camps, les prisonniers pouvaient sortir si quelqu'un les réclamait depuis l'extérieur. Mon père est sorti du camp du Vernet comme ça. On l'a réclamé et il s'est retrouvé à Aymare, comme ouvrier agricole. »¹¹⁷

L'ouvrage déjà cité d'Olivier Hiard, dont nous connaissons les sympathies anarcho-syndicalistes, a tendance à présenter les débuts du projet à l'aune de ce qu'il est devenu. Il affirme ainsi que la majorité des réfugiés sont agriculteurs et que, par conséquent, la vie s'organise vite et bien. Pourtant, les documents produits par José Vergara, membre du premier groupe de travail présent sur le domaine, laissent penser le contraire. Il écrit que « les premiers arrivants, peut-être parce qu'ils ne comprenaient rien à la terre et à l'agriculture, ont végété plus vite qu'ils n'ont vécu, puisque l'objectif principal était celui que venons de mentionner »¹¹⁸ l'objectif étant de « disposer d'une sorte de refuge pour pouvoir sortir des camps de concentration les pauvres et misérables républicains espagnols, comme ils nous appelaient. »¹¹⁹. Il ne faut donc pas développer un récit téléologique de ce qui deviendra la colonie d'Aymare, à savoir un lieu où l'utopie libertaire est mise en pratique avec le concours de militants exilés venus de la France entière. Dans ses premières années, le domaine d'Aymare n'est pas pensé comme utopique, mais comme une nécessité face à la généralisation des camps d'internement. L'entretien mené avec Ángel Carballeira confirme les écrits de José Vergara : l'organisation ne semble alors pas optimale et les compétences requises pour cultiver la terre en partie absentes. L'objectif est tout de même rempli puisque des dizaines de militants sont sortis des camps. Cependant, le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale change la donne : le domaine devient un lieu de résistance où se cachent des membres des maquis français et espagnols. Face

¹¹⁶ *Ibid*, p. 23.

¹¹⁷ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

¹¹⁸ Archive non classée du CTDEE, José Vergara, *Aymare colonia de los mutilados y ancianos de la revolución española del 1936 à 1939*, 1997, p. 9 (traduction de l'auteur).

¹¹⁹ *Ibid*, p. 9.

à la répression à l'encontre du MLE et à l'arrestation de nombreux militants libertaires exilés (comme Federica Montseny, Germinal Esgleas ou Manuel González Marín), la vente du domaine est évoquée à de nombreuses reprises mais n'est jamais entérinée¹²⁰. À la Libération, les dissensions qui marquent la CNT ne manquent pas de secouer le domaine d'Aymare. Pris dans une bataille judiciaire entre les fractions politique et apolitique, la vie devient de plus en plus difficile alors qu'un climat de violence se développe¹²¹. José Vergara, plutôt proche du SubCN (minoritaire) va jusqu'à écrire que cette scission provoque « une telle haine envers ceux d'entre nous qui tenaient fermement aux accords qui avaient été conclus lors du premier congrès de la CNT en 1945 » que les militants de la fraction majoritaire, d'anciens camarades, deviennent « le plus nuisible et le plus amer des ennemis que nous aurions pu avoir »¹²². Si l'objectivité de cette affirmation peut être questionnée, force est de constater que la scission marque profondément les militants et engendre de véritables conflits dans la sphère libertaire en exil qui se reproduisent sur le domaine de Aymare. Les représentants de chaque fraction s'y rendent régulièrement afin d'assurer l'influence de leur courant sur le site. Pourtant, en parallèle, des anciens de la guerre d'Espagne et des mutilés de guerre affluent et doivent être pris en charge. Aymare trouve alors une autre vocation. Après avoir été le terrain d'accueil pour les réfugiés extraits des camps d'internement, le domaine devient, toujours par nécessité, le refuge des plus démunis de la CNT. Entre 1945 et 1947, une vingtaine d'entre eux, sont accueillis et un pavillon attenant à la ferme est aménagé. Avec de nombreux passages succincts, il est difficile de chiffrer précisément le phénomène¹²³ mais ce qui est sûr c'est qu'au lendemain de la guerre, et même si la symbolique reste forte pour les militants libertaires, il s'agit d'une expérience relativement marginale. La tonte des moutons, l'élevage porcin et la vente de bois rapportent quelques centaines de milliers de francs qui ne suffisent pas à équilibrer les comptes si bien que la CNT doit injecter annuellement environ 80 000 francs pour assurer la subsistance des individus présents sur le domaine¹²⁴. En 1947, la bataille judiciaire est remportée par la CNT dite apolitique. Le domaine d'Aymare est placé sous la tutelle de la Ligue des mutilés et de la section des Invalides confédérés (SIC), deux entités rattachées à la CNT qui possède désormais un droit de regard sur la gestion et l'organisation de la ferme. Ce n'est qu'en 1950, lors du congrès annuel de la CNT, qu'Aymare est présenté comme une vitrine potentielle de l'anarcho-syndicalisme espagnol. L'idée d'y reproduire le modèle de collectivité agraire hérité

¹²⁰ Olivier HIARD, *op. cit.*, p. 43.

¹²¹ *Ibid*, p. 56.

¹²² Archive du CTDEE, José Vergara, *op. cit.*, p. 12.

¹²³ *La Colonia d'Aymare, coopérative et solidarité en terre d'exil*, Les Cahiers du CTDEE, décembre 2015, n°4, p. 60.

¹²⁴ Olivier HIARD, *op. cit.*, p. 58.

de la révolution sociale de 1936 se développe et les premiers groupe de travail sont formés afin de venir en aide, pendant les vacances, aux personnes qui vivent sur le site et pour mettre en place une « agriculture plus rationnelle »¹²⁵. Cette décision marque un changement dans la conception du domaine qu'ont la CNT et les libertaires exilés. D'une nécessité d'accueil (des réfugiés puis des mutilés), Aymare devient une utopie à mettre en pratique.

Pendant la Seconde Guerre mondiale et dans les années qui la suivent, les exilés libertaires reconstruisent les structures d'un courant anarchiste. Les militants du barrage de l'Aigle forment le noyau de cette refondation, parfois même en opposition au Conseil général du mouvement libertaire qui, selon eux, a failli. Il s'agit d'un processus issu de la base de la CNT qui, à la Libération, est complété par une intense activité éditoriale, par des commémorations et des rassemblements massifs avec pour but la formation (ou la reformation) d'un imaginaire collectif libertaire dans l'exil. Cet imaginaire se dessine à la lumière de représentations particulières du passé où le mouvement anarchiste est présenté comme le seul véritable moteur révolutionnaire, un moteur ayant été réprimé par le franquisme mais aussi par d'autres composantes de l'exil, notamment les communistes. En Espagne comme en France, « l'heure des partis politiques est passée » et ce sont désormais « les travailleurs et la Confédération Nationale du Travail qui ont la parole »¹²⁶. Il s'agit donc d'un imaginaire marqué par la distinction au sein de l'exil d'un syndicat hors du monde du travail. Pour répondre à ce paradoxe, des réseaux de solidarité se développent. Cette dynamique est rendue possible par le passage de la clandestinité à la légalité. Cependant, jusqu'au début des années 1950, la CNT en exil développe aussi tout un réseau logistique afin de soutenir les guérilleros luttant sur le territoire espagnol.

¹²⁵ Archive du CTDEE, José Vergara, *op. cit.*, p. 16.

¹²⁶ Archives de la Contemporaine, fonds Madeleine Lambret, dossier 7, «Informe del Secretariado del Comité Nacional del MLE-CNT en Francia», 1947, p. 18, ARCH/0257/1.

4. Un rapport ambigu à la violence en politique :

« Manque-t-il donc de pioches pour creuser des souterrains, de dynamite pour faire sauter Paris, de pétrole pour tout incendier ? Imitiez les nihilistes, et je serai à votre tête ; alors seulement nous serons dignes de la liberté, nous pourrons la conquérir ; sur les débris d'une société pourrie qui craque de toutes parts »¹²⁷.

Le rapport entre anarchisme et violence remonte à la fin du XIX^e siècle avec l'apparition de la propagande par le fait, une stratégie politique développée par une partie des militants anarchistes qui consiste à considérer le terrorisme comme un moyen d'action privilégié. La brutalité de l'écrasement de la Commune de Paris choque les ouvriers et les militants socialistes en Europe et dans le reste du monde¹²⁸. Les anarchistes cherchent alors à dépasser la grève comme seule alternative pour préparer et assurer l'émancipation du prolétariat¹²⁹. Il s'agit « d'affirmer par des actes »¹³⁰ les principes du communisme libertaire à travers un répertoire assez varié : l'attentat, le sabotage ou la reprise individuelle. Face à la répression induite par cette pratique, les anarchistes emprisonnés ou exécutés deviennent les martyres de la cause. Avec la massification du mouvement anarcho-syndicaliste dans l'Espagne des années 1930, la CNT est en mesure d'organiser des grèves massives. Dans les Asturies en 1934, la CNT et l'Union générale des travailleurs (UGT, affiliée au PSOE) forment ainsi une alliance ouvrière et fonde l'éphémère République socialiste asturienne avant d'être durement réprimées. Le déclenchement de la guerre civile fait évoluer le mouvement libertaire vers une participation au gouvernement de la République¹³¹. Ce contexte particulier voit aussi apparaître des violences en marge des combats notamment envers les membres du clergé avec des exécutions sommaires et des destructions d'églises ou de monastères et malgré les consignes modératrices de la Confédération Nationale du Travail. C'est avec cet héritage historique et conceptuel dans lequel la violence est considérée comme légitime que les militants libertaires en exil doivent composer¹³². La violence n'est pas dénoncée en tant que telle : ce sont les conditions socioéconomiques d'une période donnée qui peuvent, ou non, la justifier. De la même manière,

¹²⁷ Déclaration de Louise Michel au groupe révolutionnaire du 18^{ème} arrondissement de Paris en 1881.

¹²⁸ Quentin DELUERMOZ, *Commune(s), 1870-1871. Une traversée des mondes au XIX^e siècle*, Paris, Seuil, 2020, 431 p.

¹²⁹ Lors du congrès de Saint-Imier de 1872 qui rassemble une quinzaine de militants dont Mikhaïl Bakounine et Gustave Lefrançais, l'Internationale antiautoritaire est fondée et revendique la grève comme moyen d'action privilégié.

¹³⁰ Archives autonomes, archive numérisée du « Bulletin de la Fédération jurassienne », Carlo Cafiero et Errico Malatesta, 3 décembre 1876, p. 1 (rubrique Anarchismes, Des origines de l'Anarchisme à 1914, Centralisation des numéros du Bulletin de la Fédération jurassienne [1872-1878]), source web : http://archivesautonomes.org/IMG/pdf/anarchismes/avant-1914/bulletinjurassien/bul_18761203.pdf (consultée le 4 avril 2022).

¹³¹ *Ibid*, p. 8.

¹³² Sans oublier, et comme nous l'avons vu, la participation active de bon nombre de libertaires exilés dans la Résistance, donnant du crédit à l'idée selon laquelle la violence est dans certains cas légitime, voir souhaitable.

au lendemain de la Seconde guerre mondiale, les modalités de la lutte antifranquiste sont discutées et évoluent.

Dans les milieux anarchistes en exil, les années qui suivent la Seconde guerre mondiale sont marquées par une omniprésence de la question espagnole à l'heure où l'exil est considéré comme provisoire. Pourtant, de plus en plus d'éléments laissent à penser que les nouveaux gouvernements européens et plus généralement le monde occidental s'accommodent de la présence de Franco à la tête de l'Espagne. L'enthousiasme antifasciste de la Libération laisse place aux « raisons d'Etat »¹³³ dans une nouvelle donne géopolitique : la Guerre froide. Si la dictature n'obtient pas de reconnaissance internationale et se retrouve de fait dans un isolement presque total, il n'est plus question pour ses voisins de la renverser au risque de voir apparaître un gouvernement communiste. La CNT en exil devient alors, au lendemain de la Seconde guerre mondiale, un important réseau de soutien logistique et financier pour la guérilla qui continue d'être menée par des groupes libertaires sur le territoire espagnol. L'ouvrage de Guillaume Goutte, *Passeurs d'espoir : réseaux de passage du mouvement libertaire espagnol*¹³⁴, retrace ce pan de l'histoire de l'anarchisme en exil en France. L'auteur, militant anarcho-syndicaliste, centre son travail sur la figure du passeur et analyse avec précision les réseaux qui, en assurant le passage de la frontière aux militants libertaires exilés, jouent un rôle essentiel dans l'organisation de la lutte armée antifranquiste. Il s'inscrit dans la continuité des travaux d'Antonio Téllez Solá¹³⁵, acteur et historien de la résistance libertaire en Espagne. Les sources exploitées dans ce travail de recherche ne permettent pas d'apporter plus d'éléments concernant la coordination de la lutte armée assurée par le syndicat anarchiste en exil. Il propose cependant un pas de côté, à savoir le rapport que peut avoir la base militante présente en France avec l'organisation de cette lutte armée ainsi qu'avec la visibilité qui lui est donnée.

Pour les anarchistes, la violence est considérée comme une stratégie politique légitime. Quand des actions sont condamnées, elles ne le sont pas pour leur caractère violent mais pour les modalités dans lesquelles cette violence s'exerce. Dans la théorie comme dans la pratique libertaire, c'est à travers un contexte social ou matériel que la pertinence de la violence en politique peut être considérée. Il faut aussi rappeler que la scission de 1945 marque un retour aux principes du syndicalisme révolutionnaire à travers l'affirmation d'une pratique pure de

¹³³ Octavio ALBEROLA et Ariane GRANSAC, *El anarquismo español y la acción revolucionaria (1961-1974)*, Virus, 2005, p. 24.

¹³⁴ Guillaume GOUTTE, *Passeurs d'espoir : réseaux de passage du mouvement libertaire espagnol*, Éditions Libertaires, 2014, 226 p.

¹³⁵ Antonio TÉLLZ SOLÁ, *Facerías. Guerrilla Urbana 1939-1957: La Lucha Antifranquista Del Movimiento Libertario En España Y En El Exilio*, Ruedo Ibérico, 1974, 420 p.

l'anarchisme¹³⁶. Après l'échec de l'opération *Reconquista*¹³⁷, la CNT dite apolitique devient vite la seule force de l'exil espagnol à organiser et à soutenir la lutte armée antifranquiste depuis le territoire français¹³⁸. Dans une certaine mesure, les actions organisées en Espagne cherchent à remplir le même objectif que la propagande par le fait décrit plus tôt. À l'heure où la CNT de l'Intérieur n'est plus en mesure d'utiliser la grève comme un moyen privilégié de lutte, la lutte armée devient une manière de déstabiliser le régime et de marquer la présence des libertaires auprès de la population tout en espérant réveiller ses velléités antifascistes¹³⁹. Ce sont alors souvent de jeunes hommes qui traversent la frontière, rejoignent les réseaux libertaires en résistance (surtout en Catalogne et dans l'Aragon) et organisent des actions violentes. Le 15 mai 1948, Francisco Martínez Márquez, ancien délégué de la CNT en exil lors du *pleno* clandestin de Madrid de 1947, participe à la pose de bombes dans les consulats du Brésil et du Pérou à Barcelone¹⁴⁰. En France, ce répertoire d'actions particulier adopté par la CNT en exil n'est jamais réellement explicité, du moins pas dans les publications officielles du syndicat explorées ici. Il est en effet difficile d'imaginer un appel aux armes dans des journaux ayant une légalité sur le territoire français. L'*informe*, dont un extrait est présenté ci-dessous, est un document extrêmement précieux. Il est édité en 1947 c'est-à-dire pendant cette courte période entre la Libération et le début des années 1950 où la CNT en exil revendique la légitimité de la lutte armée, toujours à demi-mots.

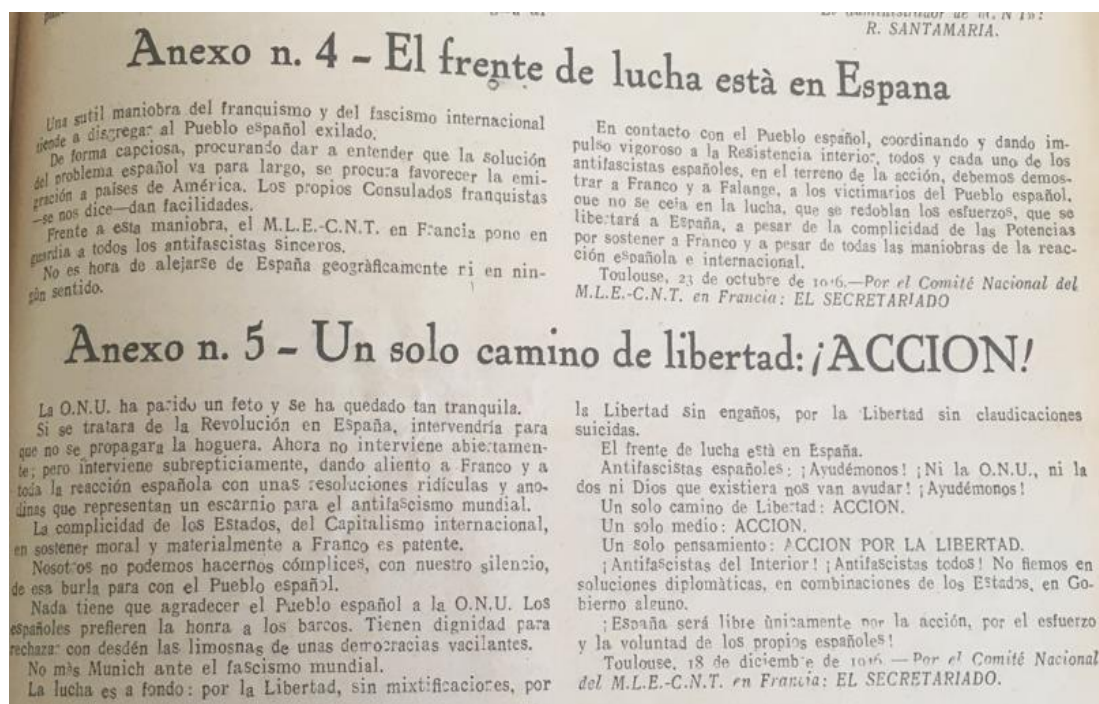
¹³⁶ Octavio ALBEROLA et Ariane GRANSAC, *op. cit.*, p. 26.

¹³⁷ En octobre 1944, près de 7 000 hommes de l'Unión Nacional Española (organisation dirigée par le Parti communiste d'Espagne complétée par l'adhésion à titre purement individuelle de socialistes et d'anarchistes) envahissent le Val d'Aran afin d'y instaurer un gouvernement provisoire. L'opération est un échec total, des centaines de guérilleros meurent dans les combats et des milliers sont faits prisonniers.

¹³⁸ Archives de la Contemporaine, Fonds Madeleine Lamberet, Dossier 7. « Guerre d'Espagne et exil espagnol. Pièces diverses », MLE CNT AIT, Pleno de federaciones locales de la regional n. 2. Actas y dictámenes. Toulouse, décembre 1945, p. 105 (cote ARCH/0257/1).

¹³⁹ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, p. 219.

¹⁴⁰ Antonio TÉLLEZ SOLÁ, Francesc TORRES, *La lucha del Movimiento Libertario contra el Franquismo*, Virus, 1991, p. 38.



Sources : archives de la Contemporaine, fonds Madeleine Lambret, dossier 7, «Informe del Secretariado del Comité Nacional del MLE-CNT en Francia», 1947, p. 15 (cote ARCH/0257/1).

Le vocable utilisé ici peut être qualifié de guerrier et les annexes 4, 5 et 7 de l'informe du Secrétariat du Comité National du MLE-CNT en exil permettent de préciser ce rapport qu'entretient une partie des libertaires espagnols avec la violence et la lutte armée. Il est alors très clair que « le front de la lutte est en Espagne » et que celle-ci ne peut être circonscrite au pacifisme et au dialogue. La CNT en exil propose de répondre par l'action aux solutions diplomatiques en s'opposant aux gouvernements comme aux organes supranationaux (ici, l'Organisation des Nations-Unies). Les anarcho-syndicalistes cherchent par la même à se distinguer des autres composantes de l'exil qu'ils considèrent comme passives. *Ayudémonos* (aidons-nous les uns les autres) et l'appel aux militants antifascistes en Espagne et en France font partie des éléments qui démontrent cette promotion, assez claire mais jamais explicite, du soutien logistique apporté aux guérilleros présents sur le territoire espagnol ou à ceux qui traversent la frontière pyrénéenne. La lutte menée sur le territoire espagnol et la répression systématique mise en place par Franco mènent beaucoup de jeunes militants à la mort. Francisco Martínez Márquez, Wenceslao Jiménez Orive ou Diego Franco Cazorla tombent sous les balles du régime à moins de trente ans. Ils sont exécutés sommairement ou meurent dans des affrontements avec la police espagnole.

Portraits de quelques exilés anarchistes tués en Espagne par le régime franquiste entre 1945 et 1950 :



Jaime Parés Adán
(1910-1946)

Diego Franco Cazorla
(1920-1947)

Raúl Carballeira Lacunza
(1917-1948)

Francisco Martínez Márquez
(1922-1949)



Francisco Denis Diez
(1898-1949)

José Sabaté Llopart
(1910-1949)

Wenceslao Jiménez Orive
(1922-1950)

Sources: Antonio Téllez Solá et Francesc Torres, *La lucha del Movimiento Libertario contra el Franquismo*, Virus, 1991, 43 p.

Les anarchistes exilés qui traversent la frontière pour se battre sur le territoire espagnol sont pour la plupart de jeunes hommes rattachés à la Fédération ibérique des jeunesses libertaires (FIJL), le mouvement de jeunesse de la CNT. L'âge de ces militants, les actes entrepris et la façon dont ils sont assassinés par le régime franquiste (abattus en pleine rue, fusillés ou garottés) sont autant d'éléments participant à la création de martyres. L'annexe 7 de l'*informe* cité plus tôt est ainsi intitulé « *Un crimen y un ejemplo* » (un crime et un exemple) et fait référence à la mort d'Amador Franco, surnom de Diego Franco Cazorla (voir ci-dessus, deuxième portrait en partant de la gauche) et d'Antonio López. Diego Franco Cazorla est catalan, il intègre les Jeunesses libertaires à 13 ans et, à 16 ans, participe aux combats pendant la guerre d'Espagne. Après la chute de la Catalogne en 1939, il s'exile en France où il est

interné. À sa libération et en tant que militant de la CNT en exil, il entreprend de nombreuses excursions sur le territoire espagnol afin de participer à « la résurgence du Mouvement libertaire dans la Péninsule »¹⁴¹. Il est arrêté en 1946 et détenu à Irun avant d'être fusillé l'année suivante. Son parcours et sa fin émeuvent l'ensemble de l'organisation en exil ainsi que les militants qui la composent. Dans cette annexe, Amador Franco est ainsi qualifié de modèle de bravoure et d'abnégation dans la lutte contre le fascisme. La mort de ces militants, présentée à raison comme un crime, ne doit pas rester impunie (« los crímenes del falangismo no quedarán impunes »). L'action violente est alors présentée comme un devoir ; un devoir envers le peuple espagnol opprimé par la dictature, envers l'idéal anarchiste et envers la mémoire de tous ceux qui sont tombés. Cet extrait se conclut d'ailleurs par cette affirmation : « Salutations camarades Amador Franco et Antonio López ! Votre sacrifice ne sera pas vain ! »¹⁴². Pourtant, cette stratégie est vite abandonnée par la CNT en exil. Si, dans les années qui suivent la Seconde Guerre mondiale, la mort de ces militants appelle à de nouvelles actions, les libertaires exilés se rendent rapidement compte que les pertes humaines et les revers subis sont trop lourds¹⁴³. De 1945 à 1951, la CNT en exil soutient la lutte armée sur le territoire espagnol et, toujours de façon ambiguë, appelle ses militants à l'action (sans être explicite sur la nature de l'action). Encore une fois, ce n'est pas la violence qui est condamnée ; **c'est le contexte qui, ne semblant pas propice à l'insurrection, mène le mouvement libertaire en exil à abandonner la lutte armée pendant toute la décennie des années 1950 (c'est-à-dire jusqu'en 1961).**

La violence n'est pas circonscrite à la lutte armée antifranquiste et s'exerce en dehors du seul territoire espagnol, au sein même de l'exil en France. Les journées de mai 1937 à Barcelone et cette guerre dans la guerre menant à la répression de bon nombre de militants de la CNT et du POUM par les autorités républicaines et le PCE laissent une vive rancœur dans les mémoires. Les rapports de force qui préexistaient en Espagne se maintiennent ainsi dans l'exil. Il semble alors important de s'attarder quelque peu sur un massacre resté longtemps occulté mais qui représente à lui seul la reproduction de cette violence sur le territoire français : le massacre de La Cazace sur lequel Ángel Carballeira a mené une enquête de long terme. **Ricardo Roy Escribiano est un militant libertaire exilé,** ancien combattant de la guerre d'Espagne au cours de laquelle il s'engage dans la colonne *Tierra y Libertad*. Il participe avec

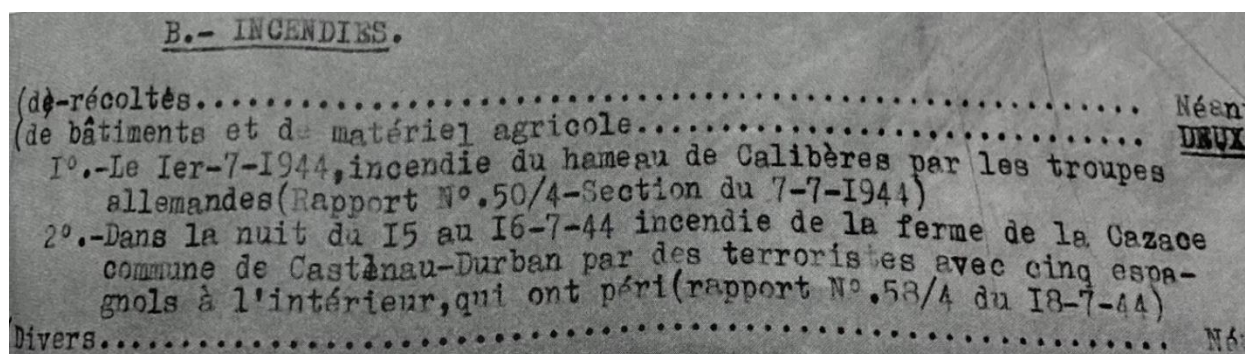
¹⁴¹ Antonio TÉLLZ SOLÁ, Francesc TORRES, *op. cit.*, p. 32.

¹⁴² Archives de la Contemporaine, fonds Madeleine Lambret, dossier 7, «Informe del Secretariado del Comité Nacional del MLE-CNT en Francia», 1947, p. 17, cote ARCH/0257/1 (traduction de l'auteur)

¹⁴³ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, p. 219.

d'autres anarchistes aux affrontements autour de Madrid¹⁴⁴. Interné dans un camp à son arrivée en France, il est libéré, rejoint sa famille et s'installe à Castelnau-Durban dans le centre de l'Ariège, un village de 700 habitants où l'on décompte près de 80 Espagnols¹⁴⁵. En juillet 1944, une fête est organisée pour célébrer la naissance d'Isabelle, fille de Ricardo Roy Escribiano (42 ans) et de son épouse Palmira Tomás i Pérez (28 ans)¹⁴⁶. Quelques temps auparavant, le père de famille avait refusé d'intégrer l'organisation de résistance communiste, l'UNE-AGE (*Unión nacional española-Agrupación de guerrilleros españoles*). Dans ce cas, et comme le rappelle l'historien Claude Delpla, les communistes espagnols exilés engagés dans la Résistance avaient pour ordre de réprimer ces individus. Un libertaire qui refuse de combattre avec l'AGE est considéré comme appartenant au « maquis noir [et] sera détruit comme un groupe ennemi »¹⁴⁷. Ainsi, Ricardo Roy Escribiano est condamné à mort. La fête du 15 juillet 1944 est organisée au domicile familial où se regroupent sa femme, sa belle-mère, ses deux filles et des amis militants pour la plupart libertaires (comme Evaristo Soler¹⁴⁸). En début de soirée, des membres de l'UNE-AGE venus liquider Ricardo Roy Escribiano demandent à entrer et à participer à la fête. Constatant l'absence de leur cible, probablement toujours au travail, ils éteignent les lumières et abattent toutes les personnes présentes à l'exception de « Lourtadon », un ami français qui échappe au mitraillage et s'enfuit par la fenêtre¹⁴⁹. Les communistes mettent le feu à la maison avant de quitter les lieux.

Rapport de la compagnie de gendarmes de Saint-Girons daté du 18 juillet 1944 :



Sources : Service Historique de la Défense au Fort de Vincennes, cote 9E179.

¹⁴⁴ André BALENT, « Notice ROY ESCRIBANO », Le Maitron, version mise en ligne le 10 février 2021, dernière modification le 17 décembre 2021, source web : <https://maitron.fr/spip.php?article238219> (consulté le 10 avril 2022).

¹⁴⁵ *Ibid.* En 1944, 130 étrangers sont recensés, 60 % d'entre eux sont espagnols.

¹⁴⁶ Ángel CARBALLEIRA, *On n'écrit pas l'histoire avec une gomme*, Les Cahiers du CTDEE, 2021, p. 33.

¹⁴⁷ Claude DELPLA, *La libération de l'Ariège*, Le Pas d'oiseau, 2019, p. 134.

¹⁴⁸ « Notice SOLER CRIVELLÉ Evaristo, Adolfo », Le Maitron, version mise en ligne le 1er février 2021, dernière modification le 30 juillet 2021, source web : <https://maitron.fr/spip.php?article237900> (consulté le 10 avril 2022).

¹⁴⁹ Ángel CARBALLEIRA, *op. cit.* 2021, p. 32.

Le bilan de ce massacre est lourd. Sept personnes perdent de la vie : Isabelle Roy (sept jours au moment de la tuerie) ; Prosperitat Roy i Tomás (6 ans) ; Palmira Tomás i Pérez (28 ans) ; García (âge et prénom non établis) ; Evaristo Soler (57 ans) ; Rosario Pérez Rodríguez (54 ans) et Gracia (âge et prénom non établis). Dans un premier temps, ces crimes perpétrés par des communistes exilés à l'encontre de militants rattachés pour la plupart au mouvement libertaire sont constatés par la population de la commune. Les gendarmes français se rendent sur les lieux et émettent un rapport le 18 juillet 1944 dans lequel est relaté « l'incendie de la ferme de la Cazace [...] par des terroristes avec cinq espagnols à l'intérieur, qui ont péri » (voir ci-dessus). L'appartenance politique de ces meurtriers, membres de l'UNE-AGE dirigée par le Parti communiste d'Espagne n'est alors pas connue. De plus, c'est bien l'incendie qui est considéré ici, modifiant la cause de la mort des victimes assassinées par balle. La nouvelle de cette tuerie fait rapidement le tour des villages et des hameaux environnants mais elle est très vite occultée. En effet, seulement quelques semaines plus tard, le 21 août 1944, le village de Rimont est intégralement détruit dans les combats qui opposent des guérilleros de l'UNE-AGE aux supplétifs de l'armée allemande qui avaient semé la terreur dans la région¹⁵⁰. Cette bataille, ses victimes et le contexte de guerre et d'occupation mènent à l'occultation de ce massacre qui tombe dans l'oubli. Il semble en effet difficile de célébrer cette victoire en rappelant que quelques semaines plus tôt, des membres de cette même organisation de Résistance massacraient sept exilés pour leur seule appartenance au mouvement libertaire. Preuve de cette occultation, Ángel Carballeira ne trouve presque aucune référence à cet événement dans les canaux d'information habituels (dans la presse par exemple)¹⁵¹. Il semble tout de même probable que la CNT en exil ait été mise au courant puisque selon l'hypothèse la plus probable, Ricardo Roy Escribano est exfiltré en Amérique latine par l'organisation anarcho-syndicaliste¹⁵². Ce massacre est révélateur des rapports de force qui traversent l'exil espagnol en France ainsi que des méthodes de répression employées par le Parti communiste d'Espagne. La tuerie de La Cazace peut être perçue comme la continuité logique des purges de 1937 menées en pleine guerre par le PCE avec la bénédiction des autorités républicaines. Il semble qu'aucun juge d'instruction ne se saisisse de la question et ce même dans les années qui suivent la Libération. Les tombes des victimes disparaissent et les corps sont probablement placés dans une fosse commune¹⁵³. Dans le cas d'Evaristo Soler, il faut attendre septembre 1954 pour que

¹⁵⁰ André BALENT, « Notice Castelnau-Durban (Ariège), La Casace [Casasse], massacre d'Espagnols adultes de la mouvance anarchiste et d'enfants par des « guérilleros » (15 juillet 1944) », Le Maitron, version mise en ligne le 30 janvier 2021, dernière modification le 30 décembre 2021, source web : <https://maitron.fr/spip.php?article237840> (consulté le 10 avril 2022).

¹⁵¹ Ángel Carballeira, *op. cit.*, 2021, p. 37.

¹⁵² André BALENT, « Notice ROY ESCRIBANO », *art. cit.*

¹⁵³ « Notice SOLER CRIVELLÉ Evaristo, Adolfo », *art. cit.*

le tribunal civil de première instance de Foix prenne acte du décès. Constatant qu'il n'est pas revenu à son domicile depuis juillet 1944, celui-ci conclut qu'« au vu des renseignements recueillis au cours de l'enquête il est à présumer que se trouvant chez des compatriotes dans la maison Estaque [...] il a péri avec six d'entre eux au cours de l'incendie allumé par un autre groupe d'Espagnols qui a consumé cette maison le 15 juillet 1944. »¹⁵⁴. Plus de dix ans après la tuerie, les causes de la mort ne sont pas explicitées et les auteurs des crimes loin d'être inquiétés. La réalité des faits n'est établie que dans les années 2010 grâce aux témoignages recueillis par Ángel Carballeira. Les responsables de ce massacre restent encore aujourd'hui inconnus. Il semble qu'après la Libération, il était convenu d'oublier ce qui ne relevait pas du mythe résistancialiste, et ce à deux niveaux différents. Pour les autorités françaises, les luttes intestines dans l'exil ne sont pas d'une grande importance. Pour la gauche française ou espagnole, le mythe d'un front antifasciste unifié ne peut être balayé d'un revers de la main. Pourtant, la tuerie de La Cazace reste le symbole de cette violence reproduite et occultée. Une violence aveugle animée par les velléités stalinienne d'unifier idéologiquement l'exil espagnol en France. Il est d'ailleurs étonnant que le récit de ce massacre n'ait pas, à notre connaissance, été mobilisé par la CNT en exil ; question soulevée qui reste pour l'instant sans réponse.

Ainsi, jusqu'à la fin des années 1940, l'anarchisme en exil se reconstruit. La décennie qui suit est marquée par une effervescence libertaire où la pratique culturelle, intrinsèquement politique et présentée comme un moyen d'émancipation privilégié, se développe dans les zones où les exilés libertaires sont nombreux. Cette période voit aussi apparaître des expériences originales, héritées des collectivités agraires de la guerre d'Espagne, qui permettent de revendiquer cette filiation à la révolution sociale entreprise à l'été 1936.

¹⁵⁴ Archives départementales de l'Ariège, requête et jugement du tribunal civil de première instance de Foix, 2-9 septembre 1954 (cote 107W91)

DEUXIÈME PARTIE :

« S'intégrer sans se dissoudre », les années 1950, une période d'effervescence libertaire dans l'exil :

Pendant les années 1950, les libertaires espagnols exilés en France commencent à envisager le fait que le retour en Espagne ne sera probablement pas possible sur le court ou le moyen terme. De fait, le contexte de la Guerre froide amène les pays occidentaux à s'accommoder de la présence de Franco au sommet de l'État espagnol. En 1948, la Chambre des représentants des États-Unis vote à 149 voix contre 52 l'inclusion de l'Espagne dans le plan Marshall. Le représentant républicain du Wisconsin, Alvin E. Okonski, affirme à l'occasion que « L'Espagne est le meilleur rempart en Europe contre le communisme. Nous avons plus besoin de l'Espagne qu'elle n'a besoin de nous. »¹⁵⁵. En 1952, le pays est admis à l'Unesco en nette contradiction avec l'idéal progressiste de l'organisation internationale même si ce processus est justifié par la volonté d'y faire pénétrer une influence démocratique¹⁵⁶. Albert Camus s'en indigne le 30 novembre 1952 lors d'une de ses interventions à la salle Wagram de Paris.

« L'Espagne de Franco est introduite à la sauvette dans le temple bien chauffé de la culture et de l'éducation pendant que l'Espagne de Cervantes [...] est une fois de plus jetée à la rue. Tout le monde croyait jusqu'ici que le sort de l'Histoire dépendait un peu de la lutte des éducateurs contre les bourreaux. Mais on n'avait pas pensé qu'il suffisait en somme de nommer officiellement les bourreaux, éducateurs. Dès l'instant où Franco est entré à l'Unesco, l'Unesco est sorti de la culture universelle »¹⁵⁷.

Les Accords de Madrid de 1953 entérinent la fin de l'ostracisme diplomatique qui caractérise l'Espagne d'après-guerre puisqu'en échange de quatre bases militaires sur le territoire, Franco obtient un soutien économique, militaire et la reconnaissance de son régime par les États-Unis¹⁵⁸. En 1955, l'Espagne intègre l'ONU. Ces évolutions géopolitiques

¹⁵⁵ Archives du Monde, « L'Espagne franquiste et le plan Marshall », publié le 1^{er} avril 1948, source web : https://www.lemonde.fr/archives/article/1948/04/01/l-espagne-franquiste-et-le-plan-marshall_1915193_1819218.html (consultée le 30 avril 2022)

¹⁵⁶ Chloé MAUREL, *L'UNESCO de 1945 à 1974*, thèse de doctorat en Histoire sous la direction de Pascal Ory soutenue en 2006, Université Paris-Sorbonne, Paris I, p. 102.

¹⁵⁷ Albert Camus cité dans la partie IV du documentaire de Richard Prost, *Un autre futur, contre vents et marées*, 2009 à 27mn40.

¹⁵⁸ Jean-François DAGUZAN, « La politique extérieure du franquisme (1944-1976): une pratique à usage interne » dans *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n° 24, 1988, p. 259.

impulsées par les Américains mènent le gouvernement français à normaliser ses relations avec le régime franquiste. Les échanges économiques et diplomatiques s'intensifient. La France cherche en effet à « récupérer un plus grand rayonnement en Espagne »¹⁵⁹. Cette situation a un grand retentissement chez les exilés espagnols qui condamnent ces rapprochements¹⁶⁰. La décennie des années 1950 constitue une période clef pour les exilés libertaires présents sur le territoire français depuis plus de dix ans. Après avoir reconstruit leur organisation politique il s'agit d'ancrer et d'affirmer une identité politique et culturelle particulière que ce soit au sein de l'exil dans toute sa diversité ou vis-à-vis de leurs camarades français. À travers les manifestations culturelles et politiques, une effervescence libertaire se développe dans les pôles de l'exil. D'importants réseaux de solidarité se forment afin d'intégrer tous les individus du mouvement dans cette petite Espagne anarchiste en France.

¹⁵⁹ Lorenzo DELGADO GOMEZ-ESCALONILLA, *op. cit.*, p. 129.

¹⁶⁰ Ángel CARBALLEIRA, *op. cit.*, p. 102.

Chapitre I :

Réaffirmer une identité politique et culturelle, les réseaux de solidarités des années 1950

*« Quand ta pensée invoque ta confiance
Avec la science il faut te concilier
C'est le savoir qui forge la conscience
L'être ignorant est un irrégulier »
- Le Triomphe de l'anarchie, Charles d'Avray (1901)*

Alors que la dictature franquiste semble se maintenir au pouvoir de l'autre côté des Pyrénées, les libertaires en exil cherchent à pérenniser cette petite Espagne anarchiste sur le territoire français. Maintenir et affirmer cette identité politique et culturelle et la transmettre aux jeunes générations, c'est « marquer le coup »¹⁶¹ au même titre que les commémorations annuelles de la révolution sociale de 1936. Des réseaux de solidarités se mettent en place dans les zones où les réfugiés libertaires sont nombreux, comme à Toulouse où la grande avenue du Cours Dillon devient un haut-lieu de l'exil anarchiste. La culture et l'apprentissage prennent une place importante et sont perçus d'une part comme des moyens d'assurer l'émancipation individuelle et collective des individus mais aussi comme des outils à mobiliser afin de revendiquer une place particulière au sein de l'exil et dans l'histoire espagnole. Le théâtre, le dessin ou la peinture sont autant de vecteurs d'affirmation politique et culturelle utilisés et encouragés par les réfugiés libertaires. Les expositions, les représentations et les galas organisés par la CNT en exil ou par SIA permettent aussi de financer l'action politique des militants, en France ou en Espagne. Dans ce processus, la scolarisation des enfants dans les écoles françaises est largement encouragée par les parents. L'école laïque et républicaine à laquelle beaucoup d'entre eux n'ont pas eu accès en Espagne est grandement estimée, considérée comme une porte vers la connaissance.

¹⁶¹ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

1. *L'exil anarchiste et l'école républicaine :*

Dans l'anarchie, l'éducation est primordiale. Elle est un outil mis au service de l'émancipation individuelle et collective, de la transformation politique de la société et donc de la révolution. Depuis le début du XIXe siècle, des théoriciens comme William Goldwin, Max Stirner ou même Léon Tolstoï cherchent à proposer des modèles d'éducation et de pédagogie alternatifs. Certains vont même jusqu'à fonder des écoles, comme Tolstoï sur ses terres d'Iasnaïa Poliana¹⁶². Il y revendique la création d'un ordre libre où les enfants russes, qu'ils soient issus de la famille impériale ou de familles paysannes (moujiks), sont scolarisés ensemble. L'écrivain théorise des programmes pédagogiques censés répondre aux fortes inégalités qui marquent la Russie du XIXe siècle. L'école rationaliste espagnole de Francisco Ferrer, qui inspire la CNT pendant la guerre civile puis durant l'exil, s'inscrit dans ce courant d'innovation pédagogique par l'anarchie.

« L'objectif de L'École Moderne n'est autre que faire des garçons et des filles des êtres humains respectueux de la vérité, justes et libres de tout préjugé [...] pour faire réalité le but de l'Ecole Moderne, qui n'est autre que celui de préparer une humanité véritablement fraternelle, sans catégories de sexes ou classes. »¹⁶³
- Francisco Ferrer

Né en 1859 dans une famille d'agriculteurs aisés, catholiques et monarchistes, Francisco Ferrer fréquente les milieux libéraux de l'Espagne de la fin du XIXe siècle avant de se tourner vers l'anarchisme, inspiré par la lecture de Kropotkine, Bakounine et Proudhon¹⁶⁴. En 1901, il fonde l'École moderne fondée sur cinq piliers : la mixité (égalité entre les sexes) ; le rationalisme (primauté de la science et de l'analyse rationnelle et empirique) ; l'égalité sociale (droits d'entrée proportionnels aux revenus de la famille) ; l'autonomie (séparation des élèves par groupes d'affinités encouragés à construire leur propre projet) et l'entraide (les uns aidant les autres, sans classement ni examens). À l'heure où l'Espagne est dominée par l'Église catholique et par un État monarchiste, les principes avancés par Francisco Ferrer dans cette école semblent tout à fait subversifs et novateurs¹⁶⁵. L'indépendance de l'établissement

¹⁶² Jean-Claude FILLOUX, « Le Tolstoï pédagogue » dans Alternatives non-violente, n°153, 2014, source web : https://www.alternatives-non-violentes.org/Revue/Numeros/153_Tolstoi_precurseur_de_la_non-Violence/Le_Tolstoi_pedagogue (consulté le 15 avril 2022)

¹⁶³ Ricardo FERNÁNDEZ RODRÍGUEZ, « Francisco Ferrer y Guardia : une vie de combat libertaire et maçonnique » dans Humanisme, n°287, 2010, p. 93.

¹⁶⁴ *Ibid*, p. 92.

¹⁶⁵ Audric VITIELLO, « L'éducation libertaire en tensions » dans Réfractations, n°35, p. 16.

s'explique d'ailleurs par la prégnance de l'Église et par son influence dans l'éducation au début du XXe siècle. L'anticléricalisme intrinsèque à la pensée anarchiste, notamment en Espagne, ne peut être concevable dans une école sous la houlette de l'État. À la suite de la grève générale de juillet 1909 à Barcelone (à l'initiative de l'UGT et de *Solidaridad Obrera*, ancêtre de la CNT catalane) et après l'insurrection qui mène à la destruction de dizaines d'édifices religieux, Francisco Ferrer est arrêté et sommairement exécuté en octobre de la même année. Pendant la révolution sociale de 1936, les anarchistes espagnols se réapproprient les principes de l'École moderne. Dans les zones où la CNT est fortement implantée, notamment en Catalogne, l'école fait sa révolution. Dans cette région, le Conseil de l'École Nouvelle Unifiée (CENU) est créé en juillet 1936. Rattaché à la Généralité, le CENU a pour prérogatives et pour objectifs de réformer et de gérer l'éducation scolaire sur le territoire catalan. Sous la direction de Juan Puig Elías, pédagogue anarcho-syndicaliste, les établissements confessionnels sont fermés, accusés d'être l'une des causes du coup d'État par des militaires catholiques et réactionnaires. Le décret du 27 juillet 1936 qui entérine la création du CENU stipule d'ailleurs que « la volonté révolutionnaire du peuple a supprimé l'école de tendance confessionnelle. C'est le moment venu pour une nouvelle école qui s'inspire des principes rationalistes du travail et de la fraternité humaine [...] et qui a pour base la suppression de toute classe de privilèges. »¹⁶⁶. L'éducation est ici pensée comme un moyen d'émancipation, comme une manière de transformer la société. Pour les anarchistes, et c'est assez spécifique, l'école est une composante essentielle du processus révolutionnaire au même titre que la collectivisation des moyens de production ou que la socialisation de l'économie¹⁶⁷. Les comités du CENU présents dans chaque municipalité sont systématiquement composés d'un membre de la CNT, d'un membre de l'UGT et d'un délégué de la Généralité de Catalogne¹⁶⁸. En quelques mois, ce sont près de 128 000 places¹⁶⁹ qui sont créées pour accueillir les élèves n'étant pas scolarisés. Après les affrontements sanglants dans la capitale catalane en mai 1937, les organisations trotskistes ou anarcho-syndicalistes sont durement réprimées et marginalisées et la légalité républicaine est rétablie : c'est la fin de la révolution sociale entreprise à l'été 1936. Le Conseil de l'École Nouvelle Unifiée est rattaché au ministère de la Culture et son champ d'action est réduit à « l'établissement de formes générales d'organisation de l'enseignement »¹⁷⁰ : les prérogatives

¹⁶⁶ Joan MARIA SERRA, « La enseñanza en Cataluña durante la Guerra Civil », *Associació Memòria i Història de Manresa*, 2012, source web <http://www1.memoria.cat/mestres/es/content/cr%C3%A9ditos> (consultée le 25 avril 2022).

¹⁶⁷ Archives de l'Institut Français d'Histoire sociale, fonds Renée Lamberet, *La Catalogne nouvelle et l'éducation* (cote 14AS 587/D)

¹⁶⁸ Emili CORTAVITARTE CARRAL, «El CENU, un sistema educativo público revolucionario en la Catalunya del 36» dans *Viento Sur*, n°147, 2016, p. 57.

¹⁶⁹ *Ibid*, p. 61.

¹⁷⁰ *Ibid*, p. 58 (traduction de l'auteur).

du CENU sont limitées. Les écoles rationalistes ne disparaissent pas, mais elles sont peu à peu vidées des principes libertaires initiaux inspirés par l'École moderne de Francisco Ferrer.

La réussite éphémère mais encourageante de cette révolution scolaire et pédagogique persiste dans l'esprit des militants libertaires comme la preuve du bienfondé de la démarche. En mai 1945, à l'occasion du Congrès des Fédérations locales qui se tient à Paris, différents *Dictámenes*, sorte d'éditoriaux censés proposer une orientation politique à suivre sur une problématique précise, sont rédigés et publiés. L'un d'eux porte précisément sur le rapport que l'anarchie en exil doit entretenir avec l'école. Le premier point insiste sur le fait que « l'éducation n'est pas une fonction politique exclusive de l'État mais une nécessité sociale qui relève des syndicats »¹⁷¹. La CNT en exil et les membres présents lors de ce Congrès considèrent que le syndicat doit jouer un rôle dans l'organisation de l'éducation. Celle-ci doit alors être assurée dans un système scolaire unifié, gratuit et obligatoire ainsi que « dans l'égalité absolue des conditions et non en fonction de la position sociale de leurs parents »¹⁷². Même s'il n'est pas explicitement cité, le rapport entretenu avec l'État français républicain et avec son école semble ambigu. Dans l'introduction de ce *dictamen*, la filiation avec l'École moderne de Francisco Ferrer est explicitement mentionnée. L'éducation doit être « conforme aux principes de lutte pour l'émancipation sociale [...] fidèle à la ligne pédagogique tracée par Francisco Ferrer dans l'École moderne en marge de l'École publique »¹⁷³. Ce document établit les principes généraux de l'organisation scolaire revendiquée par les libertaires en exil. Il est compliqué de savoir si cette ligne s'applique dans le cadre d'un retour en Espagne, encore considéré comme possible au sortir de la Seconde Guerre mondiale, ou dans l'exil sur le territoire français. Toujours est-il qu'une profonde méfiance à l'égard de l'État peut être soulignée. C'est d'ailleurs ce qui fait, en partie, la spécificité de la théorie anarchiste. La mention de Francisco Ferrer démontre que, près de 40 ans plus tard, l'école rationaliste est toujours considérée comme un modèle à suivre. Ce *dictamen*, issu du Congrès de 1945, ne doit cependant pas être considéré comme un document qui définirait à lui seul la ligne politique à adopter. D'autant plus que ce Congrès rassemble des représentants des fédérations locales de la CNT en exil mais ne reflète pas le rapport qu'entretient la base militante du syndicat avec

¹⁷¹ *Dictamen* extrait du document *Memoria del Congreso de Federaciones Locales celebrado en París del 1º al 2 de mayo de 1945* et cité par Antonio VIÑAO dans « Dos documentos educativo-culturales del anarquismo libertario español en el exilio francés (1945) », *Historia y memoria de la educación*, 2019, p. 48 (traduction de l'auteur).

¹⁷² *Ibid*, p. 49 (traduction de l'auteur).

¹⁷³ *Ibid*, p. 49 (traduction de l'auteur).

l'école républicaine. En effet, nombre de militants tiennent cette institution en haute estime en dépit du fait qu'elle soit une émanation de l'État français.

Pendant la guerre d'Espagne et juste après la *Retirada*, les enfants espagnols exilés trouvent en France un accueil relativement digne. Grâce à la coopération entre le gouvernement républicain espagnol et le gouvernement français et avec le concours d'organisations politiques et syndicales (à travers les souscriptions), leurs besoins essentiels sont assurés dans la plupart des cas (vêtements, alimentation et éducation)¹⁷⁴. La défaite française et l'avènement du régime de Vichy changent la donne puisque de nombreux enfants espagnols sont internés, souvent avec leur mère, dans des camps comme ceux d'Argelès-sur-Mer, de Rivesaltes ou de Bram. Le rapport qu'entretiennent les exilés libertaires avec l'école française doit être appréhendé une fois l'autorité républicaine rétablie sur le territoire. Celui-ci doit être analysé à deux niveaux. Tout d'abord du point de vue des parents qui, selon leurs valeurs et leur expérience de l'exil, projettent sur cette institution ce à quoi ils n'ont pas eu accès, ou pas assez. Le rapport avec l'école doit aussi se concevoir à hauteur d'enfants. Pour eux, la scolarisation permet de s'intégrer dans une société en reconstruction mais elle peut aussi être un révélateur de leur différence :

« Ah l'école c'est merveilleux, pas que pour les libertaires d'ailleurs. On vient d'un pays où l'école n'a rien à voir avec l'école française. Elle est laïque, gratuite et, en général, on a un accueil empathique. [...] Pour nous, une des choses essentielles ça a été l'école hein... L'intégration entre guillemets et puis, ce qui a été déifié dans l'exil libertaire, c'était la culture. Tout ce qui était culturel était bon et tout d'un coup on donne l'opportunité aux enfants d'aller à l'école. »¹⁷⁵

Ce qui pousse Francisco Ferrer à fonder son École moderne en 1901, c'est bien la mainmise de l'Église sur l'éducation. Il faut rappeler que les libertaires, comme tous les républicains de l'exil, ont connu pendant beaucoup plus longtemps l'Espagne monarchiste que la République qui ne dure finalement que sept ans. Certains n'ont pas eu l'occasion d'expérimenter la révolution pédagogique éphémère menée par les anarchistes en 1936 puisque le CENU est circonscrit à la Généralité de Catalogne. La scolarisation dans une école laïque est

¹⁷⁴ Geneviève DREYFUS-ARMAND, « L'accueil des enfants espagnols en France pendant la guerre d'Espagne et après la victoire franquiste » dans Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde, n°46, 2011, p. 121.

¹⁷⁵ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

donc, pour beaucoup de libertaires, une nouveauté et un soulagement. L'instituteur, cette « autorité morale et intellectuelle¹⁷⁶ », représente pour de nombreuses familles d'exilés cette figure emblématique du Hussard noir qui lutte dans son école contre la paroisse et le curé tout en inculquant aux élèves les valeurs de la République¹⁷⁷. Dans certains cas, le personnel éducatif investit toute son énergie dans l'accueil et la scolarisation des enfants espagnols : « l'institutrice de Lisle-sur-Tarn, elle a vraiment beaucoup fait pour que les enfants de réfugiés espagnols apprennent. Elle savait l'importance que nos parents attachaient à l'école »¹⁷⁸. Pourtant, l'école française d'alors ne peut pas être comparée aux écoles rationalistes fondées pendant la guerre d'Espagne, que ce soit en termes d'accès ou de pédagogie. Après la Libération, des projets de réforme de l'éducation sont imaginés notamment dans le cadre du programme de gouvernement du CNR. Le plan Langevin-Wallon, du nom de deux intellectuels communistes membres du GPRF, prévoit un enseignement gratuit, laïque et obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans et surtout la mise en place de méthodes pédagogiques inspirées de l'éducation nouvelle, un courant qui défend le principe d'une autonomie et d'une participation active des individus à leur propre formation¹⁷⁹. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, des réformes profondes de la conception même de l'école sont envisagées. Pourtant, ce plan n'est jamais discuté ni présenté au Parlement puisqu'il est remis en juin 1947 à Paul Ramadier qui vient d'exclure les ministres communistes de son deuxième gouvernement. Le projet est brutalement abandonné¹⁸⁰.

À Toulouse, l'école de Montaudran rassemble des Français, pour la plupart fils d'ouvriers ou d'agriculteurs, des Espagnols issus de l'exil et des Italiens¹⁸¹. Ce quartier est principalement composé de parcelles agricoles. L'établissement est un ancien baraquement. L'ancienne école a été détruite lors du bombardement des Alliés du 6 avril 1944 qui visait les usines d'aviation de Saint-Martin-du-Touch, de Bréguet et de Montaudran. Il s'agit d'un bâtiment en bois relativement mal isolé (voir photographie ci-dessous) qui n'est remplacé qu'en 1953 lors de la construction d'un nouvel établissement.

¹⁷⁶ Ángel Carballeira, *op. cit.*, 2016, p. 77.

¹⁷⁷ Raymond GOY, *Du droit interne au droit international, le facteur religieux et l'exigence des droits de l'homme*, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 1999, p. 79.

¹⁷⁸ Archives municipales de Toulouse, « Interview de Jeanne Arnal, fille d'exilé espagnol, directrice de crèches à la retraite, membre du CTDEE (Centre Toulousain de Documentation sur l'Exil Espagnol) », 2020, à 22mn (cote 3Num49).

¹⁷⁹ Catherine DORISON et Pierre KAHN, « Roger Gal et Louis Legrand ou les trente glorieuses de la réforme pédagogique » dans *Carrefours de l'éducation*, n°31, 2011, p. 98.

¹⁸⁰ Pierre ROCHE, Yves VARGAS, « 1944-1964. Les années du Plan Langevin-Wallon » dans *Telles luttes, telle école*, La Découverte, 1979, p. 15.

¹⁸¹ Ángel CARBALLEIRA, *op. cit.*, 2016, p. 76.

L'école de Montaudran, un ancien baraquement de camp d'internement, ici en juillet 1952 lors de la fête de fin d'année :



Sources : Ángel CARBALLEIRA, *op.cit.*, 2016, p. 76.

Le personnel éducatif de l'école se résume à un instituteur, Monsieur Abribat, et une institutrice, Madame Canel. Les classes sont composées de nombreux niveaux et donc d'enfants d'âge très différents. Une même classe peut ainsi rassembler des élèves de neuf à quatorze ans¹⁸². Les conditions de scolarité sont relativement difficiles pour ces enfants surtout si elles sont comparées à celle de l'école du quartier voisin, le Pont des Demoiselles :

« C'était un quartier à la marge sociologiquement. À l'école il y avait des fils d'ouvriers et des fils de paysans et beaucoup d'Espagnols [...]. Le quartier à côté, le Pont des Demoiselles, c'était déjà plus bourgeois, nous c'était un quartier très prolétaire. »¹⁸³.

Au Pont des Demoiselles, la sociologie est tout à fait différente. L'école accueille majoritairement des Français issus de milieux plus aisés dans un bâtiment en béton, bien isolé. Il y a alors un instituteur par niveau et des classes composées d'enfants du même âge ce qui

¹⁸² *Ibid*, p. 77.

¹⁸³ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

facilite grandement l'apprentissage. Cet apprentissage, plus compliqué à Montaudran du fait de ces conditions précaires, est tout de même largement encouragé par les libertaires espagnols qui voient dans l'école républicaine française un moyen pour leurs enfants de se cultiver, d'élever son esprit, un principe majeur dans la théorie et la pratique anarchiste. Même quand ils ne sont pas en mesure de suivre la scolarité de leurs enfants (beaucoup d'entre eux ne sont pas alphabétisés), les libertaires les poussent à « travailler et à respecter l'école »¹⁸⁴. Cette institution est d'autant plus importante que beaucoup d'anarchistes, d'origine sociale plus modeste que la moyenne de la population en exil, n'ont pas été scolarisés étant plus jeunes. La mère de Manuel Rodriguez ne sait ni lire ni écrire¹⁸⁵ alors que la mère d'Ángel Carballeira a commencé à travailler en tant qu'ourdisseuse à neuf ans avant que la loi n'interdise l'entrée à l'usine aux moins de 14 ans¹⁸⁶. Cette croyance qu'ont les anarchistes exilés dans l'école républicaine est due à cette importance du fait culturel mais aussi à la mémoire de la révolution manquée en Espagne. La réussite scolaire des enfants devient, explique Freddy Gomez, un moyen de « laver l'affront que l'histoire avait fait à leurs parents en les transformant en parias ou en étrangers »¹⁸⁷.

Pour l'enfant, l'école est aussi un lieu d'intégration. Marianne Amar et Pierre Milza rappellent que pour les étrangers, qu'ils soient immigrés ou réfugiés « l'école est en théorie le lieu privilégié de l'intégration. [...] L'apprentissage culturel est une première porte ouverte sur la société française »¹⁸⁸. La scolarisation assure aux enfants d'exilés une certaine maîtrise de la langue. Ils apprennent à lire, à écrire et les premiers rudiments du calcul mathématique. À Montaudran, l'instituteur emmène aussi les écoliers dans la campagne pour des cours de jardinage et les initie à la peinture. Ángel Carballeira n'hésite pas à écrire que les méthodes de Monsieur Abribat se rapprochent sous certains aspects de la pédagogie libertaire de Célestin Freinet dont la filiation à l'éducation nouvelle et à l'École moderne de Francisco Ferrer pourrait être discutée¹⁸⁹. La scolarisation peut aussi être un moment difficile pour les enfants d'exilés qui font parfois face à une véritable xénophobie. Les interactions avec les écoliers français ou les instituteurs peuvent être violentes. Jeanne Arnal, fille de Martín Arnal, libertaire exilé, affirme ainsi que dans son école de Lisle-sur-Tarn, « quand on se chamaillait [les Françaises]

¹⁸⁴ Propos de Mme Jeanne Arnal, fille de M. Martín Arnal (militant libertaire exilé) recueillis par Florence Guilhem en 1997 et retranscrits dans le Chapitre II de son ouvrage *L'obsession du retour : Les républicains espagnols 1939-1975*, Presses universitaires du Midi, 2005, p. 85.

¹⁸⁵ Entretien avec Manuel Rodriguez, *op. cit.*

¹⁸⁶ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

¹⁸⁷ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, 2015, p. 17.

¹⁸⁸ Marianne AMAR, Pierre MILZA, *L'immigration en France au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1990, p. 108.

¹⁸⁹ Ángel Carballeira, *op. cit.*, 2016, p.78.

nous traitaient d'Espagnoles »¹⁹⁰. Cette formulation laisse clairement entendre que le terme Espagnoles devient une insulte dans la bouche de certains enfants. Henri Tapia Herrero, lui aussi fils de militant libertaire, décrit la stigmatisation qu'il a pu vivre avec les mêmes mots : « *Je me faisais traiter d'Espagnol, sale race, et évidemment je me bagarrais avec tout le monde. Je crois que je me battais tous les jours* »¹⁹¹.

Le rapport qu'entretiennent les libertaires exilés à l'école permet aussi d'évoquer rapidement le rapport à l'État. Dans la théorie anarchiste, l'État doit être aboli sans passer par la phase de dictature du prolétariat. La centralisation de la propriété et des prérogatives comme l'éducation sont des processus dangereux qui, selon les anarchistes, « fait absorber toutes les puissances de la société dans l'État »¹⁹². En Espagne, l'État monarchiste et catholique puis le processus de centralisation mené pendant la guerre d'Espagne confirment, du moins pour les libertaires, cette méfiance nécessaire vis-à-vis de l'État. Pourtant l'école française, fruit de la centralisation de l'État français et vecteur de valeurs différentes de celles communément partagées par les anarchistes, est grandement estimée. C'est donc bien le rapport à la culture et non le rapport à la structure qui prévaut. L'instruction, condition préalable à l'émancipation individuelle et collective, est largement encouragée par les parents. En parallèle, les libertaires de l'exil s'activent à la reconstruction d'un ensemble de réseaux de solidarité où la culture prend une place très importante. L'apprentissage se fait aussi en dehors de l'école.

2. *Le cours Dillon toulousain : réseaux de solidarités, formations professionnelles, éducation populaire ou la reconstruction d'une bourse du travail (1945-1952) :*

En prenant l'exemple du théâtre, Alicia Alted Vigil montre que les anarchistes sont ceux qui, dans l'exil, produisent le plus de contenu culturel.¹⁹³ Dans l'historiographie de l'exil espagnol en France, l'*Ateneo* toulousain, fondé en 1959, est présenté comme le haut lieu politique et culturel où les réfugiés espagnols de la région peuvent échanger des pratiques et des idées. Cela n'est pas faux, loin de là, mais force est de constater que l'effervescence qui se développe quelques années plus tôt sur le cours Dillon reste à ce jour très peu abordée. À la

¹⁹⁰ Entretien avec Jeanne Arnal, 40mn, CTDEE à Toulouse le 15 février 2022.

¹⁹¹ Florence GUILHEM, *L'obsession du retour : Les républicains espagnols 1939-1975*, Presses universitaires du Midi, 2005, p. 88.

¹⁹² Mikhaïl Bakounine cité par Danic PARENTEAU dans son ouvrage *Idéologies politiques, édition actualisée: Le clivage gauche-droite*, Presses de l'Université du Québec, 2008, p. 113.

¹⁹³ Alicia ALTED VIGIL, «El teatro en los medios libertarios del exilio en Francia, 1945-1960» dans Manuel AZNAR SOLER, *El exilio literario español de 1939, actas del Primer Congreso Internacional (Bellaterra, 27 de noviembre- 1 de diciembre de 1995)* Vol. 2, Gexel, 1998, p. 449.

Libération, la municipalité de Toulouse attribue d'anciens baraquements aux organisations politiques de l'exil espagnol. Les anarcho-syndicalistes de la CNT obtiennent grâce à leur nombre une grande partie de tous les bâtiments qui jouxtent le Pont Neuf sur la rive gauche de la Garonne¹⁹⁴. Ceux-ci sont situés le long du Cours Dillon, grande avenue qui traverse la Prairie des Filtres. C'est dans ces espaces que s'installe la Fédération locale de la CNT en exil de Toulouse qui rassemble près d'un millier de cotisants en 1946 (voir la carte n°1 du premier chapitre) et probablement des milliers de sympathisants.

« Ah l'Ateneo, c'est un problème des historiens maintenant [...] Les historiens, je n'ai rien contre eux je travaille avec eux d'ailleurs, mais ils s'occupent davantage de l'Ateneo parce que cela correspond plus à leur fonctionnement : les classes moyennes. »¹⁹⁵

Contrairement à ce que laisse entendre Ángel Carballeira, il semble que cela soit plutôt dû au fait que les sources disponibles sont très rares. Il n'existe par exemple que très peu de photographies de ce lieu et il n'est évoqué que brièvement dans les sources secondaires. Pourtant, c'est sur cette avenue que les libertaires structurent un important réseau de solidarité et qu'ils organisent de nombreuses manifestations culturelles et politiques. Il faut considérer ces initiatives comme des éléments de réaffirmation idéologique et identitaire. Le *Curdillón*, comme l'appellent et l'écrivent parfois les enfants de réfugiés espagnols, est le véritable épiscentre de l'anarchisme toulousain en exil de la fin des années 1940 jusqu'au début des années 1950. Il est pensé comme un lieu de rencontres à la croisée de l'*Ateneo* espagnol et de la bourse du travail française :

« Au bout du cours Dillon il y avait beaucoup de place, et ça appartenait à la CNT. Enfin ça n'appartenait pas à la CNT mais on nous le prêtait. Et là c'était un peu les Ateneos qu'il y avait en Espagne. À cet endroit, les gens se retrouvaient en sortant du boulot, ils discutaient. Ça permettait même de trouver des logements ou du travail. Il y avait alors un bouillonnement culturel, mais un bouillonnement prolétaire. »¹⁹⁶

¹⁹⁴ Ángel CARBALLEIRA, *op. cit.*, 2016, p. 80.

¹⁹⁵ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

¹⁹⁶ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

L'*Ateneo* (Athénée) est un lieu de rencontres et de discussions qui prend une place importante dans l'histoire sociale, culturelle et politique espagnole. La fondation de ces espaces d'échanges et de production artistique (comme du théâtre) remonte au début du XIXe siècle avec la création de l'*Ateneo de Madrid* en 1820. Ils réunissent bien souvent les républicains et les révolutionnaires (notamment les libertaires) et constituent un moteur important des bouleversements politiques qui marquent la fin du XIXe et la première moitié du XXe siècle¹⁹⁷. Les *Ateneos* se développent fortement sous la Deuxième République espagnole avant d'être interdits sous la dictature de Franco. Ils réapparaissent alors sous différentes formes en exil, en France comme au Mexique¹⁹⁸. À Toulouse, les anciens baraquements du Cours Dillon deviennent vite un lieu d'effervescence culturelle libertaire. Les troupes de théâtre composées d'exilés anarchistes se produisent très régulièrement sur les planches improvisées de la salle de spectacle. Le fait politique et culturel s'entremêlant, les reproductions s'ancrent dans le courant du théâtre social et les pièces sont pour la plupart écrites par des dramaturges libertaires. Le 23 juillet 1950, la troupe *Iberia* présente ainsi *El crimen fue en Grenada* une pièce écrite par Alejandro Casona qui rend hommage au poète libertaire Federico García Lorca exécuté en juillet 1936 par les troupes franquistes¹⁹⁹.

¹⁹⁷ Placer MAREY THIBON, « El Ateneo español de Toulouse » dans *Ateneo español de Toulouse, pôle culturel et politique de l'exil*, Les Cahiers du CTDEE, n°3, 2015, p. 50.

¹⁹⁸ Pour l'*Ateneo* espagnol au Mexique, voir José MARIA LOPEZ SANCHEZ, «El Ateneo español de México y el exilio intelectual republicano» dans *Arbor*, 2009, pp. 41-55.

¹⁹⁹ Archives non-classées du CTDEE, classeur rouge qui regroupe les événements organisés au Cours Dillon entre 1948 et 1951.

Affiche de promotion des soirées du 21 et 22 juillet 1951 organisées au Cours Dillon dans le cadre de la commémoration de la révolution de 1936 :

Sur la plupart des affiches ou des tracts faisant la promotion des événements organisés au Cours Dillon, il est précisé que ceux-ci sont organisés « au profit des œuvres sociales [de la CNT en exil] ». Le prix des billets, souvent autour de quelques dizaines de francs, permet d'une part de rentrer dans les frais d'organisation des soirées mais aussi de financer les différentes actions menées par le syndicat anarcho-syndicaliste que ce soit sur le territoire français ou espagnol. Ici, les bénéfices des représentations théâtrales du 21 et 22 juillet 1951 sont investis dans l'aide aux prisonniers (« *pro-presos* ») incarcérés en Espagne.

Sources : Archives non classées du CTDEE, classeur rouge qui regroupe les événements organisés au Cours Dillon entre 1948 et 1951.

Là encore, le divertissement devient un moyen de promouvoir l'action politique et sociale du syndicat anarchiste. Comme pour les *giras* mentionnées plus tôt dans ce travail, le théâtre illustre lui aussi cette utilisation alternative du temps qui caractérise la pratique anarchiste. Le Cours Dillon joue un rôle de socialisation, de politisation et permet à la CNT en exil de lever des fonds. Preuve de l'importance de cette avenue pour les anarchistes en exil, c'est dans les bâtiments qui la longent qu'est organisée la commémoration des quinze ans de la révolution sociale anarchiste le 21 et le 22 juillet 1951 (voir affiche ci-dessus). Un grand rassemblement est organisé et s'accompagne d'une représentation de la pièce *Los arboles mueren de pie* du dramaturge Alejandro Casona. Le développement d'un important pôle culturel et politique sur cette avenue toulousaine mène aussi à une multiplication des échanges entre les anarchistes espagnols et les anarchistes français ou européens. Des membres de la section française de la CNT, présente de manière plus marginale sur le Cours Dillon,

interviennent régulièrement dans les conférences organisées par la CNT en exil. C'est le cas lors des commémorations de 1951 puisque Paul Lapeyre, qui a participé à la création de la CNT française au congrès de Paris de 1945²⁰⁰, est présent aux côtés de Juan Sans Sicart (représentant de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires) et de Roque Santamaria (membre de la CNT en exil). La liste d'intervenants de cette conférence prouve que l'anarchisme en exil n'évolue pas en vase clos. Si les libertaires espagnols ne peuvent pas réellement compter sur un parti ou un syndicat frère (comme le PCF ou la SFIO pour les communistes et les socialistes), ils développent tout de même des liens privilégiés avec la section française de la CNT. Le Cours Dillon devient le lieu où ces échanges sont rendus possibles. Ils ne se développent pas qu'entre anarchistes espagnols ou français. Quelques exilés bulgares participent aussi aux événements organisés²⁰¹. Ils ont fui leur pays après la répression du mouvement anarchiste entamée en 1946 par les autorités communistes dirigées par Vasil Kolarov²⁰². Ils sont moins nombreux que les Français et beaucoup moins que les Espagnols mais le fait qu'ils fréquentent les locaux de la CNT en exil illustre d'une part cette effervescence libertaire du début des années 1950 à Toulouse et d'autre part ces liens et ces échanges qui se développent le long de cette avenue. Le Cours Dillon permet aussi aux différentes sensibilités de l'anarchie en exil de s'exprimer. La troupe catalaniste *Terra Lliure* rassemble dans les locaux une audience qui dépasse la mouvance libertaire puisqu'elle est ouverte à toutes et tous indépendamment de l'appartenance politique (partisane comme syndicale)²⁰³. Cela dit, il est tout de même probable que les exilés engagés au Parti communiste d'Espagne ne soient pas les bienvenus au sein de cette troupe. À travers ses représentations, la troupe catalane cherche à sauvegarder une identité et une culture réprimées de l'autre côté de la frontière.

Le Cours Dillon est présenté, à raison, comme issu de la tradition des *Ateneos* espagnols et décrit comme tel dans les témoignages. Les libertaires empruntent aussi l'héritage des Bourses de travail. D'une part, c'est bien la pratique anarcho-syndicaliste de la CNT qui régit le fonctionnement du Cours Dillon. D'autre part considérer cet endroit comme une simple reproduction d'un *Ateneo*, institution qui rassemble surtout les intellectuels, serait oublier sa sociologie majoritairement ouvrière. Les cotisants et sympathisants libertaires s'y retrouvent pour échanger mais aussi pour trouver du travail ou même un logement grâce à ce grand réseau

²⁰⁰ Jean MAITRON et René BIANCO, « Notice LAPEYRE Paul », Le Maitron, version mise en ligne le 24 novembre 2010, source web : <https://maitron.fr/spip.php?article115882> (consultée le 17 avril 2022)

²⁰¹ Ángel CARBALLEIRA, *op. cit.*, 2016, p. 80.

²⁰² Archives de la Contemporaine, Fonds Madeleine Lamberet, Dossier 6 « Georges Balkanski » (cote ARCH/0257/2).

²⁰³ Phryné PIGENET, « Anarchisme et Catalanisme en exil en France, 1939-1977 » dans les Cahiers de civilisation espagnole contemporaine, n°19, 2017, p. 10.

de solidarité qui se tisse le long de cette avenue de la Prairie des Filtres. Des cours professionnels sont aussi organisés par la CNT en exil. La radioélectricité est par exemple enseignée à des cotisants et des sympathisants du mouvement²⁰⁴. Savoir comment fonctionne une radio, c'est accéder à l'information qu'elle soit transpyrénéenne ou française. Ces cours sont très convoités et les libertaires vont jusqu'à mettre en place un poste de réparation de radios sur le Cours Dillon. De nombreux autres enseignements y sont dispensés : « culture générale », « tachygraphie », « anglais » ou « physionomie et anatomie humaine »²⁰⁵. Concernant les langues, l'apprentissage de l'esperanto est mis en avant sur le Cours Dillon et plus généralement dans les sphères anarchistes. Pour les enfants comme pour les adultes, c'est au sein des Jeunesses Libertaires que sont assurés ces cours²⁰⁶. L'esperanto est considéré par beaucoup comme la langue universelle et antinationaliste par excellence, elle n'est rattachée à aucun drapeau. L'idée de pouvoir échanger avec n'importe qui dans le monde entier séduit les milieux libertaires de l'exil. Sur le cours Dillon, la CNT revendique, comme dans le *dictamen* de 1945, le fait que l'éducation n'est pas une fonction exclusive de l'État. Il est nécessaire que le syndicat s'engage pleinement dans ce processus afin d'assurer l'émancipation de ses membres. Il y a donc bien ici un véritable objectif politique d'éducation populaire qui évoque la philosophie des Bourses de travail telle que promue notamment par Fernand Pelloutier. La salle des fêtes où sont organisées les représentations théâtrales porte d'ailleurs son nom (même s'il semble difficile de savoir précisément la ou les personnes à l'origine de ce choix). Il faut tout de même rappeler que la CNT en exil est un syndicat hors du monde du travail, elle n'organise pas le mouvement ouvrier dans les entreprises et se structure exclusivement autour des libertaires exilés. Jusqu'à sa disparition en 1952, le Cours Dillon libertaire n'est pas à proprement parler une Bourse du travail mais plutôt une entité hybride à la croisée de la tradition espagnole de l'*Ateneo* et de la Bourse du travail.

Le cours Dillon devient, pendant un temps, l'épicentre de l'exil libertaire dans le sud-ouest de la France. L'effervescence culturelle qui s'y développe ainsi que les réseaux de solidarité qui s'organisent dans ces anciens baraquements illustrent la structuration d'une petite Espagne libertaire entamée à la Libération. La culture y occupe une place prépondérante. Au Cours Dillon comme dans l'exil libertaire de façon plus générale, c'est bien le fait culturel qui rythme la vie des militants.

²⁰⁴ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

²⁰⁵ Alicia ALTED VIGIL, Lucienne DOMERGUE, *op. cit.*, 2003, p. 134.

²⁰⁶ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

3. Une réaffirmation politique et culturelle par les Arts :

Comme c'est le cas sur le Cours Dillon, la place des Arts dans l'imaginaire anarchiste en exil est très importante. D'ailleurs, les groupes artistiques qui se développent tout au long des années 1950 sur le territoire français prennent des noms assez équivoques. *Los Amigos del Arte* de Mazamet, dans le Tarn, est ainsi mentionné dans le périodique toulousain CNT en mars 1951. D'autres groupes comme *Amor al Arte* (Béziers), *Arte y Cultura* (Alès), *Cultura Popular* (Bordeaux) sont, eux aussi, fréquemment cités que ce soit dans *CNT* ou *Solidaridad Obrera*²⁰⁷. La peinture, le spectacle vivant (notamment le théâtre) ou encore la sculpture sont autant de vecteurs de réaffirmation idéologique et de moyens de préserver la culture politique d'une population déracinée. Concernant le théâtre, il faut rappeler qu'il existe trois troupes principales à Toulouse. À *Iberia* et *Terra Lliure* mentionnées plus tôt, s'ajoute Jeunesses Libertaires rattachée à la FIJL. Cette dernière est assez particulière puisqu'elle cherche aussi une forme d'acculturation du théâtre social espagnol au théâtre français. Cette troupe propose un théâtre plus « contemporain et intellectuel »²⁰⁸. En 1952, Jeunesses Libertaires prépare pendant près d'un an la mise en scène des *Justes* d'Albert Camus, pièce parue en 1949 et pensée par l'auteur comme une réponse aux *Mains Sales* de Jean-Paul Sartre (1948). La représentation n'a cependant jamais lieu, les acteurs considérant alors que « le morceau était trop gros pour [eux] »²⁰⁹. Le début des années 1950 marque une rupture dans la pensée politique et philosophique de Sartre qui se rapproche de plus en plus du Parti communiste français²¹⁰. Proposer une représentation des *Justes* d'Albert Camus constitue probablement un moyen pour les libertaires espagnols de condamner cette prise de position et, indirectement, de rappeler leur opposition au Parti communiste d'Espagne. Encore une fois, la culture est utilisée comme un outil de promotion politique et de distinction. Le théâtre n'est pas une spécificité de Toulouse même si c'est dans cette ville qu'il se développe le plus. La cartographie effectuée par Alicia Altred Vigil démontre que des groupes artistiques importants sont présents à Paris et dans toute la partie Sud de la France : dans les grandes villes comme à Bordeaux, Perpignan, Montpellier, Grenoble ou Marseille mais aussi dans des zones moins densément peuplées comme à Lourdes, Tarascon, Givors ou Alès²¹¹. Il existe de nombreuses troupes de théâtre assez mobiles. Les trajectoires et pratiques de ces groupes artistiques ne sont pas monolithiques. Dans les années 1950, le théâtre libertaire en exil est marqué par des échanges importants entre troupes. Les

²⁰⁷ Alicia ALTRED VIGIL, *art. cit.*, p. 461.

²⁰⁸ Entretien avec Placer Marey Thibon, 1h30mn, CTDEE à Toulouse le 14 février 2022.

²⁰⁹ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°12, p. 67.

²¹⁰ Vincent DE COOREBYTER, « Sartre ou l'ambition de penser contre soi » dans *Politique*, Bruxelles, n° 75, 2012, source web : <https://www.revuepolitique.be/sartre-ou-lambition-de-penser-contre-soi/> (consultée le 19 avril 2022)

²¹¹ Alicia Altred Vigil, *art. cit.*, p. 464.

manières de jouer sont discutées et des pièces sont écrites. C'est notamment le cas de la pièce *Mateo*, rapidement évoquée par Placer Marey Thibon lors d'un entretien mené au CTDEE. Le théâtre prend une place très importante dans la pratique culturelle des exilés libertaires. Il ne s'agit pas ici de faire l'histoire du théâtre libertaire mais de le mobiliser, au même titre que différents événements artistiques, afin de démontrer que le fait culturel rythme la vie des exilés anarchistes. Plusieurs temporalités coexistent. Les représentations théâtrales ou les galas, organisés le samedi et/ou le dimanche, rythment la semaine. Les jours de repos du week-end sont utilisés afin de reformer cette petite Espagne libertaire. Se retrouver avec les autres familles libertaires exilées c'est se retrouver « dans un monde à part, à côté du monde de l'école pour les enfants et du monde du travail pour les adultes »²¹². Les représentations artistiques rythment aussi l'année. La saison du théâtre s'ouvre en automne, quand le temps commence à être mauvais, et se finit au milieu ou à la fin du printemps, quand les beaux jours arrivent²¹³. L'été, c'est la saison des *giras*, où des conférences sont organisées et au cours desquelles les exilés libertaires se regroupent autour d'activités comme le chant ou la musique. Enfin, les différentes fêtes ou événements annuels marquent un rythme particulier. Les commémorations du 19 juillet 1936 sont une occasion d'échanger lors des conférences du matin. L'après-midi est réservé au spectacle vivant avec de la musique et des chants qui viennent donner un caractère festif à l'évènement. Il est aussi politique puisqu'à Toulouse des chanteurs anarchistes se produisent sur la scène de la Halle aux grains et du Palais des Sports (2 500 places). Serge Reggiani, Georges Brassens ou Léo Campion viennent ainsi chanter devant une foule d'exilés libertaires²¹⁴.

Une autre fête moins connue car spécifique de Toulouse et Montauban rythme l'année d'une partie des anarchistes espagnols : la *Fiesta del niño* (la fête des enfants). Celle-ci a lieu tous les ans au début de l'année, souvent à la fin du mois de janvier ou au début du mois de février. Pendant la guerre d'Espagne, la *Fiesta del niño* est organisée par la CNT en janvier afin de lever des fonds à travers la souscription ouverte par le ministère de l'Instruction publique et de la Santé de Catalogne²¹⁵. L'argent récolté est utilisé pour financer la scolarisation et les soins apportés aux enfants. Les sources mobilisées dans ce travail ne nous permettent pas de définir l'origine précise de cette fête. Ce qui est certain, c'est que les anarchistes de SIA éditent des

²¹² Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

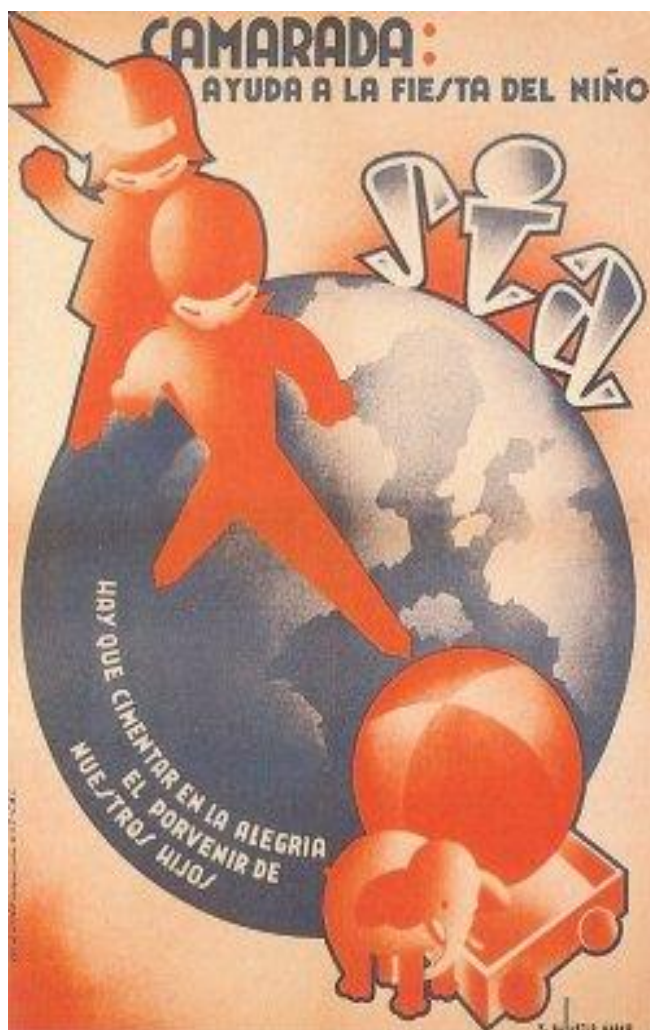
²¹³ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

²¹⁴ Ángel Carballeira, *op. cit.*, 2016, p.118 et Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°12, 2019, p. 63.

²¹⁵ Archives de l'Institut Français d'Histoire Sociale, Fonds Renée Lamberet, affiche de la Commission nationale "Pro Fiesta del Niño" du ministère de l'Instruction publique et de la Santé (cote 15AS579).

affiches pour l'occasion dans lesquelles la souscription est présentée comme un moyen d'assurer que « la joie fonde l'avenir [des] enfants » (voir affiche ci-dessous).

*Affiche produite par SIA à l'occasion de la Fiesta del niño
de 1939 :*



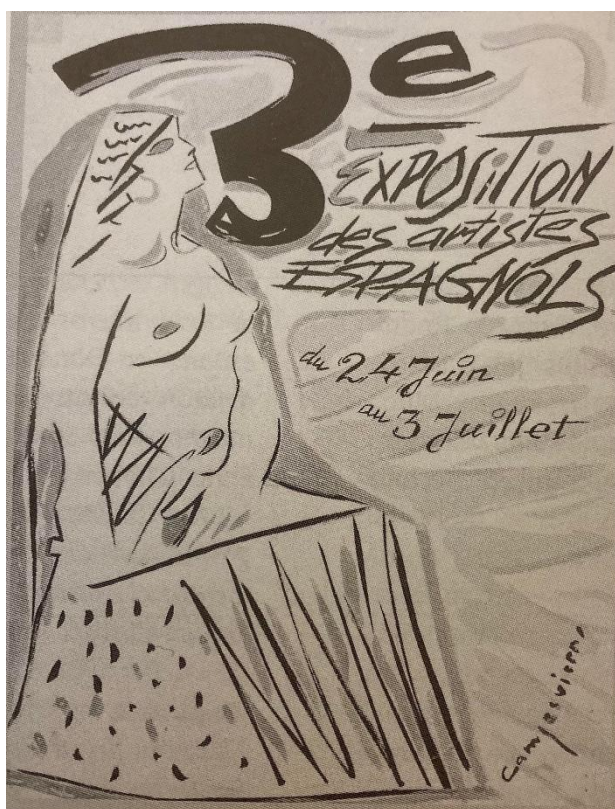
La *Fiesta del niño* n'est pas qu'une souscription organisée par le gouvernement ou par la CNT. Un gala est organisé au cours duquel des représentations artistiques et notamment des concerts de musique sont assurées. À Toulouse et à Montauban, les libertaires espagnols se réapproprient cette fête et la prolongent dans l'exil. Les enfants sont invités à préparer un poème, une chanson ou une pièce de théâtre et à se produire sur scène par groupes. Comme récompense, ils reçoivent un petit sachet de fruits²¹⁶. *La Fiesta del niño* vise à célébrer les enfants, à leur donner une place particulière lors de l'événement. C'est aussi un grand moment de socialisation culturelle où les plus jeunes sont pleinement intégrés à la sphère libertaire et ce à travers la pratique artistique

Sources : Fédération internationale des centres d'études et de documentation libertaires (FICEDL), affiches de Solidarité Internationale Antifasciste (SIA), source web : <https://placard.ficedl.info/mot54.html> (consultée le 18 avril 2022)

²¹⁶ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

De façon plus épisodique, de grands événements culturels sont organisés par les exilés libertaires. Des expositions sont montées à la fin des années 1940 et tout au long des années 1950, notamment à Toulouse et à Paris. La première d'entre elle, intitulée « L'art espagnol et l'exil », est inaugurée en 1947 à la Chambre de Commerce de Toulouse. Elle est issue d'une collaboration entre les différentes composantes du MLE (surtout la CNT et SIA) et rassemble des œuvres de nombreux artistes, essentiellement des hommes : Pablo Picasso, Palmeiro, Call, Antonio Alos, Francisco Bores ou Juan Gris²¹⁷. Il est intéressant de noter que cet événement rassemble au-delà de l'anarchisme. Il est ouvert aux publics français et espagnol et les artistes exposés ne sont pas tous affiliés au mouvement libertaire. L'engagement de Picasso au Parti communiste français n'empêche pas la présentation de certaines de ses œuvres. L'objectif de cette exposition est de démontrer la qualité et l'importance des artistes exilés dans la production artistique en France. Il s'agit aussi de mettre en lumière la spécificité de cet exil par l'illustration

Affiche de Manuel Camps Vicens pour la troisième exposition d'artistes espagnols à Toulouse en 1958 :



Sources: Violeta IZQUIERDO, *op. cit.*, p. 52.

d'une filiation aux « mouvements d'avant-garde encore en vigueur [à savoir] le cubisme et le surréalisme »²¹⁸. Le succès de l'exposition mène à sa reconduction à Paris dans la Galerie La Boétie mais aussi à l'organisation de nombreuses autres tout au long des années 1950. Des membres éminents de la CNT en exil comme Federica Montseny et Joan Puig i Elias inaugurent ainsi en 1952 à Toulouse une deuxième édition intitulée Artistes espagnols de l'exil et une troisième dans la même ville en 1958. Cette dernière se tient au Palais des Beaux-Arts du 24 juin au 3 juillet. Une affiche est produite pour l'occasion par Manuel Camps Vicens, peintre anarchiste qui avait prêté son pinceau au périodique libertaire *Tierra y Libertad* au début de la guerre d'Espagne. Les œuvres sélectionnées sont envoyées de Paris ou

²¹⁷ Violeta IZQUIERDO, « L'art de l'exil républicain espagnol » dans José JORNET, *Artistes de l'exil en région toulousaine*, Lapilli Films, 2002, p. 49.

²¹⁸ *Ibid*, p. 50.

proviennent des alentours de Toulouse. Elles sont pour la plupart produites par des artistes libertaires affiliés directement à l'organisation anarcho-syndicaliste exilée : Antonio Alos (de nouveau), Romero, Carlos Pradal ou encore Brugarolas. Seuls Izquierdo-Carvajal et Suau sont exposés malgré leur engagement au Parti communiste d'Espagne²¹⁹.

Ces événements d'envergure nationale sont destinés à attirer un public très large et se mettent en place grâce à l'intervention directe des plus éminents militants de la CNT en exil. Il faut aussi mentionner, bien que les sources soient plus rares, l'existence de nombreuses activités artistiques diverses plus locales et issues de la base du mouvement libertaire espagnol. Des concours de dessin et de photographie, où les enfants et les adultes sont invités à participer, sont régulièrement organisés comme à Bagnères-de-Bigorre en 1953. La production artisanale, censée affirmer l'identité hispanique et anarchiste, est mise en valeur à travers des expositions de l'artisanat comme à Toulouse en 1954 et en 1955²²⁰. L'ensemble des Arts sont ainsi mobilisés par les libertaires exilés dans un but d'affirmation identitaire et politique. Encore une fois la culture et l'éducation sont présentées comme autant de vecteurs d'émancipation dans cette petite Espagne libertaire des années 1950. Ces événements forment de grands moments de socialisation culturelle et politique. C'est aussi à travers eux que les enfants, les femmes et les familles sont intégrés à ce qui est perçu comme un monde à part et comme la grande famille anarchiste de l'exil. Ce processus est d'autant plus important que la place des femmes dans le mouvement libertaire en exil est, comme dans la plupart des organisations politiques du XXe siècle, largement invisibilisée.

²¹⁹ *Ibid*, p. 51.

Chapitre II :

Où sont les militantes ? Le mouvement libertaire en exil et l'invisibilisation des femmes

« Nous ne comprenons pas plus une femme législatrice qu'un homme nourrice » écrivait Proudhon dans *Le Peuple* en mai 1849. Même si l'un des penseurs fondateurs de l'anarchisme a toujours considéré les femmes comme des êtres inférieurs, ce mouvement politique a vite été marqué par leur militantisme actif au sein du mouvement, Louise Michel en tête. Le mouvement libertaire n'est pas hermétique à la reproduction des schémas de domination patriarcale, loin de là. Dans le cas espagnol où la CNT des années 1930 est une véritable organisation de masse, et même si les organisations libertaires prônent l'égalité des sexes, il est de plus en plus évident que les femmes doivent s'organiser et théoriser la lutte révolutionnaire. En mai 1936, Lucía Sánchez Saornil, Mercedes Comaposada Guillén et Amparo Poch y Gascón, militantes anarcho-syndicalistes, fondent *Mujeres Libres*, la première organisation féministe prolétarienne autonome. Celle-ci vise à assurer une forme de préparation spéciale des femmes révolutionnaires qui, dans une analyse matérialiste de la société, doivent prendre conscience de la réalité de la subordination et des expériences de vies particulières qui marquent leur existence²²¹. Le but est d'identifier et de mettre fin à un triple asservissement des femmes par le capital, l'ignorance et les hommes. L'organisation rassemble des dizaines de milliers de militantes (plus de 20 000 en juillet 1937) pour la plupart issues des classes ouvrières. Affiliées à la CNT, elles revendiquent leur droit de lutter comme les hommes, notamment en prenant les armes, mais aussi de pouvoir lutter de manière autonome afin de faire face aux discriminations dont elles sont victimes au sein même du mouvement libertaire²²². Le film *Libertarias* de Vincente Aranda (1996) illustre cet état de fait à travers la reproduction de réunions de la CNT pendant la guerre d'Espagne au cours desquelles les hommes tentent de convaincre les femmes d'aller travailler comme cuisinières loin de la ligne de front alors que les *Mujeres Libres* cherchent à s'engager dans les milices libertaires. Avec la défaite des républicains espagnols et dans une Espagne franquiste où l'Église est présentée comme le ciment de la société, les femmes évoluent dans un cadre très précis fixé par le régime. Elles sont considérées comme mineurs, comme des êtres à éduquer dans la tradition phalangiste. Il s'agit de structurer l'activité féminine autour du mariage et du foyer et d'assurer une socialisation sexuée dans laquelle la femme n'est pas un être original : elle est considérée à travers son appartenance à la

²²¹ Martha ACKELSBURG, « Separate and equal? *Mujeres Libres* and anarchist strategy for women's emancipation » dans *Feminist Studies*, n°1, 1985, p. 64.

²²² *Ibid*, p. 65.

communauté des femmes²²³. Cette domination n'est pas spécifique au régime franquiste même si elle y apparaît de manière paroxysmique. L'exil libertaire, et surtout les sources disponibles pour faire son histoire, sont aussi marqués par cette domination masculine. Il semble que même dans le monde anarchiste les femmes soient considérées avant tout comme des femmes. Elles sont reléguées au foyer et renvoyées à leur rôle de mère. Si les opportunités de s'engager activement en politique sont rares, ce statut particulier leur donne une place très importante dans la transmission des normes et des valeurs propres à l'anarchisme. Elles assurent ainsi la pérennité du mouvement libertaire à travers cette « division sexuelle du travail militant »²²⁴.

²²³ Laura NATTIEZ, « Le Gynécée franquiste » dans Èrès, « Dialogue », n° 188, 2010, p. 124.

²²⁴ Xavier DUNEZAT, « La division sexuelle du travail militant dans les assemblées générales : le cas des mouvements de "sans" » dans Amnis, Revue d'études des sociétés et cultures contemporaines Europe/Amérique, n°8, 2008, p.1.

1. *Sans les femmes, il n'y a pas de lutte :*

Si Madeleine et Renée Lamberet ont réussi à constituer des fonds d'archives extrêmement précieux pour écrire l'histoire du mouvement libertaire en exil, la plupart des sources disponibles, ou en tout cas celles qui sont le plus mises en avant, sont produites par des hommes (activité éditoriale, bulletins et *informes* de la CNT en exil...). Pour contourner ce problème, il a donc fallu collecter des témoignages et mentionner explicitement cette problématique lors des entretiens :

« [Ángel Carballeira] - Et puis, si on croit que dans l'exil les femmes vont avoir le comportement des femmes de maintenant, ce n'est pas vrai. Même chez moi, à Toulouse, mon père travaillait et ma mère s'occupait de ma sœur et de moi. Elle faisait des ménages, c'était réservé aux femmes.

[Auteur] - Ce qui peut expliquer pourquoi dans les assemblées plénières et au sein même de la CNT, peu de femmes ont la parole...

[Ángel Carballeira] - Oui il y a très peu de femmes, mais il y en a. C'est admis assez naturellement mais si on veut rester sur des chiffres, il y en a peu. »²²⁵

Malgré l'héritage féministe qu'ont pu laisser les *Mujeres Libres* dans les esprits des militants libertaires en exil, force est de constater que les femmes n'y ont pas la même place que les hommes. Elles sont souvent considérées comme des « militantes de l'arrière »²²⁶ et restent cantonnées à la gestion du foyer. Pourtant, beaucoup d'entre elles exercent une activité professionnelle parfois bien différente de celle qu'elles pouvaient avoir avant l'exil. La mère d'Ángel Carballeira, ancienne ourdisseuse, est contrainte de faire des ménages à Toulouse afin d'assurer au même titre que son mari la subsistance de sa famille. Cette division sexuelle du travail semble plus marquée que dans l'Espagne des années 1930 et notamment dans la Catalogne industrialisée d'alors. Des anciennes ouvrières doivent désormais assurer l'entretien des propriétés de particuliers. Il ne s'agit pas d'affirmer que travailler à l'usine soit plus ou moins émancipateur que de faire des ménages mais de poser l'hypothèse selon laquelle la défaite des anarchistes, la dislocation de l'organisation des *Mujeres Libres* et l'exil peuvent être des éléments ayant mené au rétablissement de cette division sexuelle du travail dénoncée plus tôt par les féministes libertaires. D'ailleurs, l'organisation fondée par celles-ci en 1936 n'existe que de façon extrêmement marginale en France si bien « qu'on ne savait pas vraiment qu'elles

²²⁵ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

²²⁶ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, 2015, p. 26.

pouvaient exister »²²⁷. La plupart des activités politiques et éditoriales de cette formation autonome rattachée à la CNT sont assurées en Angleterre où des militantes exilées continuent de lutter pour une véritable reconnaissance²²⁸. La relation entre les femmes et le travail dans ce contexte de l'exil en France est donc difficile. Elles doivent accomplir des tâches considérées comme propres à leur sexe. Cet état de fait n'est pas dû qu'à la reproduction d'un système de domination masculine dans le mouvement libertaire exilé. Il est aussi le fruit d'un contexte socio-économique. Les perspectives d'emplois pour ces femmes sont très rares puisque dans la société française des années 1950, « les femmes étaient, dans une plus large mesure que les hommes, des "étrangères indigentes" car [...] la main-d'œuvre féminine était beaucoup moins demandée que la main-d'œuvre masculine »²²⁹.

Il n'y a pas qu'au travail que les femmes libertaires sont assignées à leur identité de genre. Dans le champ politique également, même s'il y a des exceptions notables puisque l'une des figures les plus importantes de l'organisation dans les années 1950 et 1960 reste Federica Montseny, ancienne ministre de la Santé et des Affaires sociales pendant la guerre d'Espagne et militante au sein des *Mujeres Libres*. Elle intervient très régulièrement lors des Congrès, s'investit dans l'activité éditoriale du syndicat à travers les périodiques CNT et Espoir et publie de nombreux ouvrages²³⁰. L'existence de Federica Montseny et de son statut au sein de l'exil ne saurait occulter la place à laquelle est assignée une bonne partie des femmes. Dans les milieux militants, elles ne sont que très peu représentées dans les assemblées plénières ou dans les instances décisionnaires de la CNT en exil. En retraçant le parcours de sa mère, Freddy Gomez explique ainsi que « comme la plupart des femmes de cette époque, elle ne militait pas [...] les rôles n'étaient pas répartis autrement qu'ils l'étaient partout ailleurs [...] elles [militaient] à la place qui était la leur »²³¹. Cette place, mentionnée par l'historien anarchiste, c'est le foyer. Les femmes libertaires de l'exil sont assignées à l'éducation des enfants, au suivi de leur scolarité et à la gestion du quotidien afin que les hommes puissent s'engager. En ce sens, il n'y a pas de lutte sans les femmes. Même pendant les événements organisés par la CNT en exil, comme pendant les *giras* où les hommes participent à des conférences et où les enfants jouent au football et chantent, les femmes doivent assurer la logistique. Elles peuvent suivre les

²²⁷ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

²²⁸ Claudia JAREÑO GILA, « "Nous qui sommes sans passé, les femmes". À la recherche d'une généalogie féministe dans les pages de *Vindicación Feminista* » dans les Cahiers de civilisation espagnole contemporaine, n°23, 2019, p. 8.

²²⁹ Alba MARTÍNEZ MARTÍNEZ, «Las mujeres recuerdan. Género y memoria del exilio republicano en Francia (1939-1978)» dans Arenal, Revista de historia de las mujeres, n°2, 2019, p. 383 (traduction de l'auteur).

²³⁰ Sabine BOSIO-VALICI, Michelle ZANCARINI-FOURNEL, «Federica Montseny, "l'indomptable"» dans Femmes et fièvre de l'être : un siècle d'émancipation féminin, Larousse, 2001, p. 135.

²³¹ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, 2015, p. 27.

interventions et profiter des festivités mais ce sont elles qui, au préalable, préparent le repas pour des dizaines de personnes²³². Le cadre normatif reproduit dans l'exil libertaire ne donne pas les mêmes droits aux jeunes femmes qu'aux jeunes hommes. Le soir, elles ne peuvent par exemple pas sortir comme les hommes qui, dès l'adolescence, participent aux discussions et aux conférences organisées par la CNT. Ce traitement différencié a des conséquences : les femmes sont socialisées de telle manière qu'elles ont « beaucoup moins de liberté pour s'investir politiquement »²³³. Le statut de militante de l'arrière décrit par Freddy Gomez ne semble pas être un choix mais une résultante de la domination masculine qui se reproduit au sein du mouvement libertaire.

Malgré la place particulière à laquelle elles sont assignées, les femmes libertaires trouvent des moments pour échanger entre elles et cherchent à mettre en lumière les difficultés qu'elles peuvent traverser. Parfois, un cadre et un temps précis sont consacrés à ces problématiques. La fédération locale parisienne de la CNT en exil met ainsi en place un « forum des familles »²³⁴ qui a lieu dans la Salle Suset (près du Quai de Valmy dans le 10^{ème} arrondissement). Dans ces réunions, les femmes mettent en avant leur expérience particulière de l'exil : des problèmes financiers à la scolarité des enfants en passant par la précarité induite en cas de départ du père pour la clandestinité en Espagne. Elles n'hésitent pas à revendiquer une meilleure reconnaissance dans la lutte menée par le mouvement libertaire en exil. Ces moments, bien que rares, permettent à une partie des militantes de démontrer leur importance : « [elles] restaient debout dans la tempête du temps [...] et même si elles avaient participé activement à la lutte espagnole, [elles] avaient bien du mal à s'imposer dans un monde militant où l'homme restait dominateur, quel que soit son idéal ! »²³⁵. Il faut alors souligner une certaine ambivalence dans l'organisation de ces forums. Les femmes peuvent échanger, tisser des liens de solidarité entre elles et exposer aux yeux des hommes la place qui leur est assignée. Pourtant, c'est bien la CNT qui structure la parole des femmes à travers un cadre précis. L'appellation même de celui-ci avec la mention explicite de la notion de famille rappelle leur relégation au foyer, leur rôle de mère et leur statut particulier au sein de l'exil.

²³² *Ibid*, p. 25.

²³³ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

²³⁴ Véronique SALOU OLIVARES, « Les chiens ne font pas des chats ! » dans *Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècles*, n°9-10, 2018, p. 219.

²³⁵ *Ibid*, p. 220.

Une bonne partie des femmes libertaires exilées travaillent pour assurer la subsistance du foyer. En parallèle, elles doivent gérer le quotidien du foyer et dans certains cas faire face à l'absence de l'homme. Il y a ici une addition des dominations que les *Mujeres Libres* avaient bien identifiées lors de la fondation de l'organisation en 1936 (capital, ignorance, hommes). La socialisation et le cadre reproduits dans l'exil les empêchent de s'investir et de s'engager comme leurs camarades masculins. Conscientes de cette domination au sein de l'exil, elles n'hésitent pas à revendiquer une meilleure reconnaissance dans les espaces de parole qui leur sont consacrés. Elles y démontrent que sans les femmes, il n'y a pas de lutte. La place particulière qu'elles occupent, notamment auprès des enfants, les rend responsables d'une partie des normes et des valeurs transmises. Leur rôle dans la socialisation culturelle et politique des plus jeunes est donc prépondérant.

2. *Transmission, socialisation politique et culturelle : le rôle clé des femmes libertaires*

L'idée selon laquelle la famille, avec la socialisation primaire, joue un rôle décisif dans la transmission des valeurs, des normes et des opinions politiques est communément admise²³⁶. L'exil libertaire espagnol en France ne fait pas exception. Il s'agit de décrire de quelles manières ce phénomène se développe et quelle place occupent les femmes dans celui-ci. Elles travaillent, militent mais sont tout de même perçues comme responsables de la gestion du foyer en tant que mères de famille. C'est à travers ce statut particulier qu'elles transmettent une identité politique et culturelle libertaire. Comme le dit Placer Marey Thibon, « les femmes, les mères, sont dans l'intime »²³⁷. Dans la pratique anarchiste, l'intime et le privé sont des segments tout aussi politiques que l'organisation des moyens de production dans une société. Cette particularité n'est pas spécifique aux libertaires espagnoles. Les militantes soviétiques du début du XXe siècle décrivent elles aussi l'intime comme un espace où s'exercent d'importants rapports de forces. Alexandra Kollontaï, première femme ministre dans l'histoire contemporaine, lutte ainsi en URSS pour l'abolition de la morale bourgeoise qui asservit les femmes et remet en question la monogamie qui, selon elle, ne fait que reproduire au sein d'un couple le concept de propriété privée. Elle se heurte d'ailleurs à Lénine et Trotski qui considèrent le couple (fidèle) comme l'expression pure et naturelle du sentiment amoureux²³⁸. Dans l'exil libertaire espagnol, les

²³⁶ Philippe RIUTORT, « La socialisation. Apprendre à vivre en société » dans *Premières leçons de sociologie*, Presses Universitaires de France, 2013, p. 63.

²³⁷ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

²³⁸ Pavel ROMANOV, *Советская социальная политика 1920–1930-х годов: идеология и повседневность*, Variant, Moscou, 2007 p. 430.

femmes libertaires n'hésitent pas à aborder ces sujets sans tabou. La contraception et l'union libre sont des sujets discutés avec les enfants et ce dès l'adolescence²³⁹. Le mariage, du fait de son caractère religieux, est souvent présenté comme une institution désuète. Pour les anarchistes, il est difficilement concevable de sceller une union dans une église. Le rapport au corps est aussi assez spécifique. Les cours d'anatomie dispensés sur le Cours Dillion toulousain ainsi que les discussions entre mères et enfants poussent les jeunes à ne pas cacher ou refouler leur corps mais plutôt à apprendre à le connaître. Il ne s'agit pas d'une vérité générale. Il existe effectivement des familles libertaires où ce genre de problématiques n'est pas abordé. Cela dit, l'histoire de la pratique anarchiste est marquée par un rapport au corps particulier, notamment à travers la promotion du nudisme et du naturisme. À la fin du XIXe siècle et face aux profonds changements socio-économiques, ces pratiques apparaissent chez une partie des anarchistes qui, à travers celles-ci, formulent une critique du machinisme, du capitalisme, de la morale bourgeoise et de l'autoritarisme²⁴⁰. Cette utilisation particulière du corps, ici outil de revendication politique, se prolonge dans l'exil libertaire en France puisqu'il n'est pas rare de voir des militants pratiquer le nudisme et le naturisme²⁴¹. Il est probable que les *giras* soient des espaces privilégiés pour cela et que cette pratique se développe dans leurs marges. Le naturisme libertaire ne se résume pas simplement à la pratique collective du nudisme. L'idée est aussi de revendiquer, à travers ce retour à la nature, une opposition entre nature et civilisation/industrialisation : « pour certains compagnons, la nature peut être considérée comme une anti-civilisation »²⁴². Le fait que les femmes libertaires n'hésitent pas à aborder ces sujets avec leurs enfants provient d'une part de l'histoire de la pratique anarchiste mais aussi de la prégnance de la révolution sociale de 1936 dans les esprits, que ce soit de l'action des *Mujeres Libres* ou des avancées obtenues dans un cadre institutionnel. Pour rappel, c'est le médecin cénétiste Félix Martí Ibáñez qui, à la demande de Federica Montseny, devient l'auteur de la première législation autorisant l'avortement (même s'il faut reconnaître l'absence des femmes dans le processus de fabrication de la loi)²⁴³. Ce rapport à l'intime est donc profondément politique. Les mères et les femmes libertaires, à travers les discussions, les pratiques et la transmission de valeurs particulières participent grandement à cette réaffirmation idéologique des anarchistes exilés en France.

²³⁹ Entretien avec Jeanne Arnal, *op. cit.*

²⁴⁰ Pour aller plus loin voir, *inter alia*, Josep MARIA ROSELLO, *El naturismo libertario en la península ibérica 1890 – 1939*, Bilbao, Ediciones E.Z, 2005, 350 p. et Thomas COSTE, *Le naturisme libertaire de la fin du XIXe siècle au début du XXe siècle* (France, Royaume-Uni, Allemagne), Mémoire de master 2, Histoire, Université de Paris-Sorbonne, 2019, 237 p.

²⁴¹ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

²⁴² Thomas COSTE, *op. cit.*, p. 142.

²⁴³ Mary NASH, « Género, cambio social y la problemática del aborto » dans *Historia Social*, n°2, 1988, pp. 19-35.

Celle-ci s'accompagne aussi d'une réaffirmation identitaire : l'apprentissage de la culture et de la langue espagnole, éléments très importants pour une population déracinée qui reforme une Espagne anarchiste en exil, complète la transmission des valeurs libertaires lors de la socialisation primaire.

« Et, vis-à-vis de nous, elles voulaient laisser la trace de leur terre, et nous récitait sa poésie, ses odeurs, ses couleurs et sa musique. J'ai réalisé plus tard que toutes ces batailles qu'elles menaient sans faiblir, c'était le cadeau qu'elles nous offraient pour nous permettre d'être libres et autonomes. »²⁴⁴

Les femmes libertaires, très attachées à l'école comme la plupart des anarchistes espagnols exilés, suivent de très près la scolarité de leurs enfants, « elles gèrent l'école »²⁴⁵. Une partie d'entre-elles ne savent pourtant pas ou peu lire et écrire. Cela ne les empêche pas de transmettre et d'apprendre aux enfants certains pans de la culture et de la langue espagnole à travers la poésie ou les chants, qu'ils soient traditionnels ou anarchistes. Des espaces sont même dédiés à cette première immersion dans la sphère libertaire puisque pour beaucoup de jeunes issus de l'exil, « pendant le week-end, c'est l'apprentissage de la culture espagnole et les premiers pas dans le monde libertaire »²⁴⁶. Puisqu'elle est responsable de la gestion du foyer, c'est la mère qui s'occupe des repas et, très régulièrement, ils sont préparés à partir de recettes traditionnelles espagnoles. L'alimentation est un élément non-négligeable dans l'affirmation identitaire car « manger est certes un acte vital et quotidien, mais c'est aussi au-delà de cette satisfaction de besoins primaires, un acte chargé de sens, culturellement et socialement »²⁴⁷. Consciemment ou non, la cuisine devient un moyen de promotion de l'identité espagnole au même titre que l'apprentissage de la langue ou de l'histoire du pays. Le repas devient un moment de partage et d'intégration autour d'un plat traditionnel qui rappelle d'une part le pays (ou l'idéalisation de celui-ci) et le sentiment de déracinement lié à l'exil. Il est un exemple parmi tant d'autres de la perpétuation des pratiques culturelles et politiques en France. Le choix des prénoms des enfants est aussi révélateur de cette volonté de s'inscrire dans l'héritage de la révolution sociale de 1936. En suivant la pratique qui se développe depuis le début du XXe siècle, de nombreux parents libertaires nomment leurs enfants selon des principes chers à l'anarchie : la liberté (qui donne le prénom Libertad), la joie (Placer), la vie (Vida) sont autant de concepts qui deviennent des prénoms perçus comme révolutionnaires. L'idée est de ne pas

²⁴⁴ Véronique SALOU OLIVARES, *art. cit.*, p. 220.

²⁴⁵ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

²⁴⁶ *Ibid.*

²⁴⁷ Julie BORDET *et al.*, «Alimentation et transmission mère-enfant » dans *Champ psy*, n°60, 2011, p. 64.

en choisir un qui soit présent dans le calendrier chrétien²⁴⁸. Dans l'exil libertaire espagnol en France, il n'est pas rare de côtoyer des Floreal ou des Germinal qui tirent leurs noms du calendrier révolutionnaire français. La symbolique du prénom n'est pas spécifique aux libertaires. Chez les communistes, beaucoup d'enfants sont nommés après des militants s'étant illustrés pendant la guerre d'Espagne (comme Lina pour Lina Ódena). D'autres parents, tournés vers l'Union soviétique, préfèrent les prénoms à consonnance russe comme Olga²⁴⁹. Comme les Italiens ou les Communards exilés du XIXe siècle, les prénoms « donnés aux enfants nés en exil [sont] révélateurs d'une intention, notamment lorsqu'ils [sont] puisés dans le répertoire linguistique et politique du pays d'accueil »²⁵⁰. Une naissance peut, à travers le choix du prénom, être empreinte d'un « sens collectif nouveau », d'une affirmation politique dans l'exil²⁵¹. Tous ces éléments démontrent qu'au sein du mouvement libertaire, et même si elles occupent une place en retrait vis-à-vis du militantisme mis en avant par la CNT en exil, les femmes participent grandement à l'affirmation politique et identitaire du groupe. Elles jouent un rôle important dans la transmission et la perpétuation des valeurs anarchistes et de l'identité hispanique. Le fait qu'elles soient responsables du foyer, des enfants (donc dans un rôle de maternité) implique que les femmes libertaires sont considérées par la plupart des hommes comme les gardiennes de la pérennisation de cette culture et de cette identité particulière. Ce n'est pas un fait nouveau. Dans de nombreux courants politiques, et sur un temps plus long, la femme est perçue à travers son rôle de mère : il lui incombe de garantir la reproduction par la transmission d'une culture particulière. Dans la pensée politique du nationalisme polonais du XIXe siècle, les femmes sont ainsi considérées comme « les gardiennes symboliques de la nation [...] dont la tâche est de reproduire la culture nationale »²⁵².

Les témoignages de ces femmes libertaires exilées déstabilisent le récit d'un militantisme exclusivement masculin, héroïque et viril. Du fait de leur condition socio-économique, de leur place au sein de l'exil et de la domination masculine à laquelle elles font face, il est vrai que les femmes ont tendance à moins s'investir en politique. Elles sont très peu représentées dans les assemblées plénières de la CNT ou dans les instances décisionnaires, et ce malgré la présence d'une figure féminine charismatique à sa tête. Pourtant, elles n'hésitent

²⁴⁸ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ Delphine DIAZ et. al., *art. cit.*, p. 13.

²⁵¹ *Ibid.*, p. 14.

²⁵² Aneta DAWIDOWICZ « The position of women in social life in the light of the National Party's political thought » dans *Czasopismo Naukowe Instytutu Studiów Kobiety*, 2018, p. 87.

pas à revendiquer une meilleure reconnaissance, à rappeler que sans elles, la lutte ne pourrait pas continuer. Leur rôle dans la transmission de normes et de valeurs, ainsi que la construction d'une subjectivité différente sont autant d'éléments permettant de mettre en lumière cette expérience genrée de l'exil.

Chapitre III : L'utopie mise en pratique, la colonie d'Aymare

À la fin des années 1940, la plupart des premiers occupants c'est-à-dire les anciens internés, les malades, les mutilés et quelques militants, quittent le Domaine. Il ne s'agit pas d'un départ collectif et brutal mais plutôt d'un lent processus : la colonie d'Aymare semble avoir accompli son objectif en permettant d'extraire les internés et en accueillant les membres les plus démunis de la CNT en exil. En 1948, une douzaine de militants s'installe sur la propriété et s'active à la rédaction des statuts de la coopérative de production. Un texte est voté le 18 septembre 1948 et présenté à la CNT, à la Ligue des Mutilés, à la Section des Invalides confédérés et à SIA, des organisations libertaires composées d'exilés espagnols ayant un droit de regard sur la gestion du domaine²⁵³. La constitution de ces statuts témoigne de la volonté de mettre en place une véritable coopérative sur le modèle des collectivités agricoles anarchistes de la guerre d'Espagne. L'article 1 stipule que « partant de notre idéal anarchiste, nous déclarons : que tous les membres de cette coopérative de production [...] jouiront d'une égalité de conditions morales et matérielles »²⁵⁴. Les responsabilités sont assumées collectivement à travers une assemblée générale mensuelle. Les trois membres qui composent le Conseil Technique Administratif (CTA), c'est-à-dire le secrétaire, le comptable et le trésorier, ne peuvent pas prendre de décisions unilatérales et doivent toujours avoir l'accord de l'assemblée (article 9 du CTA). Le mode de répartition est caractéristique de la micro-société communiste libertaire puisque la production doit, en principe, permettre l'autosuffisance des membres de la communauté et chacun peut théoriquement prendre au tas selon la maxime de Kropotkine « prise au tas pour ce qui se trouve en abondance ; rationnement pour ce qui se trouve en quantité limitée » et se servir de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins²⁵⁵. Au début de cette expérimentation, la paie n'existe pas. Bien que ses statuts soient issus de l'assemblée de membres présents sur le domaine, la mise en pratique de l'utopie anarchiste à Aymare est aussi encouragée par la CNT en exil. Lors du Congrès de 1950, ces parcelles agricoles sont présentées comme la vitrine de l'anarcho-syndicalisme. Un important réseau de solidarité se forme et gravite autour de la coopérative de production afin d'en assurer le succès.

²⁵³ Olivier HIARD, *op. cit.* p. 68.

²⁵⁴ *Ibid*, p. 135.

²⁵⁵ Olivier MEUWLY, *Anarchisme et modernité, L'Âge d'homme*, 1998, p. 85.

1. *De la nécessité à l'utopie, une vitrine de l'anarcho-syndicalisme en exil :*

La colonie d'Aymare est à l'origine pensée comme un moyen de sortir les exilés des camps d'internement puis comme un havre où les membres les plus démunis de la CNT en exil ainsi que les malades (asthmatiques notamment) et les mutilés peuvent être pris en charge. Après la Seconde Guerre mondiale, cette nécessité d'accueil s'accompagne de la mise en place d'un projet politique présenté comme la vitrine de l'exil libertaire espagnol en France. L'organisation de la communauté prévoit l'accueil des malades ou des invalides à Aymare. Six d'entre eux s'installent d'ailleurs sur les lieux en 1949²⁵⁶. L'objectif initial de la colonie n'est donc pas abandonné même si ceux-là « en séjour à la Colonie, pourront assister aux assemblées, mais [seulement] à caractère informatif, jamais déterminant »²⁵⁷. Il s'agit en fait de garantir que la gestion du domaine soit assurée par l'assemblée composée des membres y vivant de façon permanente. C'est à travers cette assemblée que la production est organisée. Elle favorise la planification puisqu'à chaque fin d'année, un plan de travail est élaboré dans lequel sont décrites les réformes à entreprendre pendant l'année suivante, les cultures à prioriser ou les achats à effectuer²⁵⁸. Le premier de ces plans de travail est adopté à la fin de l'année 1948 juste après la rédaction et le vote des statuts de la coopérative. Il établit que la culture de la terre et la formation de cheptels de chèvres, de brebis, de porcs, de poules et de lapin doivent être la priorité des militants présents sur le domaine pour l'année 1949. Un plan d'achat d'outils, d'animaux et de nitrates est ainsi constitué afin d'atteindre les objectifs de rendements fixés par l'assemblée. En parallèle, la CNT en exil cherche à créer un réseau gravitant autour de la collectivité agricole afin d'assurer la réussite de cette expérience, présentée comme la vitrine de l'anarcho-syndicalisme espagnol. Lors du Congrès de 1950, les premiers groupes de travail sont formés afin de venir en aide aux militants d'Aymare et l'organisation valide la mise en place d'une agriculture rationnelle avec l'utilisation notable d'intrants chimiques et la formation de cheptels²⁵⁹.

Entre 1950 et 1954, la vie culturelle, sociale, politique et économique de la Colonie d'Aymare se développe considérablement. Comme prévu par le Congrès, des militants de toute la France viennent très régulièrement passer quelques semaines sur le domaine, surtout pendant les congés d'été, et participent activement aux tâches et au travail agricole planifiés par

²⁵⁶ Michel ANTONY, « La colonie d'Aymare (1939-1967) » dans Archives et mémoires expériences passées, source web : <https://autogestion.asso.fr/la-colonie-daymare-1939-1967/#note-6778-19> (consultée le 27 avril 2022)

²⁵⁷ Olivier HIARD, *op. cit.*, Article 5 de la déclaration de principes, p. 136

²⁵⁸ *Ibid*, article 21 de la Colonie, « Du plan de travail et des nécessités », p. 140,

²⁵⁹ Archive du CTDEE, José Vergara, *op. cit.*, p. 16.

l'assemblée. Le premier groupe de travail composé exclusivement de camarades de l'extérieur se forme en juin 1951 quand des militants de la Fédération locale (FL) de La Rochelle font le voyage jusque dans le Lot.

Photographie du premier groupe de travail composé de militants de la FL de La Rochelle, juin 1951 :



Sources : Archive du CTDEE, José Vergara, *op. cit.*, p. 18.

Si la plupart des membres de la Colonie sont des hommes adultes, il n'est pas rare de trouver des femmes dans les groupes de travail qui se forment autour des militants de l'extérieur. Pendant leurs congés, ceux-ci peuvent même venir avec leur famille et leurs enfants. La photographie ci-dessus l'illustre bien : le groupe de travail de la FL de La Rochelle est composé de quatre hommes et d'une femme. José Vergara précise que les deux personnes en arrière-plan sont mariées et qu'elles ont amené avec elles leurs deux filles de neuf et dix ans²⁶⁰. Ce premier contingent de militants venant aider les membres de la coopérative agricole permet la construction du premier clapier de la Colonie d'Aymare et rend possible l'élevage de lapins prévu par le plan de travail de 1949. À partir de 1951, les allers et venues des exilés libertaires s'intensifient sur le domaine et un véritable réseau se forme autour de celui-ci. En 1954, Ángel Carballeira se rend pour la première fois à Aymare avec sa famille à l'âge de 12 ans. Il témoigne de l'organisation de la Colonie où « il y avait des gens âgés, des asthmatiques et des gars qui

²⁶⁰ *Ibid*, p. 17.

travaillaient collectivement »²⁶¹. Les repas sont préparés par les femmes tandis que les hommes effectuent les tâches prévues par l'assemblée. Cette collectivité n'attire pas que des Espagnols. Des anarchistes français se rendent régulièrement sur le domaine mais aussi des militants venus de toute l'Europe. Nils Lätt, libertaire suédois et ancien combattant de la guerre d'Espagne dans les colonnes libertaires, s'installe ainsi quelques semaines et se joint aux Espagnols au sein d'un groupe de travail²⁶². À Aymare, les *giras* et les *concentraciones* (noms donnés aux rassemblements) se multiplient, surtout en période estivale. Des centaines de libertaires, en grande majorité espagnols, viennent apporter leur aide. C'est notamment le cas des jeunes de la FIJL qui, depuis 1951, décident de se retrouver tous les étés au château d'Aymare. Le pic de fréquentation de la coopérative agricole est souvent atteint à la mi-août où près d'un millier de militants s'y rassemblent²⁶³. La plupart d'entre eux sont membres de la FIJL mais de nombreux autres militants viennent aussi y passer leurs congés « parce que c'est notre idéologie, notre solidarité, on doit y aller »²⁶⁴.

Ces éléments démontrent la place que prend la colonie d'Aymare dans l'imaginaire des libertaires en exil. Le fait que des militants de l'extérieur s'y installent pendant leurs congés illustre encore une fois cette utilisation alternative du temps libre qui caractérise les pratiques politiques et culturelles des anarchistes exilés. Organisée sur le modèle des collectivités libertaires anarchistes de la révolution sociale de 1936, cette collectivité est censée démontrer la pérennité du mode de production et de répartition théorisée par les penseurs anarchistes mais aussi souligner l'importance des libertaires espagnols dans l'histoire du mouvement. Pourtant, il est important d'insister sur le fait que la collectivisation des terres entreprise pendant la guerre d'Espagne est souvent complétée par la mise en place d'une communauté intégrale, c'est-à-dire par la création d'une entité administrative aux prérogatives étendues dans laquelle les terres et les services sont mis en commun (éducation, transport, santé, ou commerce). La coopérative agricole d'Aymare, très isolée dans le Lot, est certes présentée comme un accomplissement important des exilés libertaires espagnols, mais elle n'a rien à voir avec la collectivisation de villages entiers²⁶⁵. De plus, il semble assez clair que l'apport de main d'œuvre assuré à Aymare par ces groupes de travail composé de militants venant de l'extérieur est nécessaire à la survie

²⁶¹ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

²⁶² Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°4, p. 70.

²⁶³ Olivier HIARD, *op. cit.* p. 96.

²⁶⁴ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

²⁶⁵ *Ibid*, p. 73.

économique du domaine. Ce sont ces mêmes groupes qui permettent de construire un bassin d'eau assurant un acheminement d'eau saine dans la coopérative²⁶⁶ :

« Ce qu'il faut retenir, c'est que la communauté ne s'est vraiment fondée que quand les choses ont commencé à se stabiliser. L'erreur c'est d'avoir conservé cette communauté dans le Lot. D'abord, le sol n'est pas clément, le sol est très mauvais »²⁶⁷

Même si le potager et l'élevage garantissent pendant un temps l'autosuffisance alimentaire du domaine, force est de constater que la coopérative agricole dépend grandement de ce statut particulier de vitrine de l'anarcho-syndicalisme qui lui a été attribuée, au moins officieusement, par la CNT lors du Congrès de 1950.

2. Conjuguer autosuffisance et viabilité, l'importance du réseau libertaire de l'extérieur :

Pendant la première moitié des années 1950, de nombreuses manifestations culturelles sont organisées par la CNT en exil afin de lever des fonds pour apporter un soutien financier à la Colonie d'Aymare. Michel Antony, historien anarchiste, répertorie tous les événements marquants de l'anarchisme espagnol dans la deuxième partie de sa « Chronologie de l'anarchisme et des mouvements et activités utopiques, autogestionnaires et libertaires espagnols »²⁶⁸. On y apprend par exemple qu'en 1950, à Bordeaux, un grand spectacle est organisé par la compagnie *Cultura Popular* au profit du domaine. En mai de la même année, c'est à Paris que la compagnie *Esperanza* se produit pour soutenir la colonie d'Aymare²⁶⁹. En parallèle, les Fédérations locales de la CNT en exil encouragent les militants à venir aider leurs camarades vivant de façon permanente sur les terres de la coopérative agricole. Des réunions y sont planifiées afin d'intensifier les échanges entre Aymare et l'extérieur comme en juillet 1951 lors d'une assemblée regroupant les mouvements de Montauban et de Fumel ou encore en août de la même année quand une visite de la colonie est organisée par les Fédérations locales de Toulouse et de Bordeaux²⁷⁰ :

²⁶⁶ Archive du CTDEE, José Vergara, *op. cit.*, p. 22.

²⁶⁷ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

²⁶⁸ *Les utopies libertaires*, 1995, 147 p., version mise à jour en 2017, source web : <http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:DHdAMBxo4agJ:www.acratie.eu/FTP/UTOP/ANESPDAT3-DEPUIS1975.DOC+&cd=1&hl=fr&ct=clnk&gl=fr> (consultée le 28 avril 2022)

²⁶⁹ *Ibid*, p. 107.

²⁷⁰ *Ibid*, p. 109.

« Ceux qui pouvaient venir comme ça, c'étaient les riches, entre guillemets. Il y avait énormément de Parisiens parce que c'était les seuls, enfin presque, à pouvoir se payer le voyage et à avoir des congés »²⁷¹.

Une bonne partie des militants qui viennent visiter la colonie vivent en région parisienne. Ils sont en effet les premiers à disposer de congés en été. Ce sont généralement les exilés les plus aisés qui se rendent sur le domaine puisque les difficultés liées aux coûts et aux distances à parcourir sont nombreuses. Certains libertaires venant des régions avoisinantes (comme Toulouse) n'hésitent pas à venir à vélo ou à moto²⁷². Les rassemblements estivaux ou les visites organisées à la Colonie d'Aymare sont importants ; ce lieu devient un moyen d'affirmation politique et identitaire propre à l'anarchisme espagnol en exil.

Visite de la colonie d'Aymare probablement organisée à l'été 1951 :



Sources : Archive du CTDEE, José Vergara, *op. cit.*, p. 33.

La photographie ci-dessus est prise lors d'une de ces visites au cours de laquelle des militants de l'extérieur viennent sur le domaine et apportent leur aide aux personnes vivant de façon permanente sur le site. Ils viennent en famille passer des congés libertaires sur ces parcelles agricoles collectivisées. Ce document permet aussi de constater qu'au début des années 1950, la coopérative agricole dispose déjà d'un troupeau de moutons relativement

²⁷¹ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

²⁷² Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°4, p. 69.

important puisqu'une quinzaine d'animaux, qui ne représentent pas l'intégralité du cheptel, peuvent être distingués. Les échanges avec l'extérieur sont encouragés afin de dynamiser la production et de prouver que le mode d'organisation libertaire est viable. En juillet 1952, la CNT en exil organise son plénum international sur le domaine. Ce sont près de 150 délégués venus de France, de Belgique, de Suède, d'Angleterre ou du Mexique qui se réunissent à Aymare dans des locaux aménagés pour l'occasion dans la grange de la ferme²⁷³. Cet événement particulier illustre d'une part l'importance des lieux dans l'imaginaire libertaire en exil mais aussi l'usage politique qu'en fait la CNT. L'assemblée est bien composée de membres y vivant de façon permanente et c'est bien celle-ci qui prend les décisions les plus importantes à travers les nombreux votes et la planification du travail agricole. Cela étant dit, la colonie d'Aymare n'évolue pas en vase clos ; tout un réseau s'organise autour d'elle. L'apport d'une force de travail complémentaire et des dons financiers permettent d'assurer la viabilité du projet. Il ne s'agit pas d'affirmer que la production du domaine est mauvaise, loin de là. En 1952, la culture des terres (maraîchage, céréales, tabac et bois) et l'élevage des animaux (lait de vaches, viande de porc et œufs notamment) permettent à la coopérative de dégager près de 3 300 000 francs²⁷⁴. Augustin Souchy, anarcho-syndicaliste allemand et John Andersson, secrétaire de l'Association internationale des travailleurs (AIT), visitent la colonie au début des années 1950. Ils y louent le mode d'organisation de la collectivité, les réalisations agricoles ainsi que l'aide apportée aux plus démunis et aux malades²⁷⁵. Pourtant, faire fonctionner ce domaine a un coût. En 1952, de nombreuses dépenses en assurance, Sécurité sociale, électricité ou nourriture, à hauteur d'un peu plus de 4 000 000 de francs obligent SIA à verser près d'un million de francs à la colonie d'Aymare²⁷⁶. Cette somme est récoltée via les événements culturels, galas et autres représentations artistiques organisées par l'organisation et des souscriptions sont mises en place.

Le domaine est, dans son mode de production et d'organisation, intrinsèquement politique. Les militants y vivant ou ceux venant ponctuellement apporter leur aide ont conscience qu'ils participent à réaffirmer, dans l'exil en France l'importance et l'héritage du mouvement libertaire espagnol. À cet engagement politique s'ajoute une vie culturelle dynamique qui se développe sur les terres de la colonie d'Aymare. Les militants de Fumel profitent de leur visite en 1951 pour représenter *La Mañica de la maña* et *La Real gana*²⁷⁷. Ces

²⁷³ Archive du CTDEE, José Vergara, *op. cit.*, p. 35.

²⁷⁴ Olivier HIARD, *op. cit.*, p. 86.

²⁷⁵ *Ibid*, p. 93.

²⁷⁶ *Ibid*, p. 87.

²⁷⁷ Michel ANTONY, *op. cit.*, 1995, p. 109.

événements n'ont pas lieu que l'été puisqu'en février 1953, une grande exposition de photographie y est inaugurée²⁷⁸. Les différents programmes prévoient aussi la projection de films français, italiens ou même hongrois. En août 1954, *La grande illusion* de Jean Renoir, *Les enfants nous regardent* de Vittorio de Sica ou encore *Quelque part en Europe* de Géza von Radványi sont projetés en soirée²⁷⁹. Le théâtre, les expositions ou la projection de films s'accompagnent de nombreuses conférences organisées au château d'Aymare. Paul Lapeyre, militant de la section française de la CNT qui intervient déjà sur le Cours Dillon au début des années 1950, mène ainsi une conférence sur Darwin et Kropotkine à l'été 1954²⁸⁰. En août de la même année, c'est Federica Montseny, figure emblématique de la CNT en exil, qui mène une discussion autour des problématiques de la jeunesse libertaire²⁸¹. Entre autogestion, autoproduction et activités culturelles, la colonie d'Aymare subsiste pendant toute la décennie des années 1950. Cependant, cette vitrine de l'anarcho-syndicalisme espagnol, pensée comme un modèle de production communiste libertaire inspiré des collectivités de 1936, n'est pas auto-suffisante. Quand elle ne produit pas assez où n'arrive pas à rentrer dans ses frais, la CNT ou SIA doivent intervenir et allouer des ressources au domaine et aux personnes qui y vivent. Cette situation pose vite un problème à une partie des militants de l'extérieur qui préférerait attribuer plus de moyens à l'organisation de la solidarité envers les prisonniers en Espagne. Si les souscriptions continuent d'être organisées et que bon nombre de militants viennent toujours y passer leur congés, la viabilité et la pérennité du lieu sont de plus en plus débattues. José Vergara, qui quitte le domaine en 1953, décide d'y retourner avec sa famille en 1960. Il y constate le mauvais état des comptes²⁸². Cette même année, la CNT et SIA décident de ne pas soutenir financièrement la tentative menée par certains militants de relancer la collectivité. Sur les 120 hectares disponibles, 25 seulement sont cultivés pendant les trois dernières années d'exploitation²⁸³. Lors de la réunification de la CNT en 1961, l'expérience communautaire d'Aymare est définitivement abandonnée. L'ensemble du matériel est vendu en 1963 et il faut attendre 1967 pour qu'un accord de vente soit trouvé concernant les terres entourant le château. C'est Jean Delchié, maire du Vigan, cultivateur et militant socialiste qui les rachète.

Pour les militants qui y vivent, la colonie d'Aymare représente une manière différente de vivre et de militer, hors des fédérations locales des grandes villes. Plus que cela, c'est la

²⁷⁸ *Ibid*, p. 111.

²⁷⁹ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°4, p. 71.

²⁸⁰ Olivier HIARD, *op. cit.*, p. 102.

²⁸¹ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°4, p. 71.

²⁸² Archive du CTDEE, José Vergara, *op. cit.*, p. 50.

²⁸³ Olivier HIARD, *op. cit.*, p. 112.

vitrine de l'exil libertaire et l'héritage de la révolution sociale de 1936. Cette coopérative agricole est un important outil d'affirmation politique et identitaire. Ici, l'utopie est active, mise en pratique. Pour les anarchistes espagnols exilés, cette collectivité pourtant relativement marginale s'inscrit dans la propagande par le fait au même titre que la propagande par la parole ou par l'écrit. La réalisation d'une collectivité sur le modèle espagnol, même à petit échelle, et le mode de vie qui s'y développe sont autant d'éléments revendicatifs qui motivent les exilés libertaires à soutenir le projet. La colonie d'Aymare n'est pourtant pas autosuffisante. Elle subsiste grâce à ce réseau composé de milliers de militants et représente donc une réalisation solidaire des libertaires en exil. Malgré les questionnements quant à ses rendements et à sa viabilité économique sur le temps long, cette coopérative agricole fait figure de « mythe persistant »²⁸⁴ jusqu'à dans les années 1960. Elle est considérée comme l'émanation du mouvement anarcho-syndicaliste qui fait entrer le modèle collectiviste espagnol dans une histoire française où l'expérience la plus connue reste les phalanstères fouriéristes. La trajectoire de la colonie d'Aymare qui voit son activité et sa viabilité décliner à la fin des années 1950 illustre l'état du mouvement libertaire en exil. La CNT en exil doit composer avec la chute de ses effectifs et, pour ne pas disparaître, doit s'ouvrir aux différents pans de l'exil espagnol.

²⁸⁴ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°4, p. 73.

TROISIÈME PARTIE :

Le mouvement libertaire espagnol en exil entre recomposition et déclin (1959-1975) :

Près de vingt ans ont passé depuis la *Retirada*. Les libertaires exilés de la CNT ont réussi à reformer une petite Espagne libertaire sur le territoire français au sein et autour de laquelle s'activent d'importants réseaux de solidarité. Pourtant, les effectifs de la centrale anarcho-syndicaliste s'étiolent. Les plus âgés et les plus fragiles ont disparu tandis qu'une autre partie des militants se sont installés durablement et cherchent à prendre leur distance vis-à-vis du mouvement. Ils ont un travail, une famille et leurs enfants sont scolarisés dans des écoles françaises²⁸⁵. De fait, depuis la fin des années 1940, la CNT en exil ne cesse de perdre des cotisants. En 1946, après la scission de 1945, ils sont plus de 22 000. En 1965, après la réunification du mouvement et juste avant la deuxième scission, ils ne sont plus que 6000²⁸⁶. Cette lente dégradation des effectifs est aussi due à une politique active des différents gouvernement français qui se succèdent depuis la Libération. La normalisation des relations diplomatiques avec l'Espagne de Franco et, plus tard, le contexte de la guerre d'Algérie, incitent les autorités françaises à limiter l'activité politique des réfugiés. Le dictateur obtient la dissolution du Parti communiste d'Espagne et de ses publications. Avec l'opération Boléro-Paprika, menée par la police française, une centaine de réfugiés communistes sont expulsés du territoire²⁸⁷. En fait, pendant toutes les années 1950, le régime franquiste réclame l'interdiction de la presse exilée, notamment éditée par les communistes et les libertaires. En 1951, Franco demande explicitement la suspension de l'activité éditoriale des Jeunesses Libertaires et vise *Ruta*, le journal édité par l'organisation anarcho-syndicaliste²⁸⁸. Le préfet de Haute-Garonne refuse mais les pressions répétées de l'ambassade espagnole mènent à sa suspension pour trois mois en 1952. La répression des mouvements politiques exilés et les limites imposées à la liberté d'expression des militants s'intensifient avec le retour au pouvoir de Charles de Gaulle. La politique franquiste menée dans le monde arabe, qualifiée par Anne Dulphy de « tiers-mondiste opportuniste »²⁸⁹, ainsi que sa relative tolérance vis-à-vis de la présence de bases arrière du Front de libération nationale (FLN) au Maroc, aboutissent à un accord tacite entre les autorités françaises et espagnoles : en échange de la répression du FLN, la France doit accéder

²⁸⁵ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°3, 2015, p. 50.

²⁸⁶ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°12, 2019, p. 81.

²⁸⁷ Aurélie DENOYER, « L'opération Boléro-Paprika : origines et conséquence » dans *Résonances françaises de la guerre d'Espagne*, éditions d'Albret, 2011, p. 295.

²⁸⁸ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *op. cit.* 1994, p. 177.

²⁸⁹ Anne DULPHY, « La guerre d'Algérie dans les relations Franco-espagnoles » dans les Cahiers de la Méditerranée, n°71, 2005, p. 32.

aux demandes de Franco quant aux activités politiques des exilés sur son territoire²⁹⁰. De la fin des années 1950 jusqu'au début des années 1960, une série d'articles de poèmes ou de journaux sont interdits²⁹¹. Le souvenir de l'opération Boléro-Paprika ressurgit et, même si elle visait les communistes du PCE, fait tout de même prendre conscience aux anarchistes que l'engagement politique dans la France de De Gaulle représente une véritable prise de risque. Une tension s'installe entre réaffirmation politique d'une part et prudence d'autre part à l'heure où les effectifs de la CNT diminuent.

Cette situation précaire de la centrale anarcho-syndicaliste mène à un constat clair : pour assurer la survie du mouvement libertaire espagnol en France, il est nécessaire de s'ouvrir aux autres composantes de l'exil. Plus que cela, il faut s'ouvrir aux organisations et aux militants issus de la scission de 1945. Les années 1960 vont être marquées par de nombreux projets de recomposition de l'exil libertaire au moment où les jeunes générations, plus intégrées dans la société française, revendiquent l'importance et le caractère novateur de leurs pratiques politiques et militantes.

²⁹⁰ *Ibid*, p. 38.

²⁹¹ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *op. cit.* 1994, p. 180.

Chapitre I :

S'ouvrir pour survivre, le cas de l'Athénée espagnol toulousain

À la fin des années 1950, la volonté de regrouper les forces de l'exil se fait de plus en plus pressante. Au sein du mouvement libertaire, un nombre croissant de voix s'élèvent pour revendiquer la réunification de la CNT divisée depuis 1945. En parallèle, les autres composantes de l'exil œuvrent à la création de plateformes d'échanges. En décembre 1957, l'*Ateneo iberoamericano de París* (AIAP) est fondé, largement soutenu par le gouvernement de la II^{ème} République espagnole en exil auquel la CNT dite « apolitique » refuse de participer depuis la Libération²⁹². Cette entité devient un centre culturel dont l'objectif est de promouvoir la culture ibéro américaine mais aussi de cultiver les liens entre les ibéro américains et les Espagnols réfugiés vivant en France. Une bibliothèque est créée et de nombreuses manifestations socioculturelles y sont organisées où interviennent des intellectuels français, espagnols et américains comme Albert Camus, Jean Cassou, Pablo Cassal ou Rafael Alberti²⁹³. L'apparition de ce projet motivent les exilés de la région toulousaine à fonder leur propre *Ateneo* à Toulouse en 1959. Pour cela, il faut d'abord réussir à rassembler des militants des deux tendances de la CNT mais aussi les socialistes et les républicains plus modérés. La première mention de ce projet apparaît dans les pages du journal *CNT* du 21 décembre 1958. Intitulé « *proyecto para un Ateneo espanol* », les Jeunesses Libertaires lancent un appel aux organisations politiques potentiellement intéressées par l'initiative²⁹⁴. Après des réunions dans les locaux de la CNT en mars 1959 et des rencontres en terrain neutre en mai de la même année dans un café toulousain (le Borios), une déclaration de principe est adoptée. Elle permet à une première commission rassemblant différentes tendances de l'exil de rédiger les statuts de l'*Ateneo*²⁹⁵. Ceux-ci sont présentés le 28 juin 1959 lors de la première Assemblée générale de l'Athénée espagnol de Toulouse (son nom officiel) et adoptés à la majorité. Le premier bureau est élu, reconnu valide par le préfet de Haute-Garonne le 17 mai 1960 sous la forme d'une association²⁹⁶. En 1960, plus de 200 adhérents sont enregistrés. 75% d'entre eux sont des militants du mouvement libertaire²⁹⁷.

²⁹² Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.* n°3, 2015, p. 52

²⁹³ Présentation de l'exposition « España libre Homenaje a la obra cultural del exilio obrero de 1939 en Francia », Valence, 2001, source web : https://www.cervantesvirtual.com/obra-visor/espana-libre-homenaje-a-la-obra-cultural-del-exilio-obrero-de-1939-en-francia-del-19-de-noviembre-al-19-de-diciembre-de-2001-catalogo-de-exposicion--0/html/ffe9f0ec-82b1-11df-acc7-002185ce6064_2.html (consultée le 2 mai 2022).

²⁹⁴ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°3, 2015, p. 53.

²⁹⁵ *Ibid.*, p. 53.

²⁹⁶ Archives non classées du CTDEE, « Cahier de Préfecture », cahier original compilant les différents bureaux de l'Athénée espagnol toulousain et leur composition de 1960 à 1979, p. 1.

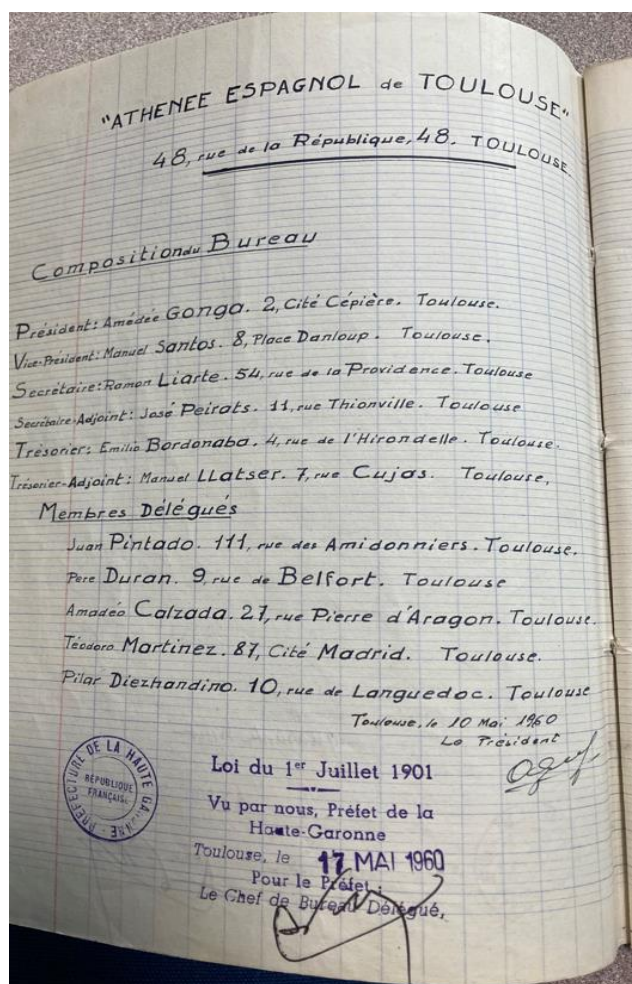
²⁹⁷ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.* n°3, 2015, p. 55.

1. La prédominance libertaire au sein de l'Athénée espagnol toulousain :

« Les gens qui font vivre l'Ateneo ce sont les libertaires mais on ne les retrouve pas dans les instances qui vont le diriger. On y retrouve plutôt les socialistes ou les républicains parce que bon, ce n'est pas vraiment notre monde »²⁹⁸.

S'il est vrai, par leur importance numérique, que les libertaires représentent une grande partie des militants qui s'engagent dans l'Ateneo toulousain, l'idée répandue selon laquelle les anarchistes ne peuvent pas, par idéologie, occuper une place dans son administration semble loin de la réalité. La composition des différents bureaux, surtout dans les années qui suivent sa fondation, montre au contraire que les anarchistes exilés y sont largement majoritaires.

Composition du premier bureau de l'Athénée espagnol de Toulouse, 10 mai 1960 :



Archives non classées du CTDEE, « Cahier de Préfecture », cahier original compilant les différents bureaux de l'Athénée espagnol toulousain et leur composition de 1960 à 1979, p. 1.

Le premier bureau de l'Athénée espagnol est composé d'une large majorité de libertaires espagnols. Sur onze postes, sept d'entre eux sont occupés par des militants anarchistes. Le secrétaire, Ramon Liarte, est membre de la CNT dite « politique », issue de la scission de 1945. José Peirats, figure emblématique de l'exil, fondateur de la FIJL de Catalogne au début des années 1930, occupe le poste de secrétaire-adjoint. Manuel Llaster, ancien combattant de la colonne Durutti est nommé trésorier-adjoint. Les libertaires ne refusent donc pas d'exercer des responsabilités dans l'Athénée. Au contraire, ils s'engagent activement dans les instances administratives de celui-ci. Il est tout de même intéressant de noter qu'ils n'occupent pas les postes les plus importants.

²⁹⁸ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

Le président, Amédée Gonga, n'est pas un cotisant ou même un militant actif de la CNT en exil. Il est cependant probable qu'il soit sympathisant du mouvement²⁹⁹. Le trésorier, Emilio Bordonaba, est un républicain modéré. Seul Ramon Liarte de la CNT « politique » occupe un poste important puisqu'il est secrétaire. Cet état de fait peut s'expliquer par deux raisons. Déjà, la répression de la presse anarchiste mène la CNT « apolitique » et ses membres à craindre d'être mis en avant. En étant secrétaire-adjoint, trésorier-adjoint ou simplement membres délégués de l'Athénée espagnol toulousain, les libertaires s'assurent que leurs noms ne figurent pas directement dans les fichiers de la préfecture³⁰⁰. De plus, et même s'ils acceptent de s'investir dans le premier bureau de l'*Ateneo*, ils refusent d'occuper les postes à hautes responsabilités. Dans les premières années du projet, la théorie anarchiste qui repose sur la contestation de toutes formes de hiérarchie, de pouvoir ainsi que sur la critique de la pratique de celui-ci s'applique relativement concrètement. La composition de ce premier bureau illustre la prédominance des libertaires dans l'Athénée. Elle n'est pas épisodique puisque pendant de nombreuses années, les anarchistes s'engagent dans son administration. José Peirats reste ainsi membre du bureau jusqu'en 1966 en occupant différents postes (secrétaire-adjoint puis secrétaire). Manuel Llaster, après avoir quitté le bureau pendant quelques années, devient secrétaire-adjoint en 1966 puis vice-président en 1972³⁰¹. Pendant plus de dix ans, des figures de l'exil libertaire toulousain participent à la composition du bureau qui administre l'Athénée. Un militant peut ainsi occuper un poste pendant un temps, le céder et être nommé à un poste différent des années plus tard. La sociologie de l'Athénée espagnol toulousain est très différente de celle de l'*Ateneo iberoamericano de París* dont la gestion est principalement assurée par des intellectuels ou d'anciens ministres issus de milieux relativement aisés³⁰². À Toulouse, les différents bureaux qui se succèdent sont marqués par la présence de nombreux ouvriers et travailleurs manuels. La première mention des professions des membres du bureau apparaît en 1966. Il est alors composé d'un agent administratif, d'un coffreur, d'un tailleur ou encore d'un vernisseur³⁰³. En 1971, le vice-président Teofilo Navarro est cordonnier, le secrétaire Marcelino Boticario est employé de bureau, le secrétaire-adjoint Floreal Buic est tailleur et le trésorier-adjoint Germinal Peñalba est carreleur³⁰⁴. La prédominance des libertaires dans l'administration de l'Athénée explique son caractère ouvrier. Il faut noter l'absence de femmes dans les bureaux

²⁹⁹ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

³⁰⁰ *Ibid.*

³⁰¹ Archives non classées du CTDEE, « Cahier de Préfecture », cahier original compilant les différents bureaux de l'Athénée espagnol toulousain et leur composition de 1960 à 1979, p. 9.

³⁰² Présentation de l'exposition « España libre Homenaje a la obra cultural del exilio obrero de 1939 en Francia, *art. cit.*

³⁰³ Archives non classées du CTDEE, « Cahier de Préfecture », p. 5.

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 8.

et ce de 1960 jusqu'à 1979. Encore une fois, celles-ci sont assignées à un statut de militantes de l'arrière. Depuis le début de l'exil, elles sont reléguées au foyer et renvoyées à leur rôle maternel. Avec leur statut de militantes de l'arrière, elles sont considérées comme inaptes à la gestion de l'Athénée qui devient une affaire d'hommes. La domination masculine se reproduit au sein de l'exil libertaire si bien que les femmes n'ont pas accès à ces postes administratifs et donc à une véritable représentation dans cette institution.

Tout au long de son existence, l'Athénée espagnol toulousain va être perçu par les militants anarcho-syndicalistes comme un outil de promotion politique. Déjà, ce centre culturel n'est pas ouvert à tous. Le règlement intérieur voté en 1959 stipule que « ceux qui professeraient des idées totalitaires ou appliqueraient la discipline d'organisations ou partis relatifs à l'un des pôles totalitaires, celui d'Orient ou d'Occident » n'y auraient pas leur place³⁰⁵. S'ils ne sont pas explicitement mentionnés, il est assez clair que l'Espagne franquiste forme le pôle d'Occident et que l'Union soviétique constitue celui d'Orient. Les communistes du PCE ne sont pas les bienvenus dans l'Athénée espagnol toulousain. La plupart des membres du bureau et la majorité des adhérents sont libertaires. Dans les années 1960, la mémoire des événements de mai 1937 est encore vive pour ceux qui ont été particulièrement réprimés par les autorités républicaines pendant la guerre d'Espagne. L'article premier des statuts de l'association affirme que celle-ci « a un caractère rigoureusement apolitique » et qu'il est « formellement interdit [d'y] affirmer une prise de position politique [...] sous peine d'exclusion immédiate »³⁰⁶. Pourtant, écarter les communistes de l'Athénée, et peu importe que cette manœuvre soit considérée comme légitime ou non, est un acte intrinsèquement politique. Les anarchistes espagnols cherchent ici à créer un espace d'échanges pour l'ensemble de l'exil sur lequel les communistes n'ont aucune emprise. Pour s'assurer qu'ils ne puissent pas intégrer l'association, un système de parrainages est mis en place. La candidature d'une personne souhaitant devenir adhérente doit être soutenue par deux membres de l'Athénée³⁰⁷. Cette pratique permet de ne pas être infiltré par les communistes, considérés comme indésirables.

L'organisation de cycles de conférences constitue l'activité principale de l'Athénée espagnol toulousain. Entre 1959 et 1969, une soixantaine de conférences publiques ont lieu dans les locaux de l'association ou dans différentes salles de Toulouse, notamment dans la salle du Sénéchal au 17 Rue Charles de Rémusat³⁰⁸. De très nombreux thèmes sont abordés (histoire

³⁰⁵ Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°12, 2019, p. 68.

³⁰⁶ Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°3, 2015, p. 69.

³⁰⁷ *Ibid*, p. 55.

³⁰⁸ Archives non classées du CTDEE, dossier « Conférences organisées par l'Ateneo », 7 p.

et Arts espagnols, philosophie, littérature) et des intervenants de différents milieux et horizons politiques mènent les discussions. Des membres du gouvernement espagnol en exil sont régulièrement invités à la tribune de l'Athénée. Le 13 mars 1960, Fernando Valera, fondateur de l'Union Républicaine (UR), présente ainsi une conférence sur l'écrivain Francisco de Quevedo y Villegas. Le 13 novembre de la même année, c'est Rodolfo Llopis, membre du PSOE et ancien président du gouvernement en exil, qui discute l'héritage du philosophe du XIXe siècle Francisco Giner de los Ríos³⁰⁹. L'article huit du règlement intérieur oblige le bureau à assurer « la plus rigoureuse objectivité, sans aucun prosélytisme d'aucune sorte »³¹⁰. L'Athénée est en effet censé regrouper les différentes tendances de l'exil espagnol (excepté les communistes) dans une institution qui assure la neutralité politique des activités organisées. Si la diversité politique semble respectée, ce n'est pas le cas de la diversité de genre. Sur la grosse soixantaine de conférences organisées entre 1959 et 1969, seulement huit d'entre elles sont animées par des femmes. Et pour cause, pour une cinquantaine d'hommes invités à intervenir, seules quatre femmes ont accès à la tribune de l'Athénée, parfois ensemble : Federica Montseny (en 1960 et en 1965), Marie Laffranque (en 1960, 1961, 1974 et en 1975), linguiste spécialiste de l'oeuvre de Federico Garcia Lorca et militante antifranquiste, Lucienne Domergue (en 1974), historienne et Marisol Costa (en 1975)³¹¹. Dans la composition du bureau comme dans les cycles de conférences, les femmes sont sous-représentées. Pour les membres de l'association, la diversité des thèmes abordés ainsi que le fait que les intervenants appartiennent à des courants politiques différents permettent de garantir le caractère apolitique de l'association. Pourtant, il est important de noter que, par leur prédominance, les militants libertaires utilisent l'Athénée comme un outil de promotion politique, notamment à travers ces conférences.

« Il va y avoir des conférences de Gorkin, du POUM. A chaque fois, les salles de l'Ateneo, que ce soit la salle du Sénéchal ou la salle du jardin des plantes, sont comblées. L'Ateneo va permettre à ces gens de s'exprimer devant des salles remplies, pour la plupart par des libertaires. »³¹²

En effet, nombre d'entre elles traitent de figures chères au mouvement anarchiste comme Federico Garcia Lorca, Francisco Pi i Margall (penseur du XIXe siècle, promoteur du fédéralisme contre le centralisme et populaire dans les milieux anarchistes) ou encore Vicente

³⁰⁹ *Ibid*, p. 1.

³¹⁰ Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°3, 2015, p. 73 (traduction de l'auteur).

³¹¹ Archives non classées du CTDEE, dossier « Conférences organisées par l'Ateneo », 7 p.

³¹² Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

Blasco Ibáñez (proche des thèses de Pi i Margall). Des militants emblématiques du mouvement, Federica Montseny en tête, sont invités à intervenir à plusieurs reprises. Une conférence autour de la vie et de l'œuvre de Proudhon est même organisée le 28 novembre 1965³¹³. Julián Gorkin, ancien dirigeant du POUM et allié à la CNT pendant les journées de mai 1937 à Barcelone, intervient à quatre reprises dans les premières années qui suivent la fondation de l'association en 1960, 1961, 1962 et 1963. Il ne s'agit pas d'affirmer que la CNT en exil cherche à s'approprier l'exclusivité de cet espace d'échanges. Établir la programmation de ces conférences implique d'ailleurs de laisser la parole à chaque tendance de l'exil représentée dans ce centre culturel. Pour pouvoir assurer la qualité et la diversité des interventions, il est aussi nécessaire de mettre en commun les réseaux et les contacts des anarchistes, des socialistes ou des républicains modérés³¹⁴. Cela étant dit, pour les libertaires, majoritaires au bureau comme en nombre d'adhérents, l'Athénée devient aussi, au même titre que le cours Dillon avant lui, un espace de réaffirmation politique. Organiser une conférence autour de la guerre d'Espagne, c'est revendiquer la légitimité et les réussites de la révolution sociale de 1939, d'autant plus que les communistes sont exclus de l'association. Évoquer la vie et l'œuvre de Proudhon, c'est soutenir que les thèses qui fondent la pensée anarchiste sont toujours d'actualité. La plupart du temps, des accords sont trouvés et les adhérents ne trouvent rien à redire concernant l'établissement du programme. Cependant, il peut arriver que l'organisation d'une conférence soit à l'origine de tensions. En mars 1963, à la demande de Julián Gorkin, le bureau se rassemble et discute le fait d'inviter Dionisio Ridruejo à intervenir autour de la question de la potentielle transition démocratique après la mort de Franco³¹⁵. Poète et écrivain, il avait été cadre de la Phalange dans les années 1930. Pendant la guerre d'Espagne, il s'engage aux côtés des généraux factieux. Il est même nommé Directeur Général de la Propagande du cabinet de Franco en 1938 ce qui lui vaut le surnom de « Goebbels espagnol »³¹⁶. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il est volontaire dans la *División Azul* et part combattre sur le front de l'Est. Il rompt avec le franquisme en 1942, lui reprochant de s'être trop rapproché de l'Église et d'avoir déconsidéré l'essence phalangiste du mouvement. Dionisio Ridruejo devient un opposant politique et publie de nombreux articles remettant en cause la légitimité des politiques entreprises par Franco. Dans les années 1950, il s'engage même dans un groupe clandestin composé de militants ayant caché leur appartenance au PCE. Bien qu'il profite jusque-là de ses liens privilégiés avec les cadres

³¹³ *Ibid*, p. 4.

³¹⁴ Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°3, 2015, p. 58.

³¹⁵ *Ibid*, p. 65.

³¹⁶ Manuel Jesús LÓPEZ BARONI, «El falangismo liberal y la transición español» dans *Revista internacional de pensamiento político*, Universidad de Huelva, 2012, p. 480.

du régime, notamment avec Ramón Serrano Súñer (le beau-frère de Franco), il est emprisonné en 1956 et poussé à l'exil au début des années 1960. Il est donc assez aisé de comprendre pourquoi cette figure est très controversée chez les réfugiés espagnols. Pour beaucoup de militants, il est impensable de permettre à Dionisio Ridruejo d'intervenir dans une conférence organisée par l'Athénée espagnol toulousain où les libertaires sont les plus nombreux. Le fait que Julián Gorkin soit à l'origine de cette initiative interroge et, si les sources disponibles ne permettent pas d'établir les motivations de l'ancien dirigeant du POUM, la « conférence de Ridruejo pose question. Qui tire les ficelles ? C'est un peu obscur tout de même »³¹⁷. Une pétition contre la tenue de cette conférence est signée par une cinquantaine de membres de l'association. Finalement, le bureau accepte d'annuler l'événement. Le simple fait que la venue d'un ancien phalangiste dans les locaux de l'Athénée ait pu être discutée par les membres du bureau provoque une fissure dans l'unité de l'association. La « méfiance s'invite »³¹⁸ entre les différentes composantes de l'exil espagnol engagées dans le centre culturel. D'autres scandales vont enrayer son bon fonctionnement. Depuis sa fondation, il est soutenu par le Congrès pour la liberté de la culture (CLC), une association culturelle parisienne qui regroupe de nombreux militants et intellectuels anticomunistes. Le CLC finance la publication de revues et, sous la forme de dons, permet d'équilibrer les comptes de l'association. Au début de l'année 1967, les magazines *Ramparts* et *Saturday Evening Post* enquêtent sur la provenance des fonds du CLC et révèlent l'implication de la CIA³¹⁹. Pour la plupart des adhérents de l'Athénée espagnol toulousain, cette découverte pose de nombreuses questions : qui savait ? Julian Gorkin, ancien membre du CLC, est-il impliqué ? Pour les libertaires, la lutte antistalinienne ne justifie pas de s'allier avec les services américains pourtant très intéressés, dans le cadre de la Guerre froide, « d'avoir des gens progressistes dans les milieux d'extrême-gauche »³²⁰. L'aide apportée à l'Athénée par le CLC est interrompue, les difficultés s'accumulent jusqu'à ce que l'association devienne un véritable gouffre financier³²¹. En conséquence, à partir de 1967, le nombre de conférences organisées diminue drastiquement (une cinquantaine entre 1960 et 1967 et moins d'une vingtaine entre 1967 et 1977)³²².

³¹⁷ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

³¹⁸ Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°3, 2015, p. 65.

³¹⁹ *Ibid*, p. 63.

³²⁰ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

³²¹ Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°3, 2015, p. 66.

³²² Archives non classées du CTDEE, dossier « Conférences organisées par l'Ateneo », 7 p.

Bien qu'elles en constituent l'activité principale, l'association ne fait pas qu'organiser des conférences. Une section récréative est fondée dans le but de réunir les courants de l'exil dans une ambiance familiale. L'Athénée reprend la tradition espagnole des *giras*, largement perpétuée sur le territoire français par les libertaires depuis la Libération. Ces excursions ont lieu aux beaux jours dans tout le Sud-Ouest. Des dizaines de personnes, parfois plus d'une centaine, partent ainsi en cars et se retrouvent dans les campagnes de l'Hérault, autour du lac de Saint-Ferréol en Haute-Garonne ou encore dans des villes comme Castres ou Pau. Cette branche de l'association organise aussi des concerts, des bals, des projections de films ou encore la soirée du 24 décembre où les exilés se rassemblent pour fêter la veillée de Noël sans réelle connotation religieuse³²³. Les jeunes prennent une place importante dans la section récréative et utilisent cette plateforme pour répondre aux problématiques auxquelles ils font face : invitations au planning familial ; rencontres avec des objecteurs de conscience ; échanges avec des étudiants étrangers (notamment brésiliens et mexicains)³²⁴. Étant donnée la prédominance des libertaires dans l'Athénée espagnol toulousain, il n'est pas étonnant que les jeunes participent activement à la sensibilisation à la contraception ou organisent des discussions autour de la question de l'avortement. Pour eux, l'intime est aussi un espace politique. Il est donc nécessaire d'aborder ces problématiques et de lever des tabous qui, dans les années 1960, sont encore très prégnants y compris au sein de l'exil espagnol, qu'il soit libertaire ou non. L'association fonde aussi une bibliothèque dans ses locaux, toujours selon l'idée que la culture est un vecteur d'émancipation individuelle et collective³²⁵. Les rayons sont remplis d'ouvrages provenant de dons des membres, de particuliers extérieurs mais aussi de la CNT en exil qui fournit de nombreux livres. Pour être plus précis, c'est la section propagande de la centrale anarcho-syndicaliste qui participe à remplir les étagères de cette bibliothèque. Il est difficile d'estimer l'importance de ce phénomène, mais il est très probable que des volumes soient engagés voir même édités par le syndicat en exil³²⁶.

Même si le règlement intérieur stipule que l'Athénée est une entité apolitique, force est de constater que les anarchistes sont aussi bien représentés dans les conférences organisées que dans les ouvrages disponibles dans sa bibliothèque. Si l'association rassemble effectivement les différentes tendances de l'exil, elle est aussi un important outil de promotion politique pour les

³²³ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°3, 2015, p. 59.

³²⁴ *Ibid*, p. 60.

³²⁵ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

³²⁶ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°3, 2015, p. 62.

anarchistes. Plus que cela, ses locaux vont servir d'espace d'échanges aux deux courants de la CNT en exil, une sorte de terrain neutre où la réunification peut être discutée.

2. *L'Athénée espagnol toulousain, creuset d'une réunification nécessaire mais éphémère :*

Depuis la fin des années 1950, la scission de la CNT en exil est de plus en plus dénoncée par les bases militantes des deux tendances à l'heure où les effectifs s'étiolent³²⁷. Ce sont les partisans de la CNT dite « politique » qui, les premiers, revendiquent publiquement leur volonté de réunifier la centrale syndicale. Pour redynamiser la lutte antifranquiste et pérenniser l'action politique et culturelle menée sur le territoire français, l'union confédérale devient nécessaire. À travers une intense activité éditoriale, des membres de la fraction minoritaire de la CNT en exil interpellent les militants et les cadres anarcho-syndicalistes depuis le milieu des années 1950. Le bulletin *Antena confederal*, édité à partir de 1955, ou le journal *Uno* sont autant d'espaces créés afin de revendiquer la nécessité de la réunification³²⁸ :

« Avant la création de l'Ateneo, c'étaient des divisions profondes, l'esprit et la vie militante étaient enracinés d'une telle manière qu'il était difficile de parler, au sein même de la CNT, à quelqu'un de la scission³²⁹. »

Il faut bien comprendre que depuis les premières années de l'exil, de nombreuses tensions se développent entre les membres des deux tendances. La fraction « apolitique » est présentée comme un mouvement statique marqué par une orthodoxie bornée qui empêche toute initiative novatrice. De son côté, la tendance « politique », accusée de collusion avec les réformistes, rassemblerait les éléments les plus médiocres de l'anarcho-syndicalisme espagnol, « ceux qui ont volé dans la caisse » avant la scission³³⁰. La réunification, plébiscitée par les bases militantes à la fin des années 1950, n'a rien d'évident à première vue d'autant plus que ce processus, qualifié « d'absorption » par Ángel Herrero López, s'achève quand la CNT « politique » accepte les conditions de la CNT « apolitique »³³¹. François Guinchard décrit

³²⁷ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *op. cit.* 1994, p. 503.

³²⁸ *Ibid.*, p. 504.

³²⁹ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

³³⁰ *Ibid.*

³³¹ Ángel HERRERÍN LÓPEZ, «La CNT durante el franquismo: clandestinidad y exilio (1939-1975)», Madrid, Siglo XXI, 2004, p. 339.

comment les cadres des deux fractions arrivent à s'accorder³³². Cependant, pour bien appréhender ce processus, il est nécessaire de s'intéresser aux efforts fournis par les bases militantes qui le rendent possible à travers des projets comme l'Athénée espagnol toulousain. La prédominance des libertaires dans l'association leur permet d'en faire un espace d'échanges privilégiés entre les militants des deux tendances de la CNT en exil.

« Les républicains il y en a mais c'est une poignée de bonhommes, plutôt sympathiques d'ailleurs. Sous couverts de réunir toutes ces tendances, ça va permettre à la masse, et surtout aux CNT révolutionnaires et réformistes, de se trouver dans un terrain neutre avec des socialistes qui viendront très peu parce qu'ils sont beaucoup moins nombreux. Une des choses les plus importantes à rappeler dans la création de l'Ateneo, c'est ça »³³³.

L'Athénée sert aussi de plateforme pour rassembler les tendances de la CNT en exil. Les conférences deviennent des espaces de discussions, les *giras* et toutes les activités mentionnées plus tôt permettent aux militants des deux fractions de se fréquenter et d'échanger sur un terrain neutre. Ils collaborent même dans la gestion administrative de l'association puisque dans le premier bureau composé en 1960 le secrétaire Ramon Liarte, affilié à la tendance « politique » est accompagné de José Peirats, membre de la tendance « apolitique » qui occupe le poste de secrétaire-adjoint. Il faut insister sur le fait que la réunification de la CNT en exil n'est réellement actée qu'en août 1960 lors du premier congrès intercontinental des fédérations locales. Les bases militantes des deux tendances votent une résolution qui prévoit la dissolution des organes de la CNT « politique » et la réincorporation de ses membres dans les fédérations locales de la CNT « apolitique » de leur lieu de résidence. Le rythme de ce processus d'unification n'est pas précisé et une certaine autonomie est laissée aux organisations politiques locales³³⁴. La réunification de la centrale anarcho-syndicaliste est relativement progressive et peut prendre des temps et des formes différentes selon les fédérations. Le fait que l'Athénée constitue un terrain neutre pour permettre les discussions entre les partisans des deux tendances de la CNT en exil prend tout son sens. L'association devient un outil efficace pour assurer la réincorporation des militants réformistes dans la fédération « apolitique » toulousaine.

³³² François GUINCHARD, *art. cit.*, 2017.

³³³ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

³³⁴ Geneviève DREYFUS-ARMAND, *op. cit.* 1994, p. 506.

À Paris, les cafés sont des lieux privilégiés d'échanges entre les membres des deux tendances. Le Point du jour, fréquenté par les anarchistes espagnols, devient un espace où les partisans des deux CNT peuvent se fréquenter. Ces rencontres informelles permettent d'assurer, malgré les grandes divisions qui marquent le mouvement libertaire en exil, un « certain type de cohabitation »³³⁵. Le processus de réunification entamée à la fin des années 1950 est rendu possible grâce à la création par la base militante de terrains neutres. À travers l'Athénée espagnol toulousain ou les cafés parisiens, les militants des deux tendances se côtoient et échangent. Ces espaces deviennent le creuset de la réincorporation des membres de la fraction « politique ». En septembre 1961, le congrès de Limoges officialise l'unité retrouvée. Elle est accueillie avec beaucoup d'enthousiasme dans l'association comme dans la plupart des fédérations locales de la CNT en exil³³⁶. Comme le cours Dillon à la Libération, l'Athénée espagnol toulousain répond aux besoins de l'exil libertaire à une période donnée. Il ne s'agit plus de créer un espace qui, entre autres, permette aux réfugiés de trouver un travail ou un logement puisque ceux-ci sont désormais bien installés sur le territoire français. La CNT en exil, dont les effectifs s'effondrent depuis le milieu des années 1950, doit recréer une unité du mouvement afin d'assurer sa survie et la pérennité de son action politique. Ce processus impulsé par les bases militants des deux fractions permet, au moins sur le court terme, de dépasser les profondes inimitiés qui s'étaient développées depuis la scission de 1945. Pourtant, très vite, les tensions réapparaissent. Au congrès de 1963, Germinal Esgleas, ancien secrétaire de la CNT « apolitique » et mari de Federica Montseny, récupère son mandat. Le mouvement de jeunesse de l'organisation, la FIJL, lance une série d'accusations envers le clan Esgleas-Montseny : manipulation des votes, censure d'une partie de la presse libertaire et détournement de fonds³³⁷. La crise du *cincopuntismo* achève le démantèlement de l'unité confédérale. En juillet 1965, des accords (en cinq points) sont signés entre des membres de la CNT de l'Intérieur et le Syndicat vertical, seule organisation syndicale autorisée dans l'Espagne de Franco. Les anciens partisans de la fraction « apolitique » y voient une haute trahison tandis qu'une partie de l'ancienne fraction « politique », sans complètement soutenir l'initiative, salue le courage des militants de l'Intérieur³³⁸. Dans les mois et les années qui suivent, les divisions se creusent et les confrontations s'intensifient. Une bagarre éclate lors du congrès de Montpellier en août 1965, une purge est mise en place pour pousser vers la sortie ceux qui soutiennent l'initiative de la CNT de l'Intérieur. Certaines figures emblématiques du mouvement sont exclues ou quittent la

³³⁵ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, 2015, p. 24.

³³⁶ François GUINCHARD, *art. cit.*, p. 4.

³³⁷ Ángel HERRERÍN LÓPEZ, *op. cit.*, p. 249.

³³⁸ François GUINCHARD, *art. cit.*, p. 10.

centrale syndicale comme José Peirats ou Roque Santamaría en 1967, pourtant anciens partisans de la tendance « apolitique » :

« Elle n'était plus cet outil parfaitement affûté de lutte collective où s'exerçait la démocratie directe, mais l'instrument rouillé d'une bureaucratie dont la logique d'appareil s'appuyait sur une base étriquée de vieux grognards repliés sur les saints préceptes d'une orthodoxie recuite »³³⁹.

Freddy Gomez décrit ici la vision qu'ont une partie des jeunes militants libertaires (qu'ils soient de la FIJL ou non) concernant l'état de la centrale anarcho-syndicaliste dans les années 1960. Certains pensent même que la CNT en exil reproduit en son sein les mêmes schémas qu'elle dénonce chez les communistes espagnols³⁴⁰. Pour eux, l'exclusion de membres ou la manipulation des votes lors des Congrès sont autant d'éléments qui rappellent les procédés employés par les « staliniens ». L'euphorie de la réunification de 1961, issue de « la conjugaison des efforts [qui] ne pouvait qu'accroître le potentiel global de la lutte »³⁴¹, est donc éphémère. Les années 1960, traversées par cette volonté de réunir les forces de l'exil puis, rapidement, par une nouvelle scission, sont aussi marquées par l'arrivée d'une nouvelle génération de militants. C'est dans ce contexte politique tendu qu'ils vont tenter de renouveler des pratiques perçues comme statiques tout en s'appropriant les problématiques particulières auxquelles ils font face.

³³⁹ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, 2015, p. 193.

³⁴⁰ *Ibid*, p. 192.

³⁴¹ Freddy GOMEZ, *Dédicaces, un exil libertaire espagnol (1939-1975)*, Rue des Cascades, 2018, p. 147.

Chapitre II

Pratiques politiques et renouveau générationnel dans une décennie de contestation (1959-1975)

Politiquement, socialement ou économiquement, l'exil libertaire des années 1960 est très différent de celui de l'immédiat après-guerre. La disparition des militants les plus âgés ou les plus fragiles, l'installation et l'intégration des réfugiés espagnols, libertaires ou non, bouleversent les activités menées par les organisations politiques, CNT en tête. Les dissensions et les inimitiés qui réapparaissent au sein de la centrale anarcho-syndicaliste n'arrangent pas les choses. Bien que les anarchistes exilés restent très actifs, il semble de plus en plus difficile de distinguer cette petite Espagne libertaire, d'autant plus que les espaces de socialisation culturelle et politique se rétrécissent. Les *giras*, excursions qui permettent de pérenniser cette identité particulière, se font de plus en plus rares et rassemblent de moins en moins de personnes :

« Et puis bon, ce qui a tué un peu tout ça, c'est la bagnole. Les années 1960, c'est le début des années où les camarades commencent à avoir des voitures. Cette combinaison de la situation de la CNT à l'époque et du progrès, entre guillemets, change alors beaucoup de choses³⁴². »

Des facteurs exogènes peuvent expliquer cet état de fait. Avec le développement de la société de consommation, la plupart des ménages dispose désormais d'une voiture. En 1965, 47,5% d'entre eux en possèdent au moins une. Ils n'étaient que 21% en 1953³⁴³. Même si ces données ne correspondent pas à l'exil libertaire, elles illustrent une dynamique. En accédant à cette consommation qui permet aux militants de s'autonomiser, les réseaux de solidarité et de socialisations formés depuis le début de l'exil semblent s'atomiser peu à peu. Le constat d'échec de l'*Ateneo* à la fin des années 1960 est ainsi expliqué par « la culture française des jeunes, le conflit de générations, la société de consommation, le manque réel d'intérêt de chacun »³⁴⁴. Les plus jeunes sont en effet bien plus intégrés que leurs aînés dans la société française. Certains sont nés en Espagne, d'autres en France, mais ils ont tous été scolarisés dans les écoles françaises. Dans les milieux militants, les jeunes libertaires issus de l'exil sont beaucoup plus

³⁴² Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

³⁴³ Thierry MÉOT, « L'industrie automobile en France depuis 1950 : des mutations à la chaîne » dans le Dossier - L'industrie automobile en France depuis 1950, INSEE, 2009, p. 110.

³⁴⁴ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, n°3, 2015, p. 67.

proches de leurs camarades français. Ils peuvent s'engager dans des organisations ou des groupes fondés par des Français, comme la Fédération anarchiste, fondée en 1953. Les réfugiés anarchistes sont pour la plupart très enthousiastes de voir leurs enfants intégrer l'école française. Pourtant, cette double culture des jeunes militants libertaires issus de l'exil est parfois perçue comme un élément qui les éloigne de l'Espagne et de la lutte à mener. Ce sont pourtant eux qui revendiquent la nécessité de l'action directe. Lors du congrès de la CNT en exil à Limoges en 1961, Defensa Interior (DI) est fondé. Il s'agit d'un organe secret créé dans le but de coordonner la lutte armée contre le franquisme. Il faut, pour la CNT en exil, pouvoir concilier l'existence légale de l'organisation et le soutien apporté aux guérilleros. Des jeunes militants comme Juan Pintado ou Octavio Alberola, exilés au Mexique puis en France, s'engagent activement dans l'organisation d'actions de harcèlement contre les intérêts du régime espagnol tout en manifestant leur solidarité à l'égard des prisonniers politiques³⁴⁵. DI marque cette volonté de rupture d'une partie de la nouvelle génération de libertaires issus de l'exil « convaincus par la preuve cubaine que l'action armée d'une minorité peut abattre une dictature »³⁴⁶. L'exécution de Francisco Granado (exilé dans le Gard) et de Joaquín Delgado (exilé en Isère), tous deux membres de la FIJL s'étant rendus sur le territoire espagnol afin de continuer la lutte armée, provoque la dissolution de DI par la CNT en 1963³⁴⁷. Après la dissolution de DI, certains reprennent la lutte armée de 1966 à 1968 au sein du groupe *Primero de Mayo*³⁴⁸. Ces initiatives inspirent de jeunes anarchistes français qui font leurs premières armes auprès des libertaires issus de l'exil. Le *Movimiento Ibérico de Liberación* (MIL) ou les Groupes d'action révolutionnaires internationalistes (GARI) sont autant d'espaces de lutte où les jeunes militants français et espagnols se côtoient. Dans son ouvrage autobiographique, Floréal Cuadrado relate son parcours militant : ancien des GARI, il se spécialise dans la fabrication de faux documents d'identité. Dans ces réseaux clandestins, il croise Jean-Marc Rouillan qui, fort de son expérience au sein de ces groupuscules où les libertaires espagnols sont nombreux, fonde Action directe (AD) en 1979³⁴⁹.

Ce sont donc bien les jeunes militants qui remettent en cause la stratégie immobiliste de la centrale syndicale et la lutte armée n'est qu'un exemple, certes frappant, mais marginal de ce phénomène. Lors des congrès de la CNT en exil, comme en 1963, ce sont les jeunes de la FIJL

³⁴⁵ Hughes LENOIR, « Notice ALBEROLA SURINACH Octavio (dit El Largo) [Dictionnaire des anarchistes] » dans Le Maitron, 2014, source web : <https://maitron.fr/spip.php?article154863> (consulté le 6 mai 2022).

³⁴⁶ François GUINCHARD, *art. cit.*, p. 5.

³⁴⁷ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, 2015, p. 219.

³⁴⁸ *Ibid.*, p. 220.

³⁴⁹ Pour aller plus loin, voir Floréal CUADRADO, *Comme un chat ; souvenirs turbulents d'un anarchiste, faussaire à ses heures, vers la fin du XXe siècle*, Éditions du Sandre, 2015, 680 p.

qui dénoncent les pratiques des anciens militants comme Federica Montseny et Germinal Esgleas, très bien ancrés dans l'organisation politique depuis sa refondation en France. Il faut insister sur le fait que les plus jeunes cherchent en fait, à travers la FIJL, à conserver leur autonomie et à revendiquer leur place au sein du mouvement libertaire en exil. Des concentrations sont organisées par le mouvement de jeunesse tous les étés à Aymare depuis le milieu des années 1950. Des centaines de membres de la FIJL (presque tous espagnols) s'y réunissent, échangent et coexistent pendant quelques jours ou semaines³⁵⁰. Dans les années 1960, les concentrations rassemblent aussi des jeunes libertaires européens comme au lac de Côme en 1967. Beaucoup sont espagnols, d'autres français (dont Daniel Cohn-Bendit) ou italiens³⁵¹. À travers ces événements, les militants les plus jeunes du mouvement libertaire espagnol en exil affirment leur autonomie et cherchent à s'ouvrir et à construire un réseau composé de membres de plusieurs pays d'Europe. L'activité politique qu'ils mènent et les différents projets réalisés visent à «secouer le cocotier» d'une organisation qu'ils considèrent comme statique³⁵². Ils vont ainsi tenter d'innover dans ce contexte social et politique particulier des années 1960 qu'Henri Mendras qualifie de « Seconde Révolution française »³⁵³, marqué par l'émergence de la jeunesse comme un groupe social distinct et par la désacralisation des grandes institutions³⁵⁴. Ces dynamiques, qu'Henri Mendras décrit en analysant la place de la jeunesse française dans les années 1960, s'appliquent aussi à la jeunesse libertaire issue de l'exil espagnol. Parfois associés dans la pensée révolutionnaire à une forme de régénérescence presque messianique, les mouvements de jeunesse peuvent être glorifiés, « allou[ant] aux jeunes des propriétés singulières »³⁵⁵. Il faut aussi s'arrêter sur la manière dont ils sont perçus au sein de l'exil, notamment pendant les événements de mai-juin 1968.

³⁵⁰ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

³⁵¹ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

³⁵² *Ibid.*

³⁵³ Henri MENDRAS, *La Seconde Révolution française. 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1988, 464 p.

³⁵⁴ Alain VERGNIOUX et Jean-Marc LEMONNIER, « Les adolescents des années soixante : salut les copains ! », *Le Télémaque*, n°38, 2010, p. 88.

³⁵⁵ Ludivine BANTIGNY et Ivan JABLONKA, « Le mot « jeune », un mot de vieux ? La jeunesse du mythe à l'histoire », dans : Ludivine BANTIGNY éd., *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle*. Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « Le Noeud Gordien », 2009, p. 5-18.

1. Innovation politique, innovation graphique : l'exemple du A cerclé

L'iconographie révolutionnaire du XX^e siècle reste aujourd'hui un champ de recherche peu étudié. Mise à part l'héraldique soviétique³⁵⁶ et quelques travaux portant sur l'iconographie des partis communistes européens³⁵⁷, l'analyse des symboles révolutionnaires et de leur signification dans la pratique politique du XX^e siècle n'est que très peu développée. Ce phénomène pourrait s'expliquer par le fait que « les mouvements d'inventivité symbolique révolutionnaire sont rares au XX^e siècle »³⁵⁸ mais aussi et surtout par ce qu'Alexandre Dézé appelle la « myopie conceptuelle »³⁵⁹, à savoir les points aveugles des sciences sociales vis-à-vis des images fixes et des symboles. Les mouvements anarchistes ou anarcho-syndicalistes disposent de leur propre palette symbolique et graphique qui se développe tout au long du XX^e siècle. Le drapeau noir, s'opposant au drapeau tricolore et au drapeau rouge, apparaît dans la CNT espagnole des années 1930, s'inspirant notamment du drapeau noir symbolisant le deuil à la suite de la semaine sanglante de mai 1871 ou encore des drapeaux des armées paysannes de Nestor Makhno. Le chat noir, pensé au début du XX^e siècle par Ralph Chaplin pour l'Industrial Workers of the World (IWW), est repris par la CNT pour symboliser l'anarcho-syndicalisme, la grève sauvage et le sabotage. Le A cerclé fait lui aussi partie intégrante de l'iconographie anarchiste et beaucoup de légendes circulent quant à ses origines et à sa signification. Certains y voient la représentation graphique de la maxime de Proudhon selon laquelle « l'anarchie c'est l'ordre » (le A dans l'O)³⁶⁰ alors que d'autres pensent y déceler une référence à la franc-maçonnerie, ou encore à l'Homme de Vitruve. Pourtant, son histoire est relativement récente puisque sa première apparition vérifiée et officielle a pu être localisée (à Paris) et datée (en 1964) grâce à un travail commun du Centre d'étude libertaires/Archives G. Pinelli de Milan et du Centre international de recherches sur l'anarchisme de Lausanne³⁶¹. Le A cerclé est issu d'une initiative des Jeunes Libertaires (JL) de Paris, groupe anarchiste où des jeunes militants issus de l'exil des années 1960 s'engagent.

³⁵⁶ Guillaume BOURGEOIS, « L'héraldique de la faucille et du marteau dans l'univers communiste », dans Turrel D. et al. (eds.), *Signes et couleurs des identités politiques du Moyen Âge à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, « Histoire », 2008, pp. 115-151.

³⁵⁷ Philippe BUTON, « L'adieu aux armes ? L'iconographie communiste française et italienne depuis la Libération », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 80, 2003, pp. 43-54.

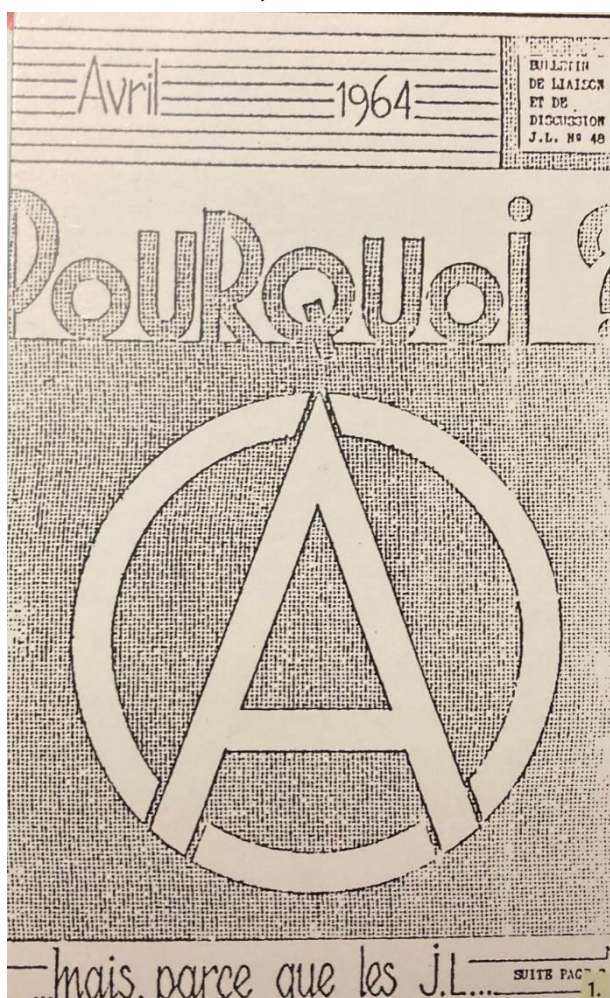
³⁵⁸ Philippe BUTON, « L'iconographie révolutionnaire en mutation », dans *Cultures & Conflits*, n°91-92, 2013, p. 44.

³⁵⁹ Alexandre DÉZÉ, « Pour une iconographie de la contestation », dans *Cultures & Conflits*, n°91-92, 2013, p. 15.

³⁶⁰ Cindy MISLSTEIN, *Anarchism and its Aspirations*, AK Press, 2010, p. 11.

³⁶¹ Amedeo BERTOLO et Marianne ENCKELL, *Histoire véridique d'un symbole*, Editions Alternatives, 2009, p. 6.

*Bulletin polycopié des Jeunes libertaires,
Paris, avril 1964 :*



A. Bertolo, M. Enckell, *Histoire véridique d'un symbole*, Editions Alternatives, 2009, p. 8.

La première apparition attestée du A cerclé se situe sur la couverture du bulletin Jeunes Libertaires d'avril 1964. Il s'agit d'un symbole proposé par deux jeunes militants du Comité de Liaison des Jeunes Anarchistes³⁶² (CLJA) : Tomás Ibáñez, fils d'exilés libertaires espagnols et René Durras. Le texte de présentation du A cerclé renvoie à un contexte politique particulier pour un mouvement anarchiste divisé. En effet, cette proposition iconographique est adressée à l'ensemble du mouvement anarchiste, espagnol ou français, et vise deux objectifs : « faciliter et rendre plus efficace les activités pratiques d'inscriptions et d'affichages » et « assurer une présence plus large du mouvement anarchiste aux yeux des gens, par un caractère commun à toutes les expressions de l'anarchisme »³⁶³.

Il reste difficile, encore aujourd'hui, d'affirmer de façon certaine la signification première du A cerclé. Inspiré du symbole de la campagne pour le désarmement nucléaire ? Autres sources d'inspiration ? Toujours est-il que le A cerclé répond à un contexte et à un besoin particulier. En effet, les années 1960 sont marquées par une évolution sociologique notable des militants composant le mouvement libertaire. Comme le souligne dans sa thèse Simon Luck, chercheur en sciences politiques, la Fédération anarchiste (FA), où les jeunes issus de l'exil sont nombreux, est à ses origines basée sur les « classes populaires et les militants ouvriers »³⁶⁴.

³⁶² Marianne ENCKELL, « Notice IBAÑEZ GRACIA Tomás, [Dictionnaire des anarchistes] » dans le Maitron, version mise en ligne le 11 mars 2014, dernière modification le 24 mai 2019, source web : <https://maitron.fr/spip.php?article156219> (consultée le 2 mai 2022).

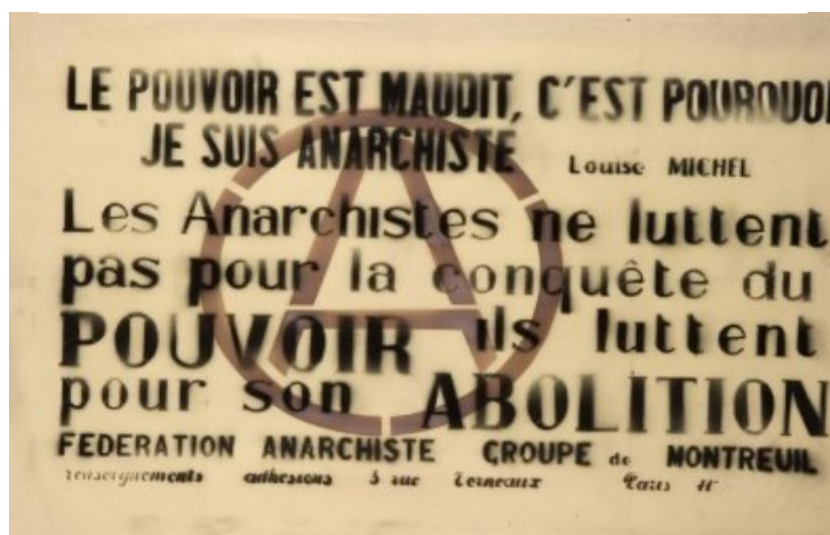
³⁶³ Amedeo BERTOLO et Marianne ENCKELL, *op. cit.*, p. 6.

³⁶⁴ Simon LUCK, *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine. Socialisations individuelles, expériences collectives et cultures politiques alternatives*, Science politique, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2008, p.172.

Au cours des années 1960, l'organisation s'ouvre aux classes moyennes avec l'arrivée « d'étudiants plus diplômés et souvent d'origine sociale moins modeste »³⁶⁵. Le A cerclé est un symbole proposé par ces jeunes libertaires de la classe moyenne s'étant engagés dans les années 1960. Il s'agit d'imaginer un symbole facile à reproduire qui ne soit associé à aucune organisation existante, laissant ainsi le loisir à chaque composante du mouvement anarchiste de l'utiliser comme une sorte de signature. Cet élément illustre l'autonomisation des jeunes libertaires issus de l'exil espagnol qui côtoient leurs camarades français dans différentes organisations et cherchent à créer un symbole qui dépasse l'affiliation à la CNT en exil. Celui-ci vise à rassembler un mouvement anarchiste profondément divisé et préfigure ainsi les innovations graphiques qui apparaîtront en mai 68.

Pourtant, la proposition du A cerclé faite en 1964 est un échec. En effet, le symbole ne se diffuse que très peu, se limitant à quelques groupuscules parisiens (comme la Liaison des étudiants anarchistes) et quelques groupes en région parisienne comme à Montreuil. De plus, le A cerclé n'est utilisé que pour signer quelques affiches ou tracts lors de grandes occasions. Dans les archives numérisées de la Fédération internationale des centres d'études et de documentation libertaires (Ficedl), il est possible de remarquer qu'en France entre 1964 et 1967 et mis à part le bulletin d'avril 1964 il n'existe d'occurrences du A cerclé qu'en 1965. Il s'agit d'une année particulière puisque pour la première fois sous la V^e République, les Français sont appelés à voter au suffrage universel direct à la suite du référendum de 1962.

Affiche produite par la FA, groupe de Montreuil, 1965 :



Sources : archive numérisée par la Ficedl du CIRA de Lausanne, dossier « Fédération Anarchiste, 1953-... », source web : <https://placard.ficedl.info/article4707.html> (consultée le 5 mai 2022)

³⁶⁵ *Ibid*, p. 172.

Dans l'ensemble, le mouvement libertaire appelle à ne pas voter considérant que « le pouvoir est maudit » et que le « vote est un leurre ». Le A cerclé sert de signature à un discours politique révolutionnaire quelques années avant l'important développement des mouvements gauchistes en région parisienne lors de Mai 68. Ce symbole représente alors bien la pratique politique de ces quelques dizaines de militants français et espagnols (bien que cela reste difficile à chiffrer), d'une FA relativement groupusculaire et de cet engagement récent d'étudiants de la classe moyenne qui participeront largement à la fondation du Mouvement du 22 mars (Tomás Ibáñez, Jean-Pierre Duteuil ou Daniel Cohn-Bendit militent tous trois à la FA). Evidemment, il est impossible d'affirmer que le A cerclé n'ait jamais été utilisé entre 1965 et 1967. Cela paraîtrait même hautement improbable. Il semble tout de même raisonnable d'affirmer que la proposition faite en 1964 « a fait un flop »³⁶⁶, mis à part pour quelques dizaines de jeunes libertaires de région parisienne lors de grands événements comme les présidentielles de 1965.

La diffusion du A cerclé illustre la construction de ce réseau international entamée par les jeunes libertaires issus de l'exil espagnol à la fin des années 1950 et pendant les années 1960. S'il semble difficile de parler d'Internationale anarchiste au vu des effectifs réduits et de l'absence d'institutions, il est important d'insister sur ces liens que tissent les groupes libertaires européens, notamment entre les Jeunes Libertaires et la Gioventù Libertaria de Milan. Pour préparer la Première Rencontre européenne des Jeunes Anarchistes qui se tient à Paris en avril 1966, Tomás Ibáñez voyage en Italie avec Octavio Alberola (de la FIJL). Ils rencontrent la Gioventù Libertaria³⁶⁷. Le A cerclé fait partie des pratiques qui vont se diffuser à travers les échanges entre les différents groupes libertaires européens. Les anarchistes milanais reproposent officiellement le symbole en 1966³⁶⁸. Cette fois-ci, la diffusion de celui-ci est un succès et se développe dans toute l'Italie dans les années qui suivent. Le symbole est alors souvent associé à l'iconographie antinucléaire ou à la pomme des Provos d'Amsterdam³⁶⁹. Les mouvements de mai 68 en Italie participent à la massification de l'utilisation du A cerclé même si le symbole est presque absent des manifestations estudiantines françaises à la même époque. À Milan, des murs entiers sont pour la première fois recouverts de cette iconographie particulière. Mai 68, en France ou en Italie, mène à un nouvel essor de l'imaginaire libertaire au niveau international : le A cerclé revient en France et s'y développe à partir du début des années 1970.

³⁶⁶ Entretien avec Amedeo Bertolo dans Amedeo BERTOLO et Marianne ENCKELL, *op. cit.*, p.9.

³⁶⁷ Marianne ENCKELL, « Notice IBAÑEZ GRACIA Tomás, [Dictionnaire des anarchistes] », *art. cit.*

³⁶⁸ Amedeo BERTOLO et Marianne ENCKELL, *op. cit.*, p. 10.

³⁶⁹ *Ibid*, p. 9.

À partir de la fin des années 1960, le développement du A cerclé dans les mouvements libertaires européens permet à différentes organisations de s'approprier un seul et même symbole, de signer indifféremment un discours que l'on soit membre de la FA ou de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA, issue d'une scission de la FA). L'objectif initial de 1964 semble rempli puisque la plupart des anarchistes adoptent le A cerclé. À travers sa diffusion, il devient aussi un marqueur idéologique et de distinction. Ce symbole est censé apporter une réponse iconographique et symbolique à ce que Philippe Buton appelle la « vague soviétique »³⁷⁰. Pour résumer, contre la faucille et le marteau, un A cerclé que tout le monde peut s'approprier et se réapproprier, un mélange de volonté consciente et de spontanéité que les anarchistes mettent en avant : l'iconographie devient l'illustration d'une pratique politique rejetant la hiérarchisation des organisations ou des militants, éléments structurants du Parti communiste français (et du Parti communiste d'Espagne) que les anarchistes n'hésitent pas à comparer au culte du chef et au pouvoir gaulliste.

Affiche de l'ORA de Nice, 1969 :



Sources : archive numérisée par la Ficedl du fonds d'archives communistes libertaires (FACL), Dossier « ORA : Organisation Révolutionnaire Anarchiste : 1967-1976 », source web : <https://placard.ficedl.info/article10145.html> (consulté le 6 mai 2022)

³⁷⁰ Philippe BUTON, *art. cit.*, 2013, p. 44.

Sur l’affiche-ci-dessus, le A cerclé est utilisé dans une affiche de l’ORA. Le Parti communiste et la CGT y sont présentés comme les alliés objectifs du gaullisme, symbolisé par la croix de Lorraine, dans leur lutte contre les mouvements anarcho-syndicalistes à travers la métaphore du drapeau noir brisé par ces deux bras d’un même corps.

En utilisant l’exemple du drapeau noir ou rouge et noir, Philippe Buton illustre comment un symbole peut être utilisé pour affirmer une affiliation à un anarchisme traditionnel ou à une fusion entre anarchisme et marxisme³⁷¹. Il en va de même pour la A cerclé. Proposé sur un fond noir en 1964 et repris de la même couleur en 1966, il apparaît rapidement en rouge à travers la pratique de groupes anarchistes marxisants. Au début des années 1970 Ferro Piludu, graphiste italien, reprend ainsi le A cerclé noir et le remplit en rouge³⁷². Ainsi, il existe en fait de nombreux A cerclés. Bien que cela semble aller à l’encontre de l’objectif initial posé par Tomás Ibáñez, le symbole devient aussi un marqueur de distinction au sein même des mouvements anarchistes.

Dans les années 1970, l’utilisation de ce symbole se massifie. D’un point de vue purement pratique, la démocratisation de la bombe de peinture à spray et l’avènement du graffiti à la fin des années 1960 jouent un rôle dans l’histoire de ce symbole. De même, le développement ultérieur de nombreux mouvements culturels (et en soit, politiques) tels que le punk (aux accents libertaires par ailleurs) et le hip-hop sont autant de vecteurs de diffusion du A cerclé. L’analyse de ses origines et de sa diffusion permet de considérer cette innovation iconographique comme faisant partie d’un processus d’affirmation et de revendication de la part des jeunes libertaires au sein de l’exil qui n’hésitent pas à contester les choix et le modèle d’organisation de la centrale anarcho-syndicaliste. En un sens, les raisons qui ont mené à la création du A cerclé par ces réseaux constitués d’anarchistes français ou issus de l’exil préfigurent les événements de mai 68 où la jeunesse prend une place importante et où cette nouvelle génération de militants fait irruption dans le champ politique.

³⁷¹ *Ibid*, p. 37.

³⁷² Amedeo BERTOLO et Marianne ENCKELL, *op. cit.*, p. 32.

2. Mai 68, l'émergence d'une nouvelle génération de militants :

Pour beaucoup de jeunes militants, libertaires issus de l'exil espagnol ou non, les événements de mai 68 constituent un véritable « baptême du feu »³⁷³. Il est d'ailleurs important de rappeler qu'ils ne se limitent pas au seul mois de mai mais s'étalent jusqu'en juin de l'année 1968³⁷⁴. Concernant le mouvement lycéen qui se développe tout au long de cette période de contestations, il se structure autour des Comités d'action lycéens (CAL) qui apparaissent fin 1967 et se mobilisent contre la guerre du Viêt Nam³⁷⁵. Si la CNT en exil ne joue pas de rôle direct dans l'organisation des manifestations ou des actions menées, il est intéressant de souligner que l'un des premiers CAL est fondé grâce à une rencontre, dans les locaux de la centrale anarcho-syndicaliste, entre des jeunes libertaires (certains issus de l'exil comme Freddy Gomez) et des militants trotskistes français, tous élèves au lycée Michelet. À Paris, en novembre 1967, Gaston Leval, militant anarchiste et historien de la révolution sociale de 1936, est invité à intervenir dans le cadre d'une conférence abordant la vie et l'héritage des travaux de Mikhaïl Bakounine. À cette occasion, Freddy Gomez rencontre ces jeunes trotskistes de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). De cet entretien ressort la volonté de « conjuguer [les] efforts pour mettre en branle, à Michelet, une structure souple d'action commune »³⁷⁶. Un CAL se forme donc en décembre 1967 au lycée Michelet et rassemble les minorités politiques de l'établissement. Comme leurs parents, les libertaires du CAL issus de l'exil n'ont aucun contact avec les militants des Jeunesses communistes (JC), considérés comme stalinien. En parallèle, et pendant tout le début de l'année 1968, ils vont tenter de créer un rapport de force avec l'administration d'un lycée où, comme dans beaucoup d'autres, il n'est pas toléré d'exprimer une opinion politique : « le monde change, le lycée lui reste napoléonien »³⁷⁷. L'occupation de la cour de la Sorbonne le 3 mai et les affrontements du 4 mai encouragent les militants du CAL de Michelet à occuper leur lycée³⁷⁸. Cette volonté naît aussi des réunions auxquelles ils participent au 79 rue Saint-Denis, local tenu par des libertaires espagnols de la fraction « politique ». Il est en effet devenu le quartier général du groupe anarchiste Noir et Rouge, où milite Daniel Cohn-Bendit (anciennement Liaison des étudiants anarchistes). Une des salles de la CNT en exil devient un espace privilégié de rencontres pour les libertaires

³⁷³ Daniel PINÓS BARRIERAS, « Impasse de la Quarantaine » dans *Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècles*, 2018, n°9-10, p. 208

³⁷⁴ Alain MONCHABLON, « Ludivine Bantigny, 1968, de grands soirs en petits matins, Paris, Seuil, (l'Univers Historique), 2018, 450 p. », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2018, n°127-128, p. 96.

³⁷⁵ Robi MORDER, « Le lycéen, nouvel acteur collectif de la fin du XXe siècle » dans Pierre CASPARD et al, *Lycées, lycéens, lycéennes, deux siècles d'histoire*, Paris : Institut national de recherche pédagogique, 2005, p. 350.

³⁷⁶ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, 2015, p. 71.

³⁷⁷ Didier LESCHI, « Mai 68 et le mouvement lycéen » dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°11, 1988, p. 260.

³⁷⁸ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, 2015, p. 81.

français ou pour ceux issus de l'exil. Elle constitue aussi une plateforme où étudiants et lycéens peuvent échanger autour de leurs stratégies et de leurs pratiques (notamment l'occupation de locaux). Daniel Cohn-Bendit, qui avait participé aux concentrations anarchistes organisées par la FIJL, devient une figure emblématique du mouvement étudiant. Cet élément met en lumière l'importance du rôle de formation politique que peuvent avoir les organisations rattachées à la CNT en exil et la performativité des réseaux créés par celle-ci tout au long de son action sur le territoire français.

Mai 68, c'est aussi un mouvement étudiant dont l'épicentre se trouve dans la Faculté occupée de la Sorbonne. Pour les libertaires, il y a dans l'organisation et les stratégies adoptées par ce mouvement, une véritable dimension anarchiste. La spontanéité et le désordre sont mis en avant comme des moyens de briser les carcans des formations politiques de gauche considérées comme des « charpente[s] paralysante[s] »³⁷⁹. Les libertaires y voient une occasion de marquer une véritable rupture avec l'autorité gaulliste et le système capitaliste. La mobilisation étudiante, qui marque l'irruption des jeunes en tant que groupe social distinct dans le rapport de force construit en opposition aux autorités, est aussi perçue par les libertaires comme un espace où les communistes n'ont pas d'emprise : « on ne sait pas ce que dit le PCE, chacun fait comme il veut, les PC sont dépassés, ce n'est pas logique pour eux que le mouvement étudiant petit-bourgeois déclenche de tels événements »³⁸⁰. Les cortèges et les rues parisiennes sont en effet remplis de sigles alors inconnus du grand public appartenant à des formations politiques qui existent pourtant depuis le début des années 1960 (PCMLF, JCML, OCI...). Mai 68 marque l'apparition dans l'espace public de nombreuses organisations « gauchistes »³⁸¹, terme que certains militants anarchistes s'approprient. C'est le cas de Daniel Cohn-Bendit qui présente, près de cinquante ans après la publication de l'ouvrage de Lénine *La Maladie infantile du communisme*, le gauchisme comme le « remède à la maladie sénile du communisme »³⁸². Ce concept, qui occulte la diversité des groupes politiques engagés dans cette mobilisation en 1968 (trotskistes, maoïstes, libertaires...), permet tout de même de les rassembler dans une opposition frontale au Parti communiste français et, pour les anarchistes espagnols, au PCE. Ces organisations sont considérées comme réformistes ou stalinienne,

³⁷⁹ Carlos CLAMOTE CARRETO, « « Mai 68 ou l'imagination paradoxale » dans Carnets, Deuxième série, n°16, 2019, p. 4.

³⁸⁰ Isabel YAÑEZ « Vol au-dessus d'un château en Espagne », dans Exils et migrations ibériques aux XXe et XXI siècles, n°9-10, 2018, p. 329.

³⁸¹ Philippe BUTON, Histoire du gauchisme. L'héritage de Mai 68, Paris, Perrin, 2021, p. 11.

³⁸² Daniel COHN-BENDIT, *Le Gauchisme remède à la maladie sénile du communisme*, Paris, Seuil, 1968, 297 p.

trahissant l'idée même de révolution dont les modalités varient selon les formations politiques³⁸³.

« En attendant, les événements de 68 réjouissaient mon père. Les “Prenez vos désirs pour des réalités”, “Soyez réalistes, demandez l'impossible” lui rappelaient la Barcelone de l'été 36 : l'effervescence de la rue, joyeuse, fraternelle, les cafés bondés, les prolos dans les hôtels de luxe, les grappes de garçons et filles en mono, foulard rouge autour du cou, les véhicules roulant à 100 à l'heure, le mépris de l'argent et des bijoux, les collectivisations, la révolution en marche en somme »³⁸⁴.

Jeunes et moins jeunes participent aux grèves au moment où le mouvement ouvrier se joint aux contestations portées par les étudiants. Cette pratique prend une signification particulière pour les anarchistes espagnols et leurs descendants. Pour une partie d'entre eux, ils revivent la révolution sociale de 1936 à travers l'engagement de leurs enfants. Même quand elle n'est que symbolique, la grève est tout de même encouragée. Dans les petites entreprises, les libertaires espagnols, parfois très peu nombreux, cessent de travailler « pour marquer le coup [...] l'affaire d'une journée³⁸⁵ ». Si le mouvement étudiant se développe essentiellement en région parisienne, les grèves ont lieu dans toute la France. Daniel Pinós Barrieras, fils d'exilés libertaires et militant de l'ORA, raconte la grève du 23 mai à Villefranche-sur-Saône (dans le département du Rhône) où 6000 travailleurs de plus de 70 entreprises quittent leur poste et se retrouvent dans les rues de cette petite ville. Il raconte que, pour la première fois, « complètement bouleversé », il « partageai[t] une lutte sociale avec [son] père »³⁸⁶. Jusque-là, les jeunes anarchistes issus de l'exil, nés dans les années 1940 et s'étant engagés dans différentes organisations politiques (françaises ou espagnoles) n'avaient pas connu de mouvement social de grande ampleur. Les accents libertaires que prend la mobilisation ou tout du moins la manière dont elle est vécue constituent un moment particulièrement fort pour eux, comme un passage de flambeau de la vieille garde, largement critiquée par la FIJL, à la nouvelle génération³⁸⁷.

³⁸³ Stéphane COURTOIS et Marc LAZAR, *Histoire du Parti communiste français*, Presses universitaires de France, 2022, p. 479.

³⁸⁴ Serge BARBA, « Le pays d'où je viens » dans *Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècle*, n°9-10, 2018, p. 23.

³⁸⁵ Entretien avec Manuel Rodriguez, *op. cit.*

³⁸⁶ Daniel PINÓS BARRIERAS, *art. cit.*, p. 207.

³⁸⁷ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, 2015, p. 101.

Dans un premier temps, les jeunes anarchistes issus de l'exil sont très largement soutenus par leurs parents. La spontanéité du mouvement et les différentes formes qu'il prend (occupation d'usines, de lycées, de Facultés, grèves...) font ressurgir l'utopie révolutionnaire dans le champ politique. Pour les exilés de 1939, c'est « maintenant ou jamais »³⁸⁸. Il s'agit alors d'un moment profondément formateur pour ces militants qui, pour la première fois, s'initient concrètement à « l'analyse des rapports de forces, à l'art rhétorique, à la pratique de l'action directe et à la pensée stratégique »³⁸⁹. Pour eux, Mai 68, cette unité de temps relativement courte, c'est aussi l'expérience de la violence en politique que ce soit dans l'occupation des lycées (avec les tentatives de l'administration et de la police d'expulser les occupants), des Facultés ou dans les manifestations. La pratique de la violence reste perçue comme légitime par la plupart des anarchistes mais une partie d'entre eux la considèrent comme inhérente à la pratique du pouvoir, d'autant plus quand elle organisée selon une logique militariste telle que promue par certaines formations gauchistes, maoïstes en tête³⁹⁰. La violence n'est pas réellement dénoncée en tant que telle. Ce sont ses modalités qui sont remises en question par des jeunes libertaires qui, pendant les assemblées générales, prennent parfois la parole pour dénoncer le fait que « ce n'est pas seulement le pouvoir qui est contre-révolutionnaire [...] c'est aussi le fusil »³⁹¹. La rigueur et la centralisation des décisions revendiquées comme modèle d'organisation par certaines formations gauchistes sont critiquées par certains jeunes libertaires issus de l'exil qui, par leur socialisation primaire et leur éducation politique, gardent en mémoire sans l'avoir vécue la répression des milices anarchistes pendant la guerre d'Espagne. Les affrontements entre forces de police et manifestants inquiètent bon nombre de parents d'autant plus que les autorités mettent en place des centaines d'opérations d'expulsions arbitraires de militants étrangers³⁹². Des figures du mouvement comme Daniel Cohn-Bendit sont ainsi expulsées du territoire. Cette répression inquiète les libertaires espagnols (notamment les parents) qui, malgré leur installation et leur intégration dans la société, ont peur d'en être victimes et de vivre un second exil.

Pour les plus âgés aussi, la mémoire des journées de mai 1937 est encore vive, même après des décennies passées en exil. Les affrontements violents qui ont lieu à Paris et en régions comme à Sochaux (où un gréviste est tué par un CRS et un autre, déséquilibré par une grenade,

³⁸⁸ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

³⁸⁹ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, 2015, p. 95.

³⁹⁰ Mathieu DEJEAN, « Comment le maoïsme a séduit une partie de la jeunesse des années 68 en France », Les Inrockuptibles, 9 mars 2018, source web : <https://www.lesinrocks.com/livres/comment-le-maoisme-seduit-une-partie-de-la-jeunesse-des-annees-68-en-france-137869-09-03-2018/> (consultée le 10 mai 2022).

³⁹¹ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, 2015, p. 97.

³⁹² Ludvine BANTIGNY, 1968, *de grands soirs en petits matins*, Paris, Seuil, (l'Univers Historique), 2018, 450 p.

meurt en tombant d'un parapet³⁹³) ravivent beaucoup de souvenirs pour ceux qui ont vécu la sédition d'une partie de l'armée espagnole en juillet 1936 puis la guerre d'Espagne. Certains d'entre eux sont « très inquiets pour les jeunes et pour le mouvement lui-même, cette inquiétude [est due] aux réminiscences des trahisons d'Espagne »³⁹⁴. Après les Accords de Grenelle signés le 27 mai, la plupart des centrales syndicales, CGT en tête, appellent à retourner au travail. Pour une partie des jeunes et des travailleurs, cette décision est vécue comme une trahison. Des étudiants de l'IDHEC, une école de cinéma parisienne, viennent le 9 juin filmer l'occupation des usines Wonder à Saint-Ouen. Ils y immortalisent un dialogue entre une travailleuse et un délégué syndical du bureau local de la CGT.

« Délégué syndical (DS) : on n'a peut-être pas obtenu tout ce que tu pouvais rêver.

Travailleuse (T) : on n'a rien obtenu !

DS : ce sera à nous de rester vigilants, tes camarades ont décidé de rentrer.

T : non je ne rentrerai pas, je ne rentrerai pas là-dedans ! Je ne mettrai plus les pieds dans cette tôle. Rentrez-y vous allez voir le bordel que c'est, on est dégueulasse jusqu'à-là, on est toutes noires ! Maintenant c'est fini on ne pourra plus rien avoir. »³⁹⁵

Cette échange entre un délégué syndical et une travailleuse illustre le malaise ressenti par une partie de ceux qui avaient occupé les usines ou, sous différentes formes, s'étaient pleinement engagés dans la mobilisation de mai-juin 1968. Pour les libertaires espagnols, et notamment pour ceux qui ont vécu la guerre d'Espagne, apparaît le « sentiment que rien n'a changé, même en France »³⁹⁶ et « qu'il aurait fallu aller beaucoup plus loin »³⁹⁷. Selon eux, la faute doit être attribuée aux communistes (PCF et CGT) qui, à cause de leur réformisme et de leur discipline stalinienne, ont tué dans l'œuf une mobilisation massive des différents corps de la société.

³⁹³ Thomas CALINON, « Juin meurtrier à Sochaux », Libération, 30 mai 2008, source web : https://www.liberation.fr/grand-angle/2008/05/30/juin-meurtrier-a-sochaux_72909/ (consultée le 7 mai 2022).

³⁹⁴ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

³⁹⁵ Séquence du film de Jacques WILLEMONT, *Wonder*, 1968, source web : <https://www.youtube.com/watch?v=ht1RkTMY0h4> (consultée le 7 mai 2022).

³⁹⁶ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

³⁹⁷ Entretien avec Manuel Rodriguez, *op. cit.*

Dans les années 1960, les jeunes issus de l'exil affirment leur autonomie au sein du mouvement libertaire. Ils s'inscrivent de fait dans un mouvement de jeunesse plus large marqué par la remise en question de l'autorité des pouvoirs publics, des milieux familiaux, militants ou scolaires. Pour cette nouvelle génération de militants, les événements de mai 68 constituent aussi une « plongée dans le chaudron libertaire [familial], une manière de continuer un combat qui commença au-delà des Pyrénées »³⁹⁸. Pour eux, mieux intégrés que leurs parents mais toujours proches de l'idéal anarchiste espagnol, l'autonomisation de leur engagement politique revendiqué depuis le milieu des années 1950 par la FIJL est un moyen de pérenniser la lutte entamée par les militants plus âgés, mais selon leurs propres modalités. La socialisation primaire dans ces familles et l'héritage du mouvement anarchiste espagnol font qu'une partie d'entre eux vivent de véritables « existences militantes »³⁹⁹. Bien qu'une bonne partie d'entre eux soient nés en France et aient été scolarisés dans des écoles françaises, la situation politique espagnole reste un point d'ancrage important. Dans les années 1960 et jusqu'en 1975, les étudiants issus de l'exil anarchiste refusent ainsi systématiquement les offres d'échanges avec les universités espagnoles, notamment pour y mener une thèse car « cela voulait dire avoir des relations avec des universités sous Franco, [c'était] impensable et douloureux »⁴⁰⁰. Les choix de carrières universitaires deviennent ici un vecteur d'engagement et de revendication, preuve de la prégnance des normes et des valeurs développées et transmises par le mouvement libertaire en exil, et ce malgré le déclin de ses effectifs.

³⁹⁸ Daniel PINÓS BARRIERAS, *art. cit.*, p. 208.

³⁹⁹ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

⁴⁰⁰ Entretien avec Placer Marey Thibon, *op. cit.*

CONCLUSION :

La mort de Franco, et après ?

Le 20 novembre 1975, Carlos Arias Navarro, alors président du gouvernement espagnol, annonce ému la mort de son leader, sur la *Televisión Española*, par ces mots : « Espagnols, Franco est mort »⁴⁰¹. Après près de quarante ans au pouvoir et un mois d'agonie, le dictateur décède d'une crise cardiaque ; il a 82 ans. Dans l'exil libertaire en France, la nouvelle est, dans un premier temps, accueillie avec enthousiasme. Pour beaucoup, notamment les plus âgés, avoir vécu la mort de Franco c'est s'être assuré « qu'il [soit] parti avant moi »⁴⁰². Pourtant, la mort du dictateur ne signifie pas la disparition du régime franquiste. En 1976, Juan Carlos Ier, devenu roi d'Espagne à la mort de Franco, nomme Adolfo Suarez, ex-vice-président du *Movimiento Nacional* (l'appareil franquiste), à la tête du gouvernement espagnol. Un processus de démocratisation se met alors en place. Le PSOE est légalisé en février 1977, tout comme le PCE un mois plus tard. Le 7 mai de la même année, la CNT présente au ministère des Relations Syndicales une copie de ses statuts afin d'être reconnue par l'État comme une organisation syndicale⁴⁰³. La Transition espagnole est marquée par une série de lois visant à instaurer un compromis entre l'opposition politique et le pouvoir en place. La loi d'amnistie de 1977 fonde cette réconciliation nationale « en amnistiant les derniers prisonniers politiques du franquisme tout en interdisant la poursuite pénale des criminels du régime »⁴⁰⁴. Avec cette amnistie et la légalisation de la CNT, un retour en Espagne devient possible. En 1977, à Montjuïc, la colline dominant Barcelone, un rassemblement public de la centrale anarchosyndicaliste est organisé, le premier de cette importance depuis la chute de la République en 1939. Des figures emblématiques de l'exil, Federica Montseny en tête, sont invitées à intervenir devant plus de 200 000 personnes⁴⁰⁵. Beaucoup d'exilés libertaires espagnols, de France ou d'ailleurs, reviennent en Espagne pour l'occasion. Dans les années qui suivent la mort de Franco, une partie d'entre eux décide de s'y installer. Pour d'autres, le retour en Espagne est très compliqué après des décennies passées en exil : « ma mère [...] quand elle est revenue, elle n'était pas bien du tout. Les mentalités avaient changé, même la langue : le catalan que ma mère parlait n'était

⁴⁰¹ Archives de la RTVE, dossier «Fue noticia en el archivo RTVE», source web : <https://www.rtve.es/play/videos/fue-noticia-en-el-archivo-de-rtve/espanoles-franco-muerto/336266/> (consultée le 15 mai 2022)

⁴⁰² Entretien avec Manuel Rodríguez, *op. cit.*

⁴⁰³ Reyes CASADO GIL, «La CNT en la prensa española (1976-1979)» dans Carlos NAVAJAS ZUBELDIA, *Actas del III Simposio de Historia Actual. Logroño, 26-28 de octubre de 2000*, coord. 2002, p. 519.

⁴⁰⁴ Sophie BABY, « Les victimes oubliées de la transition espagnole » dans *Histoire@Politique* 2016, n°29, p. 100.

⁴⁰⁵ Archive vidéo de la CGT Catalunya, « Miting històric de la CNT a Montjuïc (Barcelona) el 1977 », publiée le 19 septembre 2011, source web : <https://archive.org/details/vimeo-29277500> (consultée le 15 mai 2022).

plus le même »⁴⁰⁶. La fin de l'exil ne signifie donc pas systématiquement un retour en Espagne. Une partie des exilés libertaires, notamment les plus âgés ayant vécu la guerre d'Espagne, sont « des gens qui n'étaient bien nulle part »⁴⁰⁷. Pendant près de trente ans, ils se sont engagés dans la reformation d'un mouvement libertaire en exil qui, de fait, dispose de sa propre trajectoire politique.

L'exil libertaire espagnol, une composante de l'histoire politique française :

*« Elles naissent de cet ‘héritage exceptionnel’ que nos pères nous ont transmis.
Nous sommes les fils de ces enthousiasmes inébranlables, de ce courage
orgueilleux face aux balles, face au déracinement, nous sommes les fils de cette
colère, de cette révolte, de cette dignité imperturbable »⁴⁰⁸.*

Pour comprendre cet état de fait, il est nécessaire de faire le bilan des dynamiques mises en lumière dans ce travail de recherche. Pendant plus de trente ans, les exilés libertaires ont cherché à perpétuer leurs pratiques culturelles et politiques sur le territoire français. En pérennisant cet imaginaire collectif, dans lequel la révolution sociale de 1936 prend une place importante, et à travers le phénomène d'acculturation à la société française, les militants du mouvement libertaire espagnol en exil constituent un microcosme marqué par un cadre normatif et un ensemble de valeurs uniques. À de nombreux égards, les pratiques des réfugiés anarchistes s'inscrivent dans un héritage historique particulier. Les rapports de force de la guerre d'Espagne se reproduisent dans l'exil et les profondes inimitiés entre les militants de la centrale anarcho-syndicaliste et ceux du PCE perdurent. La tuerie de La Cazace en est un exemple particulièrement représentatif bien que mal connu. Cela étant dit, il est important d'insister sur le fait que cette petite Espagne anarchiste refondée en France est bien différente de la CNT des années 1930. Il ne s'agit pas d'avoir une existence dans le monde du travail, de s'organiser en tant que syndicat et de prôner l'autogestion dans les entreprises françaises. Les commémorations du 19 juillet 1936, les représentations théâtrales, les réseaux de solidarités qui

⁴⁰⁶ Entretien avec Ángel Carballeira, *op. cit.*

⁴⁰⁷ *Ibid.*

⁴⁰⁸ Jean VAZ, « Nous sommes les fils de cette colère, de cette révolte, de cette dignité imperturbable... » dans *Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècles* 2018/1-2, n° 9-10, p. 296.

se forment sur le Cours Dillon, la coopérative agricole d'Aymare ou les expositions organisées par la CNT en exil sont autant de vecteurs de réaffirmation politique et identitaire. Bien qu'il s'inscrive dans cet héritage historique et qu'il soit affilié à la CNT de l'Intérieur, le mouvement libertaire en exil possède sa propre trajectoire et sa propre sociologie. Celui-ci n'est d'ailleurs pas homogène : les contradictions, révélées pendant la guerre d'Espagne avec la participation au gouvernement républicain, mènent à une scission en 1945. Cette division au sein de l'exil, même si la grande majorité des libertaires s'engagent dans le courant « apolitique », force les réfugiés anarchistes à composer, jusqu'en 1961, avec deux tendances, deux fractions aux organes distincts qui peuvent aussi bien s'affronter que s'ignorer. Ce travail de recherche s'intéresse au courant majoritaire de la CNT en exil mais cette situation est importante à rappeler puisqu'elle mène à la formation de projets, comme l'Athénée espagnol toulousain, visant à réunifier la centrale syndicale au moment où ses effectifs s'étiolent.

Tous ces éléments mis en perspective dans ce mémoire permettent en fait de prendre la mesure de la nature de cet exil libertaire espagnol en France. Bien que les regards soient tournés vers l'Espagne, la CNT en exil n'est pas qu'une branche de la CNT de l'Intérieur. Le soutien logistique et financier qu'elle peut apporter aux militants présents en Espagne à plusieurs périodes distinctes ne doit pas occulter son implantation territoriale et l'importance qu'elle peut avoir dans l'histoire politique française. Ces réfugiés, anciens combattants dans les milices anarchistes, paysans ou ouvriers dans les entreprises et les parcelles collectivisées ou simples militants anarcho-syndicalistes, représentent un modèle à suivre pour les libertaires français. À travers toutes les manifestations culturelles organisées et, plus généralement, à travers cette contre-culture anarchiste constituée sur le territoire français, le modèle de production et d'organisation sociale éphémère expérimenté entre juillet 1936 et mai 1937 en Espagne (surtout en Catalogne et en Aragon) entre dans un imaginaire qui dépasse les cercles de l'exil anarchiste. La fondation de la CNT française en 1946 par des réfugiés libertaires et des anciens militants de la CGT-SR illustre ce phénomène. Les réseaux de solidarité et les réseaux militants qui se forment sur le Cours Dillon, à Aymare ou dans les concentrations organisées par la FIJL deviennent aussi de véritables centres de formation pour les libertaires français. Daniel Cohn-Bendit, figure de mai 68, ou Jean-Marc Rouillan, partisan de la propagande par le fait et fondateur d'Action directe, sont autant d'exemples de ces personnalités ayant milité avec des anarchistes espagnols exilés ou issus de l'exil.

L'approche adoptée dans ce travail, ce face à face entre l'histoire culturelle et l'histoire politique, permet de mettre en lumière l'imbrication du culturel et du politique dans la pensée libertaire. Ce mémoire contribue modestement à l'histoire de l'anarchisme en tant que mouvement d'idées et d'action. La culture et l'éducation sont présentées comme des outils essentiels à mobiliser dans le processus de transformation sociale au même titre que la collectivisation des moyens de production. Bien que les réfugiés libertaires encouragent la scolarisation de leurs enfants dans les écoles laïques françaises, ils prônent aussi un apprentissage hors des murs de l'établissement, assuré par les militants de la CNT en exil. Celui-ci devient une prérogative du syndicat et une caractéristique de la pratique anarchiste qui entretient un rapport conflictuel avec l'État. L'approche par en bas à travers l'étude des pratiques de la base militante de la CNT en exil constitue une méthode adéquate afin d'appréhender la problématique. Le rapport à l'intime, à l'histoire (familiale ou militante) ou encore la place des femmes dans le mouvement sont autant d'éléments difficiles à explorer au travers de la presse militante éditée par les organisations politiques et plus généralement au travers des sources imprimées. Cette démarche est rendue possible par la mise en perspective des archives à la lumière des témoignages récoltés dans le cadre de ce mémoire. Elle permet de considérer l'exil dans toute sa diversité, en tant qu'état de fait pour un mouvement politique ou comme une composante biographique pour ses membres. Ce travail, par la mobilisation de ses sources et la volonté d'écrire une histoire politique et culturelle de cet exil particulier, cherche à prolonger les travaux existants, notamment ceux de Geneviève Drefus-Armand et ceux d'Alicia Altet Vigil. L'étude de ces trois décennies d'exil qui marquent le mouvement libertaire espagnol en France, ne peut pas se prévaloir d'avoir exploré l'ensemble des pratiques et des projets constitués par les réfugiés. Le Conseil d'études sociales et économiques (CESE) fondé en 1961 par des militants de la CNT dite « politique » et pensé comme un Athénée, propose des cours d'alphabétisation aux espagnols ayant migré en France dans les années 1960. Il s'agit aussi d'intégrer ces individus aux sphères libertaires, de les introduire à la pensée anarchiste et à la question sociale⁴⁰⁹. Les rapports qu'entretiennent l'exil politique et l'exil économique, leur signification en termes de pratiques politiques et culturelles, auraient pu être des éléments très intéressants à étudier. Malheureusement, bien que le CESE soit fréquemment cité (dans les ouvrages de Freddy Gomez notamment), les sources disponibles à l'heure actuelle ne permettent pas d'explorer ce pan de l'histoire du mouvement libertaire en exil. Cet exemple illustre le fait que ce travail peut être complété à l'aune de nouvelles sources.

⁴⁰⁹ Freddy GOMEZ, *op. cit.*, 2015, p.65.

Il pourrait être pertinent de considérer l'exil libertaire sur un temps plus long et d'introduire une perspective transnationale. Si la présence de réfugiés bulgares sur le Cours Dillon toulousain a été mentionnée, tout comme les travaux de Constance Bantman concernant les anarchistes français exilés en Angleterre à la fin du XIXe siècle, d'autres figures de l'anarchisme européen affiliées à différents mouvements prennent les routes de l'exil dans la première moitié du XXe siècle. C'est notamment le cas de Nestor Makhno, militant libertaire et fondateur de l'Armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne (surnommée Makhnovchtchina). Après avoir combattu les forces tsaristes et l'Armée rouge bolchévique pendant la guerre civile russe, les anarchistes ukrainiens doivent quitter leur pays. Ils sont internés en Roumanie, en Pologne ou en Allemagne. Après quatre années d'exil, en 1925, Nestor Makhno s'installe à Paris et profite de la solidarité du mouvement libertaire français⁴¹⁰. En Europe, entre la fin du XIXe siècle et la deuxième moitié du XXe siècle, il existe en fait des exils libertaires bien distincts. Un travail d'analyse et de comparaison de leur sociologie, de leurs modalités et de leurs pratiques est alors envisageable. Le présent mémoire peut devenir un jalon de l'histoire de l'anarchie et de l'exil européen au XXe siècle.

La « persévérance opiniâtre »⁴¹¹ des anarchistes espagnols en France :

Ce travail distingue trois temps dans l'exil libertaire espagnol en France. Le premier, après la Libération, constitue, pour les réfugiés anarchistes, un moment de reformation des structures du mouvement et de l'imaginaire collectif. Le second, dans les années 1950, est marqué par une effervescence culturelle, une période où les réseaux de solidarité se consolident et s'étendent, à Aymare ou sur le Cours Dillon. Les Arts sont mobilisés afin d'affirmer une identité politique particulière. La culture prend ici tout le sens que lui donne Clifford Geertz : un système de conceptions, un modèle transmis qui se pérennise dans l'exil. Le troisième et dernier grand mouvement de l'argumentaire développé ici est marqué par le déclin du mouvement libertaire espagnol en France qui, alors que ses effectifs diminuent fortement, doit s'ouvrir aux militants de la scission et aux différentes composantes de l'exil (exceptés les communistes du PCE). Les trajectoires de ces réfugiés, ce sont les parcours de ces militants qui ont traversé le déracinement sans jamais abandonner la lutte dans laquelle ils s'étaient engagés dans les années 1930. La CNT en exil participe à l'organisation de la lutte antifranquiste sur le

⁴¹⁰ Alexandre SKIRDA, *Nestor Makhno Anarchy's Cossack: The Struggle for Free Soviets in the Ukraine 1917-1921*, AK Press, 2003, p. 273.

⁴¹¹ Les Cahiers du CTDEE, *op. cit.*, 2019, p. 71.

territoire espagnol en soutenant les guérilleros jusqu'en 1951, puis de 1961 à 1963 à travers l'organisation *Defensa Interior*, restée secrète. Pourtant, c'est bien la persistance des pratiques politiques et culturelles libertaires dans l'exil qui peut être perçue comme l'un des actes de résistance les plus notables. De fait, l'anarchisme espagnol survit au franquisme. Le rassemblement à Montjuic en 1977 en est la preuve. Ce travail de recherche met en avant la persévérance de cette base militante qui perpétue dans l'exil un héritage historique particulier dans lequel la révolution sociale de 1936 reste un point d'ancrage essentiel. La reproduction des pratiques issues de la pensée libertaire, leur évolution et leur transmission sur trois décennies sont autant d'enseignements sur l'anarchisme, sur l'exil ou encore sur le phénomène d'acculturation d'une population déracinée vis-à-vis de son pays d'accueil. Une partie des plus jeunes, nés et scolarisés en France, revendiquent avec orgueil leur filiation à l'engagement de leurs parents ou grands-parents. Cette nouvelle génération qui émerge dans les années 1960, bien que plus intégrée, entretient tout de même cet héritage particulier selon ses propres modalités. Après leur arrivée en France, marquée, comme pour le reste de l'exil républicain, par le mépris et la privation de liberté, les exilés anarchistes se mobilisent en nombre au nom de l'Espagne libertaire mais aussi pour défendre un Idéal internationaliste antiautoritaire. Bien que leurs descendants soient aujourd'hui presque complètement « invisibles »⁴¹² dans la société (mis à part un nom à consonnance hispanophone), leur importance dans l'histoire politique française, dans la production universitaire ou artistique doit être réhabilitée. Sans prétendre révolutionner l'historiographie, le récit des trajectoires du mouvement libertaire espagnol exilé en France exposé ici, c'est aussi l'histoire d'un patrimoine enrichi par ces milliers de militants.

⁴¹² Geneviève Dreyfus-Armand, *op. cit.*, 1994, p. 657

TABLE DES ILLUSTRATIONS :

Carte 1 : Fédérations locales et cotisants de la CNT en exil par départements en 1946 . 20

Tableau 1 : Cotisants à la CNT en exil, nombre de réfugiés et pourcentages de cotisants par rapport à la population réfugiée par départements en 194622

Carte 2 : Pourcentage, par départements, de cotisants à la Confédération Nationale du Travail en exil par rapport à l'ensemble de la population espagnole réfugiée 23

Carte permanente de travail pour toutes professions salariées ayant appartenu au père d'Ángel Carballeira 26

Liste d'homologation FFI des 75 résistants libertaires espagnols de la 1^{ère} compagnie de combat CNT au sein de l'unité du barrage de l'Aigle de Juan Montolio Del Campo34

Recomposition politique des formations en exil, 1946 : 38

Commémoration du 19 juillet 1936 à la Halle aux Grains (Toulouse) entre 1945 et 1950 40

Annexes n°4 et 5 de l'informe du Secrétariat du Comité National du MLE-CNT en France . 50

Portraits de quelques exilés anarchistes tués en Espagne par le régime franquiste entre 1945 et 1950 51

Rapport de la compagnie de gendarmes de Saint-Girons daté du 18 juillet 1944 53

L'école de Montaudran, un ancien baraquement de camp d'internement, en juillet 1952 lors de la fête de fin d'année 64

Affiche de promotion des soirées du 21 et 22 juillet 1951 organisées au Cours Dillon dans le cadre de la commémoration de la révolution de 1936..... 69

Affiche produite par SIA à l'occasion de la Fiesta del niño de 1939..... 74

Affiche de Manuel Camps Vicens pour la troisième exposition d'artistes espagnols à Toulouse en 1958 75

Photographie du premier groupe de travail composé de militants de la FL de La Rochelle, juin 1951 89

Visite de la colonie d'Aymare probablement organisée à l'été 1951..... 92

Composition du premier bureau de l'Athénée espagnol de Toulouse, 10 mai 1960..... 99

Bulletin polycopié des Jeunes libertaires, Paris, avril 1964 114

Affiche produite par la FA, groupe de Montreuil, 1965 115

Affiche de l'ORA de Nice, 1969..... 117

ÉTAT DES SOURCES :

Archives :

Archives de la Contemporaine

Grâce à M. Franck Veyron, responsable des archives écrites et audiovisuelles de la Contemporaine, il a été relativement facile d'identifier les sources correspondant directement au sujet traité dans ce travail de recherche, l'un des fonds les plus importants étant le Fonds Madeleine Lamberet, mentionné plus tôt. Cela étant dit, force est de constater que ce fonds est largement constitué de sources imprimées déjà mobilisées dans les travaux de Geneviève Dreyfus-Armand. Si certains bulletins ou *informes* édités par la CNT en exil restent tout à fait pertinents lorsqu'ils sont analysés à la lumière des thématiques étudiées dans ce mémoire, il a fallu les compléter par d'autres documents disponibles dans d'autres fonds d'archives.

Fonds de particulier, Lamberet Madeleine (cote ARCH/0257/1) :

- Dossier 7. Guerre d'Espagne et exil espagnol. Pièces diverses. «Informe del Secretariado del Comité Nacional del MLE-CNT en Francia», 1947, 34 p.
- Dossier 7. «MLE CNT AIT, Pleno de federaciones locales de la regional n. 2. Actas y dictámenes. Toulouse, décembre 1945 », 110 p.
- Dossier 7. « Estampas de la revolución española: 19 julio de 1936 ». Album illustré de nombreux dessins, édité en Espagne fin 1936 par la CNT (Confederación nacional del trabajo) et la FAI (Federación Anarquista Ibérica).
- Dossier 7. Commémoration à Paris du XIIème anniversaire de la révolution espagnole. Exposition d'affiches, journaux et documents de la guerre contre le fascisme, 1936-1939, organisée par le secrétariat de culture et propagande du mouvement libertaire espagnol, Salle Lancry, juillet 1948. Catalogue. 3 exemplaires.
- Dossier 6. « Très précieux : réfugiés espagnols en France, 1939-1944 », « Laissez-passer (camp du Barcarès) au nom de Fernando Hermaci (non daté, entre 1940 et 1944) » et « bon de congé au nom de Fernando Hermaci (Groupement 3 des FTE, groupe 318 à Bram, Aude ; 1943) ».

Fonds de particulier, Lamberet Madeleine (cote ARCH/0257/2) :

- Dossier 6. « Georges Balkanski », Le peuple, organe du Parti socialiste belge. Numéro du 13 mai 1949. Comprend un article titré « Deux témoignages » (au sujet du régime policier dans les pays de l'est »), dont l'un sans doute est de Georges Balkanski. Carte d'adhérent à la CNT au nom de Georges Grigoroff (sic). 1958.

Archives du Centre toulousain de documentation sur l'exil espagnol (CTDEE) :

Le Centre toulousain de documentation sur l'exil espagnol et ses membres, notamment Mme Placer Marey Thibon, ont rendu possible l'accès à de nombreux documents concernant les activités politiques et culturelles des réfugiés libertaires espagnols à Toulouse et dans sa région. En plus des Cahiers du CTDEE, qui constituent une ressource précieuse, ces archives originales, peu mobilisées dans la littérature mentionnée dans ce mémoire, permettent d'appréhender l'Athénée espagnol toulousain ou la Colonie d'Aymare sous un nouveau jour. L'effervescence anarchiste sur le Cours Dillon à la fin des années 1940 et au début des années 1950, très peu abordée dans l'histoire de l'exil espagnol, prend une place relativement importante dans les archives du CTDEE. La documentation présente dans ce centre fournit aussi tout un ensemble d'illustrations permettant d'appuyer l'argumentaire développé dans ce travail de recherche. Du fait d'un déménagement annoncé et de la pandémie de Covid-19, les archives de ce centre ne sont pour la plupart pas réellement classées. Mme Placer Marey Thibon m'a donc guidé afin que je puisse mobiliser les sources les plus pertinentes, qu'elle en soit remerciée.

- Archive non classée, José Vergara, *Aymare colonia de los mutilados y ancianos de la revolución española del 1936 à 1939*, 1997, 62 p.
- Archive non classée du CTDEE, « Cahier de Préfecture », cahier original compilant les différents bureaux de l'Athénée espagnol toulousain et leur composition de 1960 à 1979, pp. 1-10.
- Archive non classée, dossier « Conférences organisées par l'Ateneo », 7 p.
- Archive non classée, Classeur rouge, « Événements organisés au Cours Dillon entre 1948 et 1951 ».
- Archive non classée du CTDEE, « Presse clandestine », 6 p.
- Archive non classée du CTDEE, « Recorrido de memoria, TOULOUSE capital del exilio republicano español, versión española », Mairie de Toulouse.

Archives de l'Institut Français d'Histoire Sociale

Fonds Renée Lamberet

- Affiche de la Commission nationale "Pro Fiesta del Niño" du ministère de l'Instruction publique et de la Santé (cote 15AS579).
- *La Catalogne nouvelle et l'éducation* (cote 14AS 587/D)

Archives départementales de l'Ariège

- Requête et jugement du tribunal civil de première instance de Foix, 2-9 septembre 1954 (cote 107W91)

Archives départementales du Cantal

- Maquis du barrage de l'Aigle (cote 18J13)

Archives numérisées :

Archives numérisées de la Fédération internationale des centres d'études et de documentation libertaires (Ficedl) :

Des milliers d'affiches et de tracts ont été numérisés par la Ficedl. Ils sont donc disponibles en ligne et donnent la possibilité d'illustrer et d'appuyer le propos développé dans ce mémoire. La date, le titre et l'origine de chaque document permettent de resituer différents mouvements politiques à plusieurs époques, d'appréhender leur rapport au politique à travers des archives et des iconographies originales.

- Dossier « SIA_ (Solidaridad internacional antifascista - Solidarité internationale antifasciste) (1937-....) », (<https://placard.ficedl.info/mot54.html>)
- Dossier « Fédération Anarchiste, 1953-... » (<https://placard.ficedl.info/mot270.html>)
- Fonds d'archives communistes libertaires (FACL), Dossier « ORA : Organisation Révolutionnaire Anarchiste : 1967-1976 » (<https://placard.ficedl.info/mot50.html>)

Archives municipales de Toulouse

- « Interview de Jeanne Arnal, fille d'exilé espagnol, directrice de crèches à la retraite, membre du CTDEE (Centre Toulousain de Documentation sur l'Exil Espagnol) », 2020, 1h54mn (cote 3Num49).
- « Interview de Henri Tapia Herrero, fils d'exilés espagnols », 2020, 1h58 (cote 3Num53)

Archives Autonomies :

- « Bulletin de la Fédération jurassienne », Carlo Cafiero et Errico Malatesta, 3 décembre 1876(https://archivesautonomies.org/IMG/pdf/anarchismes/avant1914/bulletinjurassien/bul_18730727.pdf)

Archives du Monde

- « L'Espagne franquiste et le plan Marshall », publié le 1^{er} avril 1948
- « L'Espagne incluse dans le plan Marshall ? M. Vandenberg demandera aux représentants de reconsidérer leur décision Vive satisfaction dans les milieux gouvernementaux à Madrid », par Maurice Ferro, publié le 01 avril 1948

Archives de la RTVE :

- Carlos Arias Navarro annonçant la mort de Franco, Dossier « Fue noticia en el archivo RTVE », source web : <https://www.rtve.es/play/videos/fue-noticia-en-el-archivo-de-rtve/espanoles-franco-muerto/336266/>

Outils de travail :

Dictionnaires :

- Dictionnaire biographique, Le Maitron, mouvement ouvrier mouvement social [Dictionnaire des anarchistes] (<https://maitron.fr/spip.php?mot28>)
- Los de la sierra, Le Dictionnaire des guérilleros et résistants antifranquistes, 1936-1975 (<http://losdelasierra.info/>)

Encyclopédie :

- Encyclopédie anarchiste de Sébastien Faure (<https://www.encyclopedia-anarchiste.xyz/spip.php?rubrique31>)

Sources orales :

Pour recueillir ces témoignages, la méthode de l'entretien semi-directif a été privilégiée. Le guide d'entretien est reproduit en annexe. Il s'agissait d'obtenir un relatif équilibre géographique entre Paris et Toulouse malgré l'importance de la ville rose dans l'exil libertaire espagnol en France. Face aux difficultés induites par la pandémie de Covid-19, il fallait privilégier les individus ayant accès à une importante documentation comme Ángel Carballeira (ayant une activité littéraire intense) et Placer Marey Thibon (président le CTDEE). Deux femmes et deux hommes ont été interrogés afin d'assurer une parité inexistante dans les sources primaires. Elle a permis d'aborder concrètement la problématique de la place des femmes dans le mouvement libertaire ainsi que la division sexuelle du travail militant.

Entretiens :

RODRIGUEZ Manuel, 42mn, 33 rue des Vignoles, à Paris le 22 janvier 2022,

CARBALLEIRA Ángel, 2h49mn, Fontenay-aux-Roses le 8 février 2022.

MAREY THIBON Placer, 1h30, 12 rue des Cheminots, à Toulouse le 14 février 2022.

ARNAL Jeanne 40mn, 12 rue des Cheminots, à Toulouse le 15 février 2022.

Sources visuelles :

- *Land and Freedom*, film Ken Loach, PolyGram Filmed Entertainment, 109mn, 1995.
- *Un autre futur*, quatrième partie, *Contre vents et marées*, documentaire de Richard Prost, RedHic, 55mn, 2009.
- *Libertarias*, film de Vicente Aranda, SOGETEL, Lola Films, S.A., Academy Pictures, Era Films, 125mn, 1996.
- *Wonder, La Reprise du travail aux usines Wonder*, film de Jacques Willemont, 9mn, 1968.
- Archive vidéo de la CGT Catalunya, « Miting històric de la CNT a Montjuïc (Barcelona) el 1977 », publiée le 19 septembre 2011, source web : <https://archive.org/details/vimeo-29277500>

BIBLIOGRAPHIE

Approche méthodologique:

BURKE, Peter, *What is Cultural History?*, Polity Press, 2008, 168 p.

DESCAMPS, Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2013, 888p.

DESCAMPS, Florence, « L'entretien de recherche en histoire : statut juridique, contraintes et règles d'utilisation », dans *Histoire@Politique*, vol. 3, n° 3, 2007, pp. 14-14.

DELPORTE, Christian, « Entretien avec Pierre Nora : la fièvre médiatique des commémorations », *Le Temps des médias*, n°5, automne 2005, pp. 191-196

DEZÈS, Marie-Geneviève, « Anarchisme français, anarchisme espagnol et guerre d'Espagne : le fonds Renée Lamberet de l'Institut Français d'Histoire Sociale (IFHS) », dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2017/1-2, n° 123-124, pp. 29-37.

DIAZ, Delphine, DURAND, Antonin et SÁNCHEZ, Romy « « Introduction. L'exil intime. Familles, couples et enfants à l'épreuve de la migration contrainte au XIXe siècle » dans *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2020, n° 61, pp. 8-26.

DOBŒUF, Alain, « Sources pour l'histoire sociale de l'Espagne: Le Fonds Lamberet », *Le Mouvement Social*, n°128, Association Le Mouvement Social, 1984, pp. 131-33.

DUNEZAT, Xavier, « La division sexuelle du travail militant dans les assemblées générales : le cas des mouvements de "sans" » dans *Amnis, Revue d'études des sociétés et cultures contemporaines Europe/Amérique*, n°8, 2008, pp. 1-13.

GEERTZ, Clifford, *The Interpretation of Cultures*, Basic Books, 1973, 470 p.

HAZAREESINGH, Sudhir, « L'histoire politique face à l'histoire culturelle : état des lieux et perspectives », dans *Revue historique* 2007, n° 642, pp. 355-358.

MIGNAVAL, Pierre, « DESCAMPS (Florence). – L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation », *Histoire de l'éducation*, 93, 2002, pp. 181-182.

NORA, Pierre et LE GOFF, Jacques, *Faire de l'histoire, Tome 2-Nouvelles approches*, Gallimard, 1974, 335 p.

RIUTORT, Philippe, « La socialisation. Apprendre à vivre en société » dans *Premières leçons de sociologie*, Presses Universitaires de France, 2013, pp. 63-74.

ROWELL, Jay, « L'exil comme ressource et comme stigmat dans la constitution des réseaux des architectes-urbanistes de la RDA », *Revue d'histoire moderne & contemporaine* 2005, n°52, pp. 169-191.

TEMIME, Émile, « Bilan et lacunes des recherches récentes sur l'histoire espagnole du XXe siècle en France et en Espagne », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°3-4, 1985, pp. 11-15

VAN DAMME, Stéphane, « Comprendre les Cultural Studies: une approche d'histoire des savoirs », dans *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2004, n°51-4bis, pp. 48-58.

WITZIG, Pascal, *Le biais médiatique en sciences sociales*, mémoire de Master 2 en Science politique soutenu en 2014 à l'Université de Lausanne sous la direction de Olivier Fillieule, 87 p.

Histoire de l'anarchisme, approches théoriques :

ANGAUT, Jean-Christophe, « Anarchisme » dans Jean-Numa DUCANGE et. al., *Histoire globale des socialismes, XIXe-XXIe siècle*, Presses universitaires de France, 2021, pp. 34-44.

ARVON Henri, et MAITRON, Jean « ANARCHISME », *Encyclopædia Universalis* [en ligne]

CASADO GIL, Reyes, «La CNT en la prensa española (1976-1979)» dans NAVAJAS ZUBELDIA, Carlos, *Actas del III Simposio de Historia Actual. Logroño, 26-28 de octubre de 2000*, coord. 2002, pp. 517-530.

COSTE, Thomas, *Le naturisme libertaire de la fin du XIXe siècle au début du XXe siècle (France, Royaume-Uni, Allemagne)*, Mémoire de master 2, Histoire, Université de Paris-Sorbonne, 2019, 237 p.

FERNÁNDEZ RODRÍGUEZ, Ricardo, « Francisco Ferrer y Guardia : une vie de combat libertaire et maçonnique » dans *Humanisme*, n°287, 2010, pp. 91-96.

FILLOUX, Jean-Claude, *Le Tolstoï pédagogue*, Presses Universitaires de France, 1996, 128 p.

IÑIGUEZ, Miguel, *Esbozo de una Enciclopedia histórica del anarquismo español*, Fundación de Estudios Libertarios Anselmo Lorenzo, Madrid, 2001, 844 p.

MANFREDONIA Gaetano, « L'anarchisme », dans : Jean-Jacques Becker éd., *Histoire des gauches en France. Volume 1*. Paris, La Découverte, « Poche / Sciences humaines et sociales », 2005, pp. 444-462.

MARIA ROSELLO, Josep, *El naturismo libertario en la península ibérica 1890 – 1939*, Bilbao, Ediciones E.Z, 2005, 350 p.

MEUWLY, Olivier, *Anarchisme et modernité*, L'Âge d'homme, 1998, 223 p.

MISLSTEIN, Cindy, *Anarchism and its Aspirations*, AK Press, 2010, 152 p.

NAVARRO NAVARRO, Javier, « Prácticas culturales y construcción de la identidad en el movimiento anarquista español (1931-1939) » dans *Stéréotypes culturels et constructions identitaires*, Presses universitaires François-Rabelais, pp. 213-222.

PARENTEAU, Danic, *Idéologies politiques, édition actualisée: Le clivage gauche-droite*, Presses de l'Université du Québec, 2008, 214 p.

SKIRDA, Alexandre *Nestor Makhno Anarchy's Cossack: The Struggle for Free Soviets in the Ukraine 1917-1921*, AK Press, 2003, 400 p.

VITIELLO, Audric, « L'éducation libertaire en tensions » dans *Réfractions*, n°35, pp. 7-18.

Anarchisme et guerre d'Espagne:

ABAD DE SANTILLÁN, Diego, *Por qué perdimos la guerra: Una contribución a la historia de la tragedia española*, Almuzara, 2018, première édition en 1940, 352 p.

ACKELSBURG, Martha, « Separate and equal? *Mujeres Libres* and anarchist strategy for women's emancipation » dans *Feminist Studies*, n°1, 1985, pp. 63-83.

BROUÉ, Pierre et TEMIME, Émile, *La Révolution et la guerre d'Espagne*, les Éditions de minuit, 1961, 544 p.

CASTELLS Y DURAN, Antoni, *Las transformaciones colectivistas en la industria y los servicios de Barcelona (1936-1939)*, Madrid, Fundación Salvador Seguí, 1992, 159 p.

CORTAVITARTE CARRAL, Emili, «El CENU, un sistema educativo público revolucionario en la Catalunya del 36» dans *Viento Sur*, n°147, 2016, pp. 56-62.

MARIA SERRA, Joan, «La enseñanza en Cataluña durante la Guerra Civil », *Associació Memòria i Història de Manresa*, version mise en ligne en novembre 2012.

MINTZ, Franck, *La autogestión en la España revolucionaria*, La Piqueta, Madrid, 1977, 436 p.

NASH, Mary, «Género, cambio social y la problemática del aborto» dans *Historia Social*, n°2, 1988, pp. 19-35.

ORWELL, George, *Hommage à la Catalogne*, 10/18, 1999, première édition en 1938, 294 p.

SEMPRUM MAURA, Carlos, *Revolución y contrarrevolución en España*, Tusquets, 1974, 362 p.

STURMTHAL, Adolf, *The Tragedy of European Labor: 1918-1939*, Columbia University Press, 1943, 392 p.

THOMAS, Hugh, *The Spanish civil war*, The Book Service Ltd, 1961, 752 p.

L'exil espagnol en France :

ANGOUSTURES, Aline, « Les réfugiés espagnols en France de 1945 à 1981 » dans *Revue d'Histoire Moderne & Contemporaine*, 1997 , 44-3, pp. 457-483.

ARCHET, Marlène, *Le théâtre à Toulouse dans les milieux de l'emigration espagnole (1945-debut des années 60)*, Mémoire pour la Maîtrise d'Espagnol, Université de Toulouse-Le Mirail, 1985, 95 p.

DENOYER, Aurélie, « L'opération Boléro-Paprika : origines et conséquence » dans *Résonances françaises de la guerre d'Espagne*, éditions d'Albret, 2011, pp. 295-312.

DOMERGUE, Lucienne et ALTED VIGIL, Alicia, *El exilio republicano español en Toulouse, 1939-1999*, Ed. UNED, Presses Universitaires du Mirail, 2003, 372 p.

DREYFUS-ARMAND, Geneviève, « La presse de l'exil espagnol de 1939. », dans *Exils et émigrations hispaniques au XXe siècle*, n°1, 1992, pp. 86-106.

Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'émigration politique espagnole en France au travers de sa presse, 1939- 1975*, Thèse d'Histoire sous la direction de Pierre Milza, Institut d'études politiques de Paris; Cycle supérieur d'histoire du XXe siècle, 1994, 780 p..

DREYFUS-ARMAND, Geneviève, « L'accueil des républicains espagnols en France : entre exclusion et utilisation; 1936-1940 » dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1996, n°44, pp. 36-41

DREYFUS-ARMAND, Geneviève, *L'Exil des républicains espagnols en France. De la Guerre civile à la mort de Franco*, Albin Michel, 1999, 480 p.

DREYFUS-ARMAND, Geneviève, « L'accueil des enfants espagnols en France pendant la guerre d'Espagne et après la victoire franquiste » dans *Documents pour l'histoire du français langue étrangère ou seconde*, n°46, 2011, pp. 105-122.

DREYFUS-ARMAND, Geneviève et MARTINEZ-MALER, Odette, *L'Espagne, passion française : 1936-1975: Guerres, exils, solidarités*, Les Arènes, 2015, 255 p.

DREYFUS-ARMAND, Geneviève, « Les réfugiés espagnols en 1939, des « indésirables » » dans *Plein droit*, 2016, n° 108, pp. 44 -48.

GUILHEM, Florence, *L'obsession du retour : Les républicains espagnols 1939-1975*, Presses universitaires du Midi, 2005, 224 p.

GRANDO, René, QUERALT, Jacques et FEBRÉS, Xavier, *Camps du mépris - Des chemins de l'exil à ceux de la Résistance (1939-1945)*, Éditions Trabucaire, 1991, 192 p.

IZQUIERDO, Violeta, « L'art de l'exil républicain espagnol » dans JORNET, José, *Artistes de l'exil en région toulousaine*, Lapilli Films, 2002, 115 p.

LILLO, Natacha, « L'immigration espagnole en France au XXe siècle », Musée de l'histoire de l'immigration.

LUZI Federica, « L'exil espagnol de 1939 en France : fragmentations et recompositions des mémoires », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n°7, 2010, pp. 1-7.

MAESTRE Rafael et MOLINA, Pilar, «España libre Homenaje a la obra cultural del exilio obrero de 1939 en Francia», Bibliothèque virtuelle Miguel de Cervantes, 2003.

MAREY THIBON, Placer, « El Ateneo español de Toulouse » dans *Ateneo español de Toulouse, pôle culturel et politique de l'exil*, Les Cahiers du CTDEE, n°3, 2015, 79 p.

MARIA LOPEZ SANCHEZ, José, «El Ateneo español de México y el exilio intelectual republicano» dans *Arbor*, 2009, pp. 41-55.

MARTÍNEZ MARTÍNEZ, Alba, «Las mujeres recuerdan. Género y memoria del exilio republicano en Francia (1939-1978)» dans *Arenal, Revista de historia de las mujeres*, n°2, 2019, pp. 367-398.

MAUGENDRE, Maëlle, *Les réfugiées espagnoles en France (1939 - 1942) : des femmes entre assujettissements et résistances*, Histoire, Université Toulouse le Mirail , Toulouse II, 2013, 721 p.

MESQUIDA, Evelyn, *La Nueve, 24 août 1944, Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris*, Cherche Midi, 2011, 353 p.

MILZA, Pierre et. al, «Exils et migration , Italiens et Espagnols en France, 1938-1946 », actes des colloques de Salamanque, Turin et Paris, 1991, 695 p.

TADIOTTO, Clara, « L'immigration espagnole en Aveyron du XIXe à nos jours », Valorisation du patrimoine et Humanités numériques des Licences d'Histoire de l'Institut National Universitaire Champollion d'Albi, exposition en ligne, source web : <https://blogs.univ-jfc.fr/vphn/immigration-espagnole-en-aveyron-du-xixe-a-nos-jours-2021/>

TEMIME Émile et DREYFUS-ARMAND, Geneviève, *Les Camps sur la plage, un exil espagnol*, Paris Autrement, 1995, 144 p.

L'exil libertaire espagnol en France:

ALBEROLA, Octavio et GRANSAC, Ariane, *El anarquismo español y la acción revolucionaria (1961-1974)*, Virus, 2005, 366 p.

ALTED VIGIL, Alicia, «El teatro en los medios libertarios del exilio en Francia, 1945-1960» dans AZNAR SOLER, Manuel, *El exilio literario español de 1939, actas del Primer Congreso Internacional (Bellaterra, 27 de noviembre- 1 de diciembre de 1995)* Vol. 2, Gexel, 1998, pp. 449-464.

BARBA, Serge, « Le pays d'où je viens » dans *Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècle*, n°9-10, 2018, pp. 14-29.

BALENT, André, « Notice ROY ESCRIBANO », Le Maitron, version mise en ligne le 10 février 2021, dernière modification le 17 décembre 2021.

BALENT, André « Notice Castelnau-Durban (Ariège), La Casace [Casasse], massacre d'Espagnols adultes de la mouvance anarchiste et d'enfants par des « guérilleros » (15 juillet 1944) », Le Maitron, version mise en ligne le 30 janvier 2021, dernière modification le 30 décembre 2021.

BERRUEZO, José, *Contribution à l'histoire de la CNT en exil*, Éditions Le Coquelicot, 2021, 296 p.

BERTOLO, Amedeo et ENCKELL, Marianne, *Histoire véridique d'un symbole*, Editions Alternatives, 2009, 128 p.

BOSIO-VALICI, Sabine et ZANCARINI-FOURNEL, Michelle, «Federica Montseny, "l'indomptable"» dans *Femmes et fière de l'être : un siècle d'émancipation féminine*, Larousse, 2001, 191 p.

CARBALLEIRA, Ángel, *Les Espagnols de l'exode et du vent*, CTDEE À livre ouvert, 2016, 239 p.

CARBALLEIRA, Ángel, *On n'écrit pas l'histoire avec une gomme*, Les Cahiers du CTDEE, 2021, pp. 25-39.

CUADRADO, Floréal, *Comme un chat ; souvenirs turbulents d'un anarchiste, faussaire à ses heures, vers la fin du XXe siècle*, Éditions du Sandre, 2015, 680 p.

DELPLA, Claude, *La libération de l'Ariège*, Le Pas d'oiseau, 2019, 520 p.

DOMERGUE, Lucienne et LAFFRANQUE, Marie, «L'exil des libertaires espagnols: ruptures et fidélité» dans *L'Espagne face aux problèmes de la modernité*, Actes du Congrès de la Société des Hispanistes Français, Rouen, 1984, pp. 164-175

DUPUY, Rolf, « Notice MONTOLIU DEL CAMPO Juan [Dictionnaire des anarchistes] », Le Maitron, version mise en ligne le 1^{er} mai 2014.

DUPUY, Rolf, « PACHON NUÑEZ, Olegario » dans Le Dictionnaire des guérilleros et résistants antifranquistes, mis en ligne le 21 mai 2012.

ENCKELL, Marianne, « Notice IBAÑEZ GRACIA Tomás, [Dictionnaire des anarchistes] » dans le Maitron, version mise en ligne le 11 mars 2014, dernière modification le 24 mai 2019.

GOMEZ, Freddy, *Éclats d'anarchie, passage de mémoire*, Rue des Cascades, 2015, 492 p.

GOMEZ, Freddy, *Dédicaces, un exil libertaire espagnol (1939-1975)*, Rue des Cascades, 2018, 217 p.

GOUTTE, Guillaume, *Passeurs d'espoir : réseaux de passage du mouvement libertaire espagnol*, Éditions Libertaires, 2014, 226 p.

GUINCHARD, François, « De Charybde en Scylla. La réunification manquée de la CNT espagnole en exil dans les années 1960 », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n°19, 2017, pp. 1-18

HERNÁNDEZ SÁNCHEZ, Fernando, *La frontera salvaje: un frente de sombrero del combate contra Franco*, Barcelone, Pasado y Presente, 2018, 554 p.

HERRERÍN LÓPEZ, Ángel, *La CNT durante el franquismo: clandestinidad y exilio (1939-1975)*, Madrid, Siglo XXI, 2004, 480 p.

HERRERÍN LÓPEZ, Ángel, « La CNT En El Exilio. De La Reorganización a La Escisión », *Historia Social*, n°48, 2004, pp. 27-45.

HIARD, Olivier, *Aymare 1939-1967 - Une collectivité anarchosyndicaliste espagnole dans le Lot*, Les Éditions Libertaires, 2014, 168 p.

JAREÑO GILA, Claudia, « “Nous qui sommes sans passé, les femmes“. À la recherche d'une généalogie féministe dans les pages de *Vindicación Feminista* » dans les *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n°23, 2019, pp. 1-14.

LENOIR, Hughes, « Notice ALBEROLA SURINACH Octavio (dit El Largo) [Dictionnaire des anarchistes] » dans Le Maitron, 2014.

MAESTRE, Rafael et NAVARRO, Javier, « *Libro de Actas del Coloquio sobre el exilio libertario en Francia (1939-1945) a través de la historia oral* » dans *Exils et migrations ibériques au XXe siècle*, 1997, n°3-4, pp. 233-234.

MAITRON Jean et BIANCO René, « Notice LAPEYRE Paul », Le Maitron, version mise en ligne le 24 novembre 2010.

PALLARÉS, Francisco et. al, *La Colonia d'Aymare, coopérative et solidarité en terre d'exil*, Les Cahiers du CTDEE, décembre 2015, n°4, 80 p.

PALLARÉS Francisco et. al, *S'intégrer sans se dissoudre*, Les Cahiers du CTDEE, Décembre 2019, n°12, 85 p.

PIGENET, Phryné, « Anarchisme et Catalanisme en exil en France, 1939-1977 » dans les *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n°19, 2017, pp. 1-17.

PINÓS BARRIERAS, Daniel, « Impasse de la Quarantaine » dans *Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècles*, 2018, n°9-10, pp. 198-215.

SALOU OLIVARES, Véronique, « Les chiens ne font pas des chats ! » dans Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècles, n°9-10, 2018, pp. 216-237.

TÉLLZ SOLÁ, Antonio, *Facerías. Guerrilla Urbana 1939-1957: La Lucha Antifranquista Del Movimiento Libertario En España Y En El Exilio*, Ruedo Ibérico, 1974, 420 p.

TÉLLEZ SOLÁ, Antonio et TORRES, Francesc, *La lucha del Movimiento Libertario contra el Franquismo*, Virus, 1991, 42p.

VAZ, Jean, « Nous sommes les fils de cette colère, de cette révolte, de cette dignité imperturbable... », dans Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècles 2018/1-2 (N° 9-10), pp. 277 à 298

YANÉZ, Isabel, « Vol au-dessus d'un château en Espagne », dans Exils et migrations ibériques aux XXe et XXIe siècles, n°9-10, 2018, pp. 318-331.

Ouvrages et articles généraux :

ABOUT, Ilse, « Identifier les étrangers. Genèses d'une police bureaucratique de l'immigration dans la France de l'entre-deux-guerres » dans NOIRIEL, Gérard, (dir.), *L'identification des personnes. Genèse d'un travail d'État*, Paris, Belin, 2007, pp. 125-160.

AGULHON, Maurice, *Un mouvement populaire au temps de 1848. Histoire des populations du Var dans la première moitié du XIXe siècle*, thèse de doctorat soutenue à Paris en 1969, 543 p.

AMAR, Marianne et MILZA, Pierre, *L'immigration en France au XXe siècle*, Paris, Armand Colin, 1990, 331 p.

ANDRIEU, Claire, LE VAN, Lucette et PROST, Antoine, *Les Nationalisations de la Libération. De l'utopie au compromis*, Les Presses de Sciences Po, 1987, 392 p.

BABY, Sophie, « Les victimes oubliées de la transition espagnole » dans Histoire@Politique 2016, n°29, pp. 88-104.

Ludivine BANTIGNY et Ivan JABLONKA, « Le mot « jeune », un mot de vieux ? La jeunesse du mythe à l'histoire », dans : Ludivine BANTIGNY éd., *Jeunesse oblige. Histoire des jeunes en France XIXe-XXIe siècle*. Paris cedex 14, Presses Universitaires de France, « Le Noeud Gordien », 2009, p. 5-18.

BANTIGNY, Ludivine, *1968, de grands soirs en petits matins*, Paris, Seuil, 2018, 450 p.

BORDES, Jean-Louis, « Les barrages en France du XVIIIe à la fin du XXe siècle », Comité Français des Barrages et Réservoirs (CFBR), hiver 2010, n°9, pp. 70-120.

BOURGEOIS, Guillaume, « L'héraldique de la faucille et du marteau dans l'univers communiste », dans Turrel D. et al. (eds.), *Signes et couleurs des identités politiques du Moyen Âge à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, « Histoire », 2008, pp. 115-151.

BUTON, Philippe, « L'adieu aux armes ? L'iconographie communiste française et italienne depuis la Libération », Vingtième siècle. Revue d'histoire, 80, 2003, pp. 43-54.

BUTON, Philippe, « L'iconographie révolutionnaire en mutation », dans Cultures & Conflits, n°91-92, 2013, pp. 31-44.

BUTON, Philippe, *Histoire du gauchisme. L'héritage de Mai 68*, Paris, Perrin, 2021, 560 p.

CLAMOTE CARRETO, Carlos, « Mai 68 ou l'imagination paradoxale » dans Carnets, Deuxième série, n°16, 2019, pp. 1-16.

COHN-BENDIT, Daniel, *Le Gauchisme remède à la maladie sénile du communisme*, Paris, Seuil, 1968, 297 p.

COURTOIS, Stéphane et LAZAR, Marc, *Histoire du Parti communiste français*, Presses universitaires de France, 2022, 672 p.

DAGUZAN, Jean-François, « La politique extérieure du franquisme (1944-1976): une pratique à usage interne » dans *Mélanges de la Casa de Velázquez*, n° 24, 1988, p. 259.

DAWIDOWICZ Aneta, « The position of women in social life in the light of the National Party's political thought » dans *Czasopismo Naukowe Instytutu Studiów Kobietych*, 2018, pp. 80-98.

DEJEAN, Mathieu « Comment le maoïsme a séduit une partie de la jeunesse des années 68 en France », *Les Inrockuptibles*, 9 mars 2018.

DELGADO GOMEZ-ESCALONILLA, Lorenzo, « L'Espagne franquiste au miroir de la France : de l'ostracisme à l'ouverture internationale » dans *Siècles. Cahiers du Centre d'histoire « Espaces et Cultures »*, n° 20, 2004, pp. 117-133.

DELUERMOZ, Quentin, *Commune(s), 1870-1871. Une traversée des mondes au XIXe siècle*, Paris, Seuil, 2020, 431 p.

DÉZÉ, Alexandre, « Pour une iconographie de la contestation », dans *Cultures & Conflits*, n°91-92, 2013, p. 13-29.

DE COOREBYTER, Vincent, « Sartre ou l'ambition de penser contre soi » dans *Politique*, Bruxelles, n° 75, 2012, pp. 70-76.

DORISON, Catherine et KAHN, Pierre, « Roger Gal et Louis Legrand ou les trente glorieuses de la réforme pédagogique » dans *Carrefours de l'éducation*, n°31, 2011, pp. 89-104.

DULPHY, Anne, « La guerre d'Algérie dans les relations Franco-espagnoles » dans *les Cahiers de la Méditerranée*, n°71, 2005, pp. 31-47.

DUROUX, Rose, *Les Auvergnats de Castille : Renaissance et mort d'une migration au XIXe siècle*, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2018, première édition en 1990, 400 p.

GOY, Raymond, *Du droit interne au droit international, le facteur religieux et l'exigence des droits de l'homme*, Presses universitaires de Rouen et du Havre, 1999, 484 p.

LESCHI, Didier, « Mai 68 et le mouvement lycéen » dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°11, 1988, pp. 260-264.

LIDA, Clara et YANKELEVICH, Pablo, *Cultura y política del anarquismo en España e Iberoamérica*, México D. F., El Colegio de México, 2011, 328 p.

LÓPEZ BARONI, Manuel Jesús, «El falangismo liberal y la transición español» dans *Revista internacional de pensamiento político*, Universidad de Huelva, 2012, pp. 467-490.

LUCK, Simon, *Sociologie de l'engagement libertaire dans la France contemporaine. Socialisations individuelles, expériences collectives et cultures politiques alternatives*, Science politique, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2008, 760 p.

MAUREL, Chloé, *L'UNESCO de 1945 à 1974*, thèse de doctorat en Histoire sous la direction de Pascal Ory soutenue en 2006, Université Paris-Sorbonne, Paris I, 1156 p.

MENDRAS, Henri, *La Seconde Révolution française. 1965-1984*, Paris, Gallimard, 1988, 464 p.

MÉOT, Thierry, « L'industrie automobile en France depuis 1950 : des mutations à la chaîne » dans le Dossier - L'industrie automobile en France depuis 1950, INSEE, 2009, 129 p.

MONCHABLON, Alain, « Ludivine Bantigny, 1968, de grands soirs en petits matins, Paris, Seuil, (l'Univers Historique), 2018, 450 p. », dans Matériaux pour l'histoire de notre temps, 2018, n°127-128, p. 96-97.

MORDER, Robi, « Le lycéen, nouvel acteur collectif de la fin du XXe siècle » dans CASPARD, Pierre et al, *Lycées, lycéens, lycéennes, deux siècles d'histoire*, Paris : Institut national de recherche pédagogique, 2005, pp. 345-359.

NATTIEZ, Laura, « Le Gynécée franquiste » dans Érès, « Dialogue », n° 188, 2010, pp. 123-132.

NOIRIEL, Gérard, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration, XIXe – XXe siècle*, Paris, Seuil, coll. « L'Univers Historique », 1988, 442 p.

ROCHE, Pierre et VARGAS, Yves, « 1944-1964. Les années du Plan Langevin-Wallon » dans *Telles luttés, telle école*, La Découverte, 1979, pp. 11-42.

ROMANOV, Pavel, *Советская социальная политика 1920–1930-х годов: идеология и повседневность*, Variant, Moscou, 2007, 432 p.

SCOTT, James, *Weapons of the Weak: Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, 1985, 389 p.

VERGNIOUX, Alain et LEMONNIER, Jean-Marc, « Les adolescents des années soixante : salut les copains ! », Le Télémaque, n°38, 2010, pp. 87-100.

TABLE DES ANNEXES :

Première partie : les cartes mobilisés	147
Annexe n° 1 : Carte de répartition des cotisants CNT-MLE en 1946, archive originale	147
Annexe n° 2 : Carte de répartition de la population espagnole par département au 31 décembre 1950	148
Annexe n° 3 : Pourcentage des réfugiés par rapport à l'ensemble de la colonie espagnole pour les départements ayant plus de 4 000 résidents espagnols, au 31 décembre 1950	149
Annexe n° 4 : Localisation géographique de l'activité des groupes artistiques libertaires (1945-1960)	150
 Deuxième partie : guide d'entretien et retranscriptions.....	151
Annexe n° 5 : Guide des entretiens semi-directifs	151
Annexe n° 6 : Entretien avec Ángel Carballeira, 2h49mn, Fontenay-aux-Roses, 8 février 2022.	152
Annexe n° 7 : Entretien avec Manuel Rodriguez, 22 janvier 2022, 33 rue des Vignoles, 42mn ..	164
 Troisième partie : exemples de l'activité éditoriale de la CNT en Espagne et en France	169
Annexe n° 8 : Estampes de la révolution sociale espagnole, 1936	169
Annexe n° 9 : Annexe du Bureau de la Culture et de la Propagande dans l' <i>informe</i> du Secrétariat du Comité National du MLE-CNT en exil de 1947	170
Annexe n° 10 : Caricatures de Franco dans des tracts clandestins de la Confédération Nationale du Travail, 1956	171
 Quatrième partie : la Colonie d'Aymare par José Vergara:	172
Annexe n° 11 : Photographie du château d'Aymare prise depuis son jardin, probablement en 1960	172
Annexe n° 12 : Tomás Aisa et Villaverde en train de construire le clapier, probablement en 1950....	173
Annexe n° 13 : Photographie d'un groupe de travail s'attellant à la construction d'une source d'eau au début des années 1950	174
Annexe n° 14 : Couverture originale du manuscrit de José Vergara	175
 Cinquième partie : l'Athénée espagnol toulousain	176
Annexe n° 15 : Affiche de présentation de la conférence de Marie Laffranque autour de l'œuvre de Federico Garcia Lorca à l'Athénée espagnol toulousain le 24 avril 1960.....	176
Annexe n° 16 : Section des jeunes de l'Athénée espagnol toulousain aux « Olympiades » à Saint Lys, 1964	177
Annexe n° 17 : Composition du Bureau de l'Athénée espagnol toulousain, 1966	178
 Sixième partie : différentes utilisations du A cerclé	179
Annexe n° 18 : Tract de la Fédération anarchiste de Montreuil à l'occasion de l'élection présidentielle de 1965.....	179
Annexe n° 19 : Nombreux A cerclés sur la via Festa del Perdono de Milan, 1968	180
Annexe n° 20 : A cerclé marxisant, noir et blanc sur fond rouge, proposé par Ferro Piludu au début des années 1970.....	181

ANNEXES

Première partie : les cartes mobilisées

Annexe n° 1 : Carte de répartition des cotisants CNT-MLE en 1946, archive originale.

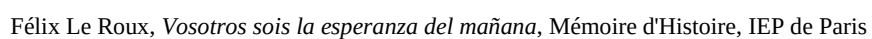


Sources : *S'intégrer sans se dissoudre*, Les Cahier du CTDEE, Décembre 2019, n°12, p. 79.

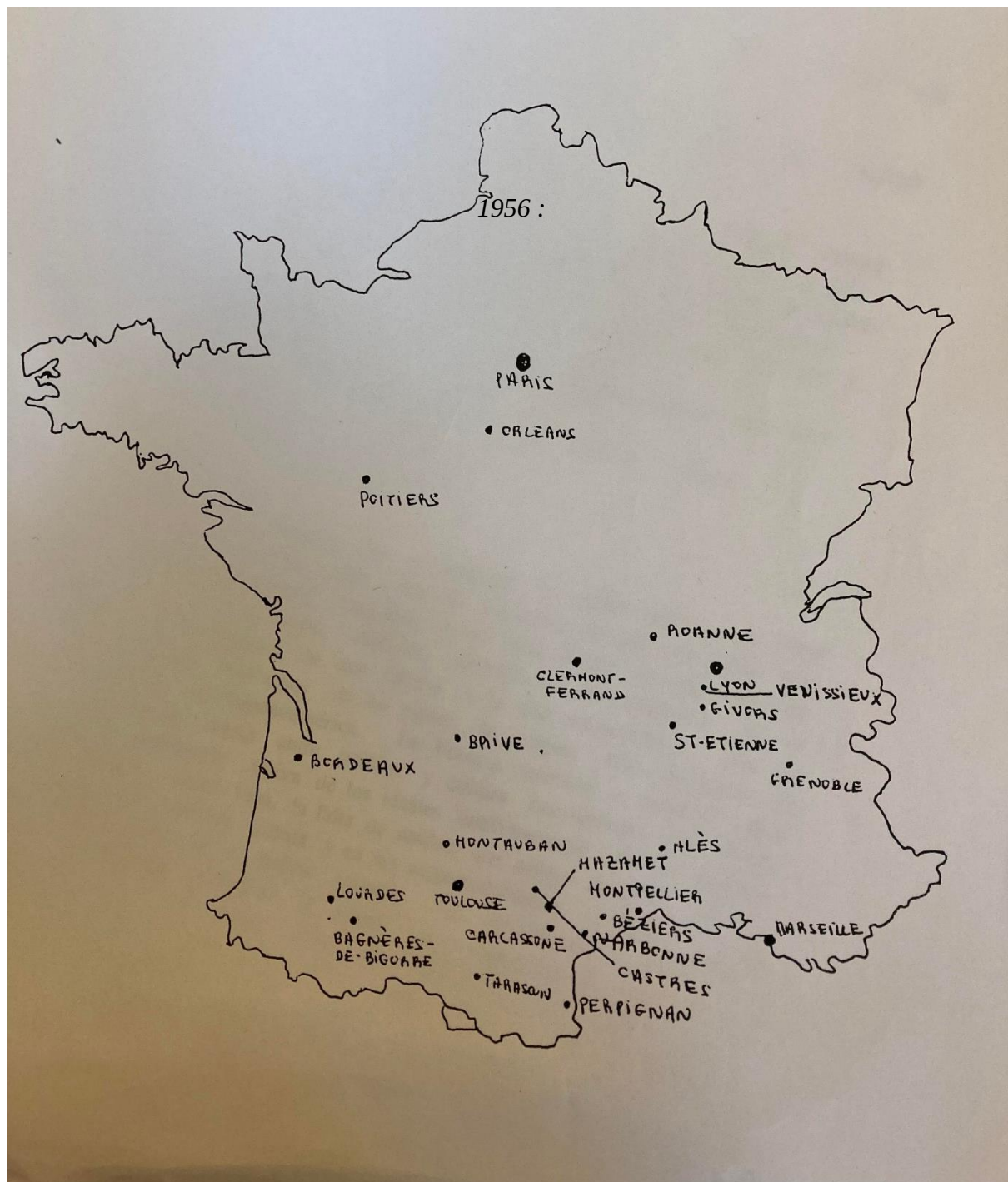
Sources : Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'émigration politique espagnole en France au travers de sa presse, 1939- 1975*, Thèse d'Histoire sous la direction de Pierre Milza, Institut d'études politiques de Paris; Cycle supérieur d'histoire du XXe siècle, 1994, p. 69.



Sources : Geneviève DREYFUS-ARMAND, *L'émigration politique espagnole en France au travers de sa presse, 1939- 1975*, Thèse d'Histoire sous la direction de Pierre Milza, Institut d'études politiques de Paris; Cycle supérieur d'histoire du XXe siècle, 1994, p. 72.



Annexe n° 4 : Localisation géographique de l'activité des groupes artistiques libertaires (1945-1960).



Sources: Alicia ALTED VIGIL, «El teatro en los medios libertarios del exilio en Francia, 1945-1960» dans Manuel AZNAR SOLER, *El exilio literario español de 1939, actas del Primer Congreso Internacional* (Bellaterra, 27 de noviembre- 1 de diciembre de 1995) Vol. 2, Gexel, 1998, p. 464.

Deuxième partie : guide d'entretien et retranscriptions

Annexe n° 5 : Guide des entretiens semi-directifs.

Huit questions ouvertes servent de base à l'entretien. Il s'agissait de garantir une grande liberté à la personne interrogée tout en s'assurant d'aborder les problématiques étudiées dans ce travail de recherche. Par exemple, la questionner sur son engagement militant revient souvent à évoquer la socialisation primaire issue de l'éducation par les parents et donc à mentionner leurs rapports au politique. Ces questions permettent d'assurer un développement qualitatif des thématiques élaborées au préalable.

- Quel est votre lieu et quelle est votre date de naissance ?
- Quel est votre parcours scolaire et professionnel ? Quel rapport avez-vous entretenu avec l'école française ? Et vos parents ?
- À quand remonte la genèse de votre engagement militant ?
- Dans l'activité politique de la CNT en exil, les regards étaient-ils constamment tournés vers l'Espagne ?
- Quels rapports entretiennent les différentes composantes de l'exil ? Avez-vous le souvenir d'altercations avec les communistes du Parti communiste d'Espagne ?
- Quel a pu être votre rapport à l'événement (guerre d'Algérie, mai 68...) ?
- Considérez-vous comme importante la transmission des valeurs et de la mémoire de l'exil anarchiste à vos enfants ?
- Que se passe-t-il après la mort de Franco en 1975 ?

La formulation des questions a été personnalisée en fonction de la personne interrogée. Les travaux personnels d'Ángel Carballeira ou de Placer Marey Thibon ont par exemple formé une base importante lors des entretiens. L'implantation géographique (en région parisienne, à Toulouse, en ville ou en campagne) du témoin a aussi constitué une variable à prendre en compte, que ce soit dans le guide d'entretien ou lors des entrevues.

Puisqu'on parle de votre enfance, on va peut-être commencer par là. Donc vous êtes né...

Le 11 juillet 1942, en France, dans le Lot dans un petit village qui s'appelle Cras, à 20km au nord de Cahors. Mes parents sont issus de l'exil de 1939.

Mr. Carballeira voit que j'ai ramené un numéro des Cahiers du CTDEE dans lequel il a rédigé de nombreux articles.

Ca je l'avais fait parce que je me suis accroché avec une dame, présidente de Rivesaltes, à côté de... au-dessus de Carcassonne mais enfin bon... les mémoires d'un homme maintenant ça m'est un peu plus difficile. Cette dame avait fait une conférence, une catalane, et tout le truc c'était de dire que le seul but des réfugiés espagnols c'était de s'intégrer. Dis donc, c'est archi faux, c'est une vue de français, content d'être français : « on ne peut qu'être joyeux de s'intégrer ». On n'est pas malheureux non plus, dire que c'était le but, ce n'est pas vrai, en tout cas pour les Espagnols. On s'était accroché et cela m'a donné l'idée de faire un truc sur les espagnols, d'où le titre « S'intégrer sans se dissoudre », je vous donne les circonstances hein.

Justement, vous y écrivez qu'au début de l'exil, que vous appelez l'exil « provisoire-définitif », les espagnols et surtout les anarchistes suivent les barrages et les chantiers. Dans ce cadre-là, comment on fait pour reformer un syndicat alors que, contrairement aux socialistes et aux communistes (PSOE et PCE), il n'y a pas de parti ou de syndicat frère.

Ah bah oui, évidemment. Il faut dire qu'il y a dans l'ADN du mouvement libertaire, une volonté de se regrouper. D'abord ils sont nombreux, les plus nombreux de l'exil quand même, élément souvent oublié par les historiens. Quand on a commencé à s'en occuper, les gens disaient toujours communistes, socialistes et bon à côté les libertaires. Pourtant c'est connu, les libertaires étaient les plus nombreux. En tout cas, il y a cette tradition d'agglutinement, de se regrouper pour être plus fort, un peu le contraire de ce qu'il se passe aujourd'hui dans les partis, on se divise à l'infini. Là, le fond c'est qu'on se regroupe. D'abord il y a beaucoup de solidarités et après, naturellement, ça se fait. Il faut bien voir que ce n'est pas reconstitution d'un syndicat, c'est la reconstitution d'un syndicat exilé, ce n'est pas le monde syndical, c'est le souvenir d'un syndicat.

Donc dans cette première partie de l'exil, les anarchistes et la CNT en exil restent essentiellement tournés vers l'Espagne ?

Pendant très longtemps ! D'ailleurs pour pratiquement tout le monde. Les communistes un peu moins, dans la mesure où je crois, je ne les connais pas bien, ils ont reçu l'ordre entre guillemets mais chez les communistes on peut dire ordre, de rentrer et de s'intégrer dans les milieux français. Le PCF avait aussi les moyens de les intégrer. Et donc quand on parle d'intégration, parce que bon, ça se fait, pas à cœur ou à contrecœur, mais naturellement avec le temps, on s'intègre sans s'en rendre compte. Mais la préoccupation essentielle ça reste l'Espagne, jusque, je dirais dans les années 1960. Ce n'est pas une date fixe hein, mais...

Malgré tout, vous écrivez qu'il existe une dynamique d'acculturation marquée même, avec le temps, par une prépondérance de la culture française...

Ah oui oui, l'école hein..

Oui je voulais en venir au rapport à l'école dans l'exil libertaire.

Ah l'école c'est merveilleux, pas que pour nous mais je parle pour les libertaires. On vient d'un pays où l'école n'a rien à voir avec l'école française. Elle est laïque, gratuite et, en général, on a un accueil empathique. Bon c'est arrivé d'avoir un enseignant pétainiste mais en général, je dirais à 90%, il y a une certaine sympathie dans le monde enseignant. D'ailleurs beaucoup d'enseignants sont socialistes, mais très peu sont libertaires. L'important c'est comment se comporte l'instituteur. Pour nous, une des choses essentielles ça a été l'école hein... L'intégration entre guillemets et puis, ce qui a été déifié dans l'exil libertaire, c'était la culture. Tout ce qui était culturel était bon et tout d'un coup on donne l'opportunité aux enfants d'aller à l'école.

Vous diriez que cette attache est spécifique aux libertaires au sein même de l'exil espagnol ?

Oui je pense. C'est un peu général mais... si on prend la révolution anarchiste en Espagne, une des premières préoccupations était de s'occuper de l'enseignement. On a fait des écoles, des écoles rationalistes... au moment où les gens en sont tellement privés et tellement demandeurs... dans l'exil, les socialistes viennent d'un milieu souvent de classe moyenne, y'a des enseignants et tout, nous on est un peu comme un papier buvard, comme quelqu'un qui n'a jamais bouffé... des morts de faim... du fait de la sociologie de l'exil. Les autres ils en ont eu, ce n'est pas tout à fait le même milieu et, même si tout le monde est très respectueux de la culture, nous on était des affamés. Et donc c'est merveilleux, c'est un monde.

Donc vous allez à l'école à Toulouse, où vous restez pendant très longtemps...

J'ai passé le certificat d'étude et... j'étais à l'école primaire, en grande banlieue mais c'était toujours Toulouse, dans un quartier qui s'appelle Montaudran, cœur de l'aérospatial, les aviateurs comme Saint-Exupéry partaient du terrain de Montaudran. Comme il y avait des trucs d'aviation ça a été bombardé pendant la guerre. Donc on était dans une école qui avait été reconstruite et qui était un ancien baraquement de camp d'internement. C'était un quartier à la marge, sociologiquement à l'école il y avait des fils d'ouvriers et des fils de paysans. Il y avait des parents français qui venaient des fermes aux alentours, et des Espagnols. Moi je suis arrivé à Toulouse en 1947. Le quartier à côté, le Point des Demoiselles, c'était déjà plus bourgeois, nous c'était un quartier très prolétaire.

Et donc vous étiez loin d'être la seule famille d'espagnols dans le quartier...

Ah non, parce qu'après, ça aussi quand on dit pourquoi ils s'agglutinent. Il y avait la crise du logement, il y avait un gars qui s'appelait Gutierrez et, quand il est parti, tout de suite son voisin, qui était espagnol, nous a prévenus et on a pu avoir un appartement.

Cela fait partie des réseaux de solidarités que vous avez évoqués...

Voilà, des réseaux de solidarités qui expliquent pourquoi il y avait autant d'espagnols dans le quartier.

Ce sont des souvenirs d'enfance mais vous avez en mémoire l'état d'alors de l'engagement politique de vos parents ?

Ah oui, mon père était un militant, pas important mais un militant de base très sollicité. Ma mère, elle a été militante mais c'est une révoltée. Vous savez les catalans... ma mère était catalane, c'est chaque chose à sa place hein... Ils sont carrés les catalans, ils passaient pour des gens taciturnes, très carrés. Ma mère était comme ça, très révoltée, elle faisait grève pendant les grèves mais elle n'a pas été aussi militante que mon père qui était très impliqué dans la CNT.

Puisqu'on parle de votre mère, je sais qu'il est très polémique dans les milieux libertaires mais Freddy Gomez écrit que les femmes sont très importantes dans l'exil mais qu'elles restent presque systématiquement à leur place de femmes. Qu'est-ce que vous pouvez en dire ?

Ce n'est pas tout à fait faux... Bon les historiens ont tendance à analyser le passé avec la grille du présent. Vous savez certains historiens disent que la Révolution française n'a pas tant amélioré la situation des femmes, c'est sûr en prenant la grille d'aujourd'hui... mais à l'époque c'était un petit avancement quand même. Mais pour revenir à ce qu'écrit Freddy Gomez, c'est vrai hein ce n'est pas faux... Mais vous savez si on prend la révolution anarchiste de 1936, la société espagnole était comme elle était, on ne peut pas la décoder comme maintenant.

Pourtant il y avait déjà les Mujeres Libres qui revendiquaient une plus grande place au sein même du mouvement libertaire, en Espagne et en exil...

Oui oui c'est vrai... Mon cas n'est pas général mais ma mère ne se laissait pas montrer le petit doigt. Elle était libre mais c'est vrai que les femmes avaient des travaux féminins. Et puis, si on croit qu'en 1936 les femmes vont avoir le comportement des femmes de maintenant, ce n'est pas vrai. Même chez moi, à Toulouse, mon père travaillait et ma mère s'occupait de ma sœur et de moi et elle faisait des ménages, c'était réservé aux femmes.

Ce qui peut expliquer pourquoi dans les assemblées plénières et au sein même de la CNT, peu de femmes ont la parole...

Oui il y a très peu de femmes, mais il y en a. C'est admis assez naturellement mais si on veut rester sur des chiffres, il y en a peu. A mesure que les plus jeunes générations vont arriver, qui évoluent avec la société, ils vont secouer le cocotier. Mais les Mujeres Libres, ça reste très marginal. Par ailleurs, ma mère, qui avait été sollicitée, a toujours refusé. Elle pensait que faire cette forme de ségrégation... on était tous des prolétaires quoi. J'ai dit ça plus récemment à Toulouse, je me suis fait agonir par le courant actuel. Il faut privilégier la lutte des classes, même si c'est un terme que je n'utilise presque pas, très connoté PCF. Mais à 14 ans elle est entrée à l'usine donc elle a travaillé quinze ou vingt ans en usine. D'ailleurs il y avait beaucoup de personnel féminin mais quand il y avait grève, c'était la CNT qui faisait grève, pas les femmes de la CNT qui faisaient grève donc ça l'a toujours gênée.

Arrivée à Toulouse, votre mère fait donc des ménages...

Ah oui, c'est-à-dire que l'industrie de la soie à Toulouse... c'est zéro.

J'aimerais qu'on s'arrête sur le bouillonnement culturel que vous décrivez dans les Cahiers du CTDEE, qu'on parle de l'Ateneo de Toulouse fondé en 1959 mais aussi de tout ce qui a pu se faire avant.

Ah l'Ateneo, c'est un problème des historiens maintenant. L'Ateneo il arrive tardivement, en 1959. Mais avant, vous savez moi j'ai grandi dans les milieux libertaires, je suis tombé dans la marmite très tôt. Les historiens maintenant privilégient beaucoup l'Ateneo, on en a fait partie attention, je ne veux pas dire que ce n'était pas bien mais c'était déjà une autre époque. Le papier buvard donc je parlais, c'était avant, et c'était beaucoup plus important que l'Ateneo. Quand on arrive, moi en 1947, la CNT a un local sur la Prairie des Filtres je crois. Il y avait un bâtiment construit après la guerre pour les réfugiés, il y avait une grande avenue et la mairie avait construit des trucs sur le cours Dillon, qu'on prononçait en un seul mot d'ailleurs. Et au bout du cours Dillon il y avait beaucoup de place, et ça appartenait à la CNT. Enfin ça n'appartenait pas à la CNT mais on nous le prêtait. Et là c'était un peu les Ateneos qu'il y avait en Espagne ou las Casas del Pueblos quand c'étaient les socialistes. A cet endroit, les gens se retrouvaient en sortant du boulot, ils discutaient. Ça permettait même de trouver des logements ou du travail. Il y avait alors un bouillonnement culturel, mais un bouillonnement ouvrier hein, l'Ateneo plus tard c'est différent.

Alors, comment se traduit ce bouillonnement culturel ?

Déjà ça se traduit par trois troupes de théâtre directement attachées au mouvement libertaires. Le groupe Iberia, Terra Lliure pour les catalans qui veulent se différencier, et la troupe des Jeunesses Libertaires. Dans ma jeunesse, on allait au théâtre presque tous les dimanches, et parfois même le samedi. Ah tiens d'ailleurs je vous ai préparé quelque chose que j'ai retrouvé.

(Il se lève et va chercher un exemplaire de son ouvrage Les Espagnols de l'exode et du vent).

Merci beaucoup, je l'ai cherché partout pendant quelques semaines mais je n'ai pas réussi à mettre la main sur un seul exemplaire.

Il est épuisé. Y'a une confusion sur ce bouquin, je vous donne un peu le contexte. J'en ai eu marre que les historiens... ça commence dans les années 1970. J'ai bien connu certains de ces historiens comme Domergue qui était très sympa par ailleurs. Mais ils partaient d'une idée préconçue, d'une espèce de culture de gauche française. Ils nous décrivaient avec cet axiome et je me suis : mais ils sont en train de raconter notre histoire. Au bout d'un moment j'ai dit non. Pour faire ce travail, parce que c'est compliqué, je vais prendre ma vie comme fil conducteur, ce que j'ai vécu et ce que j'ai vu. Mais le but c'est de décrire le milieu dans lequel j'ai vécu en prenant un fil d'Ariane qui est ma vie. Comment je vois les militants, la solidarité... Certains ont pensé que c'était mon autobiographie et ça m'a déçu. Mon but n'était pas celui-là. Je voulais décrire des parcours et donc je suis parti de ma famille, qui forme un échantillon comme un autre et, à partir de là, pouvoir décrire ce que j'ai vu et tout ça. On était en train de raconter notre histoire, parce qu'on est devenu à la mode hein depuis les années 2000, et les historiens racontent notre vie. Donc j'ai décrit ce que j'ai vécu moi en essayant de décrire le milieu. J'espère que vous le comprendrez comme ça même si bon, il a un peu pris la pluie. Pour revenir au milieu culturel, c'est essentiel. Gamin j'allais au théâtre, la salle était pleine, c'était la salle Fernand Pelloutier, le créateur des bourses du travail, une grande salle de spectacle pleine tous les week-end. Et souvent, enfin de temps en temps, j'exagère un peu, il y en avait le samedi soir et le dimanche. En été, quand le beau temps arrivait, il n'y avait plus de théâtre, il y avait les excursions. On n'allait pas loin, à 20 kilomètres de Toulouse, tout le monde était

à vélo. Au début on me portait sur le porte-bagages, ensuite j'y allais avec mon petit vélo. Maintenant c'est dans Toulouse mais on allait à l'Ardennes, au bord d'une rivière qui s'appelait la Touch. Parfois l'après-midi, un petit groupement se formait et discutait, pas forcément politique, ce n'était pas encadré, très spontané et à l'initiative des participants. Donc l'été c'était comme ça, dès que l'automne arrivait, c'était la théâtre. C'était ça la vie, jusque dans les années 1960 où il y a eu des changements. Les historiens, je n'ai rien contre eux je travaille avec eux d'ailleurs, mais ils s'occupent davantage de l'Ateneo parce que cela correspond plus à leur fonctionnement : les classes moyennes. L'Ateneo de 1959, c'est un peu maqué, même si c'est un mot que je n'aime pas, avec la franc-maçonnerie. Parce qu'avec les libertaires, le Grand-Orient voit une occasion d'intéresser beaucoup de gens. On les intéressait parce qu'il y avait beaucoup d'humanisme dans le mouvement libertaire. Les années 1960 c'est le moment où, comme les autres, sont affaiblis. C'est un moment historique important où on cherche à se regrouper. Déjà, on croit que Franco c'est fini, qu'il va bientôt mourir. Il y a beaucoup de mouvements qui se créent, des mouvements d'idées je dirais, qui vont essayer d'imaginer la suite, après Franco. Pour le mouvement libertaire c'est embêtant parce qu'ils sont un peu ailleurs alors qu'ils sont beaucoup plus nombreux que les socialistes ou les communistes.

Vous parlez de regroupement, mais les statuts de l'Ateneo stipulent que les mouvements totalitaires ne peuvent pas intégrer l'organisation, en visant clairement les communistes considérés comme staliniens.

Ah mais ça c'est la patte des francs-maçons et des libertaires. Les seuls à être complètement marginalisés, ce sont les communistes, on ne veut rien avoir à faire avec eux.

Une persistance des journées de mai 1937 ?

Ah oui, mais aussi une persistance de ce qui s'est passé dans la Résistance. Le truc que j'avais fait sur Lacazasse, y'a des morts hein. Le secrétaire des jeunesses socialistes de Toulouse, il est éliminé après la Libération, il est flingué, parce que les communistes sont des totalitaires. S'il y a des liens avec les socialistes, il n'y en a pas avec les communistes. Y'a même des gens qui viennent armés à des événements.

Vous avez souvenir d'altercations entre anarchistes et communistes ?

Moi non, parce qu'on ne les voyait pas. Pour revenir à l'Ateneo, ça vient à ce moment-là, où il va y avoir une alternative. On pense qu'avec la fin de Franco, avec l'Europe... les gens se font un peu un cinéma, qui se comprend d'ailleurs. Comme le point faible des libertaires c'est la culture, on se dit qu'on va créer une forme d'institution culturelle commune où tout le monde pourra adhérer. Il y a un autre point important à propos de l'Ateneo que les historiens ont tendance à oublier. A l'époque, la CNT est divisée, il y a deux CNT. D'après moi, et je pense que je suis dans le vrai, l'Ateneo est un processus préparatoire à la réunification de 1961. Il y a alors des gens bien des deux côtés mais ils n'ont pas la même vision du syndicalisme, une frange révolutionnaire et une frange réformiste. Mais bon, prenez un militant à la droite de la CNT révolutionnaire et un autre à la gauche de la CNT réformiste, la frontière peut être fine. Mais les antagonismes sont tels... les gens vivent de véritables vie militante. Il faut bien voir que la CNT c'est une contreculture marquée par un projet de société complètement différent. C'est assez difficile à comprendre pour un socialiste ou un républicain français.

*Mais alors comment cette contreculture se manifeste-t-elle et par rapport à quoi, l'Etat ?
L'autorité ?*

Par rapport à tout ! Des révolutionnaires, c'est clair ! Mais bon, petit à petit on s'intègre, les gars lisent la Dépêche du Midi, comme tout le monde et ça a son effet. Puisqu'on parlait de l'Ateneo, la CNT révolutionnaire ou orthodoxe, un mot que je n'aime pas et qui a une connotation religieuse, et la CNT réformiste, se rendent compte avec le temps qu'ils peuvent être capable de travailler ensemble. Avant cela, c'étaient des divisions profondes, l'esprit et la vie militante étaient enracinés d'une telle manière qu'il était difficile de parler, au sein même de la CNT, à quelqu'un de la scission. Mon père était du côté révolutionnaire, mais chez les réformistes, il y avait des gens bien, même si puisqu'ils étaient minoritaires, ils avaient tendance à récolter les éléments les plus médiocres de chez nous, ceux qui avaient volé dans la caisse par exemple, et ce n'est qu'à moitié une blague. Pour finir sur l'Ateneo, parce que cela me semble très important, on attribue aujourd'hui l'initiative de sa création aux Jeunesses Libertaires de Toulouse, avec des gens comme Ricardo Ferrer. Ils envoient un article et on retient qu'ils ont eu l'idée. Cela ne s'est pas passé comme ça. Dans les années 1960, on pense que le franquisme n'en a plus pour longtemps alors toutes les forces du mouvement libertaire en exil, mais aussi les autres, cherchent à se mettre en place, c'est à ce moment qu'il va y avoir les réunions de Munich, de la haute politique ! Donc un des points importants c'est que la CNT est elle-même faible à ce moment-là, qu'elle soit révolutionnaire ou réformiste. C'est donc un moment où il faut se réunir. Mais bon, comme les libertaires sont trop honnêtes et un peu psychorigides, il y a eu des affrontements très durs. Et je trouve ça remarquable qu'il n'y ait pas eu de morts si on prend en compte le fait que beaucoup d'armes étaient encore en circulation et que, comme je l'ai dit, les gens menaient de véritables vies militantes. Malgré les divergences, on n'en est pas arrivé là. J'ai une anecdote d'ailleurs, quand j'étais jeune j'allais vendanger. Il y avait un gars de la CNT révolutionnaire qui militait à Villeneuve-les-Béziers, avant la réunification de 1961. Il revenait de loin, il avait été dans la Résistance et arrêté mais son transport avait été attaqué et libéré. Enfin bref, une fois il me raconte qu'il prenait la grande descente vers Villeneuve-les-Béziers. En sortant d'une réunion de la CNT, tard dans la nuit, il y rencontre un pauvre camionneur en panne. Le mec était au milieu de la route avec un cric. Le camarade de la CNT était armé, c'était un gaillard imposant. Il s'arrête et dit au camionneur : « sors de là ou je te descends ». C'est dire l'ambiance qui régnait à l'époque ! Donc, un moment donné, des deux côtés, des tendances invitent à se réunir. Mais comme les libertaires espagnols sont psychorigides, comment ça va se résoudre ce problème ? L'Ateneo va devenir le point d'attaque de ce processus. L'idée est aussi de créer un organisme neutre où les gens de chaque tendances vont pouvoir aller sans perdre la face. L'Ateneo, globalement, c'est ça. Après politiquement je crois que les francs-maçons jouent un rôle. Ça devient donc un lieu de rencontre. On a voulu montrer que c'était un lieu où il y avait tout le monde et c'est vrai, mais bon les républicains c'est combien à Toulouse ? Dix mecs ? Par commodités on nous dit l'exil républicain... Mais républicain *ostia* ce n'est pas vrai ! Non mais les anarchistes ne sont pas républicains, les socialistes sont pour la dictature du prolétariat, les communistes aussi. Les républicains il y en a mais c'est une poignée de bonhommes, plutôt sympathiques d'ailleurs. Sous couverts de réunir toutes ces tendances, ça va permettre à la masse, et surtout aux CNT révolutionnaires et réformistes, de se trouver dans un terrain neutre avec des socialistes qui viendront très peu parce qu'ils sont beaucoup moins nombreux. Une des choses les plus importantes à rappeler dans la création de l'Ateneo, c'est ça, avec bien sûr la situation en Espagne.

Donc vous expliquez que c'est grâce à cette volonté de réunification que l'Ateneo apparaît, mais c'est aussi à travers l'Ateneo que cette réunification va être rendue possible ?

Oui ! Ce sont tous les préparatifs. Les choses ne se font pas en un clin d'œil, sauf si on décrit tout comme le fait l'Histoire événementiel. Ce sont des dynamiques qui se mettent lentement en place et puis les gars sont rigides, donc c'est la solution.

On pourrait ajouter que la situation dans laquelle la CNT en exil s'est retrouvée obligeait ou du tout moins poussait à la réunification, avec une lente dégradation de ses effectifs depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale...

Oui, c'est sûr, c'est lié. Bien qu'en 1965, ils sont toujours 5 ou 6 000, et des cotisants !

Vous l'écrivez oui, il y a toujours 207 fédérations locales en 1965 et 6 000 cotisants.

Oui et les cotisations c'est très important.

En parlant de cela, comment expliquer cette lente dégradation des effectifs avec entre 20 et 21 000 cotisants en 1946 et 6 000 en 1965 ?

Je dirais que c'est une dégradation normale, il y a beaucoup de gens qui meurent. Et puis il faut reconnaître que la scission a fait beaucoup de mal avec des gens qui ne prenaient pas partie et qui se sont éloignés. Mais bon, 6 000 cotisants en 1965, ça reste remarquable !

C'est vrai qu'on a souvent tendance à présenter la CNT en exil comme groupusculaire dans les années 1960 alors qu'il y a encore des milliers de cotisants...

Ah oui, absolument. Les libertaires espagnols de la CNT, c'est le plus fort contingent de l'exil. Et puis les autres, ils ont eu plus de possibilités d'intégration, avec le Parti socialiste français etc... Un copain qui participe aux Cahiers qui s'appelle Francisco, il vient de la UGT, et son père aussi. Eh bien son père a pu trouver un travail très rapidement, il est rentré tout de suite comme ajusteur. Il avait des réunions avec Badiou, le maire de Toulouse. Les socialistes espagnols avaient porte ouverte à la mairie de Toulouse et ils étaient très aidés. Ce n'était pas anormal hein, mais ils étaient beaucoup moins nombreux que nous. Pour revenir à l'Ateneo, il faut voir qu'avec les libertaires et les francs-maçons, on intéresse un peu dans le cadre de la guerre froide. C'est alors très intéressant d'avoir des gens d'ultra-gauche qui sont anticommunistes, enfin pas anticommunistes, antistaliniens. Et donc il y a des aides indirects assez régulièrement.

De la part des Etats-Unis ?

Bien sûr, de la part des Américains, et à Paris c'est pareil. Bon c'est monté en épingle par les staliniens mais ça a existé. C'est intéressant parce que les antistaliniens ici sont antifascistes.

Vous avez expliqué que l'Ateneo devient un terrain neutre où les différentes tendances de la CNT peuvent se réunir. A Paris, le « Point du jour », un bistrot rue Saint-Marthe, tient aussi ce rôle. Alors, y'a-t-il d'autres lieux de socialisation pour les libertaires espagnols à Toulouse ?

Y'a eu le café Borios, un café où les gens qui n'avaient pas forcément de local pouvaient se réunir, des groupuscules etc... Ce café prêtait des salles mais le plus important, c'était l'Ateneo, composé à 70 ou 80% de libertaires. L'Ateneo va vouloir remplacer le cours Dillon avec des locaux beaucoup plus petits. Les gens qui font vivre l'Ateneo ce sont les libertaires

mais on ne les retrouve pas dans les instances qui vont le diriger. On y retrouve plutôt les socialistes ou les républicains parce que bon, ce n'est pas vraiment notre monde. En revanche, dès qu'il faut réparer quelque chose ou refaire les murs, c'était nous, parce qu'eux ils ne savaient pas. C'est un défaut mais aussi une qualité du mouvement libertaire. Le seul qui va jouer ce rôle, c'est Peirats, qui va aller jusqu'à quitter la CNT d'ailleurs. Il va y avoir des conférences de Gorkin, du POUM. A chaque fois, les salles de l'Ateneo, que ce soit la salle du Senechal ou la salle du jardin des plantes, sont combles. L'Ateneo va permettre à ces gens de s'exprimer devant des salles remplies, pour la plupart par des libertaires. Il faut dire que l'Ateneo se veut être une copie du cours Dillon, sans le côté révolutionnaire.

J'aimerais qu'on s'arrête sur les commémorations, à travers diverses discussions, notamment avec Placer Marey Thibon, j'ai cru comprendre qu'on pouvait commémorer différemment qu'on soit à Paris ou à Toulouse, plutôt en avril à Paris pour la République et en juillet à Toulouse pour la révolution.

Je n'en suis pas certain. A Paris, les libertaires ne commémoraient pas la République. Bon déjà le mot commémoration... c'était surtout, par rapport à l'Espagne, une occasion de marquer le coup. A Toulouse, le palais des sports pouvait accueillir des milliers de personnes. C'était donc une affirmation par rapport à l'Espagne. Par ailleurs, il y avait une ambiguïté parce que beaucoup de groupes parlaient du 18 juillet. Les seuls à commémorer, entre guillemets, le 19 juillet, ce sont les libertaires, la révolution sociale. Après, le PC, pour semer la confusion, parlait du coup d'Etat du 18 juillet et pas de la révolution libertaire du 19. Au-delà de tout cela, c'était une occasion pour les gens de se rencontrer. Les moyens de communication n'étaient pas les mêmes. Par exemple, deux cousins de Caussade et Tarbes, pouvaient se donner rendez-vous à Toulouse. C'était un lieu, une occasion de se revoir. Moi je vis chez moi, on vivait dans 33m² mais on avait une cour. Mes parents étaient du quartier de Gracia à Barcelone, un quartier très révolutionnaire. Eh bien les amis du quartier qui s'étaient exilés à Castres ou à Tarbes, venaient le jour de cette commémoration et mangeaient dans la cour. C'était aussi l'occasion, pour les militants, d'échanger des idées et des pratiques. Ce n'était pas une commémoration avec des drapeaux, je n'y ai jamais vu le drapeau noir et rouge etc... C'était la seule occasion que les gens avaient de se revoir. Il y avait les anciennes solidarités de village qui se recréaient, les liens se retissaient et puis au niveau organique et militant il se passait des choses, des échanges d'idées... Pour Paris, on a voulu dire que les libertaires commémoraient la République en avril mais pas du tout, c'était lié aux conditions de vie. Les exilés gagnaient mieux leur vie à Paris et pouvaient partir en vacances. Les premiers exilés à être partis en vacances, c'étaient les Parisiens. Mon père, mort en 1963, je crois qu'il n'est jamais parti en vacances. Donc, organiser quelque chose en juillet à Paris, c'était compliqué. Quand je suis arrivé à Paris en 1969, je n'ai jamais entendu qu'on commémorait la République. Il y avait toujours cette idée de regroupement, les gens du Havre pouvaient descendre sur Paris. Et pareil, la Mutualité était tout le temps pleine. Cela dit, il y avait des différences. A Toulouse, un meeting était organisé le matin, en affirmation par rapport à l'Espagne comme je l'ai dit. L'après-midi, il y avait un festival. Le Palais des Sports était alors très convivial, il y avait du bruit, du bordel. A Paris, il y avait aussi ce meeting, pour dire on est là, on est toujours là. Mais l'après-midi, je ne sais pas si c'est parce que c'était à la Mutualité, mais cela ne se prêtait pas au bordel. J'imagine que la structure du lieu ne s'y prêtait pas. C'était alors plutôt un spectacle, il y a eu de grosses vedettes : Brassens, Reggiani... Ferré n'est jamais venu et je ne manque pas de l'allumer d'ailleurs.

Votre parcours est assez intéressant puisqu'après avoir vécu une grande partie de votre vie à Toulouse, vous arrivez à Paris en 1969. Est-ce que vous remarquez des différences de pratiques ou de schémas de pensée qui vous frappent ?

Alors là, pas vraiment, il n'y a pas tant de différence. Et avant Paris, il y a eu Alger. C'est quelque chose qui m'a étonné. J'arrive à Alger en 1968 après avoir été nommé dans une école à Bab El Oued, un quartier très populaire. C'était une école professionnelle, j'étais enseignant dans une école des télécoms. Elle avait beaucoup de moyens, elle dépendait à moitié de l'ONU et avait donc beaucoup de crédits. Je découvre qu'il y a une fédération locale de la CNT à Alger, à 800 mètres de chez moi. C'était peu de temps après la Guerre d'Algérie, on rencontrait des difficultés à trouver un appartement parce qu'il y avait une grosse crise des logements. La fédération m'a trouvé un logement tout de suite. Sociologiquement c'était intéressant parce qu'à Toulouse c'étaient surtout des catalans et des aragonais, ils formaient la masse des exilés libertaires. A Alger, c'étaient plutôt des valenciens, des types d'Alicante parce que quand l'Espagne a été coupée, ils sont partis de l'autre côté. Donc sociologiquement il y avait des différences. Pourtant, et cela m'a étonné, ils résonnaient et avaient les mêmes ambitions que les mecs de Toulouse. Bon ils étaient moins nombreux, certains s'étaient rapatriés autour de 1965 parce que les Algériens commençaient à être compliqués, on était algérien c'était bien, on n'était pas algérien on n'était rien. Donc l'exil libertaire s'est dilué. Sociologiquement, il y a beaucoup de cordonniers. Les exilés ont donc monté une coopérative qui s'appelaient l'avenir algérien, à côté de mon école ! Il y avait une soixantaine de bonhommes, avec des Espagnols et des Algériens. Tout le monde gagne pareil mais il y a des Algériens qui n'avaient pas de culture politique. Il va vite y avoir des problèmes parce que certains trouvaient ça plutôt peinard et ne bossaient pas. Donc comme je disais, ce qui va m'étonner, c'est que les libertaires résonnent comme à Toulouse, et comme à Paris ! Mais bon, je vais avoir plus de difficulté à Paris parce que je vais rencontrer des gens que je ne connais que de vue, je ne vais pas les connaître nominativement. Géographiquement c'est pas du tout pareil, à Toulouse je connaissais tout le monde, c'était beaucoup plus petit, là j'ai l'impression de venir d'ailleurs. Je travaille, je ne vais à la fédération que les samedis donc je vais moins les connaître mais quand je discute avec les camarades, c'est les mêmes, on a les mêmes raisonnements.

Donc si je comprends bien, les différences de pratiques sont liées à une sociologique et à une géographie différente plutôt qu'à des différences dans l'imaginaire collectif libertaire...

Ah oui c'est clair, l'imaginaire collectif reste le même, et je l'ai constaté à Alger alors que les gens ne venaient pas du tout du même endroit hein. Il y avait une constante à... je dirais, 90%. On avait la même vision de la vie, de la société, de la révolution. Par exemple, quand je propose des cours d'alphabétisation, les camarades me disent : banco !

Puisque vous parlez de cours d'alphabétisation, le CESE, formé à Paris en 1961 par des cénétistes quelque peu en rupture, cherche à donner ce type de cours aux immigrés espagnols qui arrivent dans les années 1960. Il s'agit alors d'intéresser les nouveaux venus à la question sociale. Est-ce que ce type d'initiative existe aussi à Toulouse ?

Pas à Toulouse mais oui, on l'a fait aux Vignoles. Mais il faut reconnaître que le franquisme a réellement marqué les esprits. Une partie des gens viennent et s'ils peuvent prendre, un peu en consommateurs quoi... On avait presque l'impression d'avoir à faire à des profiteurs. En revanche, juste après la guerre, au Cours Dillon en 1947-1948, il y a des cours

de tout, pour tous ceux qui veulent. Il n'y avait pas de cours d'alphabétisation à Toulouse, mais des cours de radioélectricité par exemple. Plus tard j'ai fait des cours d'alphabétisation à Bab El Oued et ce n'est pas forcément facile. La CNT avait fait le centre Garcia Lorca, à côté de l'usine. Quand j'arrive en 1968 ils sont déjà beaucoup moins, donc ils ont le centre mais ne font pas beaucoup d'activités, très peu même. On faisait quand même les excursions, comme chez nous, en été, à 30km d'Alger. Dans ces, en autobus, les gars n'avaient pas de voitures et à Alger il n'y avait pas de vélo. On remplissait un car et on intéressait pas mal d'algériens. C'est d'ailleurs un des seuls endroits où j'ai vu un peu tout le monde se rencontrer. Les Algériens n'étaient pas en majorité, mais tout de même.

A Toulouse, les giras intéressaient-elles d'autres publics que les libertaires espagnols ?

Il y avait quelques français, mais le cœur des giras restait quand même composé d'espagnols. Et puis bon, ce qui a tué un peu tout ça, c'est la bagnole. Les années 1960, c'est le début des années où les camarades commencent à avoir des voitures. Cette combinaison de la situation de la CNT à l'époque et du progrès, entre guillemets, change alors beaucoup de choses.

J'aimerais qu'on revienne, puisqu'on est dans les années 1960, à ce que vous disiez au début de l'entretien. Vous avez parlé des jeunes génération qui, dans ces années, ont secoué le cocotier. Vous pouvez en dire plus ? Les pratiques politiques se renouvellent ?

On peut parler de mai 68, très intéressant même si j'étais à Alger. Pour revenir un peu en arrière, il y avait les concentrations que les Espagnols avaient formées en premier, en 1954 je crois. Il commençait à y avoir des congés. Aux Jeunesses Libertaires, les jeunes qui avaient des congés se disaient qu'au lieu de partir en vacances bêtement, ils pourraient se retrouver et former une concentration libertaire. Les premières concentrations se sont faites à Aymare. Bon déjà, encore un problème des historiens, et des libertaires d'ailleurs : on a souvent dit que Aymare c'était la reconstruction des collectivités libertaires de la Guerre civile. Alors, oui, mais c'était surtout, au début, une pompe aspirante pour sortir les gens des camps d'internement. Dans ces camps, les gens qui étaient ma foi prisonniers pouvaient sortir si quelqu'un les réclamait depuis l'extérieur. Mon père est sorti du camp du Vernet comme ça. On l'a réclamé et il s'est retrouvé à Aymare, comme ouvrier agricole. Après, s'ils pouvaient, les gens partaient pour laisser la place à d'autres etc... Mais, comme ils s'étaient regroupés, au bout d'un moment ils s'organisaient autour de notre Idée. Je me suis fâché avec un type, enfin gentiment même si on a plus de relations, qui a été un des seuls à travailler sur Aymare.

Vous parlez d'Olivier Hiard ?

Oui, c'est ça. Au début, l'histoire c'est qu'il y a un calendrier de SIA que j'ai fait sur Aymare. Voilà qu'un copain de Cahors, qui est décédé maintenant, trouve Hiard et commence à discuter. Bon ce Hiard est allé dans trois cartons d'archives de la Police, il a compté qu'il y avait je ne sais pas moi, 50 cochons, 30 poules, ce que fait la Police et il part du principe que le but d'Aymare, c'était de faire une collectivité. C'est aussi un biais du mouvement libertaire, tout est récupéré pour montrer que les gars avaient la volonté de monter une collectivité, mais les gars avaient la volonté de sortir les gens du camp.

Pourtant, sur le temps plus long puisque la colonie d'Aymare existe jusqu'en 1967, on peut dire qu'il y avait une volonté de monter une collectivité libertaire non ?

Ah oui bien sûr, mais après. Mais au tout début, c'était pour accueillir les prisonniers, les vieux sans retraite, les malades etc... Après, cette idée de collectivité est vraie mais il y avait surtout une nécessité absolue de s'occuper de gens qui étaient dans le besoin. J'ai bien connu Aymare, j'y suis allé en 1954, j'avais 12 ans. Il y avait des gens âgés, des asthmatiques et des gars qui travaillaient collectivement. Cela dit, penser qu'on a voulu faire un kibboutz, non. Et donc avec Olivier Hiard, on se disait que ce serait bien de faire un bouquin de référence. Il y avait Placer, Reberter, moi et lui, en chef de projet. Un jour il nous dit qu'il a terminé et que c'est prêt à être publié, qu'il a déjà trouvé un éditeur. Alors bon, j'ai trouvé ça quand même très cavalier, et pas très libertaire. Ce qu'il faut retenir, c'est que la communauté ne s'est vraiment fondée que quand les choses ont commencé à se stabiliser. L'erreur c'est d'avoir conservé cette communauté dans le Lot. D'abord, le sol n'est pas clément, le sol est très mauvais. C'est sympa quand on y va en vacances mais pour faire de l'agriculture, c'est une autre histoire. En plus, dès qu'il y avait un problème, on devait appeler quelqu'un de l'extérieur, un électricien par exemple. On s'est entêté à vouloir rester à Aymare, ce qui a été très certainement une erreur. C'était loin de tout. On a un copain aux Vignoles, il a 92 ans, il s'appelle Montaney. C'était un Parisien, parmi les premiers libertaires à avoir des congés. Alors l'été il venait, putain il se tapait un boulot de dingue. Il revenait à midi après avoir bossé au blé depuis 4h du matin. Ceux qui pouvaient venir comme ça, c'étaient les riches, entre guillemets. Il y avait énormément de Parisiens parce que c'était les seuls, enfin presque, à pouvoir se payer le voyage, à avoir des congés etc...

Il y avait donc bien un véritable esprit militant ?

Ah oui, complètement ! Bon après on ne se disait pas forcément que c'était militant, on se disait qu'il fallait y aller quoi.

C'est ce qui m'intéresse, pourquoi fallait-il y aller ?

Parce que c'est notre idéologie, notre solidarité, on fonctionne comme ça. Par exemple, la famille Montaney, ils descendaient tous de Paris, les parents, les frères etc... Ils venaient à cinq. Toutes les vacances on se tapait des haricots verts. La mère de Montaney, elle en a fait des kilos et des kilos, c'était sympa, j'en garde un très bon souvenir. Mais bon, pour revenir à Hiard, ce n'est pas méchant, mais il ne faut pas coller son idéologie à sa recherche quoi. Et puis après avoir exploré trois cartons, il avait l'impression d'avoir découvert l'Amérique. A Aymare j'ai connu des Suédois, des Norvégiens qui bossaient. Un Suédois qui était vraiment très très bien, Nils, on ne connaissait pas les noms de famille. Il parlait espagnol c'était un ancien de la guerre d'Espagne, il était venu combattre dans les colonnes libertaires. Y'avait des internationaux, et ça s'est ouvert aux français, certains trouvaient ça même trop espagnol. Il y eu aussi les concentrations en Italie dans les années 1960, avec les jeunes. C'est comme ça qu'en 1967, je suis allé en Italie au lac de Côme où il y avait Cohn-Bendit, on l'appelait juste « Cohn », il n'était pas encore Dany le Rouge. Il avait dévoilé son vrai visage. Il critiquait le mouvement libertaire, parlait de bureaucratie, toutes ces choses-là, il était en sociologie à Nanterre hein ! Je lui avais dit, « tu ne crois pas que dans un mouvement il vaut être élu qu'être un leader ? ». Ca ne lui a pas plu. Le lendemain, il se faisait traiter de leader. Je crois qu'il a abrégé son séjour d'ailleurs. Et puis bon après moi je suis parti en Algérie.

Une dernière question, que se passe-t-il après Franco ?

D'abord, ça pose beaucoup de questions aux exilés. Ma mère, quand on savait que Franco allait mourir, elle se disait : je suis espagnol, mais j'ai vécu plus en France qu'en Espagne, je suis quoi moi ? En effet, quand elle est revenue en Espagne, elle n'était pas bien du tout. Les mentalités avaient changé, même la langue : le catalan que ma mère parlait n'était plus le même. Ce sont des gens qui n'étaient bien nulle part. C'est un peu notre cas aussi, les plus jeunes, même si on est quand même français.

(L'entretien démarre après une courte discussion informelle dans les locaux de la CNT en exil au 33 rue des Vignoles dans le 20^{ème} arrondissement de Paris).

Déjà merci de m'accorder cet entretien. Avant l'entretien tu me disais que tu es né le 19 juillet 1936...

Oui, jour de la révolution sociale espagnole

Tu as donc quelques mois quand tu quittes l'Estrémadure pour l'Andalousie.

Un parcours un peu chaotique, mode de locomotion, je ne crois pas qu'il y en ait eu beaucoup, on a beaucoup beaucoup marché...

(Amado Marcellan rentre dans le local, s'installe et écoutera sans intervenir jusqu'à la fin de l'entretien)

Donc évidemment la guerre je n'en ai aucun souvenir. D'après ma mère, on est remonté tout doucement jusqu'à la frontière, c'est déjà en 1939. On passe la frontière et de là on nous prend et on monte dans l'Oise. Beauvais, entre autres... que je me souviens des gens que j'ai connus là-bas et que j'ai retrouvés quelques années après. Evidemment, les Allemands arrivent, on nous dit de partir. Comment on part ? Je ne sais pas. Sur la route, on a fait un peu de camionnette, ma mère m'a dit et beaucoup de marche, vol d'un petit chariot pour y mettre les petites affaires qu'on avait jusqu'à arriver en Corrèze. Ça devait être bien organisé, je ne sais pas les entités qui ont agi là-dedans mais tout était prêt pour recevoir les gens qui arrivaient. On est en 1940. Logement : très exigu, une promiscuité un peu particulière avec des célibataires, des veufs, des hommes sans leurs épouses mais tout s'est très bien passé avec une entente formidable. Nous avons été beaucoup aidés par les paysans, les gens du coin, ils ont été à la hauteur. Donc là je commence à réaliser tu vois que je ne suis pas chez moi, je suis à l'étranger avec ma mère. Mon père a passé les camps comme tous les hommes valides et il a été requis par les Allemands pour aller travailler dans la rade de Brest. De là il arrive à nous situer grâce à la Croix-Rouge. Il nous envoie une lettre qui nous arrive. Ma mère ne sait ni lire ni écrire mais un brigadiste italien qui parle espagnol nous permet d'entamer une correspondance avec mon père. Dans sa dernière lettre, mon père nous écrit qu'il faut que l'on envoie une lettre en expliquant que je suis à l'agonie. La larme à l'œil il va voir son responsable de l'organisation Todt, je crois qu'il était marié à une Espagnole, une valencienne, qui tombe dans le piège et lui fait un Ausweis pour une semaine. Evidemment, la semaine a été très longue, trop longue. Il nous rejoint en Corrèze, c'est là que je connais mon père. Toute la diaspora espagnole de l'exil, des libertaires, des vrais anarchistes, des socialistes, des communistes, il n'y avait alors pas d'interférences idéologiques entre tous ces gens-là, on était dans la même galère. Je garde un très bon souvenir de ce temps en Corrèze, un très très bon souvenir. Des gens qui ont été merveilleux.

Vous restez donc en Corrèze pendant toute la guerre...

Pour toute la guerre oui... Je commence l'école en Corrèze. Mon père est venu et il travaillait dans une ferme et faisait du charbon de bois pour alimenter les industriels du coin.

(Ángel Carballeira rentre dans le local).

Il avait ses trucs et en même temps la vente du charbon qui alimentait aussi les camions du maquis. Mon père a été dénoncé par un gendarme à quelqu'un de haut placé dans l'administration allemande. Evidemment ils sont venus, ils ont arrêté mon père. Il a fait un périple : Argentas, Tulle, Limoges... A Limoges, à cause d'une alerte, le train est arrêté : mon père descend du train et s'en va. A Limoges il nous envoie une lettre écrite au crayon et nous explique qu'il retourne en Espagne et que ça va être un peu long, par le seul fait qu'il ne voyage que la nuit. Finalement il s'échappe et il rejoint le maquis et grossit un peu l'affaire. Les gars du maquis vont au chef-lieu du canton et amènent mon père au capitaine de la gendarmerie en disant « voilà l'espagnol, il est de retour il ne veut pas travailler pour les Allemands, vous en êtes responsable, et vous savez ce qu'on fera si vous n'êtes pas responsable ». Mon père a donc pu nous rejoindre et on a refait notre vie comme on a pu. On a été beaucoup aidé, il y a eu comme partout, des gens qui nous aident, mais aussi d'autres étrangers, des bicots, des arabes... comme partout.

Et donc à la libération vous restez en Corrèze, jusqu'à quand ?

Je reste en Corrèze jusqu'à l'âge de 17 ans. Je vais à l'école, j'ai mon certificat d'étude, c'est tout ce que j'ai et si... j'ai un brevet de fin de stage de la FPA (formation professionnelle pour adultes). J'opte pour être fraiseur, je réussis mon examen et je trouve du travail dans le Limousin. Je suis embauché, je travaille à peu près un an mais, il y a un mais, un mais qui emmerde tout le monde... C'est une usine qui travaille pour l'armée... notamment des cisailles qui étaient mises à l'avant des sous-marins pour couper les câbles des mines. Et travailler pour l'armée, ça ne me plaisait pas tellement. C'est comme ça que me retrouve en Seine-Saint-Denis, avec des gens que j'ai connus là-bas et que j'avais contactés pour me donner un coup de main si j'étais dans le besoin, un fils de plus pour ces familles-là. J'ai trouvé du travail en tant que fraiseur, j'ai fait quelques cours du soir mais c'était vraiment fatigant.

Tu rejoins donc Saint-Denis à 18 ans, au milieu des années 1950. Tu disais que ça ne te plaisait pas de travailler pour l'armée, tu pourrais resituer la genèse de ton engagement militant ?

J'ai connu beaucoup de libertaires dans les barrages parce que c'était surtout ça. Il y avait toujours des noyaux avec des Espagnols, qui montaient tout de suite des syndicats. Comme amusement, qu'est-ce qu'il y avait ? A Saint-Denis on est dans des cités éloignées de tout, y'avaient les réunions de la CNT et mon père m'y emmenait. J'étais dans ce milieu comme dans un théâtre mais bon, ça m'a plus parce que j'ai pu avoir des contacts avec des gens que j'ai fréquentés tout au long de ma vie et que je fréquente encore.

Et donc, quelles rapports tu tisses avec ce noyau d'espagnols à Saint-Denis ? Est-ce que ça se retranscrit par exemple dans l'entreprise où tu travailles ?

Alors y'a beaucoup d'Espagnols, y'a des fédérations locales à Aubervilliers, Saint-Denis... mais l'entreprise, c'était une toute petite entreprise. Il y en avait une plus grosse où

j'ai travaillé quelques temps, les ascenseurs Stigler. Stigler sous-traitait du travail et le sous-traitant m'a dit, si tu veux je te prends dans mon entreprise et j'ai accepté. Elle était située à côté de la place des Abbesses, donc ça me rapprochait d'où j'étais puisque j'habitais carrefour Pleyel. J'ai travaillé là, le patron a été viré... une dame s'est permise de virer un patron, elle devait être anar, elle était d'ailleurs très amie avec une Espagnole, une vedette, Maria... (*il se tourne vers Ángel*)

(*Ángel Carballeira, en plaisantant : « Maria Casarès ? »*)

Non non, oui Maria c'est la plus connue mais cette dame était aussi artiste, enfin bref. Là l'entreprise change de propriétaires de nombreuses fois, la magouille des patrons qui veulent tous tirer à soi la couverture. Le dernier employeur que j'ai eu dans cette usine disait d'ailleurs « Rodriguez il fait partie des meubles ». Tout était parti, les machines-outils etc... on en avait des nouvelles et... j'étais toujours là, jusqu'au jour où quelqu'un m'a fait une meilleure offre, toujours en région parisienne. On est alors en 1965 je crois.

Revenons donc à ton engagement anarchiste à la CNT, il se développe à travers les sections locales, pas dans l'entreprise.

Oui, quand j'arrive évidemment. Je connaissais les gens qui étaient là, certains venaient de Corrèze ou du Limousin. Ils étaient tous à la CNT donc en arrivant, je m'affilie à la CNT et à SIA (*Solidarité Internationale Antifasciste*) et depuis, jamais quitté.

La fin des années 1950 et le début des années 1960 sont aussi marqués par une deuxième vague d'immigration espagnole, plutôt économique, et par une immigration en provenance des pays d'Afrique du Nord (Algérie et Maroc). Comment cela se traduit pour le mouvement anarchiste et les exilés espagnols de Saint-Denis ?

De forts réseaux de solidarité se forment mais ce n'est pas nouveau. Déjà lorsque nous étions en Corrèze, une fédération locale assez importante avec environ 350 cotisants, ces réseaux existaient, qui font que plus tard, cela continue à Saint-Denis. Mais bon, à cette période, déjà beaucoup d'exilés anarchistes des vieilles générations ont la fâcheuse idée de mourir. Moi je ne vais pas mourir, je vais rester pour les emmerder.

Puisqu'on évoque cette période, tu as une vingtaine d'années pendant la Guerre d'Algérie. Quel est ton rapport d'alors concernant tout cela ?

Déjà, en Seine-Saint-Denis, les exilés anarchistes n'ont jamais eu de problèmes avec les Algériens. Un jour, au métro Porte de la Chapelle, je suis arrêté par quatre jeunes arabes qui me disent « aujourd'hui tu ne vas pas travailler, c'est grève ». Je leur ai dit que j'étais de tout cœur avec eux mais que je suis espagnol, ils m'ont laissé passer. A part ça, je suis arrêté quelques temps après.

Est-ce que la section locale de la CNT de Saint-Denis mène des actions pendant la guerre d'Algérie ?

Non, que je sache, non. A cette époque-là on était encore axé sur l'Espagne. Déjà, ce qu'ils faisaient pour avoir leur autonomie, ou leur indépendance, ça nous plaisait beaucoup. Et surtout, la maltraitance que la police avait à l'encontre des Algériens... Surtout lors des interrogatoires.

Tu as évoqué une arrestation...

Oui, une nuit, j'ai vu de mes yeux comment étaient traités les gars qui étaient arrêtés. Juste avant de récupérer un logement qu'une famille d'espagnols m'avait laissé à Saint-Denis, j'ai habité quelques temps dans un hôtel à Aubervilliers. Quand j'ai déménagé d'Aubervilliers à Saint-Denis, ma carte d'identité était périmée. Avec deux autres espagnols, qui étaient venus en France pour travailler, ils n'étaient pas anars. Bref, on se fait arrêter par les gardes mobiles. Je n'ai que le récépissé qu'on m'avait laissé puisque ma carte était périmée. Le gars appelle son capitaine qui vient. Il regarde le document et dit « c'est un faux ça, t'es arabe ». Je lui réponds que je suis espagnol, il s'approche et me dit « et le tatouage que t'as sur le front c'est quoi ? ». J'ai senti qu'il puait la vinasse, je me suis dit qu'il valait mieux que je ferme ma gueule. Toujours est-il que j'ai été emmené au commissariat de police de Saint-Denis. J'ai vu comment ils traitaient les Algériens, la méchanceté pure. Ils les mettaient contre le mur avec les bras en l'air. Les gars passaient et en passant c'était un coup de poing dans l'estomac, une botte sur les pieds, une gifle, n'importe quoi... évidemment il y a eu des morts après. C'est à peu près tout ce qu'a été mon parcours d'exil.

Tu n'as pas évoqué Mai 68 ?

Ah oui, là on était pour, on a fait arrêter l'usine, enfin l'atelier avec un autre espagnol. On est allé voir le taulier et on lui a fait comprendre qu'on voulait marquer le coup mais l'entreprise était petite, ça n'a été que l'affaire d'une journée.

Tu me disais que la matrice restait l'Espagne, pourtant tu débrayes et fais arrêter l'entreprise en Mai 68, quelque chose a changé ?

Je n'en suis pas sûr, je dirais... pas pour moi. Evidemment, tout ce qui s'est passé en mai 68, j'étais d'accord même s'il aurait fallu aller un peu plus loin mais enfin, c'est déjà pas mal, on a éclairci un peu la forêt. Mais ma vie personnelle ne me permettait pas de décrocher de cette matrice espagnole, j'ai eu mes parents à charge, ma femme et mes enfants et puis j'ai continué à m'occuper du syndicat à Saint-Denis. Le temps est passé et beaucoup sont morts, on s'est retrouvé à trois ou quatre, il valait alors mieux se rassembler à Paris, à Sainte-Marthe à l'époque.

Tout à l'heure tu disais qu'au moins pendant la guerre, il n'y avait pas d'interférences idéologiques entre les socialistes, les communistes ou les anarchistes...

En tout cas moi je n'ai jamais entendu d'histoires pendant la guerre, déjà la majorité se connaissaient d'Espagne. On peut dire qu'on était tous de la même famille. Jusqu'à ce que je vienne à Paris, ça a commencé à chauffer. Les communistes ils ont été durs à vivre.

Jean Vaz, de Decazeville, raconte qu'il y a pu avoir des heurts entre communistes et anarchistes...

Oh les communistes ont été violents, ils l'ont été. Mais en Corrèze c'était une autre histoire, il n'y a jamais eu de problème. A Saint-Denis, les communistes savaient ce qu'on était et on savait qui ils étaient donc dans le pire des cas, on faisait la part des choses et dans le meilleur, on tentait de les faire rentrer dans la voix de la raison.

Tu as évoqué tes enfants, est-ce que cette matrice espagnole et ton engagement à la CNT font partie des choses que tu as voulu transmettre à travers l'éducation ?

Je n'ai jamais voulu influencer mes enfants à faire ce que je faisais.

En 1975, Franco meurt, comment tu le ressens et plus généralement, quelle est l'ambiance qui règne à ce moment chez les exilés anarchistes ?

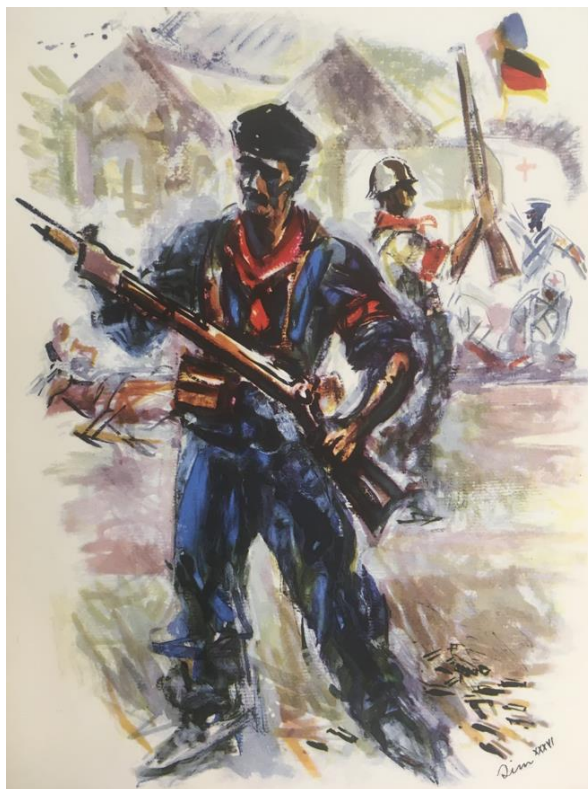
Déjà, pour ceux qui ont vécu la mort de Franco, c'est déjà un point de plus. Beaucoup se disaient « il est parti avant moi ». On ne pouvait que se réjouir.

Et donc, est-ce que sa mort laisse envisager un retour au pays ?

Pour les plus âgés que moi, oui, pas tous, mais une partie d'entre eux. Je les comprends, ils ont vécu là-bas, ils ont aimé là-bas. Même moi j'y ai pensé et j'ai fini par y retourner, en voyage.

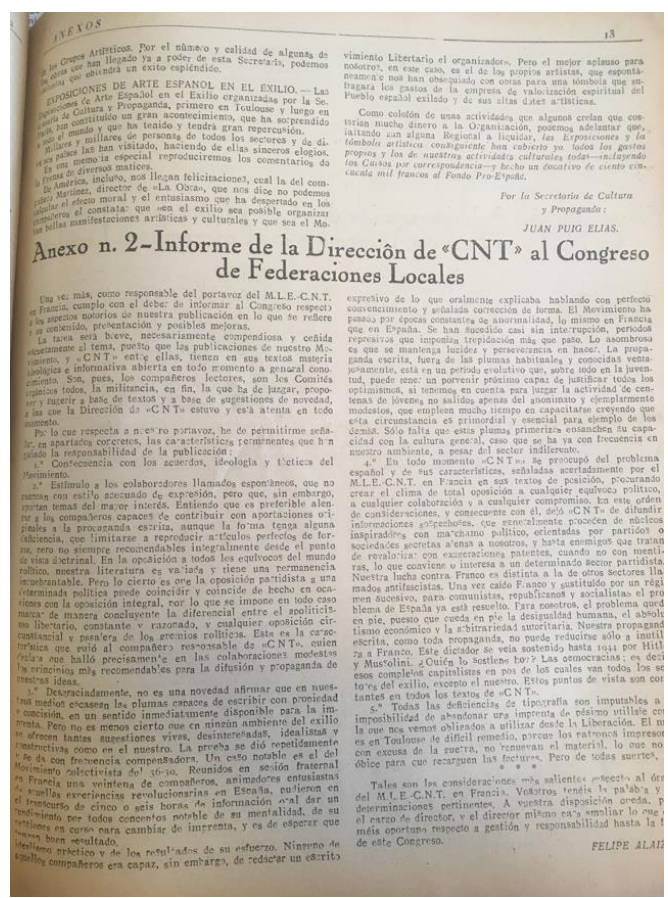
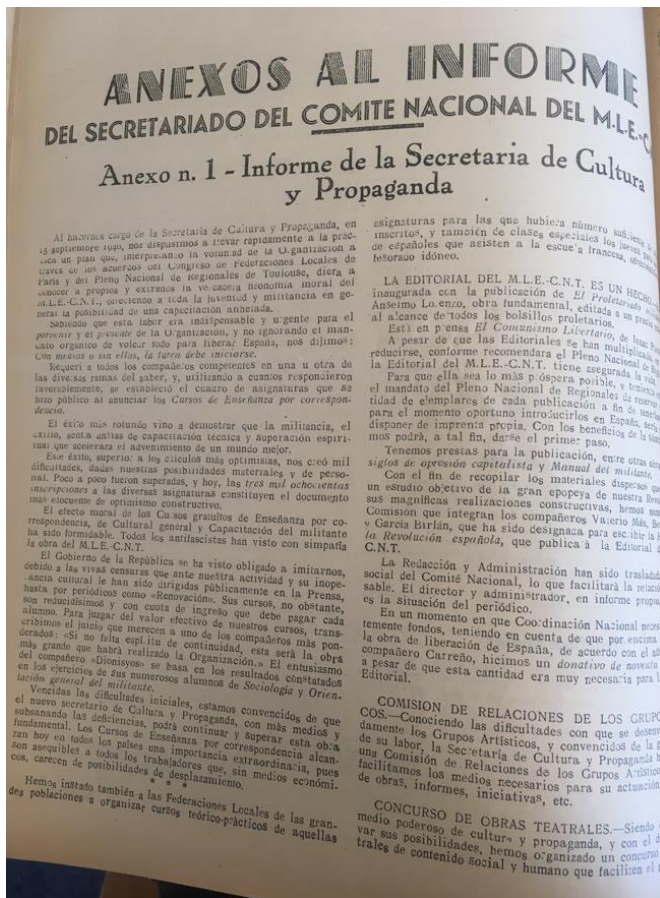
Troisième partie : exemples de l'activité éditoriale de la CNT en Espagne et en France

Annexe n° 8 : Estampes de la révolution sociale espagnole, 1936 :



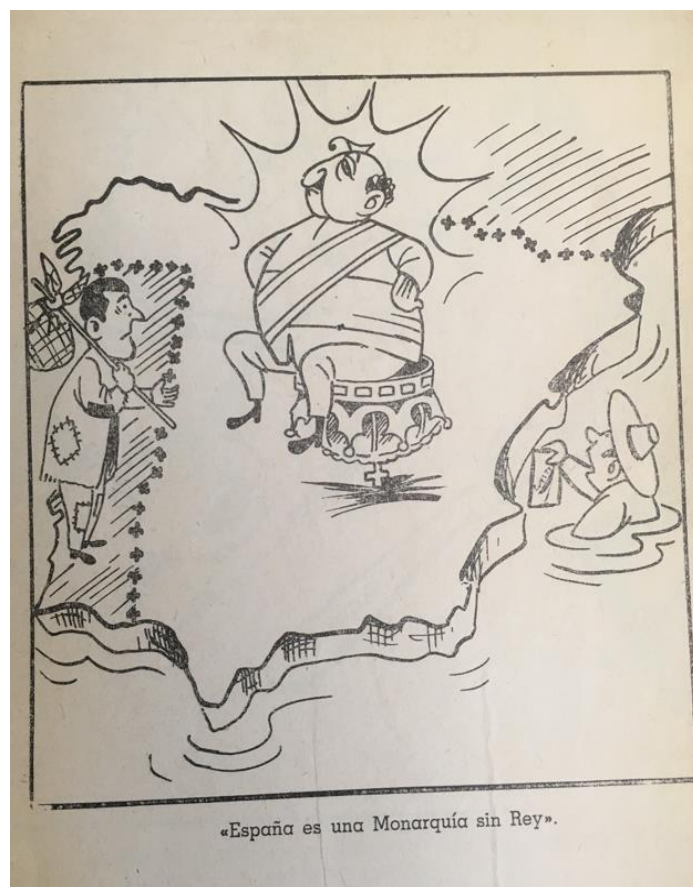
Sources : archives de la Contemporaine, fonds Madeleine Lamberet, Dossier 7, Album illustré de nombreux dessins, édité en Espagne fin 1936 par la CNT (Confederación nacional del trabajo) et la FAI (Federación Anarquista Ibérica), cote ARCH/0257/1

Annexe n° 9 : annexe du Bureau de la Culture et de la Propagande dans l'informe du Secrétariat du Comité National du MLE-CNT en exil de 1947



Sources : Archives de la Contemporaine, fonds Madeleine Lambret, dossier 7, «Informe del Secretariado del Comité Nacional del MLE-CNT en Francia», 1947, p. 12 et 13. (cote ARCH/0257/1).

Annexe n° 10 : Caricatures de Franco dans des tracts clandestins de la Confédération Nationale du Travail, 1956



Sources : archives non classées du CTDEE, « Presse clandestine », p. 4 et 5.

Quatrième partie : la Colonie d'Aymare par José Vergara

Annexe n° 11 : Photographie du château d'Aymare prise depuis son jardin, probablement en 1960



Sources : Archive non-classée du CTDEE, José Vergara, Aymare colonia de los mutilados y ancianos de la revolución española del 1936 à 1939, 1997, p. 10.

Annexe n° 12 : Tomás Aisa et Villaverde en train de construire le clapier, probablement en 1950



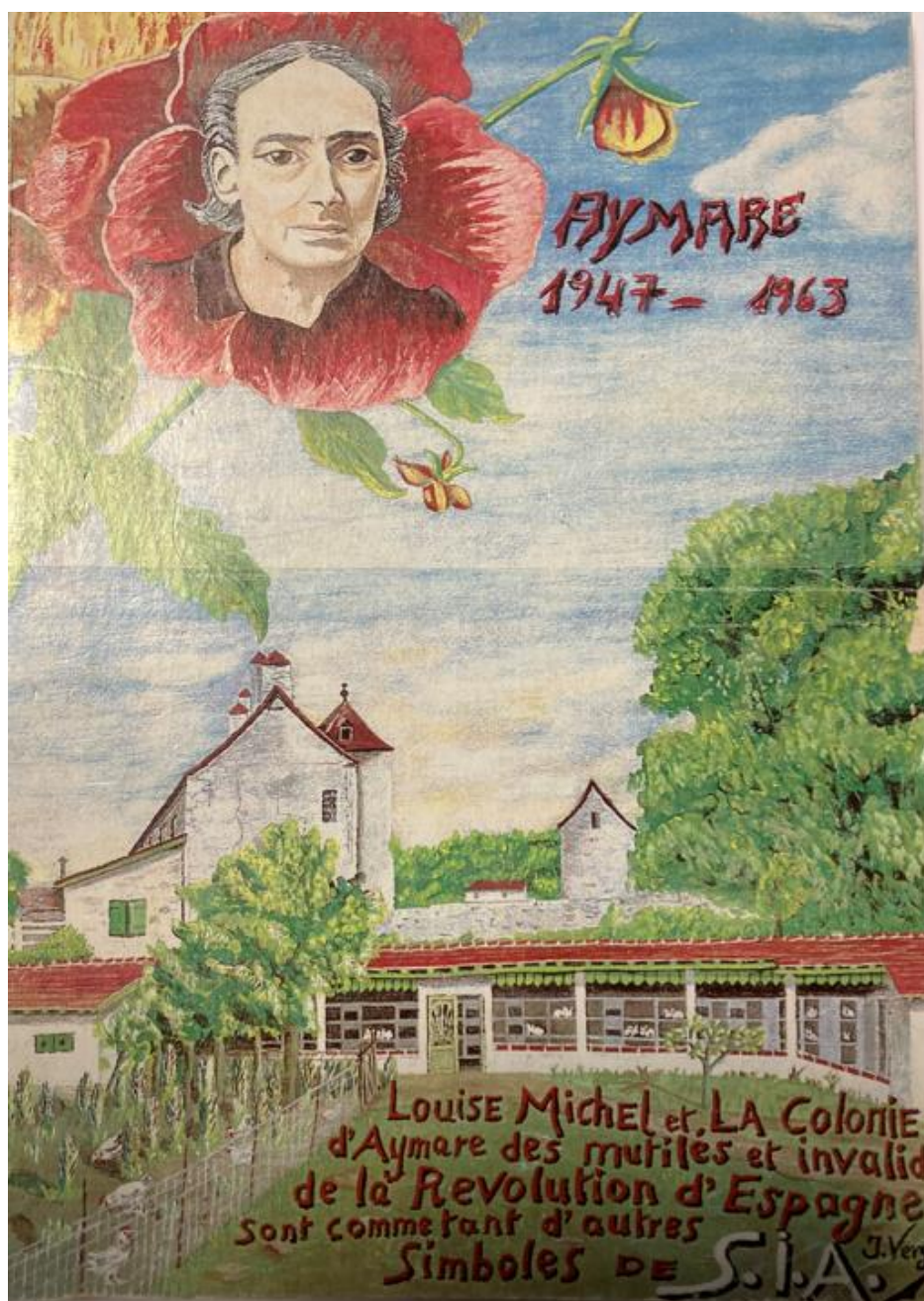
Sources : Archive non-classée du CTDEE, José Vergara, Aymare colonia de los mutilados y ancianos de la revolución española del 1936 à 1939, 1997, p. 28.

Annexe n° 13 : Photographie d'un groupe de travail s'attellant à la construction d'une source d'eau au début des années 1950.



Sources : Archive non-classée du CTDEE, José Vergara, Aymare colonia de los mutilados y ancianos de la revolución española del 1936 à 1939, 1997, p. 23

Annexe n° 14 : Couverture originale du manuscrit de José Vergara.



Sources : Archive non-classée du CTDEE, José Vergara, Aymare colonia de los mutilados y ancianos de la revolución española del 1936 à 1939, 1997.

Cinquième partie : l'Athénée espagnol toulousain

Annexe n° 15 : Affiche de présentation de la conférence de Marie Laffranque autour de l'œuvre de Federico Garcia Lorca à l'Athénée espagnol toulousain le 24 avril 1960.



Sources : Placer MAREY THIBON, « El Ateneo español de Toulouse » dans Ateneo español de Toulouse, pôle culturel et politique de l'exil, Les Cahiers du CTDEE, n°3, 2015, p. 55.

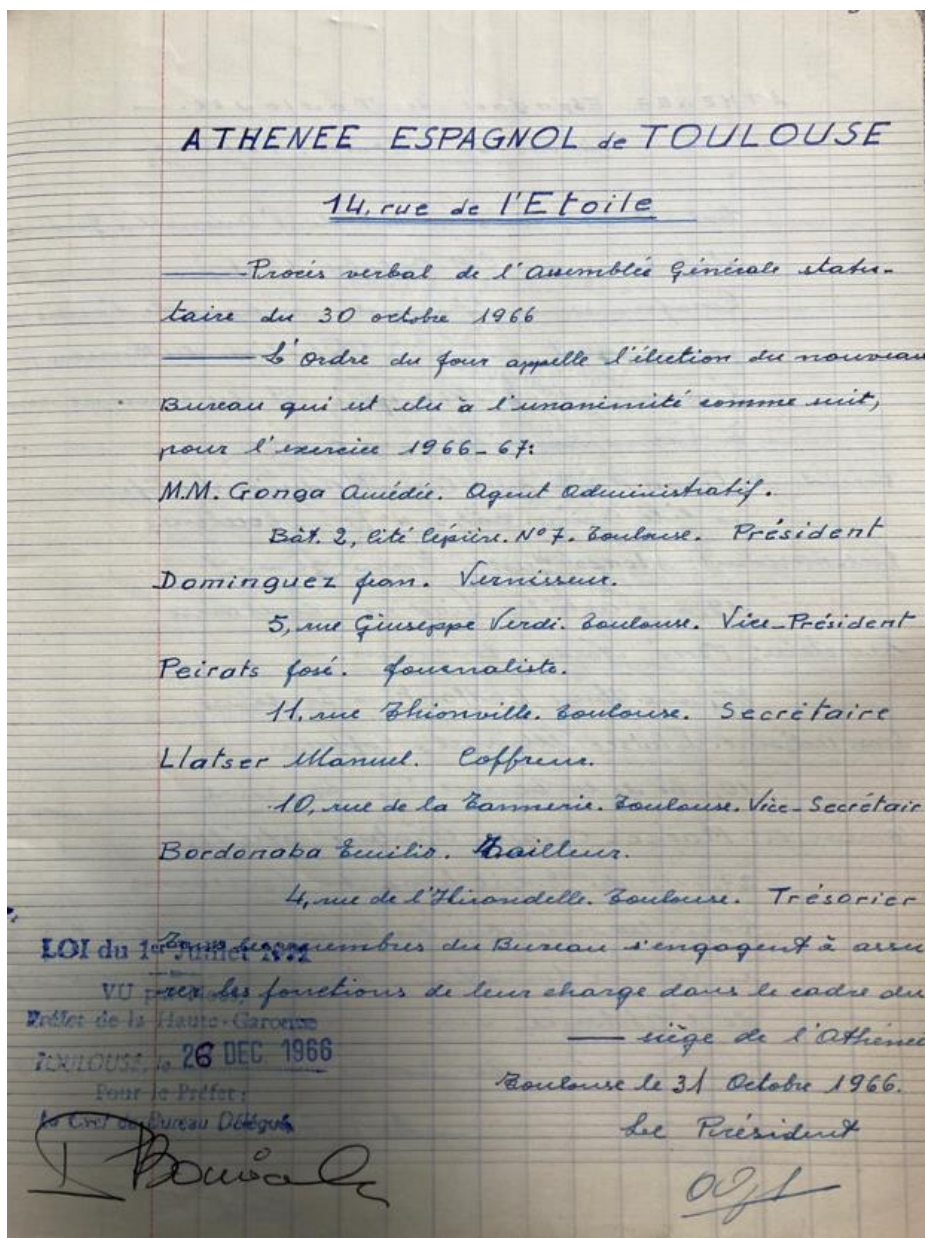
Annexe n° 16 : Section des jeunes de l'Athénée espagnol toulousain aux « Olympiades » à Saint Lys, 1964



Sources : Placer MAREY THIBON, « El Ateneo español de Toulouse » dans *Ateneo español de Toulouse, pôle culturel et politique de l'exil*, Les Cahiers du CTDEE, n°3, 2015, p. 59.

Annexe n° 17 : Composition du Bureau de l'Athénée espagnol toulousain, 1966.

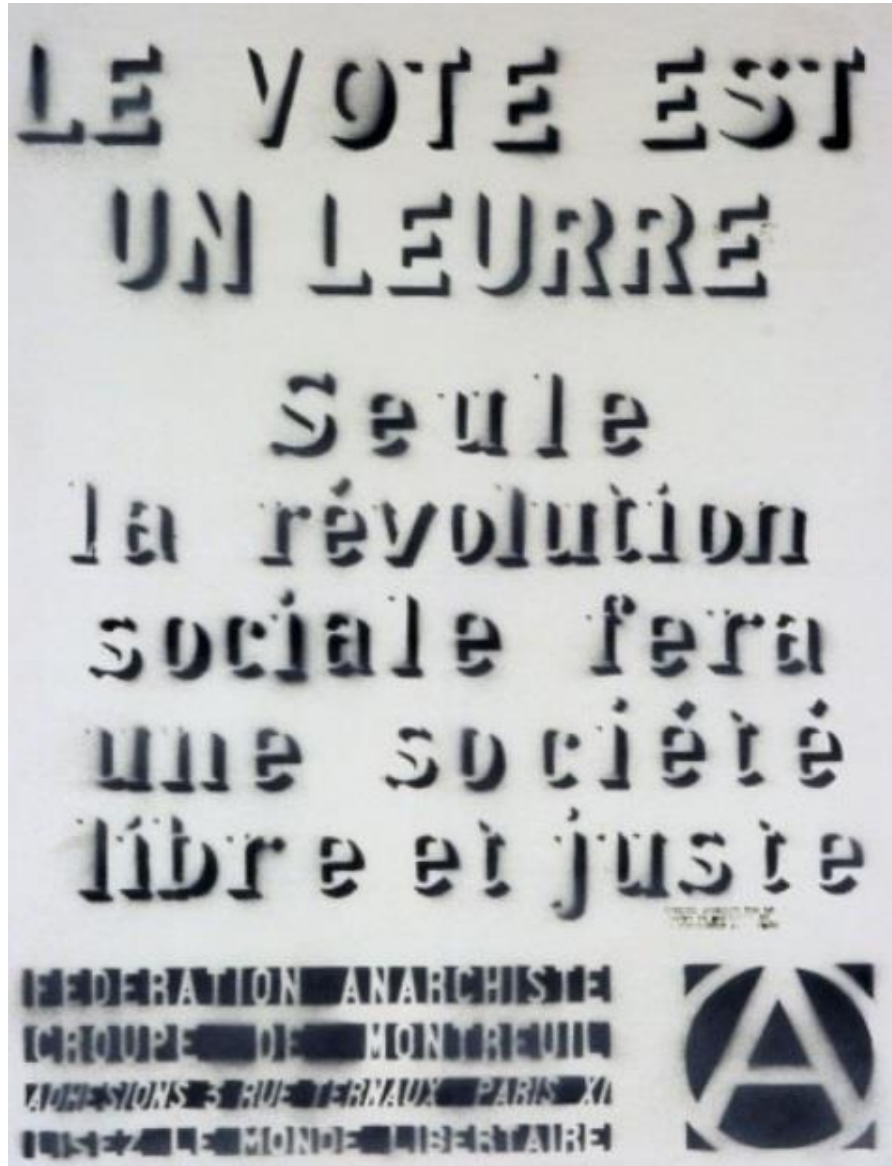
Dans ce document, les professions exercées par les membres du Bureau de l'Athénée espagnol toulousain sont mentionnées pour la première fois. Il permet de démontrer le caractère ouvrier de l'association toulousaine.



Archive non classée du CTDEE, « Cahier de Préfecture », cahier original compilant les différents bureaux de l'Athénée espagnol toulousain et leur composition de 1960 à 1979, p. 5.

Sixième partie : différentes utilisations du A cerclé

Annexe n° 18 : Tract de la Fédération anarchiste de Montreuil à l'occasion de l'élection présidentielle de 1965.



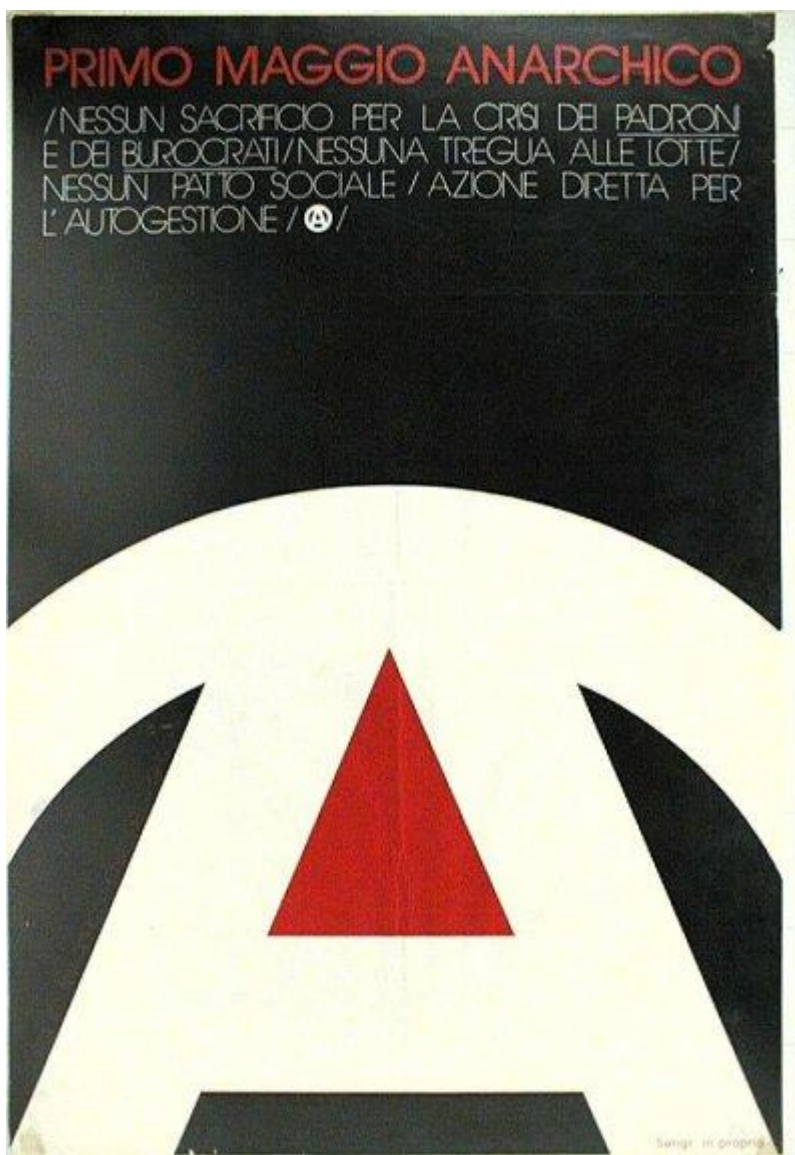
Sources : archive numérisée de la Fédération internationale des centres d'études et de documentation libertaires, dossier « Fédération Anarchiste, 1953-... ».

Annexe n° 19 : Nombreux A cerclés sur la via Festa del Perdono de Milan, 1968



Sources : Amedeo BERTOLO et Marianne ENCKELL, *Histoire véridique d'un symbole*, Editions Alternatives, 2009, p. 19

Annexe n° 20 : A cerclé marxisant, noir et blanc sur fond rouge, proposé par Ferro Piludu au début des années 1970.



Sources : archive numérisée de la Fédération internationale des centres d'études et de documentation libertaires, « [Primo Maggio anarchico, nessun sacrificio per la crisi dei padroni e dei burocrati...] / Ferro Piludu ».

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	3
Principaux sigles utilisés	4
Sommaire	5
 INTRODUCTION	 6
 PREMIÈRE PARTIE : Un exil pensé comme provisoire au sortir de la Seconde Guerre mondiale (1945-1960)	 18
 Chapitre I : L'exil anarchiste de l'immédiat après-guerre, un état des lieux	19
1. Cartographie du mouvement libertaire espagnol en exil	20
2. Le travail au cœur de la dynamique d'installation	25
 Chapitre II : Refonder l'anarchisme en exil, structures et imaginaire.....	30
1. Le barrage de l'Aigle, creuset de la réorganisation de la CNT en exil	31
2. L'ébauche d'un imaginaire collectif, un syndicat hors du monde du travail, répondre au paradoxe	36
3. Représentations du passé et réseaux de solidarité, les premiers développements	42
4. Un rapport ambigu à la violence en politique	47
 DEUXIÈME PARTIE : « S'intégrer sans se dissoudre », les années 1950, une période d'effervescence libertaire dans l'exil	 56
 Chapitre I : Réaffirmer une identité politique et culturelle, les réseaux de solidarités des années 1950	58
1. L'exil anarchiste et l'école républicaine	59
2. Le cours Dillon toulousain : réseaux de solidarités, formations professionnelles, éducation populaire ou la reconstruction d'une bourse du travail (1945-1952)	66
3. Une réaffirmation politique et culturelle par les Arts.....	72
 Chapitre II : Où sont les militantes ? Le mouvement libertaire en exil et l'invisibilisation des femmes	77
1. Sans les femmes, il n'y a pas de lutte	79
2. Transmission, socialisation politique et culturelle : le rôle clé des femmes libertaires	82

Chapitre III : L'utopie mise en pratique, la colonie d'Aymare	87
1. De la nécessité à l'utopie, une vitrine de l'anarcho-syndicalisme en exil	88
2. Conjuguer autosuffisance et viabilité, l'importance du réseau libertaire de l'extérieur.....	91
TROISIÈME PARTIE : Le mouvement libertaire en exil entre recomposition et déclin (1959-1975)	96
Chapitre I : S'ouvrir pour survivre, le cas de l'Athénée espagnol toulousain.....	98
1. La prédominance libertaire au sein de l'Athénée espagnol toulousain	99
2. L'Athénée espagnol toulousain, creuset d'une réunification nécessaire mais éphémère .	106
Chapitre II : Pratiques politiques et renouveau générationnel dans une décennie de contestation	110
1. Innovation politique, innovation graphique : l'exemple du A cerclé	113
2. Mai 68, l'émergence d'une nouvelle génération de militants	119
CONCLUSION	125
Table des illustrations	131
État des sources	132
Bibliographie	137
Annexes	146
Tables des matières	182